

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'INDUSTRIE TEXTILE

DE

ROUBAIX - TOURCOING

devant la Crise Economique
et la Législation Sociale

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue

le 10 MARS 1932

PAR

ROBERT BRUYNEEL

MM. W. OUALID, *Président*

AFTALION } *Suffragants*
LESCURE }

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES - PIERRE BOSSUET
47, RUE DE LA GAITÉ — PARIS — 14^e

—
1932



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547521_0021

L'INDUSTRIE TEXTILE
DE
ROUBAIX-TOURCOING
devant la Crise Economique
et la Législation Sociale

L'INDUSTRIE TEXTILE DE ROUBAIX - TOURCOING

devant la Crise Economique
et la Législation Sociale

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue
le 10 MARS 1932

PAR

ROBERT BRUYNEEL

MM. W. OUALID, *Président*

AFTALION }
LESCURE } *Suffragants*

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES - PIERRE BOSSUET
47. RUE DE LA GAITÉ — PARIS — 14^e

—
1932

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS

Les problèmes économiques et sociaux qui se sont révélés d'une exceptionnelle gravité depuis quelques années, dans l'Industrie textile de Roubaix-Tourcoing, nous ont paru nécessiter une étude objective.

Pour nous permettre de l'étayer de renseignements circonstanciés autant qu'autorisés, nous avons jugé primordial de procéder personnellement à une enquête dans les deux grands centres du Nord, spécialement dans les milieux entretenant des rapports directs, voire même lointains, avec l'Industrie textile.

L'application de cette méthode de travail explique ici l'absence de toute bibliographie.

Nous tenons toutefois à noter que notre tâche nous fut des plus facilitée tant par les organismes patronaux et ouvriers que par les administrations publiques, municipales et privées qui, fort obligeamment, mirèrent à notre disposition de nombreux et importants documents, pour la plus grande part inédits.

Nous adressons, à tous ceux qui ont bien voulu ainsi nous aider, tous nos remerciements avec l'expression de notre vive reconnaissance.

R. B.

INTRODUCTION

Roubaix-Tourcoing, deux villes jumelles également industrielles, à tel point que l'on cite rarement l'une sans parler de l'autre, sont adossées à la frontière belge. Elles forment avec Lille, la capitale des Flandres dont elles ne sont éloignées que de quelques kilomètres, le plus grand centre industriel de France après celui de la région parisienne. Si à Lille toutes sortes d'industries se sont développées, à Roubaix-Tourcoing le textile et ses industries annexes englobent presque toute l'activité de ses habitants.

La prospérité industrielle de Roubaix date de la Charte des privilèges accordés en 1450 par Pierre de Roubaix à ses fabricants drapiers. Pierre de Roubaix succédait à son père Jean de Roubaix qui fut un des plus célèbres seigneurs de l'endroit. De 1401 à 1409, il tint sous sa tutelle la ville naissante. Pierre de Roubaix « riche de 10.000 florins de rente et plus » fut comme son père, un des hommes liges du duc de Bourgogne. Il devint son conseiller. Il prit part aux expéditions contre les Liégeois et Flamands révoltés et aux guerres contre le roi de France Louis XI. Il fit construire un château-fort et concéda aux habitants de sa seigneurie une partie des terrains environnants « à charge d'y bâtir et d'y maisonner ».

Il vainquit le seigneur de Lannoy et confisqua ses biens.

Charles le Téméraire confirma Pierre de Roubaix dans toutes ses charges et octroya à son vassal la fameuse charte de 1469 autorisant les habitants de Roubaix à draper.

L'industrie tourquennoise remonte aux premiers siècles de

l'ère chrétienne. Il n'est pas possible de lui assigner une date précise. Déjà du temps de Charlemagne le travail de la laine était florissant à Tourcoing et on y connaissait l'art de teindre avec la gaule, la garance et la pourpre. En 958, Bauduin III, comte de Flandre, désireux d'encourager le commerce des tissus institua des marchés publics, notamment à Tourcoing.

Les progrès du machinisme devaient donner à Roubaix-Tourcoing un essor que seuls les pays neufs ont connu jusqu'ici. La population, en un siècle, s'est décuplée. En 1831, Roubaix comptait 18.187 habitants ; en 1878, 85.000 et en 1931, 117.190 ; et Tourcoing qui n'avait pas 10.000 habitants au début du 19^e siècle en a actuellement 81.972.

La population lilloise, quoique en forte augmentation, n'a pas vu sa courbe monter aussi rapidement. La ville de Lille était, en effet, enserrée dans des fortifications datant de Vauban et dont la démolition vient seulement d'être commencée. Ces murailles défensives rendaient malaisée son expansion. Elle s'est faite dans les faubourgs et à Roubaix-Tourcoing, villes non fortifiées. C'est pourquoi la population de la ville de Lille n'est en 1931 que de 201.568 habitants.

Le développement industriel n'a pas contribué à enjoliver ces villes déjà peu favorisées sous le rapport de l'esthétique. Le Nord, pays plat, au rude climat est une région où toutes les industries ont droit de cité, sauf l'industrie touristique. Roubaix et Tourcoing, plus que Lille, n'ont pas échappé à la règle générale. Les mauvais pavés et les noires fumées d'usines, sous un ciel rarement bleu, sont à peu près les seules choses que remarque l'étranger.

Hors des terrains bâtis, c'est la plaine à perte de vue. Les champs de blés succèdent aux champs d'avoines, de betteraves, de houblon et de céréales de toutes sortes. Pas une forêt, pas un boqueteau, des communes importantes et toutes également industrielles barrent tout l'horizon. C'est ce pays riche mais sévère qui fut le berceau de la race flamande. Cette richesse est son œuvre. C'est grâce à ces qualités d'énergie, de courage et de volonté que le Nord est devenu le département le plus

peuplé et le plus prospère de France si l'on excepte Paris. Fatalement l'industrie textile devait dans cette région se créer une large place. Basée sur un des plus pressants besoins de l'homme, celui de se vêtir, elle était appelée à d'incessants progrès. Le goût de la parure et de la diversité fut son principal auxiliaire. L'industrie textile de la laine et du coton, à l'encontre de quantité d'industries, n'est pas obligée de se soumettre à des conditions géographiques spéciales. L'élevage du mouton est insignifiant dans le Nord et quant au coton, il n'a jamais fleuri dans les Flandres. Tous les pays d'Europe se trouvent dans la même situation et il y a bien longtemps que la tonte des moutons indigènes ne suffit plus aux besoins de ses habitants. En ce qui concerne le lin, la situation est diamétralement inverse.

Le Nord, gros producteur de lin, justifie ainsi l'installation de ses usines textiles à Lille, Valenciennes, Armentières et dans différents autres centres moins importants.

L'industrie textile de la laine et du coton, créée à Roubaix-Tourcoing pour satisfaire, tout d'abord, les besoins de ses habitants, doit son extension au développement de ses voies de communication (réseau ferroviaire, routes et canaux) à sa proximité de la mer, aux progrès de son agriculture et de ses autres industries, au voisinage de la houille et surtout à la qualité de sa main-d'œuvre.

Les habitants de ce département récoltent les fruits d'un long et patient travail : l'aménagement des voies de communication. Il n'est pas un département qui possède à la fois plus de routes, plus de canaux et plus de voies ferrées. La création des canaux et la construction des voies ferrées furent facilitées par la nature et l'aspect du sol. Le Nord ne possède aucun tunnel. Mais ce sol, trop peu résistant, coûta aux pionniers un travail et une patience infinis. Il a été nécessaire de paver toutes les routes ; seuls des procédés tout récents ont permis d'abandonner le pavage trop coûteux et trop inconfortable pour les usagers. Toutes les rivières ont été canalisées et reliées par des canaux unissant la Sambre et l'Escaut à Dunkerque. Les lignes de chemins de fer sont très nombreuses. Quelques-unes ont une impor-

tance internationale. Lille, Roubaix, Tourcoing, au point de jonction de tous ces moyens de communication, bénéficient d'une situation unique qui explique leur prospérité. La plaine du Nord occupe en France la première place pour la culture des céréales et de la betterave à sucre. Le houblon, la pomme de terre, les légumes, le tabac, le lin, le chanvre et le colza s'y récoltent en abondance. Seule sa production agricole justifierait pour le Nord le qualificatif de région privilégiée. Mais l'agriculture, à laquelle il faut ajouter un élevage florissant, n'est qu'une partie de sa richesse. Ce département, grâce à ses mines de houille et à sa production agricole variée a pu grouper toutes les industries métallurgiques, textiles, chimiques et alimentaires.

Mais si toute richesse vient de la terre, sa création dépend uniquement du travail. C'est grâce au labeur acharné d'une population robuste et prolifique que le Nord s'est élevé au premier rang des départements français. La bonne main-d'œuvre est pour l'industrie le facteur indispensable au succès. Le Nord jusqu'à la guerre, a pourvu à tous ses besoins d'hommes. L'augmentation progressive de sa population, le nombre élevé de ses familles nombreuses sont la preuve que l'appel de son industrie sans cesse croissante a toujours été entendu. Mais le Flamand s'il est un bon ouvrier est aussi un bon soldat. Volontaire et courageux au travail il le fut aussi sur le champ de bataille. La guerre lui fit payer un si large tribut qu'il fallut, pour restaurer ses régions dévastées et retrouver peu à peu la prospérité agricole et industrielle d'antan, faire un appel important à la main-d'œuvre étrangère. Polonais dans les mines, Belges dans le textile, Italiens dans le bâtiment, sont venus remplacer l'élite de sa jeunesse disparue. L'étendue du désastre fut tel que cette main-d'œuvre représente près de 50 % de l'élément ouvrier dans l'industrie extractive de la houille et approche de bien près cette proportion dans l'industrie textile.

Aperçu de la Situation industrielle à Roubaix, Tourcoing et aux Environs

Le perfectionnement du machinisme devait donner à l'industrie textile de Lille-Roubaix-Tourcoing un essor prodigieux. Il lui a permis de lutter victorieusement sur les marchés étrangers. Cette prépondérance, si paradoxal que cela puisse paraître, a été un peu aidée par la guerre ou plutôt par l'après-guerre. Pendant l'occupation allemande, les manufactures sont restées fermées. Beaucoup de machines ont été détruites ou détériorées par les Allemands qui enlevèrent toutes les pièces de bronze et de cuivre, métaux qui leur servirent à la fabrication de leurs munitions. Les autres centres français : Amiens, Abbeville, Rouen, Elbœuf, Castres, Châteauroux, Roanne, Saint-Dié, Remiremont et Mazamet, se développèrent pour pourvoir, avec l'importation étrangère, aux besoins de la défense nationale et de la population civile. La guerre terminée, le Nord a besoin pour se relever de ses ruines. La loi des dommages de guerre lui apporta l'aide de la nation tout entière. Des machines perfectionnées remplacèrent l'outillage détruit. Puis pendant près de dix années, l'industrie textile traversa une ère de prospérité absolument unique. Les commandes affluaient et les prix montaient sans cesse.

Roubaix et Tourcoing reprirent dans le textile français la place qu'ils occupaient avant-guerre, c'est-à-dire la première, ainsi que le prouvent les tableaux suivants du mouvement des principales conditions publiques en France pour les années 1928, 1929 et 1930 et pour les onze premiers mois de 1931.

MOUVEMENT DES PRINCIPALES CONDITIONS PUBLIQUES EN DÉCEMBRE
(1.000 kgs).

ROUBAIX

DATES	LAINES &		FILÉS			Total (1)
	Blousses	Peignés	Cardés	Peignés	Total	
1928	—	—	—	—	—	—
Décembre ..	118	2.333	140	673	813	3.264
12 mois	1.741	30.710	2.085	8.183	10.268	42.719
1929	—	—	—	—	—	—
Décembre ..	93	1.878	83	657	740	2.711
12 mois	1.224	26.341	1.158	7.561	8.719	36.284
1930	—	—	—	—	—	—
Décembre ..	119	1.779	48	550	598	2.436
12 mois	1.259	24.973	919	6.755	7.674	33.906

TOURCOING

DATES	Laines	Peignés	Filés	Total (1)
1928	—	—	—	—
Décembre	1.185	2.365	857	4.407
12 mois	14.183	37.867	12.404	64.454
1929	—	—	—	—
Décembre	1.133	2.712	880	4.725
12 mois	13.266	38.903	11.532	63.701
1930	—	—	—	—
Décembre	997	2.477	723	4.197
12 mois	13.977	34.369	10.300	58.646

FOURMIES

DATES	Laines	Peignés	Filés	Total (1)
1928	—	—	—	—
Décembre	2	89	263	354
12 mois	55	1.700	3.401	5.156
1929	—	—	—	—
Décembre	7	74	239	320
12 mois	44	1.313	2.588	3.945
1930	—	—	—	—
Décembre	3	67	212	282
12 mois	43	1.396	2.411	3.850

(1) Non compris simples pesées et produits non lainiers.

REIMS

DATES	Laines	Peignés	Files	Total (1)
1928	—	—	—	—
Décembre	61	184	28	273
12 mois	618	2.957	288	3.863
1929				
Décembre	28	196	22	246
12 mois	499	3.065	253	3.817
1930				
Décembre	37	220	22	279
12 mois	427	2.570	291	3.288

MAZAMET

DATES	LAINES	LAVÉES	Fils	Total (1)
	A dos	A fond		
1928	—	—	—	—
Décembre	1.307	654	1	1.962
12 mois	17.382	7.504	28	24.914
1929				
Décembre	1.262	618	1	1.881
12 mois	15.939	8.135	18	24.092
1930				
Décembre	1.310	686	2	1.998
12 mois	16.052	7.263	30	23.345

MOUVEMENT DES PRINCIPALES CONDITIONS PUBLIQUES EN NOVEMBRE (1.000 kgs).

ROUBAIX

DATES	LAINES &		FILES			Total (1)
	Blousses	Peignés	Cardés	Peignés	Total	
1929	—	—	—	—	—	—
Novembre ..	125	2.615	55	594	649	3.389
11 mois	1.131	24.463	1.065	6.904	6.989	33.571
1930						
Novembre ..	138	2.126	41	503	544	2.808
11 mois	1.140	23.194	871	6.208	7.079	32.413
1931						
Novembre ..	126	2.223	20	464	484	2.833
11 mois	1.044	20.500	471	4.708	5.179	26.723

(1) Non compris simples pesées et produits non lainiers.

TOURCOING

DATES	Laines	Peignés	Filés	Total (1)
1929	—	—	—	—
Novembre	1.225	3.888	914	6.027
11 mois	12.133	36.191	10.652	58.976
1930				
Novembre	1.253	3.104	740	5.097
11 mois	14.818	30.051	9.577	54.446
1931				
Novembre	962	3.268	662	4.892
11 mois	11.206	30.188	6.906	48.300

FOURMIES

A ILS	Laines	Peignés	Filés	Total (1)
1929	—	—	—	—
Novembre	1	140	216	357
11 mois	37	1.239	2.349	3.525
1930				
Novembre	3	115	203	321
11 mois	40	1.329	2.199	3.568
1931				
Novembre	1	95	158	254
11 mois	30	1.732	2.204	3.966

REIMS

DATES	Laines	Peignés	Filés	Total (1)
1929	—	—	—	—
Novembre	36	234	29	299
11 mois	471	2.869	231	3.571
1930				
Novembre	33	250	27	310
11 mois	389	2.349	267	3.005
1931				
Novembre	40	373	4	417
11 mois	484	3.366	147	3.997

MAZAMET

DATES	LAINES	LAVÉES		
1929	A dos	A fond	Fils	Total (1)
1929	—	—	—	—
Novembre	1.702	855	»	2.557
11 mois	14.676	7.517	18	22.211
1930				
Novembre	1.604	597	1	2.202
11 mois	14.741	6.578	28	21.347
1931				
Novembre	2.271	705	1	2.977
11 mois	15.211	6.705	12	21.928

(1) Non compris simples pesées et produits non lainiers.

Mais au cycle prospérité succède le cycle dépression et cette dépression est d'autant plus forte que la prospérité fut plus grande. C'est le cas de la crise économique mondiale commencée en 1929 qui sévit encore actuellement.

Roubaix et Tourcoing, formant en réalité une seule agglomération, ont bénéficié d'un égal développement. Dans l'une la fabrique prédomine; dans l'autre, le négoce l'emporte. Mais cette situation ne fait que resserrer les liens économiques qui les unissent.

Les tableaux ci-dessous font ressortir l'importance des progrès réalisés en moins d'un siècle par ces deux cités :

a) *Au point de vue urbanisme.*

ROUBAIX :

	1848	1908	1928
	Hectares	Hectares	Hectares
Terres cultivées	1.102	718	102
Propriétés bâties	98	347	959
Routes, rues, places, canaux, etc....	78	219	254

b) *Au point de vue développement industriel.*

(Les derniers chiffres cités sont ceux de 1928 pour ne pas faire entrer en ligne de compte l'influence de la crise économique actuelle) :

	1878	1928
	—	—
Population de la ville de Roubaix (habitants) :		
En 1831	18.187	85.000
Population de la circonscription de la Chambre de Commerce de Roubaix (habitants)	137.296	215.600
Nombre d'ouvriers occupés dans la circonscription :		
En 1833	30.000	60.000
Peigneuses (unités)	334	1.000
Broches pour la laine :		
En 1833	16.848	276.000
Broches pour le coton	240.000	641.480
Production des tissages (tonnes) :		
En 1859	4.600	10.900
Poids total des textiles présentés au conditionnement (tonnes) :		
En 1860	2.000	17.527
		47.355

TOURCOING :

	1878	1928
Population de la ville de Tourcoing : 19.963		
En 1836	48.634	81.379
Population— de la circonscription de la Chambre de Commerce de Tourcoing	85.000	135.000
Nombre d'ouvriers occupés dans la circonscription	43.000	70.000
Poids total des textiles présentés au conditionnement	10.902	67.184

La circonscription de la Chambre de Commerce de Roubaix comprend vingt villes ou communes qui sont : Roubaix, Croix, Wasquehal, Wattrelos, Lannoy, Annapes, Anstaing, Ascq, Baisieux, Chérengh, Flers, Forest, Gruson, Hem, Leers, Lys, Saily, Toufflers, Tressin et Willems. Elle couvre une superficie de 11.790 hectares, compte 215.000 habitants, dont 15.770 patentés. Elle occupe environ 95.000 ouvriers.

La circonscription de la Chambre de Commerce de Tourcoing groupe onze villes ou communes, soit : Tourcoing, Halluin, Roncq, Neuville, Linselles, Mouvaux, Bondues, Bousheccque, Comines, Deûlémont et Warneton totalisant 135.000 habitants, dont environ 70.000 ouvriers.

Les manufactures de textile de la Chambre de Commerce de Roubaix se dénombrent comme suit : (1).

Peignages et filatures

7 peignages de laine dont 2 peignages-filatures-tissages ; 1 peignage-filature-bonneterie.

27 filatures de laine peignée appartenant à 26 firmes et comprenant : 2 peignages-filatures-tissages ; 1 peignage-filature-bonneterie ; 9 filatures alimentant les tissages des mêmes firmes

(1) Exposé de la situation industrielle et commerciale de la circonscription de la Chambre de Commerce de Roubaix.

(8 filateurs-fabricants) : 2 filatures-bonneteries ; 13 filatures à forfait et à façon.

9 filatures de laine cardée dont : 14 filatures-tissages (filateurs-fabricants).

22 filatures de coton appartenant à 21 firmes dont : 6 filatures-tissages (filateurs-fabricants) : 1 filature de schappe.

21 retorderies dont 2 pour la soie (non compris les retorderies dépendant des filatures).

7 filatures de lin, jute, chanvre, étoupe, appartenant à 4 firmes.

Tissages

71 tissages mécaniques (draperies, lainages, tissus de coton), appartenant à 68 firmes, dont 5 appartenant à 4 firmes tissant exclusivement le coton.

46 tissages mécaniques de tissus d'ameublement et de tapis appartenant à 43 firmes.

23 tissages mécaniques appartenant à 22 firmes et fabriquant des toiles, coutils, etc..

7 fabricants de couvertures.

16 tissages fabricant des toiles à sac, wassingues.

2 tissages mécaniques de tissus pour pansements.

8 tissages mécaniques travaillant uniquement à façon.

36 firmes ayant leur siège dans la circonscription possèdent un ou plusieurs tissages en dehors de la circonscription.

Teintures et apprêts

20 teinturiers en pièces et apprêteurs.

4 apprêteurs.

22 maisons font la teinture en matière laine.

24 — — — coton.

12 — — — soie.

6 — font de l'impression sur tissus.

Industries diverses se rattachant au textile

52 bonneteries.

2 fabriques de feutre.

8 maisons fabricant des broderies, guipures, dentelles, galons, rubans, etc...

26 manufactures de confections, dont 3 pour vêtements imperméables.

26 constructeurs de machines textiles.

8 fabriques de produits chimiques.

Quant aux usines dépendant de la Chambre de Commerce de Tourcoing, elles forment un total de 343 établissements se décomposant comme suit pour *Tourcoing* :

11 peignages de laines.

9 lavages de laine.

54 triages de laine.

41 filatures de laine.

6 filatures de laine cardée.

24 filatures de coton.

29 retorderies.

6 bonneteries.

18 fabricants de tissus.

4 tissages de toile coutil.

18 fabricants de tapis.

14 teintureries.

3 fabricants de dentelles.

4 corderies.

3 lisages de dessins.

LA FABRICATION

Le négoce des matières premières et des produits fabriqués donne lieu à Roubaix-Tourcoing à un important trafic tant dans l'industrie de la laine que dans celle du coton.

La laine brute provient presque uniquement d'Australie, du

Cap, de la Nouvelle-Zélande, de la République Argentine, de l'Uruguay et de l'Algérie. Quelques gros importateurs installés à Roubaix-Tourcoing commercent directement avec les pays d'origine où ils ont des comptoirs et des acheteurs. Certains y sont même propriétaires d'élevages importants.

En 1930, 311.278 tonnes de laines brutes sont entrées en France : 248.083 tonnes en masse et 63.193 en peaux.

Avec la production nationale qui atteint 21.000 tonnes brutes, le négoce des laines brutes s'est effectué sur un total de plus de 335.000 tonnes. Les manufactures de Roubaix-Tourcoing ont absorbé à elles seules, 145.000 tonnes environ.

L'importance du marché des laines de Roubaix-Tourcoing est tel que les 2/3 du total des laines brutes entrées en France sont passés par les ports directement ouverts sur cette place : Dunkerque : 163.483 tonnes ; Anvers : 32.642 tonnes.

Les laines brutes sont dirigées sur les peignages et les cardages qui leur font subir une première transformation.

La production des peignages est répartie entre les filatures de Roubaix-Tourcoing et celles des autres centres français et étrangers. En 1930, les manufactures de Roubaix ont expédié 24.100 tonnes de laine peignée dans les centres français. Une partie de ces peignés reviennent, d'ailleurs, aux tissages de Roubaix-Tourcoing sous forme de fils.

Le commerce des laines peignées est lui aussi très actif. Une quantité importante de laines peignées ne donne lieu à aucun échange, ce sont celles qui dans les industries intégrées sont destinées à la filature puis à la vente ou à une nouvelle transformation.

Les statistiques du commerce extérieur de la France font ressortir l'importance des peignages et cardages français. L'importation des laines peignées et cardées est très faible en France : en 1929, au total 1.148 tonnes et en 1930 : 1.251 tonnes avec pour principaux fournisseurs la Belgique et le Luxembourg, l'Angleterre et l'Allemagne. En 1930 la Belgique et le Luxembourg ont introduit en France 687 tonnes de laines peignées, l'Angleterre 400 et l'Allemagne 85. Les exportations françaises

de ces matières atteignent un chiffre plus considérable. En 1929 : 24.359 tonnes et en 1930 : 21.742 tonnes contre 21.371 tonnes en 1913, avec pour principaux clients par ordre de grandeur décroissant : la Belgique et le Luxembourg, l'Allemagne, la Tchéco-Slovaquie, la Pologne, l'Italie, la Suisse, la Russie et l'Angleterre.

Les laines peignées ou cardées sont ensuite transformées en fils de laine par les filatures. Les peignés, après retordage, deviennent des fils de laine. Dans la circonscription de Roubaix, 87 filatures comptant 580.000 broches à filer travaillent la laine peignée et 9 avec 110.000 broches travaillent la laine cardée. La moitié de leur production alimente directement les tissages ou les bonneteries des filateurs fabricants. L'autre moitié est exportée ou vendue pour le tricotage à la main.

LA FABRICATION ET LE COMMERCE DES TISSUS

Le tissage, dernier stade de la fabrication, a permis à la production du centre Roubaix-Tourcoing de s'imposer sur tous les marchés du monde et de s'intensifier rapidement. Ce succès est dû à la qualité des produits et à leur diversité : le tissage roubaisien et tourquennois s'est appliqué à créer et à modifier sans répit les tissus qu'il livre au commerce. Des mélanges judicieux de soie, de fil, de laine et de coton, des variétés ingénieuses de dessins et de coloris et une inlassable volonté de satisfaire le goût de la clientèle sont les principales causes de cette prospérité.

La circonscription de Roubaix, seule, compte actuellement 165 tissages dont 71 fabriquent la robe et la draperie, 46 les tissus d'ameublement et les tapis, 23 les coutils, toiles, etc., 7 les couvertures et les couvre-lits, 7 les toiles pour sacs et emballages, wassingues, etc., 2 les tissus spéciaux pour pansements, et 8 tissages mécaniques travaillent uniquement à façon. Ces diverses usines totalisent plus de 15.000 métiers à tisser.

La vente de ces tissus a lieu par marchés directs des agents, représentants ou vendeurs des fabricants qui traitent sans autre

intermédiaire avec les gros acheteurs de l'intérieur, des colonies et de l'étranger ou par les négociants en tissus, gros et demi-gros, installés dans la région. Le fabricant a de plus en plus tendance à traiter directement pour la vente de ses produits. Deux raisons l'y incitent : la suppression d'un intermédiaire qui augmente ses prix de revient et le désir d'échapper ainsi à des charges fiscales accrues. Il est inutile cependant d'insister sur le fait que les négociants constituent le plus souvent un rouage indispensable à l'écoulement satisfaisant des marchandises.

Les principaux clients de Roubaix-Tourcoing en matière de tissus de laine pure et de laine mélangée, sont par ordre d'importance : l'Angleterre, la Belgique et le Luxembourg, la Suisse, l'Argentine, les Pays-Bas, le Canada, l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Italie, le Danemark, l'Algérie et la Grèce.

L'exportation des tissus de laine est une des grandes sources de revenus de la France. Pour 1930 seulement, elle était dix fois supérieure à son importation et pour 1929 seize fois. La diminution de cette proportion en 1930 est une influence de la crise économique et de quelques autres facteurs qui seront étudiés en détail dans un prochain chapitre.

LE COTON FILATURE ET NEGOCE DES FILS DE COTON

L'industrie cotonnière française consomme environ 350 mille tonnes de coton en fibre par an. Ces cotons sont importés des Etats-Unis (67,2 %) ; des Indes Anglaises (17,7 %) ; d'Egypte (8,6 %) et de pays divers (6,5 %), parmi lesquels les colonies françaises, principalement l'Afrique Occidentale Française et l'Algérie figurent pour, à peine, 2 % des quantités nécessaires à l'industrie métropolitaine. La valeur de ces importations varie de trois à quatre milliards de francs suivant les cours. Les sommes versées aux colonies françaises oscillent entre 90 et 100 millions de francs.

Le port du Havre reçoit les 4/5 des cotons bruts introduits en

France. Les manufactures trouvent dans ses entrepôts les quantités qui leur sont nécessaires et son marché à terme permet de régulariser les cours de la matière première.

L'industrie textile cotonnière occupe à Roubaix-Tourcoing une situation secondaire. Elle est un peu la parente pauvre de l'industrie lainière et, à l'encontre de cette dernière, elle est très développée dans d'autres villes du département et principalement à Lille et à Armentières. Elle lutte assez péniblement contre la concurrence d'autres centres français, principalement contre celui des Vosges. Le bas-prix de certains articles étrangers, favorisés par des barrières douanières insuffisantes, ne lui permet pas de lutter toujours efficacement sur le marché français et les progrès réalisés dans la production de la soie artificielle, ces dernières années, ont révélé une concurrente dangereuse.

Les filatures de coton de Roubaix-Tourcoing exportent peu, 10 % à peine de leur production totale, elles alimentent les tissages français et principalement ceux situés dans les autres centres.

Il y a, néanmoins, dans la circonscription de la Chambre de Commerce de Roubaix, 22 filatures de coton comprenant au total 531.600 broches à filer et 115.000 broches à retordre et les usines réunies de Roubaix-Tourcoing et Armentières possèdent 1.350.000 broches à filer et 245.000 broches à retordre.

L'industrie cotonnière de Roubaix-Tourcoing donne lieu au commerce des cotons bruts, des cotons filés, des déchets de coton et des tissus de coton. En ce qui concerne le tissage du coton, le département du Nord est largement devancé par d'autres régions françaises. Il y a, en effet, dans le Nord, 6 300 métiers mécaniques travaillant uniquement le coton contre 31.600 dans l'Est, 38.800 en Alsace, 36.900 en Normandie et Ouest, etc... ; en tout, 201.100 en France.

Le négoce des matières textiles, pour donner toutes garanties aux acheteurs comme aux vendeurs, se fait généralement par l'intermédiaire d'un organisme qui se nomme la Condition Publique. Elle intervient tout particulièrement pour la vérifi-

cation, l'analyse et la pesée des laines. En ce qui concerne le coton, l'examen du poids des balles a lieu habituellement par épreuves, ce qui restreint considérablement l'importance de la Condition Publique pour cette matière.

LA CONDITION PUBLIQUE

La condition publique est un organisme destiné à régler les différentes transactions auxquelles les textiles, dans les divers états où ils se trouvent, peuvent donner lieu. Les textiles, de par leur nature même, absorbent plus ou moins d'humidité. Il est un poids d'eau, par rapport à un certain volume de ces matières, qui est considéré comme normal et inhérent à leur nature intrinsèque. Le degré d'humidité ne peut se révéler avec certitude qu'à l'analyse. Le vendeur comme l'acheteur d'une certaine quantité de textiles ont intérêt à connaître si le poids des marchandises faisant l'objet de leur transaction est normal ou s'il est inférieur ou supérieur à ce qu'il devrait être. Le conditionnement arbitre la vente en indiquant aux parties le poids à facturer.

La condition publique effectue les opérations suivantes sur tous textiles à tous états : (1).

Pesage précis et contrôlé des balles, colis, paquets, etc... Indication des poids bruts et nets.

Conditionnement. — Détermination du pourcentage d'humidité au moment du dépôt et par conséquent de la perte ou de la bonification ; d'où établissement du poids loyal et marchand.

Décrassage et dégraissage. — Pourcentage des corps gras et matières étrangères contenus dans tous les textiles.

(1) Exposé de la situation industrielle et commerciale de la circonscription de la Chambre de Commerce de Roubaix.

Titrage et numérotage. — Indication exacte du métrage des fils rapportés au poids avant et après conditionnement et dégraissage s'il y a lieu.

Torsiométrie. — Evaluation du nombre de torsions rapporté à la longueur.

Essais dynamométriques. — Essais comparatifs ou non de résistance à la traction et d'élasticité, de fils, ficelles, cordes, tissus, etc..

Mesurage de tous tissus écrus, teints ou apprêtés.

La condition publique commença à fonctionner à Roubaix en 1858. Son mouvement suivit une progression continue. Il reflète assez bien l'activité industrielle textile de la région, bien que dans une certaine mesure seulement. En effet, le conditionnement est facultatif. De plus, il n'a lieu qu'en cas de transfert de marchandises.

Le mouvement détaillé de la Condition Publique de Roubaix pour les années 1928, 1929 et 1930 est le suivant :

POIDS PRESENTE EN	1928	1929	1930
	tonnes	tonnes	tonnes
Laines peignées	30.709	26.340	24.973
Laines filées	10.267	8.718	7.674
Blousses et laines diverses	1.741	1.224	1.259
Coton et lin	4.443	4.723	4.226
Soie	14	3	3
Textiles artificiels	180	72	15
Total	47.354	41.100	38.150

NOMBRE D'OPERATIONS :	1928	1929	1930
	tonnes	tonnes	tonnes
Conditionnement	100.908	88.965	81.428
Titrage	36.714	33.548	30.830
Dégraissage	3.023	1.648	1.450

LA BONNETERIE

Avec le tissage, la bonneterie occupe une place d'une très grande importance à Roubaix-Tourcoing. Les bonneteries y sont nombreuses et prospères. Il y en a 52 dans la circonscription de la Chambre de Commerce de Roubaix et 37 dans celle de Tourcoing. Quelques-unes sont de très grandes manufactures. Dans l'une l'intégration est complète, les matières premières n'en sortent que sous forme de bas, chaussettes, chandails, sweaters, pull-over, cache-nez, écharpes, châles, robes de femmes et de fillettes, costumes de garçonnets, caleçons, gilets, camisoles, combinaisons, etc... et quelques autres possèdent une filature seulement. C'est une des rares industries de la région qui ait, dans de nombreux cas, conservé un caractère familial ou artisanal et qui ait pu résister à l'étreinte des grosses entreprises. Le souci de l'indépendance et la parfaite adaptation de cette industrie aux petites installations en sont les principales raisons. Tous les genres de bonneterie y sont fabriqués : laine, coton, fil, soie, laine et soie, fil et soie, coton et soie. A côté des machines à bras ou mécaniques, possédées par des particuliers et travaillant à façon pour des fabricants-bonnetiers et dans des ateliers familiaux, il existe environ un millier de métiers mécaniques, rectilignes ou circulaires à Roubaix et à Tourcoing. La plupart de ces métiers fabriquent des bas et des chaussettes en laine, fil et soie.

LA TEINTURERIE ET L'APPRET

Ces industries jouent un tel rôle dans l'industrie textile qu'il n'est pas possible de ne pas en parler. La teinturerie est le complément nécessaire de la fabrication des fils et des tissus et elle a vu son importance croître parallèlement au développement des filatures et des tissages.

Il y a dans la circonscription de la Chambre de Commerce de Roubaix 88 maisons de teinture, d'apprêt et d'impression,

63 de ces maisons font la teinture sur matière : peignée ou filée et 25 la teinture ou l'apprêt sur pièces. Quelques fabriques possèdent aussi leur teinturerie. Celle de Tourcoing groupe une cinquantaine de ces établissements.

Les teintureries de l'agglomération Roubaix-Tourcoing ne travaillent pas uniquement des fils et des tissus fabriqués sur place. Une grosse partie de leur activité s'exerce sur des matières venues d'autres centres français et envoyées pour être teintées et apprêtées dans une région dont le travail est tout particulièrement apprécié.

L'INDUSTRIE DE LA CONFECTION

Elle est la suite logique des fabrications textiles et le point d'aboutissement d'une intégration complète. S'il n'existe pas encore de manufactures groupant tous les stades de la fabrication depuis le peignage jusqu'à la confection, des indices sûrs laissent prévoir que ce dernier perfectionnement sera bientôt atteint. Il existe déjà des tisseurs confectionneurs qui ont obtenu des résultats satisfaisants.

Cette industrie emploie surtout la main-d'œuvre féminine (85 % environ) et le travail à domicile y est particulièrement en faveur.

Les principaux articles fabriqués sont le vêtement de draperie pour hommes, pour dames, la lingerie, le sous-vêtement et le vêtement de travail. L'exportation qui est assez importante a lieu dans une assez large mesure avec les colonies françaises. Mais la plus grande partie de la production est consommée en France et particulièrement dans les départements du Nord, de la Somme et du Pas-de-Calais.

LES INDUSTRIES TEXTILES ARTISTIQUES : TAPIS-TAPISSERIES

En terminant ce sommaire examen de l'activité industrielle du textile à Roubaix-Tourcoing, il est juste de souligner que la

fabrication d'articles courants n'a pas été l'unique souci des producteurs de cette région. Un goût artistique très pur a permis à quelques manufactures de réaliser de véritables chefs-d'œuvre. Les tapis à points noués à la main et surtout les tapisseries des Flandres en sont un exemple. Ces dernières sont célèbres dans le monde entier. Si leur origine est lointaine, leur rénovation est récente. Elle date de 1896. Depuis et, si l'on excepte la période de la guerre, la prospérité de cette fabrication alla en s'accroissant, à tel point que la production de 1928 fut évaluée à 12.000 m², c'est-à-dire plus que celle de tous les tisseurs d'Aubusson réunis. Les tapis à points noués à la main comme les tapisseries flamandes se vendent surtout à l'étranger.

PREMIÈRE PARTIE

Le Patronat et le Prolétariat

Le travail dans le textile s'effectue dans des manufactures modernes comprenant un personnel nombreux. L'atelier familial ou artisanal et le travail à domicile sont les seules exceptions et du reste, peu importantes. Elles ne sont possibles que dans des cas restreints : bonneterie, confection.

L'usine avec son outillage perfectionné, ses méthodes modernes et ses moyens financiers puissants a rendu peu à peu impossible la concurrence des petits fabricants. Ceux qui n'ont pas accédé au grand patronat ont subi la loi commune et sont redevenus de simples ouvriers. Moins de cinq cents établissements dans l'agglomération Roubaix-Tourcoing groupent plus de cent vingt-cinq mille ouvriers.

L'artisan de cette prospérité presque invraisemblable est le Flamand. Patrons et ouvriers sont de la même race. Ils possèdent au même degré ces qualités qui appellent le succès : l'amour du travail, la volonté de réussir, l'esprit de discipline et d'abnégation et le souci de l'épargne. Un désir d'indépendance plus violent, quelques qualités intellectuelles plus développées, un labeur plus opiniâtre et un peu de chance ont permis à certains de dominer la masse de leurs camarades de travail moins favorisés.

CHAPITRE PREMIER

LE PATRONAT

Les maîtres du textile sont tous, pour la plupart, des anciens ouvriers, des fils ou petits-fils d'anciens ouvriers. Ils ont débuté comme apprentis, avec pour toute fortune un salaire bien modeste. Ils sont devenus ouvriers. Après des années de labeur acharné et d'épargne ils ont, à leur tour, installé une petite entreprise. Ils ont groupé quelques métiers avec un ou deux ouvriers et autant d'apprentis. Leur énergie, la qualité de leur production, leur loyauté en affaires, leur ont permis d'agrandir leur modeste atelier. Ils ont remplacé leurs métiers à bras par des métiers mécaniques nouveaux, fait un plus grand appel à la main-d'œuvre, intensifié leur production et leurs débouchés. L'usine est née.

Elle est issue du travail d'un seul homme ou d'une seule famille. Elle est restée entre les mains d'un seul homme ou d'une seule famille. Les sociétés commerciales sont longtemps restées à peu près inutiles à Roubaix-Tourcoing : un seul maître, le patron, possédait le capital et assurait la direction de l'usine. Si depuis, certaines entreprises se sont constituées en sociétés, ce n'est pas pour se procurer des capitaux. Les industriels gardent jalousement le fruit de leur travail et n'admettent pas des intrusions étrangères chez eux. Ils ont trouvé surtout dans la Société des commodités fiscales et des avantages pour la transmission de leurs biens à leurs héritiers. Toutes les actions

sont possédées par la même famille et elles n'en sortent pas. Dans la presque totalité des usines, il n'y a qu'un patron qui est le grand-père ou le père du futur patron.

Depuis la guerre, l'attitude des industriels à l'égard des ouvriers a évolué.

Le patronat, avant-guerre, était surtout patriarcal. Il se rapprochait des conceptions de Le Play. Le patron connaissait tous ses ouvriers. Il les tutoyait, il les conseillait, il exerçait à leur égard une tutelle affectueuse. Le premier à l'usine et le dernier parti, il était aimé de ses ouvriers qui le voyaient continuer à travailler durement et ne pas hésiter à se salir les mains au contact d'une machine lorsque cela lui paraissait nécessaire.

Il ne prodiguait pas que la bonne parole, les institutions patronales étaient nombreuses et apportaient le réconfort dans maintes familles en détresse.

Après la guerre, cette collaboration s'est transformée. Le patron n'a plus les mêmes rapports avec ses ouvriers. Il travaille dans ses bureaux, visite moins fréquemment les ateliers, n'assiste plus à la rentrée et à la sortie de ses ouvriers et dans beaucoup d'usines certains ouvriers ne le connaissent même pas. Ils savent son nom, mais c'est tout. Bien souvent, un fondé de pouvoirs ou un directeur le remplace. Les goûts et les besoins de l'industriel se sont modifiés. Il s'éloigne de ses ouvriers pour se rapprocher de son milieu et il agrandit ainsi le fossé qui les sépare. Il en est ainsi dans la très grande majorité des usines. Il serait injuste de laisser toute la responsabilité de cette fâcheuse attitude au patronat. Les idées démocratiques en se diffusant ont souvent rendu pénible la tutelle patronale quelque discrète qu'elle fut. La lutte de classe prêchée par le socialisme a contribué à éloigner le patron de ses ouvriers pour tout ce qui n'a pas trait au travail. L'usage du contrat collectif en permettant à la classe ouvrière de se grouper en face de la puissance patronale et de défendre sur un certain pied d'égalité ses droits et ses intérêts a souvent nui à la concorde. La loi, en rendant peu à peu obligatoire, tout ce qui, auparavant, était concédé gracieusement (accidents du travail, retraites ouvrières,

assurances sociales), par beaucoup d'entreprises, a retiré au patron le bénéfice d'un geste noble et humanitaire et le droit à la reconnaissance ouvrière.

Enfin la Loi du 21 mars 1884, clef de voûte du syndicalisme, devait être aussi une des principales causes de la disparition du patronat patriarcal. En face de la concentration des troupes ouvrières il était normal que la résistance patronale s'organisât. Les syndicats patronaux sont devenus particulièrement puissants. Le centre Roubaix-Tourcoing n'a pas échappé à la règle générale.

Le patron d'avant-guerre, maître absolu chez lui, vivant un peu dans une tour d'ivoire, s'est senti menacé dans son isolement. Il s'est rapproché de ceux qu'il considérait surtout, jusque là, comme des concurrents. Des organismes puissants ont été créés dans un but de défense des intérêts professionnels. Les nécessités de l'après-guerre ont scellé ces unions, notamment la question des dommages de guerre, les menaces de grèves et de conflits sociaux, la législation fiscale et les mesures douanières prises par les Etats étrangers. Déjà, pendant la guerre, des industriels prévoyants avaient constitué à Paris le Comité des Intérêts Economiques de Roubaix-Tourcoing. Après l'armistice, les syndicats patronaux s'affirmèrent et réussirent à grouper la presque totalité des dissidents. De ces ententes devaient naître deux groupements importants : la Fédération Industrielle et Commerciale de Roubaix-Tourcoing, réunion des syndicats patronaux, des industriels et des commerçants de toutes professions ayant pour but l'étude des questions économiques et techniques et le Consortium de l'Industrie textile de Roubaix-Tourcoing groupant les syndicats patronaux du textile, et dont l'activité s'étend aux questions sociales, aux salaires et aux conditions du travail.

La Fédération Industrielle et Commerciale est surtout un bureau d'études chargé d'orienter la production en renseignant les industriels. Son examen, après les explications qui ont été données sur l'industrie textile en général présente peu d'intérêt.

Le Consortium de l'Industrie Textile de Roubaix-Tourcoing,

au contraire, est un organisme qui a pris une telle place à Roubaix-Tourcoing depuis sa création récente, qu'il nécessite une étude très complète.

I

LE CONSORTIUM DE L'INDUSTRIE TEXTILE

En 1919, quelques industriels de Roubaix-Tourcoing constituèrent une association appelée « Familia » destinée à répartir des allocations familiales à leur personnel. Cette initiative louable rencontra l'assentiment de la très grande majorité des employeurs et en très peu de temps l'association « Familia » devint le Consortium de l'Industrie Textile. Actuellement le Consortium réunit environ 350 adhérents qui occupent 100.000 ouvriers.

Mais cet organisme ne devait pas borner son activité au paiement d'allocations familiales et à leur répartition entre les employeurs. Toutes les questions sociales sont de sa compétence : salaires, conditions de travail, lock-out et grèves, etc...

Le Consortium de l'Industrie Textile de Roubaix-Tourcoing est l'œuvre d'un ancien ouvrier, M. Désiré Ley. Fils d'un Alsacien et d'une Lorraine, venus dans le Nord après la guerre de 1870, M. Ley, dès l'âge de 10 ans et demi, suivit à l'usine son père ouvrier tisserand. Il eut évidemment l'occasion de se documenter abondamment sur les questions sociales et sur les difficultés matérielles qui assaillent l'ouvrier puisque, de son propre aveu, son livret de travail porte 67 signatures. Il apprit de nombreux métiers sans y acquérir ni gloire ni fortune. La guerre devait lui permettre de se révéler. Réformé et demeuré à Tourcoing pendant l'occupation, sa connaissance de la langue allemande lui donna l'occasion de rendre des services à la population opprimée et de se faire connaître de quelques industriels qui surent l'apprécier. Séduits par ses idées sur le problème social, ceux-ci le mirent à l'épreuve en lui donnant la direction

de l'association « Familia » et en le nommant ensuite administrateur délégué du Consortium.

Ce Consortium, a à sa tête, un Comité de Direction composé des délégués des syndicats patronaux affiliés, dont le Président est M. Joseph Wibaux, Industriel, et l'administrateur-délégué M. Ley. Ces syndicats sont : le syndicat des peigneurs de Roubaix-Tourcoing, le syndicat des filateurs de laines de Roubaix, le syndicat des filateurs de laines de Tourcoing, le syndicat des teinturiers en matière, le syndicat des fabricants de tissus de robe et draperie, le syndicat des fabricants d'ameublement, le syndicat des fabricants de tapis, le syndicat des filateurs de coton, le syndicat des filateurs de cardé, le syndicat des retordeurs et le syndicat des laveurs-cardeurs.

Les services du Consortium sont réunis à Roubaix, 2, place de la Fosse-aux-Chênes. Le personnel se compose d'une quarantaine d'employés environ. Tous les collaborateurs de M. Ley sont d'anciens ouvriers. M. Ley a jugé qu'il était plus important, pour le Consortium, d'avoir un personnel ayant des capacités professionnelles et une parfaite connaissance de la mentalité ouvrière, même si son instruction s'avérait rudimentaire, que d'engager des employés munis de sérieux diplômes mais moins documentés sur l'ouvrier pour n'avoir pas travaillé à l'usine.

Ces ouvriers, dont quelques-uns sont d'anciens camarades de travail de M. Ley, sont devenus les chefs de Service du Consortium.

Au bout de deux ans de fonctionnement, M. Ley s'aperçut que les œuvres sociales ne devaient pas constituer le seul but d'activité du Consortium. La question des salaires et les conflits entre patronat et salariat prenaient une acuité exceptionnelle. La menace communiste effrayait maints industriels. M. Ley n'eut aucune peine à convaincre les adhérents du Consortium qu'il y avait nécessité de créer un nouvel organisme destiné à tenir tête à la coalition ouvrière et à résoudre tous les conflits pouvant survenir dans leurs usines.

Cet organisme s'appelle la Commission Intersyndicale. Elle

commença à fonctionner en mars 1921. Elle a, à sa tête, le même Comité de Direction que le Consortium avec le même Président, M. Joseph Wibaux. Son Secrétaire Général est M. Désiré Ley. En réalité, aucun changement n'a eu lieu, la Commission Intersyndicale n'est qu'un nom que prend le Consortium lorsqu'il étudie la solution d'un conflit entre patrons et ouvriers.

Cette appellation de « Commission Intersyndicale » est assez peu fréquemment employée, même dans la région, où la distinction n'est pas ignorée. Mais, probablement, parce que cette distinction a paru subtile, le nom de « Consortium » est communément prononcé.

Il existe enfin en dehors de Roubaix-Tourcoing des unions de syndicats patronaux qui, pratiquement, sont sous la dépendance du Consortium de l'Industrie Textile. Ce sont les unions patronales d'Halluin, de Wervicq et de Comines. Ces unions patronales s'inspirent d'autant plus facilement des méthodes du Consortium que leur Président est M. Désiré Ley.

LES ŒUVRES SOCIALES DU CONSORTIUM DE L'INDUSTRIE TEXTILE

Ces œuvres sociales sont : les allocations familiales et les subventions aux sociétés de secours mutuels et aux sociétés de sports, d'éducation physique, etc...

D'autres œuvres qui furent très développées ont, aujourd'hui, disparu par suite de l'application de la loi sur les assurances sociales. Il s'agit des primes de naissance et des allocations-maladie. Depuis 1920, le Consortium de l'Industrie Textile allouait une prime de 240 francs pour chaque naissance d'enfant dont les parents travaillaient dans les usines du Consortium. Le total des sommes payées à ce titre depuis 1920 s'est élevé à 7 millions 101.025 francs, dont 723.000 francs pour les neuf premiers mois de 1930. Des indemnités étaient aussi versées en cas de visites prénatales ; elles furent supprimées avec la prime de naissance.

De même les allocations-maladie, payées par le Consortium depuis 1924, étaient particulièrement importantes: 6 francs par jour à partir du neuvième jour et 5 francs par visite médicale ; pour les interventions chirurgicales des indemnités étaient également accordées par ordre d'importance : 75, 150, 350, 550 et 750 francs. Les sommes dépensées à ce titre, depuis l'année 1924 se sont élevées à 7 millions 815.619 fr. 30, dont 1 million 787.240 fr. 50 pour les neuf premiers mois de 1930.

LES ALLOCATIONS FAMILIALES

Le département du Nord vient en tête des départements français pour le développement de la natalité. Les familles nombreuses y sont presque la règle générale. Pour permettre aux parents de supporter les charges de la famille et pour éviter que l'ouvrier, craignant de ne pouvoir élever ses enfants ne se lasse d'en avoir, le Consortium de l'Industrie Textile a créé les allocations familiales. La plupart des industriels du Nord, qu'ils appartiennent ou non à des groupements patronaux, encourage, d'ailleurs, la natalité par des allocations familiales, mais celles versées par le Consortium sont les plus élevées. Il existe un motif moins altruiste au paiement d'allocations familiales : la main-d'œuvre tendait depuis la guerre à être insuffisante, elle ne répondait plus aux besoins. Ne pas favoriser les naissances, c'était pour l'industriel tarir la source de ses bénéfices. De deux maux, il choisit le moindre et prétextant la philanthropie consentit à augmenter les revenus de ses ouvriers chargés de famille. Cette raison paraît, malheureusement la plus vraisemblable.

Les allocations familiales payées par le Consortium sont les suivantes :

Les familles de	1	enfant	perçoivent	2 fr. 40	par jour.
	2	—	—	6 fr. »	—
—	3	—	—	9 fr. 60	—
—	4	—	—	14 fr. 40	—
—	5	—	—	18 fr. »	—
—	6	—	—	21 fr. 60	—
—	7	—	—	25 fr. 20	—
—	8	—	—	28 fr. 80	—
—	9	—	—	32 fr. 40	—

En sont bénéficiaires tous les ouvriers et ouvrières, qu'ils soient pères, mères ou célibataires, à condition qu'ils aient sous leur toit, des enfants, des frères ou des sœurs âgés de moins de treize ans.

Les taux ci-dessus sont payables par journée de travail, c'est-à-dire par huit heures de présence à l'usine.

Depuis le 1^{er} juillet 1922, les taux de paiement des allocations familiales sont divisés par le nombre de personnes âgées de plus de treize ans qui composent la famille : le produit est payé à chacune d'elles par l'usine qui l'occupe. Les mères de famille lorsqu'elles ne travaillent pas, les soldats en activité de service et les enfants mariés ne sont pas compris dans le nombre diviseur.

L'admission des ouvriers et ouvrières au bénéfice des allocations familiales n'a lieu qu'après un délai de présence d'un mois dans l'une des usines du Consortium. Les comptes des allocations familiales sont arrêtés le 30 de chaque mois pour tous les bénéficiaires présents dans l'usine. Tout bénéficiaire quittant l'usine avant cette date perd le montant de ses allocations pour le mois en cours. Les interruptions partielles ou collectives de travail, par suite de départ volontaire ou de grève, motivent la suppression des allocations pour cette période. Les interruptions de travail causées par chômage, par accident de force motrice ou de matériel, par licenciement ou par lock-out n'excluent pas le paiement des allocations familiales pour les journées travaillées pendant le mois en cours. Il en est de même pour les interruptions du travail par suite d'accident, de maladie ou de périodes militaires (1).

Pour bénéficier de ces allocations, les pères, mères, frères ou sœurs d'enfants au-dessous de 13 ans doivent demander, dès leur entrée à l'usine, une déclaration de charges de famille. Cette déclaration remplie de façon exacte et complète, datée et signée est envoyée au Consortium qui établit une fiche détaillée

(1) Règlement du service des allocations familiales.

au nom de la famille. Cette fiche indique notamment, outre le nom et l'adresse de la famille, le nombre d'enfants âgés de moins de treize ans, le taux des allocations, le chiffre diviseur, et la part de chaque bénéficiaire. Une fiche spéciale mentionne le prénom, la date de naissance et la profession et une case y est réservée pour la désignation des employeurs. Le chef de famille est tenu de faire connaître au Consortium les modifications successives survenues chez les siens. Une carte résumant ces indications est envoyée à chaque industriel pour le membre de la famille qu'il emploie ; copie de cette carte est classée au Consortium.

Pour éviter que les enfants, travaillant dans les usines adhérentes, ne fassent un mauvais usage des sommes qui leur sont versées, ni que l'autorité des parents ne soit diminuée du fait du paiement à leurs enfants d'une part d'allocation familiale, les parents souscrivent une déclaration, soit autorisant leurs enfants à percevoir leur part d'allocation familiale, soit demandant que cette part revenant aux enfants soit payée directement au père de famille. Les parents peuvent toujours revenir sur l'autorisation qu'ils donnent ou informer le Consortium si les allocations ne leur sont pas remises intégralement.

Enfin, le Consortium de l'Industrie Textile se réserve le droit de supprimer le bénéfice des allocations familiales lorsque des enfants, pour lesquels des allocations sont payées, ne sont pas élevés dans des conditions de nourriture, de vêtements, d'hygiène et de moralité suffisantes. Cette prescription est également applicable en cas de dilapidation ou de mauvais usage des sommes payées au titre des allocations familiales.

Il existe quelques situations particulières, celles de la fille-mère, des orphelins et des époux séparés.

La fille-mère est considérée comme une mère de famille dont le conjoint ne travaille pas dans une usine textile. Elle n'est pas exclue des allocations familiales, mais le nombre diviseur est 2, c'est-à-dire que pour un enfant elle touchera 1 fr. 20 par jour ; pour deux enfants 3 francs, etc...

Les orphelins, de père ou de mère ou des deux, bénéficient des allocations.

Les époux séparés ou divorcés ne sont pas exclus du bénéfice des allocations familiales, mais celles-ci ne sont payées qu'à l'époux ayant la charge des enfants, compte tenu du diviseur.

Les bénéficiaires actuels des allocations familiales appartiennent à 58.715 familles. Il y a 99.162 enfants au-dessous de 13 ans pour lesquels les allocations familiales sont payées.

La répartition, par famille, des enfants âgés de moins de 13 ans est la suivante : famille de 1 enfant : 34.830 ; de 2 enfants : 13.895 ; de 3 enfants : 5.796 ; de 4 enfants : 2.597 ; de 5 enfants : 1.030 ; de 6 enfants : 406 ; de 7 enfants : 114 ; de 8 enfants : 41 ; de 9 enfants : 6.

De l'examen des déclarations de naissance reçues par le Consortium de l'Industrie Textile en 1930, il résulte que :

17,96	%	des enfants sont nés à Roubaix.
14,92	%	— — à Tourcoing.
27,14	%	— — dans des communes françaises.
39,98	%	— — en territoire belge.

Les naissances se classent de la façon suivante : premier enfant : 1.613 ; deuxième enfant : 705 ; troisième : 449 ; quatrième : 327 ; cinquième : 231 ; sixième : 166 ; septième : 85 ; huitième : 53 ; neuvième : 27 ; dixième : 12 ; onzième : 6 ; douzième : 2 ; treizième : 2.

Sur 3.820 naissances déclarées au Consortium, il y a eu 142 mort-nés.

Depuis 1926 jusqu'à 1930 les sommes dépensées pour ce service (primes de naissance comprises), ont été de :

1926	.....	24.821.866 fr. 20
1927	.....	27.782.113 fr. 15
1928	.....	30.083.863 fr. 44
1929	.....	32.460.032 fr. 85
1930	.....	30.138.356 fr. 75

Il s'agit donc, de sommes sans cesse plus importantes, sauf pour l'année 1930, pendant laquelle une grève générale a sévi,

ce qui a amené la suppression des allocations pour les mois d'août et de septembre.

Pour la période de 1919 à 1930, la dépense totale effectuée par le Consortium est estimée à 230 millions 876.443 fr. 97 cm.

De telles dépenses appellent nécessairement des ressources importantes. Le Consortium les trouve dans les cotisations que lui versent tous ses adhérents et qui sont égales à 5 1/2 % des salaires payés dans chaque établissement. Le produit de ces cotisations permet au Consortium de payer ses frais généraux, ses œuvres sociales et ses subventions.

La part d'allocations revenant à chaque bénéficiaire est payée à l'usine qui l'occupe. Pour éviter une inégale répartition des charges entre les employeurs, une caisse de compensation a été créée avec, pour base de calcul, les salaires payés. A la fin de chaque exercice ceux qui ont versé des excédents sont remboursés, les autres paient au Consortium la différence.

Cette caisse était nécessaire du fait de la spécialisation de la main-d'œuvre. Certaines usines emploient, en effet, un personnel presque exclusivement féminin, d'autres une majorité masculine. Le pourcentage des allocations versées variait considérablement d'une profession à une autre allant de 4,28 % pour les filateurs de laine peignée à 8,29 % pour les laveurs et pour les cardeurs. La caisse de compensation vint égaliser ces charges.

Les allocations familiales ont, de plus en plus, permis aux mères de famille de ne plus aller à l'usine et de se consacrer exclusivement à leur ménage et à l'éducation de leurs enfants. Pour 58.715 familles recensées, il y avait, au 31 décembre 1930, 33.008 mères n'exerçant aucune profession.

LES SUBVENTIONS AUX SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET AUX SOCIÉTÉS DE SPORTS, D'ÉDUCATION PHYSIQUE, ETC...

Le Consortium de l'Industrie Textile encourage très largement les sociétés de secours mutuels, les bureaux de bienfaisance, les sociétés de sports et d'éducation physique, les socié-

tés de préparation militaire, les amicales d'anciens élèves, les associations d'anciens combattants, les œuvres de charité privée, les sociétés d'habitations à bon marché, les hospices et hôpitaux, les sociétés philharmoniques, etc., etc...

Les subventions accordées aux sociétés de secours mutuels ont été les suivantes :

Année 1926	.....	232.460 fr. »
— 1927	.....	311.072 fr. 40
— 1928	.....	365.181 fr. 35
— 1929	.....	374.623 fr. »
— 1930	.....	298.124 fr. 10

Les subventions accordées aux sociétés de sports, d'éducation physique, de jeux populaires, etc., se sont chiffrées à :

Année 1926	.....	682.589 fr. 70
— 1927	.....	825.807 fr. »
— 1928	.....	2.070.448 fr. »
— 1929	.....	1.944.707 fr. 65
— 1930	.....	1.486.638 fr. 50

Les seules conditions pour l'obtention de ces subventions sont : une demande adressée au Consortium de l'Industrie Textile, la communication des statuts et des buts visés par les sociétés.

Le Consortium subventionne aussi une œuvre de placement des enfants débiles au grand air, c'est le chalet de Croix-Fontaine. Mais la loi des assurances sociales l'a amené à cesser ses interventions en faveur de quelques maternités et d'œuvres de placement des nourrissons à la campagne.

En ce qui concerne la construction d'habitations ouvrières, le Consortium ne s'en occupe pas directement. Il accorde seulement quelques subventions à des sociétés d'habitations à bon marché : un certain nombre d'industriels faisant partie du Consortium s'est intéressé à la question du logement ouvrier et il s'est ainsi constitué en dehors du Consortium, trois sociétés d'habitations à bon marché que ces industriels ont encouragées financièrement et en participant à leur direction. Ces sociétés sont :

La société anonyme Roubaissienne d'habitations ouvrières ;
La société coopérative d'H.B.M. « La Maison Roubaissienne » ;
La société coopérative d'H.B.M. « Le toit Roubaisien ».

Elles ont le même siège social et les mêmes services administratifs, d'où diminution des frais généraux.

Elles ont édifié, depuis 11 années, 1.200 maisons individuelles, dont la moitié environ destinée à l'accession à la petite propriété : elles ont obtenu pour cela des prêts de la Caisse des Dépôts et Consignations en application de la loi Ribot et de la loi Loucheur avec la garantie des communes de Roubaix-Watrelas-Wasquehal et Ham.

Le Consortium de l'Industrie textile de Roubaix-Tourcoing, en dehors de ses œuvres sociales, a un autre but dont l'importance n'est pas moindre. Il contrôle et il réglemente les salaires dans les usines adhérentes et étudie la solution des conflits entre patronat et prolétariat. C'est ici qu'intervient la Commission Intersyndicale.

LA COMMISSION INTERSYNDICALE

La Commission Intersyndicale s'occupe de toutes les questions de salaires et des conflits qui peuvent naître dans les usines adhérentes. Chaque syndicat patronal désigne deux délégués. Comme il y a onze syndicats cela fait vingt-deux personnes. Cinq de ces personnes forment le bureau dont le secrétaire général est M. Désiré Ley. Cette Commission Intersyndicale de l'Industrie Textile date du mois de mars 1921. Elle existait déjà sans appellation spéciale dès la formation du Consortium. En effet, au mois de juillet 1919, M. Ley informait les organisations ouvrières que toutes les réclamations, toutes les observations et les demandes d'entrevues, en ce qui concernait les usines du Consortium, devaient lui être exclusivement adressées. Les patrons, en face de la coalition ouvrière, se groupaient et déléguaient à un seul le soin de les défendre.

La Commission Intersyndicale dispose de quatre services d'information :

1° Le secrétariat patronal chargé de réunir les documents et de dresser les statistiques intéressant le textile.

2° Le service de contrôle des salaires dans les filatures de coton, laine peignée et laine cardée.

3° Le service de contrôle des salaires dans le tissage.

Ce contrôle est effectué chaque semaine suivant un accord intervenu entre tous les patrons et qui spécifie que : « M. Ley ou son délégué pourra faire ce contrôle en s'inspirant non seulement des livres de paie, mais encore en vérifiant les livrets originaux des ouvriers et en procédant à des interrogations directes du personnel ouvrier ».

Chaque usine est donc visitée hebdomadairement par un employé du Consortium qui se fait présenter les livres de paie et procède au relevé des sommes payées à chaque ouvrier ainsi qu'au nombre d'heures travaillées. Ces chiffres lui permettent d'établir le salaire moyen pour chaque profession. Une liste de toutes les usines de Roubaix-Tourcoing, comprenant toutes les professions avec l'indication des salaires payés et du nombre d'heures travaillées, est ensuite dressée. Le total des salaires payés divisé par le total des heures travaillées donne le salaire moyen pour chaque profession dans les usines du Consortium. L'étude des variations du salaire moyen est indispensable pour aplanir les difficultés qui pourraient surgir à ce sujet.

Le salaire moyen a été établi, en 1919, à la suite d'un accord entre les syndicats patronaux et ouvriers pour remédier aux défauts du salaire minimum. La presque totalité des ouvriers du textile travaille aux pièces. Le salaire moyen a eu pour but de rémunérer la profession suivant des bases équitables. Les syndicats patronaux et ouvriers se sont mis d'accord pour fixer le salaire normal dans chaque profession et pour éviter la pratique des primes, surprimes, majorations, etc... En 1919, le salaire moyen a été fixé au triple des salaires payés dans chaque profession en 1914. Une fois le salaire fixé c'est au patron à

appliquer, dans chaque usine, le tarif qui doit faire gagner ce salaire moyen à l'ouvrier.

L'application du salaire moyen, à Roubaix-Tourcoing, a été une des causes de la modernisation des usines. En effet, l'industriel dont le matériel insuffisamment perfectionné ne permettait pas, à égalité de travail, un rendement aussi élevé que celui de ses concurrents voyait son prix de revient augmenter du fait qu'il était obligé d'accorder la même rémunération à ses ouvriers. Ceux-ci ne pouvaient être rendus responsables des défauts des machines qu'ils dirigeaient. Si le patron ne pouvait modifier son matériel, il était irrémédiablement appelé à disparaître, parce que ne pouvant plus lutter contre la concurrence. D'autre part, le salaire moyen, en nivellant les gains des ouvriers dans chaque profession, a fait disparaître les luttes que se livraient les industriels pour se procurer de la main-d'œuvre, luttes toujours basées sur les différences de salaires.

Ce système a demandé une longue mise au point et a donné lieu, au début de son application, à de nombreux conflits. Les ouvriers prétendaient toucher le salaire moyen quel que fut leur travail et les patrons chez qui il n'était pas atteint arguaient que leurs ouvriers étaient des producteurs insuffisants. 2.800 conflits éclatèrent du 1^{er} juin 1919 au 31 décembre 1920 pour 347 usines. Le Consortium dut prendre des mesures draconiennes pour les éviter.

Dans les usines où le salaire moyen est effectivement gagné, si le patron n'a commis aucun abus, si l'ouvrier n'est victime d'aucune injustice, la grève sera déclarée « injustifiée ». Il lui sera opposé la plus opiniâtre des résistances : les ouvriers en grève ne seront embauchés dans aucune usine concurrente ; le Consortium garantira les cours des matières premières immobilisées et fournira à l'industriel en grève autant de mètres de tissus ou autant de kilos de laine qu'il en produisait normalement. En outre, il lui sera versé une indemnité de grève qui sera égale à 150 % des salaires payés chez lui. Au moment de la déclaration de la grève, l'industriel donne à M. Ley tous pou-

voirs pour diriger son industrie suivant les règles adoptées par l'organisation patronale.

En face d'une action aussi énergique le nombre des conflits devait diminuer dans d'importantes proportions. En effet il n'y en eût qu'une dizaine pour cette cause du 1^{er} janvier 1921 au 1^{er} janvier 1931.

4° Le Comité de Surveillance des prix. — Ce service, créé en 1921, ne fonctionna qu'en mars 1923. Auparavant le Consortium faisait partie de la Commission Officielle du coût de la vie du département du Nord. Critiquant ses travaux, il s'en retira et fonda ce comité de surveillance des Prix destiné à lui fournir des indications sur les fluctuations des denrées alimentaires à Roubaix-Tourcoing.

Chaque mois, ce service effectue des petits achats dans différentes maisons d'alimentation de Roubaix et de Tourcoing. Ces achats sont toujours faits en mêmes quantités et qualités. Les factures acquittées, délivrées par les commerçants, sont conservées par le service qui établit le prix moyen des denrées, le compare à celui de 1919 et précise le coefficient. Les marchandises achetées sont mises gracieusement à la disposition des petites sœurs des pauvres.

Les résultats obtenus par ce service seront étudiés, par comparaison, au chapitre traitant de la Commission officielle d'études relatives au coût de la vie dans le Nord.

Ces différents bureaux : secrétariat patronal, contrôle des salaires, comité de surveillance des prix, documentent abondamment la Commission Intersyndicale et lui permettent, en cas de conflit, d'en étudier les causes, d'en mesurer les effets et de prendre position.

L'attitude énergique, trop énergique parfois, de cette Commission intersyndicale et sa volonté de ne pas céder aux revendications ouvrières, qu'elle juge injustifiée, lui ont permis de triompher dans la plupart des conflits et de faire du Consortium de l'Industrie Textile un organisme puissant et respecté. Le nombre de ses adhérents, la puissance économique et finan-

cière qu'ils représentent ont été l'autre facteur de l'extraordinaire développement de ce groupement dont le budget à l'origine était de 10.000 francs et qui dépasse actuellement 50 millions.

Les salaires payés par les usines du Consortium et le nombre d'heures travaillées dans les différentes corporations expriment, de façon impressionnante, la force du groupement patronal du 1^{er} centre textile de France.

Salaires payés

1926	488.548.631 fr. 64
1927	516.323.213 fr. 43
1928	574.825.134 fr. 20
1929	595.764.291 fr. 30
1930	559.990.920 fr. 05

Ce chiffre de 559.990.920 fr. 05 intéresse l'industrie textile seule. Il y a eu 65 millions de salaires perdus pendant les 35 jours de grève générale (du 4 août au 15 septembre 1930).

En tenant compte des autres entreprises également adhérentes au Consortium le chiffre total des salaires pour 1930 s'élève à 613.893.616 fr. 50.

Et voici, pour les principales corporations, les chiffres comparatifs de l'activité industrielle pendant les années 1929 et 1930 (en nombre d'heures de travail).

ANNÉE 1929	Premier Trimestre	Deuxième Trimestre	Troisième Trimestre	Quatrième Trimestre
Filature de laine peignée	9.010.249	9.039.311	9.067.823	9.179.990
Filature de laine cardée..	1.468.591	1.467.477	1.392.582	1.492.117
Filature de coton.....	9.330.476	9.227.433	9.265.965	9.759.916
Peignage	7.975.505	7.969.374	8.523.787	8.004.479
Teinturerie en matières..	1.246.241	714.098	812.267	799.819
Tissage d'ameublement...	3.527.857	3.519.704	3.833.008	3.794.535
Tissage (robe et draperie)..	12.872.041	11.988.886	13.007.226	13.679.844
Soit.....	45.430.960	43.926.283	45.902.658	46.710.700
181.970.601 heures.				

ANNÉE 1930	Premier Trimestre	Deuxième Trimestre	Troisième Trimestre	Quatrième Trimestre
Filature de laine peignée..	9.774.172	9.916.822	6.570.420	10.652.473
Filature de laine cardée..	1.632.376	1.576.656	972.008	1.628.865
Filature de coton.....	8.577.703	8.105.270	4.564.200	7.506.797
Peignage	8.185.450	8.306.403	6.297.499	9.545.028
Teinturerie en matières ..	818.424	840.513	630.328	930.831
Tissage d'ameublement ..	3.853.729	3.330.180	2.074.944	3.345.710
Tissage (robe et draperie)..	14.712.664	13.127.456	8.807.214	14.047.492
Soit.....	47.554.518	45.203.300	29.916.613	47.657.196
			170.331.627 heures.	

En 1925, le nombre total d'heures travaillées a été de 148 millions 895.278 ; en 1926 de 167.637.627 ; en 1927 de 162.310 825, et en 1928 de 175.157.009 heures.

Ces chiffres indiquent moins un accroissement de production que la grande extension prise par le Consortium et le fait qu'il a fini par grouper la plupart des usines textiles de Roubaix-Tourcoing. La régression du nombre d'heures travaillées en 1930 a la même cause que celle des salaires payés, c'est-à-dire la grève générale qui a sévi cette année-là.

Malgré les avantages que semble procurer le Consortium à ses adhérents, cet organisme ne réunit pas la totalité des industriels du Centre Textile de Roubaix-Tourcoing. Ceux qui n'en font pas partie sont appelés, couramment à Roubaix-Tourcoing, les « Indépendants ».

II

LES INDÉPENDANTS

Les Indépendants sont d'un nombre excessivement variable. Il y a ceux qui n'ont jamais fait partie du Consortium et ceux qui après y avoir adhéré s'en sont séparés. Rien de plus facile, en effet, le Consortium n'a pas de statuts. Pour appartenir à cet organisme, il suffit de payer la cotisation. Le jour où un industriel cesse de payer sa cotisation, il ne fait plus partie du Consortium.

Les industriels qui n'ont jamais fait partie du Consortium n'ont pas voulu aliéner leur liberté. Ils voulaient rester maîtres chez eux. Certains répugnaient à déléguer leur autorité à un ancien ouvrier, quelques géniales que fussent ses conceptions. Ils ne pouvaient tolérer non plus un contrôle assidu et sévère des salaires dans leurs établissements et, pour quelques manufactures très importantes, les avantages paraissaient minimes et les inconvénients considérables.

Ceux qui s'en sont détachés ont voulu échapper à son emprise. Ils supportaient malaisément une tutelle de plus en plus serrée au fur et à mesure que la position de M. Ley, administrateur-délégué du Consortium devenait plus forte. A quelques-uns aussi le Consortium n'a pas rendu les services qu'ils en attendaient. Beaucoup de dissidents, d'autre part, le devinrent parce qu'ils n'approuvaient pas la politique sociale du Consortium. Enfin, il faut bien le dire, la peur du communisme fut, après la guerre, une des causes de l'union des employeurs, l'éloignement du péril a permis à quelques téméraires d'oublier leur protecteur. Ceux-là sont des enfants prodiges que le premier nuage, à l'horizon politique, ramènera au bercaïl.

Les Indépendants groupent, à la fin de l'année 1931, environ 25.000 ouvriers. Les plus importants sont : les usines Lepoutre, les usines Leclercq-Dupire, les usines Roussel et les usines Motte. Ils versent à leurs ouvriers les mêmes allocations familiales que celles octroyées par le Consortium. Leurs œuvres sociales, proportionnellement à leurs sphères d'influence, sont tout aussi développées. Ils ont gardé avec leurs ouvriers un contact étroit qui n'existe plus chez les adhérents du Consortium. Si même chez eux la conception du patronat patriarcal s'est effacée, il n'en reste pas moins qu'en cas de conflits les pourparlers ont lieu directement entre les intéressés ; ceux-ci se connaissent et s'estiment le plus souvent ; bien des difficultés sont ainsi aplanies. L'étude de la grève de 1931 fera ressortir qu'en matière de conflits sociaux l'action bienveillante et rationnelle des employeurs lorsqu'elle s'exerce directement est souvent préférable à celle d'un mandataire despotique et absolu.

CHAPITRE II

LE PROLETARIAT

L'Industrie Textile de Roubaix-Tourcoing, dans l'ensemble, emploie environ 127.000 ouvriers et ouvrières (1). Ce chiffre représente la population d'une grande ville. Cette industrie, par ses besoins sans cesse croissants de main-d'œuvre, a été la principale cause du développement intense de la population. En 1830 Roubaix et Tourcoing réunis comptaient 27.000 habitants et en 1931 : 200.000.

La principale caractéristique de cette main-d'œuvre c'est qu'elle est essentiellement flamande. Race laborieuse et résistante, ne mesurant pas ses efforts, le textile de la région lui doit toute sa prospérité.

A-t-elle au moins été récompensée de son travail incessant ? Fort peu ! Avant-guerre la vie de l'ouvrier était dure. Elle s'est un peu améliorée après-guerre mais elle tend à redevenir pénible. Certains auteurs se sont extasiés sur le standard de vie de l'ouvrier Roubaisien et Tourquennois et l'ont qualifié de toutes sortes d'adjectifs prometteurs. La réalité est tout autre. L'ouvrier n'y est peut-être pas plus malheureux que dans les autres centres industriels français, mais il n'y mène pas la vie large que des économistes, occasionnels et mal informés, ou

(1) Voir Tableau ci-contre.

RECAPITULATION, PAR CATEGORIES, DU PERSONNEL
OCCUPE A LA FIN DE 1930,
DANS LES DIFFERENTES MANUFACTURES TEXTILES
DE ROUBAIX, WATTRELOS, CROIX ET WASQUEHAL

PROFESSIONS	Garçons	Filles	Femmes	Hommes	Totaux
Peignages de laine	268	99	2.175	5.728	8.270
Triages de laine et déchets	14	3	21	186	224
Cardages, lavages, escargassages, effilochages	2	2	89	303	396
Filatures de laine peignée	652	938	4.620	2.651	8.861
Filatures de laine cardée	83	62	484	927	1.556
Filatures de coton	306	925	3.652	1.803	6.686
Retorderies, gazages	6	126	817	209	1.158
Tissages robe et draperie	715	1.281	5.746	6.328	14.070
Piqurages	31	79	495	224	829
Tissages, galons, rubans, crêpes, etc.	53	62	354	487	956
Tissages d'ameublement	105	120	996	2.052	3.273
Teintureries sur matières	31	25	277	1.032	1.365
Teinture et apprêt sur tissus ..	287	19	602	5.678	6.586
Corderies, feutrerries, fabriques de lacets	21	17	407	451	896
Bonneteries	112	403	1.048	278	1.841
	2.686	4.161	21.783	28.337	56.967

TOURCOING

PROFESSIONS	Garçons	Filles	Femmes	Hommes	Totaux
Peignages de laine	120	112	1.527	4.150	5.909
Lavages de laine	6	1	71	413	491
Triages de laine	22	16	155	955	11.148
Filatures de laine	1.206	1.132	5.399	5.126	12.863
Filatures de laine cardée.....	21	12	259	663	955
Filatures de coton	230	1.179	4.678	2.039	8.126
Retorderies	33	324	2.271	558	3.186
Bonneteries	255	222	1.050	450	1.977
Fabricants de tissus	376	530	1.841	2.705	5.452
Tissages toile, coutil	46	44	302	261	653
Fabricants de tapis	508	84	621	1.780	2.993
Teintureries				2.095	2.095
Fabricants de dentelles	32	75	106	121	334
Corderies	1		26	6	33
Lisage de dessins	6	1	3	23	33
	3.014	3.741	18.484	23.104	48.343

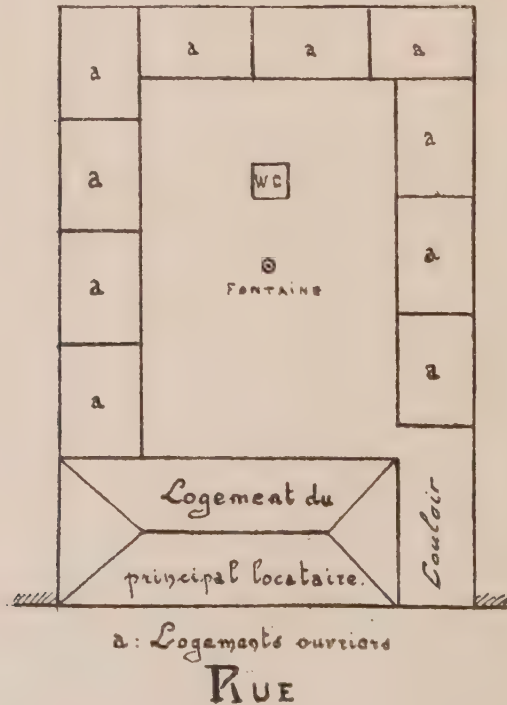
soucieux de se ménager les faveurs d'un patronat puissant, ont bien voulu lui prêter. L'ouvrier n'a jamais bénéficié de la large richesse qu'il a créée dans la région et qu'il accroît chaque année. « Les Commerces de luxe, soutient un autre, sont prospères, les spectacles nombreux et suivis ». Les commerces de luxe risqueraient fort de faire faillite, s'ils devaient compter sur la clientèle ouvrière. Quant aux spectacles les ouvriers ne fréquentent guère que les concerts publics, les terrains de sport et les cinémas populaires. Un examen logique et impartial de la situation du prolétariat à Roubaix-Tourcoing ne peut pas amener à soutenir de pareils raisonnements. Les unions dans le Nord y sont particulièrement fécondes. Toutes les statistiques en font foi. Ce département est celui de France où l'excédent des naissances sur les décès est le plus considérable. D'autre part, le coût de la vie y est très élevé, plus élevé que dans certaines villes industrielles et qu'à Paris. Les salaires y sont très peu supérieurs à ceux des autres centres textiles. Dans ces conditions, affirmer que le prolétariat jouit d'une situation privilégiée est purement absurde et paradoxal. L'ouvrier célibataire ou l'ouvrier marié, sans enfants, et dont la femme travaille, bénéficie d'une situation à peu près supportable. Mais il constitue l'exception. Le sort des autres n'est guère enviable. Il n'y a à Roubaix-Tourcoing aucune vie extérieure. Les villes, comme les campagnes, n'incitent pas à la promenade. Les beaux spectacles de la nature y sont inconnus. Le soir, l'ouvrier fatigué par une journée de labeur n'a qu'une perspective, rentrer chez lui pour manger et dormir afin d'être dispos pour le lendemain. La vie est donc essentiellement familiale. Après huit heures du soir toute animation a disparu et les quartiers les plus centraux sont à peu près déserts. Les seuls moyens de transport public sont les tramways et après 9 h. 20, à Roubaix, le dernier tramway a effectué son dernier service. La ville dort.

Dans ces conditions, un profane concluerait que les habitations ouvrières y sont particulièrement bien étudiées et qu'un certain confort règne dans les foyers. Grossière erreur ! les beaux immeubles modernes ne sont pas pour les ouvriers. Bien

rares sont les cités françaises qui offrent à leurs travailleurs des logements aussi détestables. L'habitation ouvrière n'est la plupart du temps qu'un taudis de petite proportion où dans des conditions scandaleuses d'hygiène et d'inconfort vit une famille, le plus souvent nombreuse. Presque tous ces logements se trouvent dans des courées. Une courée c'est, en somme, la transformation du jardin d'une maison en cour et la construction autour de la cour de petites pièces, il vaudrait mieux dire de cellules, ne prenant l'air et la lumière que sur cette cour. Au centre se trouve un W.C. et une borne fontaine communs.

Le plan ci-dessous fera mieux comprendre que la façon dont sont logés les ouvriers ne fait guère honneur aux villes de Roubaix et de Tourcoing.

PLAN D'UNE COURÉE



Ces constructions sont presque toutes à un étage. Une famille y occupe une ou deux pièces, rarement plus. Ces pièces leur sont louées par le principal locataire, ou le propriétaire de l'immeuble, qui occupe les seuls locaux convenables, ceux situés sur la rue et qui y exerce le plus souvent un commerce.

I

LES SALAIRES

La grande majorité des ouvriers du Textile de Roubaix-Tourcoing sont des spécialistes travaillant à la tâche ou au temps. Le salaire au temps n'est employé que dans les postes où le salaire à la tâche ne convient pas. C'est dire que ce dernier domine. Dans ce cas la rémunération est calculée d'après la production à l'heure de chaque ouvrier. Le salaire varie, naturellement, suivant la profession et l'emploi occupés.

Il n'est pas le même dans l'industrie lainière et dans l'industrie cotonnière. Les ouvriers travaillant la laine sont mieux payés. Ce travail exigeant des qualités plus grandes et un labeur plus intense que dans l'industrie cotonnière. Aussi l'industrie lainière est considérée par l'ouvrier comme une sorte d'aristocratie à laquelle il n'accède pas facilement et vers laquelle vont ses préférences. Les salaires varient encore dans chacune de ces industries non seulement en raison de la spécialité mais encore du sexe de l'ouvrier. Certains postes sont à peu près exclusivement occupés par des femmes, d'autres par des hommes. Certaines usines emploient jusqu'à 85 % de main-d'œuvre féminine, d'autres fournissent du travail à une égale proportion de main-d'œuvre masculine.

Les salaires perçus par les ouvrières sont notablement inférieurs à ceux des ouvriers. Les causes en sont multiples : rendement inférieur dû à une force physique et à une capacité de travail moindres, les emplois importants et exigeant des facultés

SYNDICAT DES FABRICANTS DE TISSUS DE ROUBAIX-TOURCOING

Relevé des salaires de la semaine du 25 février au 4 mars 1931

OUVRIÈRES ET OUVRIERS DE 18 A 60 ANS							
PROFESSIONS	TRAVAIL A LA TACHE				TRAVAIL A L'HEURE		
	Nombre d'Ouvriers	Salaires payés	Nombre d'Heures	Prix à l'Heure	Nombre d'Ouvriers	Prix à l'Heure	Hebdomadaire
Bobineuses à bobines..	33	4.522 40	1.401	3 22			
Bobineuses à échets..	8	984 85	264	3 73			
Cannetières à bobines..	11	978 55	369	2 65			
Cannetières à échets..							
Doubleuses	32	4.406 95	1.387	3 17			
Ourdisseuses.....	20	3.544 45	796	4 15			
Ourdisseurs.....	11	595 15	141	4 22			
Dresseurs	5	685 35	170	4 03			
Broyeurs	8	1.310 20	353	3 70			
Rentreurs	23	3.550 80	819	4 33			
Donneurs de fi's.....	3	2.209 65	826	2 67			
Passeurs de rots.....	3	208 65	101	2 05			
Encolleur	7	1.397 30	506	4 56			
Rotiers.....					1	3 65	
Lamiers.....					1	4 20	
Arrangeurs de lames...					1	3 70	
»					11	de	
						2 70	
						3 65	
TISSAGE							
Tisserands ;							
Robes							
Draperie.....	167	33.757 60	7.708	4 »			
Tisserandes ;							
Robe.....							
Draperie.....	68	12.522 10	3.062	4 »			
Petits métiers (jusque 1 m. 25)							
PIQURAGE							
Éplucheuses.....	49	8.904 70	2.253	3 95			
Visiteuses.....	12	1.419 05	552	2 56			
Piqurières.....	39	6.425 75	1.662	3 86			
Epailleuses.....	19	1.849 85	585	3 16			
DIVERS							
Chef encolleur.....					1		230
Chef rentreur.....					1		230
Contremaîtres.....					12		235
Monteurs de chaînes...					10	4	
Monteurs de Ja quard..					9	3.80	
SERVICE GÉNÉRAL							
Chauffeurs.....					4		220
Conducteurs.....					1		225
Maçons					3	3 35	
						4 »	
Menuisiers.....					3	4 15	
						4 60	
Mécaniciens.....					18	3 20	
						4 50	
Électriciens					3	4 35	
						5 »	
Surveillants.....					6		220
Hommes de peine.....					9	2 90	
Magasiniers.....					37	3 »	
						3 40	

Plus primes de production.

supérieures à celle de la moyenne des ouvriers ne leur sont pas confiés, besoins plus faibles, concurrence, etc... Cependant le salaire de l'ouvrière n'est plus ce qu'il était, surtout avant-guerre, un salaire d'appoint. Les difficultés croissantes d'existence et le manque de main-d'œuvre masculine ont amené, à grands flots, les femmes dans les usines du textile de Roubaix-Tourcoing. Elles ont répondu d'autant plus à l'appel des industriels que, pour beaucoup d'entre elles, le travail procure non seulement des ressources plus élevées, mais encore une certaine indépendance de vie qu'elles avaient longtemps ignorée. Pour l'industriel, la main-d'œuvre féminine a de nombreux avantages dont les principaux sont d'être moins coûteuse que la main-d'œuvre masculine et, en général, plus docile. Il y a, enfin, dans les usines un certain nombre de garçons et de filles dont les salaires ne dépassent pas en moyenne une centaine de francs par semaine.

Pour les ouvriers et ouvrières, voici la moyenne des salaires pratiqués dans quelques-uns des principaux emplois :

Hommes de peine	3.25 l'heure.
Fileurs de cardé	4.75 —
Fileurs de coton	4.45 —
Fileurs de peigné	5.25 —
Bobineuses à bobines	3.15 —
Ourdisseuses	4 » —
Ourdisseurs	4.45 —
Rentreurs	4.50 —
Encolleurs	4.30 —
Tisserands :	
Robe	3,70 l'heure.
Draperie	3,90 —
Tisserandes :	
Robe	3,50 —
Draperie	3,30 —
Eplucheuses	3 » —
Visiteuses	3,40 —
Piqûrières	3,60 —

Le relevé des salaires ci-contre, effectué chez un fabricant de tissus robe et draperie pour la période du 25 février au 4 mars 1931 donne une idée assez exacte des rémunérations que perçoivent les différents ouvriers.

Ces salaires peuvent-ils permettre à l'ouvrier de vivre sans avoir à redouter la gêne ? Non, la cause en est le coût élevé de la vie.

Depuis la guerre les prix de gros comme les prix de détail n'ont cessé de monter, les salaires ont suivi forcément mais avec un certain retard et leur hausse n'a pas toujours comblé entièrement la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie.

II

LA COMMISSION RÉGIONALE D'ÉTUDES RELATIVES AU COUT DE LA VIE DU DÉPARTEMENT DU NORD

Quel moyens a employé le Gouvernement pour juguler la hausse ? Aucun moyen efficace n'a été mis en œuvre. Un décret du 19 février 1920 a créé « une commission interministérielle chargée de suivre les variations des cours, de constater périodiquement leur répercussion sur les éléments essentiels du coût de la vie, de rechercher les causes des variations qu'elle aura relevées et de proposer les mesures que ces constatations lui paraîtront appeler ».

Dans la mesure et dans les conditions où elle en reconnaît la nécessité, la commission provoque la constitution de commissions régionales chargées de recueillir et de transmettre à la commission centrale tous éléments d'information utiles sur les variations des cours et sur le coût de la vie dans la circonscription qui lui est assignée ».

La Commission régionale d'études relatives au coût de la vie du département du Nord a été constituée par un arrêté du Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale du 12 août 1920. Elle comprenait, au mois d'août 1931, 25 membres nommés par le Ministre et représentant les groupements syndicaux ouvriers, les patrons, les commerçants, les coopératives de consommation et les administrations préfectorales et municipales.

Ces membres étaient :

MM. BROUTIN, *Secrétaire de l'Union des Syndicats libres de la région du Nord.*

DANEL LOUIS, *Imprimeur.*

DUEZ, *Doyen de la Faculté de Droit de Lille.*

DUMONT RENÉ, *Administrateur des Nouvelles Epiceries du Nord.*

DUPAS, *Secrétaire de société coopérative de consommation.*

CADENNE, *Directeur des Etablissements Laroche-Bauchat.*

GARNIER, *Directeur de l'usine de Fives.*

GERVOIS, *Inspecteur divisionnaire du Travail.*

HAUSER, *Confectionneur.*

HAUTSON, *Président du Syndicat des contremaîtres et techniciens.*

HERBIN, *Fabricant de mouchoirs.*

INGHELS, *Maire de Tourcoing.*

LEBAS, *Maire de Roubaix.*

LIBERT, *Constructeur mécanicien.*

MASSON, *Secrétaire du Syndicat des Typographes et imprimeurs.*

NUEZ, *Imprimeur.*

OLIVIER, *Président du Comité interfédéral des associations de mutilés et réformés, veuves et orphelins de guerre et anciens combattants.*

PRACHE, *Secrétaire de la Fédération des Coopérateurs du Nord.*

ROUZÉ, *entrepreneur.*

SALENGRO, *Maire de Lille.*

SALOMON, *Secrétaire du syndicat des employés.*

M^{lle} VION, *Secrétaire des Syndicats féminins.*

WATTINE, *Président de la Fédération familiale du Nord.*

WIART, *Président de la Fédération des groupements commerciaux.*

LE DÉLÉGUÉ DE L'ADMINISTRATION PRÉFECTORALE.

La Commission se réunit en mai et en novembre de chaque année ; elle établit un coefficient au premier de chacun de ces mois. Ses travaux sont basés sur les besoins d'un ménage ouvrier de quatre personnes, le père, la mère et deux enfants âgés de moins de treize ans.

Les investigations relatives à la recherche des prix des denrées sont faites, concurremment et sur l'ensemble du département, par l'administration préfectorale et par les membres de la commission répartis en trois sous-commissions (alimentation, habillement, objets divers).

Ces sous-commissions travaillent séparément, mais les chiffres définitifs ne sont arrêtés que par la Commission en séance plénière.

La méthode employée par la Commission pour déterminer le coefficient est la méthode dite des proportions : on procède de la manière suivante :

Les prix, au jour de l'établissement du coefficient, ayant été définitivement arrêtés d'après les investigations précitées, ceux-ci sont divisés par les prix de base 1930 et les quotients ainsi obtenus sont multipliés par les nombres correspondants indiqués dans la colonne « proportions ».

La comparaison du total des résultats inscrits dans la colonne « produits » donne la variation du coût de la vie par rapport à l'année 1930 (base 100).

Le coefficient du coût de la vie établi sur cette base l'a été pour la première fois le 1^{er} mai 1931. Auparavant la base 1, en 1914, servait à l'établissement du coefficient. Une circulaire de M. François-Poncet, sous-secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale du 22 avril 1930 en est la cause. Cette circulaire n'a pas seulement déterminé la nouvelle période de base à adopter pour l'établissement du coefficient, elle a modifié aussi le nombre des articles qui seront l'objet des investigations de la Commission du coût de la vie. L'ancien système comportait un tableau de 117 articles ; le nouveau n'en prévoit plus que 75. Des modifications ont été de même apportées aux proportions sur 100 francs de dépense par unité. C'est ainsi que le pain qui,

pour une dépense de 100 francs, représentait une proportion de 15,33 n'a plus qu'une proportion de 9.

Les 75 articles formant les éléments du budget-type se divisent en cinq catégories avec un pourcentage fixe de la valeur de chaque élément par rapport à la dépense totale de base et se résumant ainsi :

A. — Alimentation : 60 %

Pain	9
Farine, pâtes, riz	2
Pommes de terre	2,5
Haricots, lentilles, pois secs	2,5
Viandes de boucherie et porc	17
Volaille, lapin, poisson	1
Lait	3
Fromage	2,5
Œufs	2
Saindoux, beurre, huile, etc.	6
Sucre	1,5
Café, chicorée	2
Chocolat, sel, vinaigre	1,5
Boisson (vin ou bière, ou cidre) ..	7,5

B. — Chauffage et éclairage : 5 %

C. — Loyer : 10 %

D. — Habillement : 15 %

Vêtements hommes :	
Complet de ville lainage (confection)	2,3
Complet de travail métis bleu	0,5
Vêtements femmes :	
Robe lainage (confection)	1,3
Manteau lainage (confection)	0,6
Peignoir	0,6
Vêtements enfants :	
Complet garçon laine (confection)	1
Robe fillette laine et coton (confection)	0,8
Tabliers noirs coton	0,6
Chaussures (hommes, femmes et enfants)	2,4
Ressemelages (cloués)	0,8
Chemise blanche coton pour homme	1
Chemise coton pour femme	0,9
Chaussettes coton homme	1
Mouchoirs fil	0,3
Serviettes toilette	0,2
Draps toile métis bonne qualité	0,7

E. — *Dépenses diverses* : 10 %

Savon blanc de Marseille 72 %	2
Lessive	0,8
Coupes de cheveux, barbes, bains	1,5
Tabac caporal ordinaire	1,2
Journal quotidien	1
Cinéma	1,2
Visites médicales (à domicile)	1,5
Frais de transport (tramways, chemins de fer, bicy- clette, etc.)	0,8

Les modifications ordonnées par le Ministre du Travail à l'instigation de la Commission Centrale du Coût de la vie n'ont pas donné lieu à de longues polémiques.

En effet, le Consortium n'attache aucune importance à ces travaux et en conteste l'exactitude. Les syndicats ouvriers lui font le même reproche mais en sens opposé et, comme les variations de l'indice du coût de la vie n'ont pas une répercussion directe sur les salaires, sa publication est accueillie avec assez d'indifférence. Il n'en est pas de même chez les fonctionnaires municipaux dont les traitements sont plus intimement liés aux variations du coût de la vie. Les employés municipaux de la région du Nord ont élevé des protestations en apprenant la décision du sous-secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale. Ils reprochent à la nouvelle méthode d'aboutir à l'établissement d'un indice sensiblement inférieur à celui qu'aurait produit l'ancienne.

Le travail de la Commission, basé sur un nombre restreint de produits, leur paraît devoir aboutir inévitablement à ce résultat qui serait préjudiciable à leurs intérêts. Il ne semble pas que cet argument ait quelque valeur. Les calculs basés sur des articles de grande consommation doivent suffire à l'indication très exacte du mouvement des prix sans qu'il soit besoin de les étendre à une infinité de produits. La Commission Centrale du coût de la vie a agi dans un but de simplification et d'uniformisation des méthodes de travail des Commissions régionales. Le nouveau système employé lui permet de faire des comparaisons faciles et exactes de département à département et non pas de venir en aide aux difficultés budgétaires de certaines collec-

tivités locales en leur permettant de diminuer les traitements de leurs personnels par la publication d'un coefficient en baisse. La Commission Centrale, pour parer à toutes difficultés, a, d'ailleurs, estimé « qu'il convenait de laisser au budget-type une élasticité permettant de l'adapter dans une certaine mesure aux consommateurs des diverses régions. Il appartient aux Commissions régionales et locales de procéder à cet ajustement dans les limites spécifiées », c'est-à-dire sans modification des rubriques ni des pourcentages.

Les indices du coût de la vie, dans le département du Nord, établis d'après l'ancienne méthode (base 100 en 1914) sont les suivants :

22 mars 1920	3,66
15 septembre 1920	4,14
26 février 1921	3,68
20 juin 1921	3,36
1 ^{er} décembre 1921	3,98
1 ^{er} mai 1923	4,08
15 octobre 1923	4,45
5 juin 1924	4,66
5 octobre 1924	4,73
5 mai 1925	5,03
4 octobre 1925	5,21
1 ^{er} mai 1926	6,13
5 octobre 1926	7,08
1 ^{er} mai 1927	6,88
5 octobre 1927	6,65
1 ^{er} mai 1928	7,02
5 octobre 1928	6,98
1 ^{er} mai 1929	7,16
14 octobre 1929	7,25
Mai 1930	7,02
Octobre 1930	7,16

En 1931, la Commission Régionale d'Etudes relatives au coût de la vie réunie à la Préfecture, sous la présidence de M. Louis Boujard, secrétaire général du Nord, décida que le coefficient calculé sur la base 100 en 1930 serait le seul coefficient officiel qui serait publié dorénavant, mais qu'elle continuerait provisoirement le calcul des indices sur les bases anciennes pour permettre l'exécution des contrats en cours.

Le nouveau coefficient fut arrêté à 6,91 par rapport à 1914, soit une baisse de 3,49 % sur le coefficient d'octobre 1930.

Par rapport à la base 100 en 1930, la Commission arrêta à 98,045 le coefficient du coût de la vie au 1^{er} mai 1931, soit une diminution de 1,955 %.

Il est à remarquer qu'en appliquant à l'indice moyen du coût de la vie en 1930, calculé avec les anciennes méthodes (7,02 du premier semestre et 7,16 du deuxième semestre, soit 7,09 pour l'année entière), la variation constatée par les calculs effectués avec les nouvelles méthodes (98,045), le coefficient obtenu (6,948) est sensiblement égal à celui de 6,91 déterminé précédemment. Ceci annule les craintes des syndicats d'employés municipaux et donne raison à la Commission Centrale du Coût de la Vie.

Il est intéressant de comparer les chiffres obtenus par la Commission régionale d'études du coût de la vie du département du Nord avec les coefficients publiés par le Comité de surveillance des prix du Consortium de l'Industrie textile.

Le Consortium, cela est incontestable, met en doute l'exactitude des indices de la Commission régionale. C'est pourquoi il a jugé bon de ne plus faire partie de cette commission et de surveiller lui-même, les variations des prix des denrées généralement consommées par les ouvriers. Les calculs, facilement contrôlables, ne peuvent être l'objet d'aucun litige. Seules la réalité des prix fixés et la discussion de ces prix en commission peuvent donner lieu à controverses. Les reproches que semble formuler le Consortium peuvent se résumer en deux points : 1^o les investigations des membres de la Commission chez les commerçants, pour connaître les prix pratiqués, lorsqu'elles ne sont pas faites par des représentants ouvriers intéressés à l'établissement d'un indice élevé, sont faites par des fonctionnaires municipaux (inspecteurs ou agents de police) dont le traitement est fonction du coût de la vie. Cet argument, qui n'est pas vérifié est peu probant. En effet, les membres de la com-

mission ont le plus souvent à leur disposition des barèmes et des catalogues de commerçants indiquant les cours des articles qu'ils sont chargés de relever. 2° La commission régionale sort trop souvent de son rôle pour se transformer en une sorte de commission paritaire ayant le souci immédiat de la répercussion des indices sur le taux des salaires, alors que la question des salaires devrait rester étrangère à ses préoccupations. Sa recherche d'un accord provoque des marchandages qui aboutissent, dans bien des cas, à fausser les indices du coût de la vie. Cette affirmation grave serait malheureusement plus fondée. Le Ministre du Travail en a senti tout le poids et a signifié aux différentes commissions régionales que la consultation d'une Commission, tout à fait désirable pour la fixation de méthodes ou l'interprétation de résultats, apparaît contestable quand il s'agit d'enregistrer purement et simplement les faits.

Un autre reproche pourrait être fait en ce qui concerne l'exactitude locale de l'indice de la Commission. Le département du Nord comprend trois régions bien distinctes : une région maritime, une région agricole et une région industrielle. Les prix des marchandises dans ces différentes régions concourent à l'établissement du coefficient du coût de la vie. Or, il n'est pas niable que la vie soit moins chère dans les deux premières régions par rapport à la troisième. L'indice établi est donc trop élevé pour celles-ci, trop bas pour celle-là.

Le remède serait probablement l'établissement d'un coefficient particulier à l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing et d'un coefficient pour les autres localités du département. Cette modification a été proposée, à la réunion de la Commission du 30 mai 1931, par MM. Herbin et Verbeurgt mais elle n'a pas été prise en considération.

Quoiqu'il en soit, voici les coefficients mensuels publiés par le Comité de Surveillance des prix du Consortium de l'Industrie textile, pour Roubaix-Tourcoing, par rapport aux prix pratiqués en novembre 1913 :

ANNÉE 1930

Janvier	6,10
Février	6
Mars	5,97
Avril	5,92
Mai	5,74
Juin	5,98
Juillet	5,98
Août	6,12
Septembre	6,17
Octobre	6,22
Novembre	6,23
Décembre	6,30
et pour le mois de mai 1931	6,14

soit comparativement :

<i>Commission régionale d'études relatives au coût de la vie</i>		<i>Comité de surveillance des prix du Consortium de l'Industrie Textile</i>	
Mai 1930	7,02	Mai 1930	5,74
Octobre 1930	7,16	Octobre 1930	6,22
Mai 1931	6,91	Mai 1931	6,14

Il y a donc entre les résultats obtenus par ces deux organismes des différences considérables et surprenantes.

Le Comité de surveillance des prix du Consortium ne relève que les prix des articles d'alimentation. A cet égard, le nombre des articles examinés et les proportions sont sensiblement les mêmes que ceux de la Commission régionale. Le fait que cette Commission étudie aussi les variations des prix du chauffage et de l'éclairage, du loyer, de l'habillement et des dépenses diverses suffit-il à expliquer le désaccord constaté ? Non, car si certains éléments (habillement, chauffage et éclairage notamment) ont subi, proportionnellement, une hausse plus accusée, d'autres, notamment les loyers, grâce à la législation en vigueur, demeurent très au-dessous du coefficient normal. La disparité de ces deux coefficients provient uniquement d'une plus grande inexactitude dans la constatation des prix pratiqués, chez l'un ou chez l'autre de ces deux organismes.

Quoiqu'il en soit l'écart important existant entre les indices publiés par la Commission régionale et par le Comité de Sur-

veillance des prix du Consortium reste à peu près invariable et le tracé de leurs courbes permettrait de constater qu'elles sont très sensiblement parallèles. Ainsi les moyens de contrôle du coût de la vie dans le Nord, tant officiels que privés, ont fait l'objet de progrès réels. Par contre, les efforts destinés à juguler la hausse à peu près continue des cours ont été à peu près nuls. L'augmentation des taxes municipales qui place Lille-Roubaix et Tourcoing parmi les communes de France les plus grevées et la spéculation sur les produits alimentaires, presque toujours impunie, ont également contribué à développer la gêne parmi les populations ouvrières.

Les salaires ouvriers se rapprochent trop du « salaire nécessaire ». La preuve en éclate dans l'examen des dépenses d'une famille ouvrière, l'alimentation y figure pour au moins 60 % en période normale.

Et le fait le plus typique c'est que la main-d'œuvre qui vit péniblement est la main-d'œuvre française. La main-d'œuvre belge, au contraire, jouit d'une aisance incontestable tout au moins en ce qui concerne les ouvriers frontaliers.

III

LE PROBLÈME DES FRONTALIERS

Le frontalier belge est un travailleur qui vient s'employer dans des établissements industriels, commerciaux ou agricoles situés en France tout en conservant son domicile en Belgique qu'il régagne chaque jour ou chaque semaine.

Les frontaliers belges sont devenus très nombreux depuis la guerre. La Belgique, pays à population très dense, trouve pour son surcroît de main-d'œuvre un important débouché dans le Nord, département très éprouvé par ses pertes en hommes et en richesses. La période de grande prospérité qui a suivi la guerre n'a fait qu'augmenter les besoins et développer le nombre des frontaliers. En dehors de ceux-ci, il existe des ouvriers sai-

sonniers qui viennent à des époques déterminées travailler en France, surtout dans l'agriculture. Ils rentrent ensuite en Belgique. Les saisonniers belges donnent lieu à des mouvements importants mais leur examen dépasse le cadre de cette étude.

L'emploi et le traitement de la main-d'œuvre belge en France ont été réglés par différentes conventions internationales qui mettent au point de vue professionnel les frontaliers belges sur un plan d'égalité avec les travailleurs français et réciproquement. Il faut citer le traité de travail entre la France et la Belgique du 24 juillet 1924. Dans ce traité, « les deux gouvernements s'engagent à ne pas mettre obstacle à la sortie de leurs ressortissants respectifs désireux de se rendre de l'un des deux pays dans l'autre pour y travailler ». Il prévoit l'égalité des salaires pour le même travail dans la même catégorie et la même protection que celle accordée aux nationaux par la législation et par les usages du pays pour ce qui a trait aux conditions de travail et d'existence ». Il oblige à prévenir le pays co-contratant des mesures restrictives qui pourraient être prises en vue de désencombrer le marché du travail si besoin est. Il accorde aux ressortissants étrangers les mêmes avantages qu'aux nationaux en ce qui concerne l'acquisition, la possession et la transmission de la petite propriété urbaine ou rurale tout en les exceptant du bénéfice de primes allouées à titre gratuit ou d'avantages réservés strictement aux nationaux à l'occasion de faits de guerre. Il leur permet de faire partie des comités de conciliation et d'arbitrage constitués, à l'occasion de conflits collectifs du travail, de toucher les mêmes secours de chômage que ceux attribués aux nationaux. Il défend enfin d'établir des impôts ou taxes spéciaux sur les ouvriers de l'Etat co-contratant en raison de leur travail.

Un accord a été conclu le 13 mai 1924 pour l'exécution de la convention franco-belge d'assistance du 30 novembre 1921. La réparation des dommages résultant des accidents du travail est prévue par une convention du 21 février 1906. Une convention franco-belge du 23 août 1930 fait bénéficier les salariés belges travaillant en France des dispositions de la loi du 5 avril

1928 sur les assurances sociales modifiée par les lois des 5 août 1929 et 30 avril 1930. Les mêmes avantages sont reconnus aux salariés français travaillant en Belgique. Un contrat-type entre les caisses d'assurances sociales françaises et les associations mutualistes belges a été établi à cet effet. Enfin, un arrangement concernant les réductions et dégrèvements d'impôts en France et en Belgique pour charges de famille est intervenu le 9 décembre 1925. Il prévoit que : « Les ressortissants de l'un des deux Etats contractants qui sont imposables sur le territoire de l'autre Etat pourront bénéficier, dans les mêmes conditions que les sujets de celui-ci, des réductions d'impôts ou de taxes, des dégrèvements à la base et des déductions qui y sont accordés en matière fiscale, pour des raisons de charges de famille. Cet accord s'applique à l'impôt des successions. Il ne s'applique pas à l'impôt des transmissions par donations entre vifs ».

Dans le but de protéger le marché national, un accord relatif aux travailleurs frontaliers et saisonniers est intervenu le 4 juillet 1928 entre la France et la Belgique.

Il a eu pour but de munir le travailleur belge d'une carte d'identité délivrée par le bourgmestre de la commune de son domicile sur le vu d'un certificat de bonne vie et mœurs et d'un certificat du chef d'établissement qui l'emploie ou qui s'engage à l'employer. Le frontalier fait viser sa carte à l'office de placement, le saisonnier la fait viser à l'entrée et à la sortie du territoire français par un commissaire spécial à l'immigration.

Cet accord, qui est renouvelable tacitement d'année en année sauf dénonciation, offre deux avantages : 1° il permet de dénombrier aisément les travailleurs belges travaillant en France et n'y demeurant pas.

2° Il permet d'adapter les entrées des travailleurs belges en France aux besoins du marché.

Le nombre des cartes d'identité délivrées aux frontaliers belges venant travailler dans l'industrie textile du centre Lille-Roubaix-Tourcoing s'est élevé en 1929 à 22.520 pour les hommes et 17.985 pour les femmes, soit au total 40.505. En 1930, 4.130 nouvelles cartes ont été délivrées à des ouvriers et 2.988 à des

ouvrières, ce qui fait 7.118 frontaliers supplémentaires. Enfin pendant le premier semestre de 1931, 1.253 frontaliers hommes et 1.139 femmes ont demandé l'octroi de cette carte, au total : 2.392. Donc 27.903 hommes et 22.112 femmes, soit au total 50.015 travailleurs, sont employés dans le textile de ce centre. Pour être tout à fait exact il y aurait lieu de soustraire de ce chiffre les retraits de cartes et d'évaluer le nombre des ouvriers ne venant plus travailler en France. Mais ce chiffre est pratiquement négligeable.

La grosse majorité de ces ouvriers se dirige sur les usines de Roubaix-Tourcoing et des environs, soit à peu près 40.000 frontaliers belges travaillant dans le centre textile de Roubaix-Tourcoing. Mais d'autre part, 20.000 Belges environ sont domiciliés dans ces deux villes, les $\frac{3}{4}$ au moins sont employés dans le textile. Ce qui fait un chiffre approximatif de cinquante-cinq mille travailleurs belges sur un total d'environ cent vingt-huit mille ouvriers textiles. Les effectifs belges représentent donc environ 40,2 % de la main-d'œuvre totale du textile de cette agglomération.

Les usines adhérentes au Consortium de l'Industrie Textile en groupent à elles seules près de 43.000.

Tous les employeurs sont unanimes à déclarer que la main-d'œuvre belge réunit les mêmes qualités et donne la même satisfaction que la main-d'œuvre française.

L'ouvrier belge ne se distingue d'ailleurs pas de l'ouvrier du Nord de la France. Ils ont les mêmes goûts, les mêmes aptitudes, le même langage.

Presque tous ces frontaliers passent la frontière le matin et la franchissent à nouveau le soir. Ils arrivent par chemins de fer, par tramways, par auto-cars et en bicyclette. Ces deux derniers moyens de transport sont les plus employés parce qu'en général plus rapides. Ils viennent des villes et communes belges les plus diverses : Ypres, Warneton, Warvicq, Roulers, Ledeghem, Iseghem, Ingelmunster, Harlebecke, Moorssel, Menin, Courtrai, Sweveghem, Rollegghem, Avelghem, Mouscron, Dottignies, Celles, Templeuve, Tournai, etc., etc... et les plus éloi-

gnées telles que Bruges, Gand, Mons. Certains de ces ouvriers effectuent un parcours journalier de plus de cent kilomètres. Ceux-là arrivent en auto-cars ou en trains, mais nombreux sont ceux qui, pourvus d'une bicyclette, font une cinquantaine de kilomètres tous les jours pour aller à l'usine et regagner leur demeure. L'auto-car rapide et confortable jouit d'une particulière faveur, surtout chez les ouvrières. Naturellement il s'agit de voitures effectuant uniquement le transport des ouvriers. Elles se divisent le travail, passant chacune dans certains villages et amenant les ouvriers dans telle ou telle usine. Ces auto-cars appartiennent soit à des entreprises privées de transport, soit aux manufactures elles-mêmes. Pour ce service, les ouvriers paient, en général, à l'usine une somme fixe de deux francs par jour. Quelques-unes de ces usines possèdent plusieurs dizaines d'auto-cars qui viennent, tous les jours, se ranger le long de leurs murs à des emplacements fixés portant les noms des communes qu'ils desservent.

La main-d'œuvre belge a été attirée dans les fabriques françaises parce qu'elle y trouvait plus facilement du travail qu'en Belgique, d'où sécurité et parce que les salaires y étaient plus élevés. Les ouvriers belges perçoivent le même salaire que les ouvriers français dans les différentes professions.

Ils jouissent, cependant, par rapport à leurs camarades français d'une situation absolument privilégiée. En effet, ces ouvriers dépensent en Belgique ce qu'ils gagnent en France. Or, depuis la stabilisation du belga et celle du franc, le change de la monnaie française en monnaie belge est favorable à la première de ces monnaies dans une proportion de 40 %. Donc, un ouvrier belge qui, à la fin de la semaine, perçoit deux cent francs français, par exemple, reçoit en échange à la banque une somme de deux cent quatre vingt francs belges. Si le coût de la vie était plus élevé en Belgique l'équilibre serait rétabli et l'ouvrier belge, travaillant en France, ne bénéficierait probablement d'aucune prime. Or, il n'en est rien. La vie est moins chère en Belgique qu'en France et cette tendance semble encore s'être accentuée en 1931. Ainsi le pain qui coûtait à Roubaix-Tour-

coïncidant au mois d'août 1931 deux francs quarante centimes le kilogramme, valait en Belgique à la même époque, change compris, un franc quinze centimes le kilog. Ceci est dû à la politique du blé suivie par le gouvernement belge ces dernières années et qui a fait baisser le prix des farines dans des proportions considérables. Toutes les denrées de consommation ne présentent pas les mêmes différences de prix. Pour la plupart des articles les prix, pratiqués en francs belges, sont à peu près les mêmes que ceux pratiqués en France en francs français, c'est-à-dire qu'un ouvrier belge obtient la même quantité de denrées à qualité égale pour X francs belges que celle obtenue par son camarade français pour le même nombre de francs français. Quelques produits, en dehors du pain, sont plus ou moins nettement à des prix inférieurs, la volaille, par exemple ; d'autres sont plus chers, les vins et les fruits principalement, parce qu'importés.

Pour conclure il est juste de dire qu'à travail égal l'ouvrier belge, s'il touche un salaire égal, bénéficie d'un pouvoir d'achat plus élevé d'environ 50 %.

Le résultat de cette différence c'est que l'ouvrier belge est matériellement plus heureux que l'ouvrier français.

Cette situation paradoxale ne semble pas devoir cesser : d'après les accords diplomatiques passés entre la France et les pays étrangers, l'égalité de traitement économique et social doit exister entre le national et l'étranger. Un exemple typique de la situation préférable de la main-d'œuvre belge ressort de l'étude du nombre des habitations possédées dans une ville belge par des ouvriers par rapport au nombre des habitants. A Mouscron, ville de 40.000 âmes, 6.000 ouvriers sont propriétaires de leur maison. Quelles sont les communes du département du Nord qui atteignent la même proportion ? Aucune.

Malgré cette situation enviable nulle jalousie ne vient ternir la belle camaraderie qui existe entre les ouvriers français et belges dans les usines du Nord de la France. Jamais le Belge n'a été considéré comme un intrus. C'est un ami et un ami nécessaire. Ses nombreuses affinités avec les travailleurs du Nord, sa

conduite pendant la guerre, ses qualités proverbiales et son amour qu'il a toujours manifesté pour la France lui ont donné, sans contestation, le droit de cité partout où il est venu aider au développement de la richesse nationale.

Quant à l'attitude des employeurs vis-à-vis des frontaliers belges, elle est évidemment très favorable. Ils ont été trop heureux de trouver une main-d'œuvre devenue indispensable, capable et d'autant plus docile que leur standard de vie élevée leur permet, en cas de conflit, d'opposer leur point de vue conciliant aux revendications plus exigeantes des travailleurs nationaux.

En ce qui concerne les pouvoirs publics, il faut reconnaître qu'ils se sont efforcés, pour le plus grand bien de l'industrie textile, de faciliter l'entrée d'une main-d'œuvre dont l'éducation n'a rien coûté à l'Etat et dont le rendement est particulièrement apprécié. Cette bienveillance n'a pas toujours été de règle, elle est le fait des nécessités du moment. Avant la guerre, certains parlementaires, soucieux de protéger les travailleurs nationaux, avaient préconisé des mesures tendant nettement à restreindre l'emploi des frontaliers belges dans les usines françaises (Amendement Ceccaldi en 1907 et proposition de loi de M. Paul Pugliesi Conti du 7 novembre 1911 ayant tous deux pour but la création d'une taxe sur les employeurs (gardant à leur service des travailleurs étrangers).

Ces mesures, qui n'ont pas abouti, n'étaient plus conformes, après la guerre, aux intérêts de l'industrie française. Ce qu'il fallait éviter, c'est que la main-d'œuvre belge ne vienne concurrencer l'ouvrier français en travaillant au rabais, en un mot il fallait réaliser l'égalité de traitement. Les accords internationaux conclus entre la France et la Belgique ont entériné cette juste condition.

Il convient de signaler en terminant l'étude de la question des frontaliers belges que le bas prix de certaines denrées en Belgique a donné lieu de l'autre côté de la frontière à certaines difficultés. Pour parer à des importations, aussi nombreuses que fructueuses, de pain belge en France et pour protéger les bou-

langers français des villes et communes frontières, le gouvernement a ramené, par décret du 19 mars 1931 suivi d'un arrêté du 4 mai 1931 du Ministre de l'Agriculture, de 1 kilogr. à 500 gr. par personne, la quantité de pain dont l'importation est autorisée en franchise en limitant ce privilège aux riverains habitant à moins de deux kilomètres de la frontière, à condition qu'ils ne soient pas dans une agglomération de plus de mille habitants.

Les communes de moins de mille habitants étant rares dans le Nord de la France, ces prescriptions devaient empêcher pratiquement l'entrée du pain belge en France. Contre ces décisions, le Conseil Municipal de Tourcoing a publié la protestation suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL DE TOURCOING,

Considérant :

Que le droit d'entrée sur le pain, qui forme la base de l'alimentation, est tellement élevé que le prix de cette denrée de première nécessité est en France plus du double de celui appliqué en Belgique ;

Qu'une grande partie de la population ouvrière frontalière va se retrouver dans l'impossibilité de se procurer le pain que, jusqu'à présent, elle pouvait entrer en franchise ;

Que cette situation est d'autant plus critique que la gêne s'est installée dans les foyers par suite du chômage résultant de la grève de l'industrie textile ;

Que la nouvelle réglementation n'admettra qu'un nombre infime de familles à bénéficier de l'exonération des droits d'entrée en ne tenant d'ailleurs aucun compte des conditions sociales et des charges de famille ;

Qu'il est anormal que, par rapport au pays voisin, le prix du pain soit aussi élevé en France,

Emet le vœu :

Qu'une solution plus rationnelle soit donnée à cette question si angoissante de l'alimentation :

Par une diminution appréciable des droits de douane sur les blés importés ;

Par un contrôle des prix du blé et de la farine pour éviter les effets de la spéculation ;

S'il était nécessaire, par l'incorporation dans la farine d'une proportion plus grande de blé étranger ; par la recherche des moyens propres à mettre à la disposition des boulangers de la

farine à un cours raisonnable qui leur permette de livrer le pain à un tarif plus en rapport avec celui pratiqué en Belgique ; par la création, le cas échéant, d'une ou plusieurs zones protégées dans lesquelles les boulangers seraient à même de produire et vendre leur pain à des prix intermédiaires entre ceux de l'intérieur et ceux du pays voisin.

Le Maire,
A. INGHELS.

Cette protestation n'a, jusqu'ici, été suivie d'aucun effet. Cependant, le décret du 19 mars 1931 était plus facile à élaborer qu'à appliquer et il n'a pas empêché l'introduction sur territoire français du pain belge par petites quantités.

Les populations françaises voisines de la frontière ne comprenaient pas les raisons qui permettaient aux boulangers belges de vendre leur pain à un prix inférieur de plus de moitié à celui imposé dans les boulangeries belges. La douane, bienveillante, facilita ce trafic qui ruina peu à peu de nombreux boulangers français. Ceux-ci protestèrent énergiquement à plusieurs reprises mais ne furent pas entendus. Tout dernièrement, le 16 décembre 1931, les boulangers de Lille, Roubaix et Tourcoing, par solidarité et pour manifester leur mécontentement, fermèrent leurs boutiques pendant toute la journée. Le problème qui se pose est grave, empêcher les entrées en franchise de pain belge en France c'est mécontenter la classe ouvrière de toute une région, ne prendre aucune mesure c'est nuire aux intérêts de certains membres d'une corporation qui a droit à toute la bienveillance des pouvoirs publics et qui peut exiger l'application d'un régime égal pour tous les consommateurs.

IV

LES SYNDICATS OUVRIERS

Les ouvriers de toute l'Industrie textile de Roubaix-Tourcoing ont constitué des syndicats chargés de la défense de leurs intérêts professionnels et de l'entraide à apporter à leurs

membres. Il y a à Roubaix-Tourcoing trois syndicats principaux à tendances politiques nettement marquées, ce sont : 1° la Fédération du Textile affiliée à la Confédération Générale du Travail ou Syndicats Socialistes ; 2° l'Union Régionale des Syndicats libres affiliée à la Confédération Française des travailleurs chrétiens ou syndicats chrétiens ; 3° les Syndicats unitaires affiliés à la Confédération Générale du Travail Unitaire ou syndicats communistes.

Ces différents syndicats groupent toutes les professions, mais, à Roubaix-Tourcoing, la plus importante est pour chaque syndicat la section du textile.

Le nombre de leurs membres est essentiellement variable et, en général, peu connu. En effet, les syndicats ne publient pas volontiers les statistiques de leurs adhérents pour ne pas montrer la faiblesse de leurs effectifs. La principale cause de cette minorité d'adhérents, c'est que pour être syndiqué il faut payer une cotisation et l'ouvrier répugne souvent à cette dépense qui ne lui paraît pas indispensable. Le nombre des ouvriers syndiqués dans l'industrie textile du centre de Roubaix-Tourcoing ne dépasse guère 20.000. Mais croire, d'après ces données, que les syndicats sont inexistantes serait une grave erreur. En dehors de l'argument volontiers développé par les syndicats et affirmant qu'il est préférable de diriger une minorité agissante qu'une masse sans volonté, il y a d'autres causes qui obligent à ne pas mésestimer la force syndicale ouvrière. Tout d'abord, les syndicats sont les seuls groupements ouvriers organisés et, comme tels, les seuls porte-paroles des revendications ouvrières chacun dans leur sphère. Ces revendications qui visent toutes à l'amélioration du sort de l'ouvrier reçoivent, naturellement, l'approbation des non syndiqués. D'autre part, si les syndicats n'ont pas beaucoup d'adhérents, ils comptent tous de nombreux sympathisants. Ceci leur procure une force morale incontestable et leur permet, en cas de conflit, de réaliser une très large union dans le but de la défense de leurs intérêts.

Les Syndicats socialistes ou cégétistes. — Ce sont ceux qui

comptent le plus grand nombre d'adhérents : environ 14 à 15.000 rien que pour le textile. Ce chiffre difficile à vérifier est celui qui paraît le plus exact. Leur but politique est simple, c'est l'application de la doctrine socialiste : suppression du capitalisme et socialisation des moyens de production et d'échange. En attendant la réalisation de cet idéal, qui peut sembler lointain à bon nombre de leurs adhérents, ces syndicats ont mis sur pied des services d'entr'aide. Ce sont : l'assistance juridique en cas d'accidents de travail, le versement d'indemnités de grèves (les syndiqués reçoivent une somme de huit francs par jour, sauf les dimanches, en cas de grèves partielles autorisées par la Commission ou en cas de lock-out), le paiement d'un secours de chômage de huit francs par jour en défalquant un jour par semaine non payé en plus des dimanches et jours fériés, l'institution d'une caisse mutuelle de secours en faveur des malades et blessés (5 francs par jour et un pain pendant un maximum de 30 jours à partir du 13^e jour de la maladie ou du 21^e jour de l'accident), des soldats (25 francs au moment de l'incorporation), des ayants-droit directs de tout syndiqué décédé (versement d'une somme de 100 francs), et des femmes ou filles en couches (indemnité de 100 francs).

Naturellement, pour percevoir ces indemnités diverses, certaines conditions de présence sont nécessaires. Le plus souvent il faut justifier d'un an de présence et de cotisations. Les syndiqués versent une cotisation de 1 franc 50 centimes par semaine recouvrée hebdomadairement.

Le secrétaire du syndicat cégétiste textile de Roubaix s'appelle M. Henri Lefebvre et, coïncidence rare, celui de Tourcoing porte le même nom et le même prénom.

Les syndicats cégétistes sont, au premier chef, des organismes de combat destinés à développer chez les ouvriers l'idée de lutte de classes. Ils ont pour but « d'unir tous les ouvriers de la corporation dans les mêmes sentiments d'émancipation et de solidarité ». Ils considèrent qu'il y a « antagonisme permanent entre le Capital et le Travail et que de ce fait deux classes bien distinctes et irréconciliables sont en présence : d'un côté ceux

qu'elle s'en rapproche par son réalisme et sa modération. Elle préconise la loyauté à l'égard du prolétariat et l'indépendance absolue à l'égard du patronat. Il faut chercher les sources de cette doctrine dans les encycliques pontificales et principalement dans l'encyclique « *Rerum novarum* », dans l'école sociale catholique de Le Play, dans les œuvres du Comte de Mun et qui détiennent le Capital et qui sont des parasites ; de l'autre, les Producteurs qui sont les créateurs de toutes les richesses, puisque le Capital ne se constitue que par un prélèvement effectué au détriment du Travail ».

Cette profession de foi ne peut, évidemment pas, permettre aux dirigeants de ces syndicats d'user de beaucoup de modération et de conciliation dans leurs rapports avec le patronat sous peine de passer pour des traitres à la cause ouvrière.

Les syndicats socialistes préconisent les moyens d'action violents pour obtenir le succès de leurs revendications : grèves, sabotages, etc... Leur idéal est la grève générale qui renversera le régime capitaliste.

Les Syndicats libres ou Syndicats chrétiens. — Les syndicats libres comptent un nombre d'adhérents moins élevé que celui des syndicats cégétistes. Pour la région de Roubaix-Tourcoing et pour l'industrie textile seulement, il ne dépasse pas 4.000. Mais il ne faut pas juger de leur influence uniquement d'après la sécheresse de ce chiffre. Les syndicats chrétiens sont des groupements puissants particulièrement dans le Nord de la France, département profondément catholique et très attaché aux traditions religieuses. La faiblesse de leurs effectifs résulte du fait que les ouvriers syndiqués sont encore une minorité et que les théories socialistes ont alléché beaucoup de travailleurs en préconisant la suppression du patronat et du salariat.

Le syndicalisme chrétien a une quarantaine d'années d'existence. Mais, c'est il y a douze ans environ qu'une importante partie du prolétariat catholique a formé la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens qui a dégagé la doctrine du

syndicalisme catholique et s'est imposée comme une force autonome dont le rôle dans l'histoire sociale contemporaine s'annonce particulièrement prépondérant.

Il importe de le distinguer du syndicalisme « jaune » qui a peu survécu au bouleversement de la guerre. La doctrine du syndicalisme chrétien s'inspire d'un esprit tout différent bien de M. de Las Cases et enfin dans les « semaines sociales » organisées sous le patronage de l'Eglise. Le syndicalisme chrétien groupe, en France, une majorité de Catholiques mais il compte de nombreux protestants dans les autres pays d'Europe.

Dans la région de Lille, Roubaix-Tourcoing les syndicats chrétiens jouissent du bienveillant appui et reçoivent de précieux encouragements de son Eminence le Cardinal Liénart, Evêque de Lille.

Ces syndicats sont favorables au développement d'une collaboration étroite entre patronat et prolétariat. Ils sont partisans de l'entente entre les classes et recherchent dans les solutions pacifiques et conciliantes la suppression des conflits et l'amélioration du sort de la classe ouvrière. Ils sont, avant tout, anti-collectivistes. Cependant, ils ne dédaignent pas la grève comme moyen d'aboutissement de leurs revendications mais ils n'y recourent qu'après avoir épuisé toutes les tentatives de rapprochement.

Ils sont favorables à l'établissement de commissions mixtes et à une meilleure répartition des produits du travail entre les employeurs et les salariés.

Ces syndicats ont un siège à Roubaix et un autre à Tourcoing mais le premier nommé est le plus important. Ils font paraître bi-mensuellement un journal intitulé « Le Nord Social ». Ils font bénéficier leurs adhérents d'avantages similaires à ceux que procurent les syndicats cégétistes avec seulement quelques variations insignifiantes intéressant certaines allocations.

Les Syndicats unitaires ou communistes. — Les syndicats unitaires de Roubaix-Tourcoing, Halluin et environs dépendent de la Confédération Générale du Travail unitaire. Cette Confé-

dération est née d'une scission qui s'est produite dans le C.G.T. en 1922. Les origines du mouvement remontent au Congrès National de Lille des 25 et 30 juillet 1931 et au Congrès Confédéral des 11 et 12 décembre de la même année. Ses fondateurs adoptèrent le nom d'Unitaire pour bien marquer leurs aspirations à l'unité de la classe ouvrière. Le congrès constitutif de la C.G.T.U. eut lieu à la bourse du travail de Saint-Etienne au début du mois de juillet 1922. Communistes et anarchistes s'y affrontèrent. Les premiers triomphèrent. La C.G.T.U. est affiliée à l'Internationale syndicale de Moscou.

Les syndicats unitaires semblent posséder les effectifs les moins nombreux. Il n'est pas possible de fixer un chiffre précis parce qu'ils gardent jalousement secret le nombre de leurs adhérents et aussi parce que ce nombre est très variable. Ils laissent entendre, volontiers, qu'ils groupent une masse importante de travailleurs. La réalité est tout autre et cette défiance paraît inspirée par le désir de ne pas accuser une faiblesse d'effectifs réelle. S'ils sont les moins nombreux ils sont les plus violents. Adhérents à un parti politique de désordre et de troubles, grands admirateurs de l'U.R.S.S., tout leur est bon pour manifester leur volonté de bouleversement social : discours agressifs, affiches subversives, cortèges houleux et au besoin émeutes, bagarres, sabotages et violences. Ils possèdent une « Maison du Peuple » à Roubaix et une autre à Tourcoing, Halluin, etc... Mais le centre du parti communiste dans le Nord se trouve à Halluin, ville frontière proche de Tourcoing, où l'industrie textile occupe une situation prépondérante. Là l'élément communiste est en majorité et la municipalité lui appartient.

Ce fait et les troubles fréquents qui éclatent dans cette ville lui ont valu le surnom d'Halluin-la-Rouge. Le dirigeant de ces syndicats est M. Bostoen, secrétaire de la Bourse du Travail Unitaire d'Halluin.

Leur politique révolutionnaire, leur intransigeance et leurs manifestations, aussi immodérées qu'intempestives, font que les délégations de ces syndicats ne sont jamais reçues ni par les

patrons ou leurs représentants, ni par les arbitres des conflits entre ouvriers et employeurs, ni par les pouvoirs publics.

Les Syndicats belges. — Les ouvriers belges peuvent faire partie des syndicats français. Quelques-uns ont usé de cette faculté, mais la plupart font partie de syndicats belges dont le principal but est de fournir à leurs membres des secours en cas de chômage. Le fait qu'ils sont étrangers réduit considérablement leur action en France tant au point de vue politique qu'au point de vue professionnel.

Les principaux syndicats belges sont les syndicats socialistes chrétiens et libéraux.

La « Centrale des ouvriers Textiles de Belgique », dont le siège est à Gand, groupe les syndicats socialistes de ce pays. Elle a constitué, avec le syndicat cégétiste de Roubaix-Tourcoing, une union destinée à défendre les intérêts des ouvriers français et belges travaillant dans les usines de la région et qui porte le nom de « Comité franco-belge ».

Les syndicats chrétiens belges poursuivent la même politique sociale que les syndicats chrétiens français. Quant aux syndicats libéraux, le nombre de leurs adhérents travaillant dans l'industrie textile du Nord de la France, est infime.

Les syndicats ouvriers, qu'ils soient cégétistes, libres ou unitaires, en dehors de leur idéal politique, formulent, au point de vue professionnel un certain nombre de revendications approuvées par la masse ouvrière.

V

LES REVENDICATIONS OUVRIÈRES

ET LES REPROCHES ADRESSÉS PAR LE SALARIAT AU PATRONAT

Quelques-unes de ces revendications sont communes à toutes les industries : distribution aux ouvriers d'une part plus importante sur le produit de leur travail, c'est-à-dire augmentation

des salaires, protection efficace contre le chômage, suppression du salaire à la tâche et du travail en double équipe, congé annuel payé, diminution de la durée du travail, construction d'habitations ouvrières, etc... Ces questions, dont l'étude présente un intérêt réel, sont cependant trop communes et trop répandues pour qu'elles nécessitent un examen approfondi. Elles n'offrent, d'ailleurs pour le centre du textile de Roubaix-Tourcoing, aucune particularité sauf en ce qui concerne le problème des salaires et celui du logement.

Les ouvriers s'indignent de la manière dont la plupart d'entre eux sont logés à Roubaix et à Tourcoing. Ils ne peuvent trouver, disent-ils, que des logements inconfortables et insalubres. A cela les patrons répondent qu'ils ne sont pas tenus d'assurer le gîte à leur personnel, que cependant ils s'intéressent à des sociétés d'habitations à bon marché en leur versant des subventions et qu'ils ne peuvent faire plus de sacrifices.

Les municipalités, elles, arguent de leur bonne foi mais s'avouent impuissantes. Leur budget ne leur permet pas d'entreprendre les immenses travaux qui seraient nécessaires. Elles font construire le plus grand nombre de logements possibles mais il leur est matériellement impossible de donner satisfaction à la classe ouvrière avant un très grand nombre d'années. D'autant plus que les réclamations des ouvriers textiles ne sont pas isolées, les mêmes protestations émanent des autres corps de métier, des fonctionnaires, des employés, enfin de tous ceux qui ne peuvent payer un loyer élevé et qui, cependant, désirent être logés convenablement.

La question des salaires revêt dans l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing un caractère tout spécial.

Les ouvriers et leurs syndicats accusent les employeurs et plus particulièrement le Consortium de l'Industrie Textile de poursuivre une politique des salaires dont l'effet est de tendre à supprimer la liberté et l'indépendance des ouvriers ; asservir la classe ouvrière, voilà le grand reproche qui est formulé.

Le Consortium, c'est contre lui que les attaques sont dirigées, bien que les Indépendants l'aient suivi dans toutes ses initiatives

pour ne pas se trouver en état d'infériorité économique, parce qu'il en fut l'instigateur et qu'il représente une puissance considérable, s'est, depuis sa création, efforcé de réduire les ouvriers sous sa domination. Il a employé plusieurs moyens : le paiement de salaires insuffisants, les allocations familiales et la prime de fidélité transformée en prime de présence.

Le deuxième moyen peut paraître paradoxal, mais il importe d'examiner attentivement la thèse ouvrière pour se rendre compte que, même si elle n'est pas entièrement fondée, il n'est pas possible de prétendre qu'elle n'est pas logique.

La modicité des salaires. — Le salaire de la moyenne des ouvriers du textile ne dépasse pas, à l'heure actuelle, cent cinquante francs par semaine, prétendent les intéressés. Cette somme, à Roubaix comme à Tourcoing, représente juste ce qu'il faut pour vivre misérablement. L'épargne devient insignifiante et ne permet pas à l'ouvrier en conflit avec le patron de triompher lorsque ses prétentions sont justes. Manquant des moyens de pouvoir soutenir une grève qui lui paraît justifiée, il est obligé de reprendre le travail aux conditions qui lui sont imposées. D'autre part, les salariés supportent toujours les difficultés subies par les employeurs sous forme de chômage ou d'abaissements de salaire, jamais ils n'ont bénéficié des gros profits qu'ils leur ont fait encaisser dans les périodes de prospérité. Ils précisent que les industriels ont réalisé, pendant les années qui ont suivi la guerre des bénéfices inconnus jusqu'à ce jour et sans cesse croissants jusqu'en 1929 tandis que les ouvriers n'ont jamais perçu que ce qui était strictement nécessaire pour qu'ils puissent continuer à assurer une parfaite production.

Les allocations familiales. — Ces indemnités allouées aux ouvriers ayant des charges de famille ont été créées, selon la classe ouvrière, dans un but intéressé : l'insuffisance des salaires ne permettait plus aux ouvriers d'élever leurs enfants et la natalité s'en ressentait. Par conséquent la main-d'œuvre se raréfiait. Pour parer à cette menace qui pouvait devenir désastreuse pour l'industrie textile, le Consortium a imaginé les allocations fami-

liales. Il n'y a là aucune générosité de sa part. Si ces allocations n'existaient pas, combien de familles seraient réduites à la plus attristante des misères ! Combien de décès dus aux privations auraient été enregistrés ! Les allocations familiales ne sont pas autre chose que du salaire non payé prélevé sur ce qui devrait légitimement revenir à tous les ouvriers. Leur création a permis au Consortium, tout en laissant croire qu'il était un bienfaiteur, de maintenir le « salaire nécessaire » de l'ouvrier sans enfant et de ne verser à l'ouvrier chargé de famille que les sommes qui lui sont strictement indispensables.

Quoiqu'il en soit, si l'acrimonie de l'ouvrier célibataire ou marié sans enfant peut paraître fondée, il semble que les bénéficiaires des allocations familiales doivent être reconnaissants au Consortium de ce qu'il a fait pour eux. Or il n'en est rien, non seulement ils n'ont aucune reconnaissance, mais encore ils lui reprochent de se servir de ce moyen pour les asservir. Alors qu'il eût été si facile d'incorporer ces allocations dans les salaires, le Consortium en a fait une indemnité bien distincte dont le paiement est sujet à de nombreuses conditions qui n'ont été inventées que pour porter atteinte à la liberté des bénéficiaires et restreindre leur indépendance. Les ouvriers protestent contre le stage d'un mois qui leur est imposé pendant lequel les allocations familiales ne sont pas payées. Du moment qu'il est admis que ces allocations sont nécessaires, ce que le Consortium ne conteste pas, qu'elles sont en rapport avec les journées de travail effectuées, elles doivent être payées à tout moment. Ils protestent encore contre la suppression de ces allocations pour tout un mois à l'encontre des ouvriers quittant l'usine avant la fin d'un mois. Soit, par exemple, un ouvrier ayant droit au paiement d'allocations familiales entré dans une usine quelconque du Consortium le 1^{er} juillet, pour le mois de juillet considéré comme stage il ne touchera que son salaire, à la fin du mois d'août il percevra son allocation familiale, mais si, pour une raison quelconque, il quitte l'usine avant le 31 août, il ne recevra absolument rien. Le désir de ne pas perdre des sommes souvent importantes et toujours indispensables maintient l'ou-

vrier, par une réglementation arbitraire, dans les usines du Consortium. Il ne perçoit le sursalaire familial qu'au prix de sa liberté.

Les salariés accusent encore le système de répartition de ces allocations familiales, employé par le Consortium, d'être un moyen d'accaparement et d'asservissement de la main-d'œuvre. Le jeu du diviseur oblige tous les membres de la famille, en âge de travailler, de servir dans les usines du Consortium sous peine de perdre la part des allocations familiales de ceux qui travailleraient ailleurs. Cette pratique cause une gêne réelle aux autres industries, notamment pour le recrutement des apprentis. Enfin, le dernier reproche adressé au Consortium c'est d'empêcher systématiquement les enfants d'ouvriers, qui montrent un goût particulier pour l'étude, de continuer à fréquenter l'école après l'âge de 13 ans. En effet, au-dessus de cet âge, les parents cessent de toucher les allocations familiales, l'enfant qui ne travaille pas, non seulement ne rapporte rien mais oblige à des sacrifices parfois lourds qu'il semble très facile d'éviter en le mettant en apprentissage.

Mais, l'initiative du Consortium la plus critiquée des ouvriers est certainement la création de la prime de fidélité à la suite de la mise en application le 1^{er} juillet 1930 de la loi sur les assurances sociales. Cette loi fixe la cotisation ouvrière et la cotisation patronale à 4 % du montant des salaires, soit en tout 8 %. Le Consortium décida, devant les réclamations des ouvriers tendant à obtenir une augmentation de salaires justifiée par la hausse du coût de la vie, résultat de cette loi, que la part versée par l'ouvrier à la caisse des assurances sociales serait accordée tous les ans, au jour anniversaire de son entrée à l'usine, à chaque ouvrier dont la présence aura été ininterrompue durant toute l'année. Elle sera supprimée en cas de changement d'usine, de grève ou d'absence, même d'un seul jour, sans autorisation. Cette innovation fut sévèrement jugée par les ouvriers qui lui firent le plus mauvais accueil. Elle fut la cause de la grève générale qui éclata dans le textile au cours de l'été de 1930.

A la suite de cette grève, le Consortium modifia son appella-

tion. Elle devint la prime de présence, terme plus acceptable pour les ouvriers, bien que ses effets fussent à peu près les mêmes.

La principale conclusion à tirer de ces reproches adressés par les ouvriers au Consortium c'est que celui-ci n'obtient aucun avantage moral des efforts incontestables qu'il a faits pour améliorer leur sort. Il leur verse des sommes dont le total est assez considérable et il ne bénéficie, en revanche, ni de leur estime ni de leur reconnaissance. C'est que l'argent qu'il donne, il le donne mal. Le Consortium avoue qu'il a cherché à stabiliser la main-d'œuvre et à éviter des changements d'usine trop fréquents, préjudiciables à la production et causes d'une augmentation des accidents du travail. Ce résultat ne peut-il être atteint grâce à une bonne réglementation intérieure et au paiement de salaires équitables ?

Le mécontentement ouvrier s'est d'ailleurs manifesté dans la politique. Chez les plus irrités il s'est traduit par l'élection de candidats communistes, d'autres plus nombreux ont voté pour les socialistes. Les républicains modérés rétrogradent nettement. Ainsi la municipalité de Roubaix est socialiste, celle de Tourcoing l'est également, celle d'Halluin est communiste.

L'état d'esprit de l'ouvrier est pourtant très bon. Il témoigne d'un grand respect vis-à-vis des industriels et leur richesse lui inspire une très vive considération. Ses goûts sont simples et son idéal modeste. Il souhaite pouvoir acquérir une petite maison et un peu de terre à cultiver où il pourra terminer ses jours à l'abri de tout souci matériel.

Il a horreur du chômage et la grève ne lui sourit point. Seules, quelques erreurs regrettables de tactique patronale l'ont parfois incité à se révolter. Mauvaise humeur fugitive et qui n'amène ni envie ni rancune. L'étude de la psychologie ouvrière et une parfaite compréhension des aspirations légitimes des salariés sont à la base de tout progrès social. Considérer l'ouvrier autrement que comme du « matériel humain » est une nécessité non seulement morale, mais économique.

DEUXIEME PARTIE

Les Difficultés Economiques et Sociales

Comme un médecin se penche sur un organisme humain pour déceler les progrès d'une maladie et établir son diagnostic, l'examen des crises permet aux économistes d'analyser les difficultés de toutes sortes que peut supporter une industrie quelconque. En Economie politique et en Sociologie, comme en médecine, les observations expérimentales sont les éléments indispensables grâce auxquels des conclusions logiques peuvent être proposées.

Depuis la guerre, le champ d'investigations de l'économiste s'est considérablement élargi. Les perturbations économiques, qui n'ont cessé de se produire pendant une douzaine d'années, constituent pour lui le meilleur bouillon de culture.

Les circonstances veulent que dans l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing un conflit particulièrement grave ait éclaté pendant l'année 1931. Il s'agit de la grève générale qui pendant dix semaines immobilisa les usines et réduisit cent vingt huit mille ouvriers à l'inactivité.

La recherche des causes et des effets de cette anomalie dans le mouvement régulier de la production industrielle permet de déterminer l'importance de facteurs économiques et sociaux dont l'actualité n'a d'égale que leur acuité.

Ce conflit a deux causes principales :

La crise économique et la mise en application de la loi sur les assurances sociales. D'autres influences surtout psychologiques seront soulignées en analysant les péripéties de la grève elle-même.

CHAPITRE PREMIER

LA CRISE ECONOMIQUE DANS L'INDUSTRIE TEXTILE DE ROUBAIX-TOURCOING

La crise économique, qui sévit intensément dans le monde entier, a débuté en 1929, s'est précisée en France en 1930 et s'est définitivement installée en 1931. Elle accable sans distinction, l'agriculture, le commerce et l'industrie français.

Ses causes sont universellement connues ; elles se résument dans ces deux mots : surproduction et sous-consommation.

Les ruines causées par la guerre, en activant la consommation, ont incité tous les peuples à produire intensément et sans aucune mesure. Il arriva un moment où le marché, gorgé de produits, ne parvint plus à absorber toute la production. Des stocks se constituèrent et les prix furent maintenus artificiellement. Le déséquilibre entre la production et la consommation s'accroissant, la loi de l'offre et de la demande devait fatalement jouer et les cours s'effondrèrent. C'est la rançon du retour à la stabilité.

Le textile est l'industrie la plus touchée en France. Elle doit faire face à une concurrence étrangère, sans cesse croissante, qui lutte victorieusement avec elle, non seulement sur les marchés

étrangers mais même sur le marché intérieur. Sa position défectueuse est due à la stabilité monétaire qui a fait disparaître la prime de fait à l'exportation, aux barrières douanières destinées à favoriser l'agriculture cause de la hausse du coût de la vie et par conséquent du prix de revient, à la fiscalité qui l'écrase, à l'instabilité des prix des matières premières, aux avantages faits par les Etats étrangers à leur propre industrie textile et aux tarifs douaniers appliqués pour les protéger, à la perte de clients étrangers qui de consommateurs sont devenus producteurs, au dumping soviétique, etc...

Tout ceci s'est traduit par une baisse considérable des exportations sans accroissement de la consommation intérieure.

Les effets de la crise sont très nettement mis en lumière par l'examen de la statistique générale de la France qui a publié pour 1930 les indices suivants de l'activité des industries textiles :

(BASE 100 EN 1913)				
Janvier	87	Mai	86	Septembre 80 (1)
Février	88	Juin	87	Octobre 84
Mars	85	Juillet	82	Novembre 86
Avril	87	Août	80 (1)	Décembre 85

La production de 1930 accuse, par rapport à celle de 1929, un fléchissement de 8 %. Quant à l'exportation des produits textiles manufacturés, elle a baissé en 1930, comparativement à 1929, de 15 % en poids et de 18 % en valeur.

Le recul des niveaux de production a continué en 1931. L'indice est descendu de 83 au cours du premier trimestre à 64 au mois de juillet et à 63 au mois de novembre. A ce niveau, il est nettement le plus bas de toute l'industrie française.

Ces faits sont symptomatiques. L'industrie textile française, étant surtout exportatrice, perd une partie de ses clients étran-

(1) La baisse très sensible de l'indice en août et en septembre est due aux grèves qui ont sévi dans le Nord.

gers au profit de concurrents qui produisent à meilleur compte. Comment ne pas s'étonner que la crise ne soit pas plus grave encore ? Dans certains pays étrangers, le blé est invendable à 60 francs le quintal. En France, il vaut près du triple et tandis que presque toutes les matières premières baissaient dans des proportions importantes, les principales denrées nécessaires à l'alimentation montaient dans les mêmes proportions.

Voici d'ailleurs, les coefficients de baisse de la plupart des matières textiles en 1930 par rapport à 1929 :

NATURE DES MARCHANDISES	PRIX INDICES			BAISSE % pendant l'année 1930
	BASE	100 EN	1913	
	Moyenne 1929	Janvier 1930	Décembre 1930	
Coton	744	682	398	42 %
Jute	520	448	267	40 %
Laine peignée	722	540	330	39 %
Lin	837	657	405	38 %
Soie grège-Cévennes	613	526	329	37 %
Laine B-A en suint	717	482	328	32 %
Chanvre indigène	890	691	515	25 %

Et voici les principaux coefficients de hausse des denrées alimentaires pendant les mêmes périodes.

NATURE DES MARCHANDISES	PRIX INDICES			HAUSSE % pendant l'année 1930
	BASE	100 EN	1913	
	Moyenne 1929	Janvier 1930	Décembre 1930	
Pommes de terre	544	365	645	77 %
Vin rouge ordinaire	482	343	590	72 %
Farine, fleur, Paris	527	464	606	31 %
Œufs	760	726	907	25 %
Bœuf	560	548	661	20 %

Dans ces conditions, la baisse des salaires devient impossible et la compression des prix de revient des plus problématiques. La situation est d'autant plus critique que la France est à peu près le seul pays où une politique de diminution systématique

des prix n'ait pas été tentée. L'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et la Belgique ont baissé les traitements de leurs fonctionnaires et les soldes des militaires, diminué les salaires et arrêté la spéculation. Le résultat ne s'est pas fait attendre, le coût de la vie dans ces différents pays a baissé. La France n'a pas suivi ce mouvement et elle commence à se trouver dans une position inquiétante au point de vue commerce international.

L'examen comparé des importations et des exportations est particulièrement révélateur. Depuis 1928, le déficit du commerce extérieur français n'a cessé de s'accroître et les chiffres connus jusqu'à ce jour permettent de l'évaluer à plus de dix milliards de francs pour l'année 1931. Rien n'autorise à prévoir un changement de cette situation en 1932. Au contraire, tous les pays s'efforcent d'exporter le plus possible et de se protéger contre l'importation étrangère par des barrières douanières sérieuses. L'Angleterre, notamment, une des meilleures clientes de la France, tend à substituer à son traditionnel libre-échange un protectionnisme rigoureux. Une vigoureuse campagne est faite dans toute l'Angleterre en faveur du « boycottage » des produits étrangers. Elle se résume dans ces mots répandus partout : « Buy British » (achetez des produits anglais). L'abandon de l'étalon-or qu'elle vient de décider, et la chute de la livre sterling, qui atteint à la fin de 1931 plus de 25 %, lui procure une prime de fait à l'exportation qui va stimuler ses ventes à l'extérieur et, par conséquent, sa production, tout en limitant les importations étrangères.

Cet événement récent est d'une importance capitale pour l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing. Le textile anglais, qui fut longtemps un concurrent redoutable, malgré les plus grands sacrifices, était distancé. Les industriels du Yorkshire et du Lancashire se trouvaient, depuis plusieurs années, dans un marasme chronique et ne parvenaient plus à produire à des conditions aussi avantageuses que celles de Roubaix-Tourcoing et le chômage grandissait. La chute de la livre rend très probable un prochain renversement de cette situation.

L'INFLUENCE DE LA CRISE DANS LES DIFFÉRENTES BRANCHES DU TEXTILE DE ROUBAIX-TOURCOING

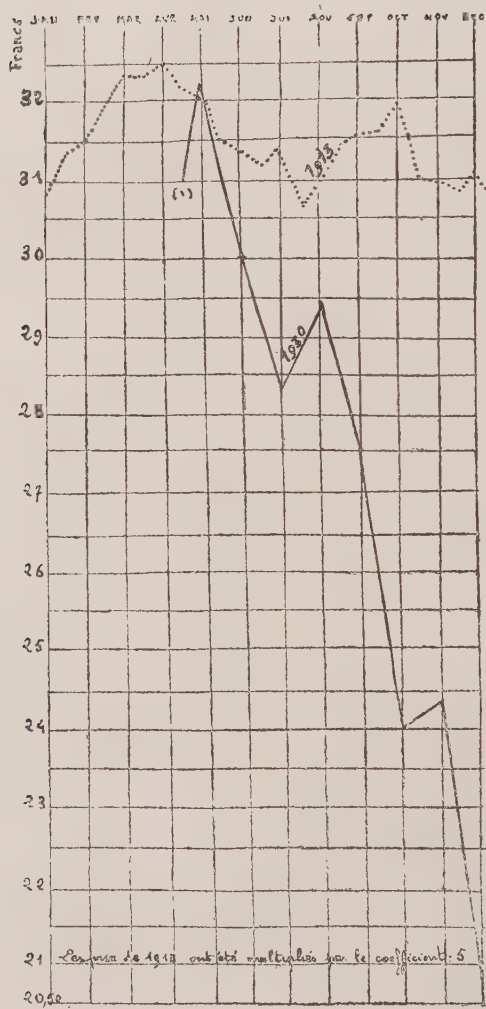
La dépression est très profonde aussi bien dans l'industrie de la laine que dans celle du coton. Mais la situation de cette dernière est particulièrement critique.

Le *peignage des laines* est le moins défavorisé. L'évaluation des stocks visibles de peignés permet de conclure que la production et la consommation se sont équilibrés en 1930. Les peignages de Roubaix-Tourcoing possédaient en stock 14.207 tonnes de peignés à la fin du mois de janvier 1930 et 14.027 tonnes à la fin du mois de décembre 1930. Cependant pendant cette année une grève de 35 jours a arrêté la production et un chômage, faible mais progressif, l'a ralentie. De sorte qu'elle est un peu moins importante que celle de 1929 mais en baisse sensible sur celle de 1928. La Condition publique de Roubaix a d'ailleurs reçu en laines peignées 30.710 tonnes en 1928, 26.341 en 1929 et 24.973 en 1930, et celle de Tourcoing 37.867 tonnes en 1928, 38.903 en 1929 et 34.369 en 1930.

La consommation intérieure n'a pas varié, mais l'exportation a diminué. Les achats de la Belgique, seule, ont porté sur 3.300 tonnes de moins qu'en 1929.

L'Italie, la Pologne et la Suisse l'ont imitée, mais dans de plus faibles proportions. Par contre, l'Allemagne et la Tchécoslovaquie ont acheté des quantités légèrement plus élevées.

Le cours des laines peignées a considérablement baissé pendant l'année 1930 ou plus exactement pendant les huit mois d'ouverture du marché à terme de Roubaix-Tourcoing. Pendant ce laps de temps, 2 865 tonnes ont été traitées en Bourse de Roubaix et 2.078 tonnes en Bourse de Tourcoing. Les prix ont varié de 32 fr. 60 à 20 fr. 20 au kilogramme.



PRIX DE LA LAINE PEIGNÉE AU MARCHÉ A TERME
DE ROUBAIX-TOURCOING

(Ce marché qui n'avait plus fonctionné depuis la guerre a été rouvert au début de mai 1930).

Les blousses et déchets ont été moins épargnés. Leur production est restée, en 1930, à peu près égale à celle de 1929 mais a dépassé de beaucoup la consommation. La demande s'est ralentie tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Les besoins de la chapellerie, qu'alimente cette industrie, ont beaucoup diminué d'où crise plus profondément sentie. Les blousses et déchets présentés aux conditionnements de Roubaix et Tourcoing en 1930 forment un total de 15.236 tonnes contre 14.490 en 1929 et 18.424 en 1913.

Les prix suivants, pour les différents genres de blousses, ont été pratiqués pendant l'année 1930 sur le marché de Roubaix-Tourcoing :

1930	LYSTER		SCHLUMBERGER	
	Australie beau Mérimos	Anstralie croisés I	Australie Merinos courant	Buenos-Aires Mérimos courant
	Frcs.	Frcs.	Frcs.	Frcs.
30 Janvier	37	22	24	23
27 février	38	21	23	22
27 mars	38	20	21	20
23 avril	38	19-20	21-22	20
28 mai	40	21	25	20-21
25 juin	40	21	25	20-21
31 juillet	36	20	21	18
28 août	34	19-20	20	17
25 septembre	35-36	17-18	18	15
30 octobre	33	15	14	12
27 novembre	26-27	13-14	12-13	10-11
26 décembre	21-22	11-12	10-11	9-10

1930	NOBLE	
	Australie croisés I	Australie croisés V
	Frcs.	Frcs.
30 janvier	22	13
27 février	22	14
27 mars	21	13
23 avril	19-20	13
28 mai	20	14
25 juin	20	14
31 juillet	19	13
28 août	19	13
25 septembre	17	11
30 octobre	15	10,50
27 novembre	13-14	8-9
26 décembre	11	7

Il y a donc eu une baisse importante qui atteint 60 % pour les Schlumberger, 50 % pour les Noble et 47 % pour les Lyster, Australie beau mérinos (1).

Ici encore, la Belgique a diminué ses achats de 40 % pour les blousses et de 20 % pour les déchets.

Cette baisse a été d'autant plus ressentie que ce pays achetait, jusqu'à cette époque, environ 75 % des blousses et déchets exportés. L'Allemagne a imité la Belgique. Les achats de l'Italie et des Pays-Bas, clients peu considérables en cette matière, ont légèrement augmenté.

La Filature de laine peignée a diminué notablement sa production au cours de l'année 1930. Ce fléchissement se remarque surtout en examinant les quantités de fils de laine peignée présentées au Conditionnement de Roubaix. En 1928 elles se montaient à 81.183 tonnes, en 1929 à 7.561 tonnes et en 1930 à 6.755 tonnes seulement. Cette industrie alimente les tissages et bonneteries de la région et de l'intérieur. Une partie de la production, destinée à être travaillée sur place, n'est l'objet d'aucun négoce, mais l'exportation constitue, cependant, un de ses principaux débouchés. L'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique et la Hollande ont maintenu leurs achats en 1930. Mais l'Amérique du Sud, le Canada, la Grèce et l'Espagne ont diminué les leurs. Quoiqu'il en soit, la filature de laine peignée, bien qu'un ralentissement ait été constaté dans sa production, ne se trouve pas dans une situation aussi grave que l'ensemble des industries textiles en général et que la filature de la laine cardée en particulier.

La filature de la laine cardée est en net déclin à Roubaix-Tourcoing. Il est difficile de fixer exactement la production de

(1) Exposé de la situation industrielle et commerciale de la circonscription de la Chambre de Commerce de Roubaix.

cette industrie, d'importance secondaire d'ailleurs, car les principales usines de cardés faisant partie de manufactures utilisent elles-mêmes leur production pour la fabrication des tissus. Toutefois, les quantités de fils de laine cardée présentées au conditionnement de Roubaix sont révélatrices. De 2 085 tonnes en 1928, elles tombent à 1.157 tonnes en 1929 et à 919 tonnes en 1930. Cette industrie qui exporte peu a, cependant, diminué ses ventes en 1930, principalement en Belgique, en Angleterre, au Brésil et au Canada.

MOUVEMENT DES CONDITIONS PUBLIQUES DE :

	ROUBAIX		TOURCOING	
	FILS DE LAINE PEIGNÉE ET CARDÉE			
	(Peignés)	(Cardés)	(Peignés et cardés)	
	tonnes	tonnes	tonnes	
1928	8.183	2.085	12.404	
1929	7.561	1.158	11.532	
1930	6.755	919	10.300	

La filature de coton est beaucoup plus mal partagée. Son activité s'est ralentie au fur et à mesure de la chute des cours de la matière première. Le coton d'Amérique valait au 31 décembre 1930, 10 cents par livre, accusant ainsi une baisse de 53,81 % par rapport au plus haut cours de 1919 (21,65 cents) et une baisse de 23 % par rapport au cours moyen de 1913-14. Après une légère hausse des cours pendant le premier trimestre de 1931, leur glissement a repris pendant le reste de l'année.

Bien que les filatures de coton de l'agglomération Roubaix-Tourcoing exportent peu, elles ont vu le chiffre de leurs ventes baisser en 1929, mais surtout en 1930 et 1931, dans des proportions catastrophiques.

Les filatures de coton, en dehors de la crise qui affecte la matière qu'elles travaillent, supportent les conséquences de la concurrence qu'a fait naître la chute des prix de la laine au bénéfice des industries lainières. Par suite, le nombre d'heures

travaillées dans les filatures de coton adhérentes au Consortium de l'Industrie Textile a, en 1930, baissé de plus de 23 %, par rapport à 1929, comme l'indique le tableau ci-dessous :

	1928	1929	1930
	heures	heures	heures
Premier trimestre	9.341.640	9.330.476	8.577.703
Deuxième trimestre	9.141.208	9.227.433	8.105.270
Troisième trimestre	9.037.067	9.265.965	4.464.200 (1)
Quatrième trimestre	9.351.497	9.759.916	7.506.797
Année entière	36.871.412	37.583.790	28.753.970

Cette industrie lutte péniblement contre une concurrence étrangère qui devient chaque jour plus dangereuse. Alors que les exportations françaises en fils de coton sont tombées de 16.198 tonnes en 1929 à 11.498 tonnes en 1930, les importations augmentaient dans des proportions allant jusqu'à 30 % pour les fils simples et retors à deux ou trois bouts.

Le tissage de laine et de coton n'a pas ralenti sa production en 1930, mais il a considérablement diminué ses ventes pendant cette année, de telle sorte que l'accroissement des stocks a eu une influence déprimante sur la production de 1931.

Les tissus de Roubaix-Tourcoing ne bénéficient plus de la préférence que leur a si longtemps manifesté la clientèle étrangère. Un protectionnisme, qui devient de plus en plus rigoureux, s'exerce à leur encontre au Canada, au Chili, en Espagne, en Australie, en Finlande, en Egypte, aux Etats-Unis, etc.

D'autre part, la concurrence étrangère s'est accrue et se traduit souvent par des prix que les tissages de Roubaix-Tourcoing ne peuvent pratiquer. De ce fait, les exportations ont décréu. La Belgique, qui se fournit surtout à Roubaix-Tourcoing, n'a acheté, en 1930, à la France, que 4.123 tonnes de tissus de coton et de laine contre 6.605 tonnes en 1929 et 7.510 tonnes en 1928.

L'industrie du tissage est une des premières où se risquent les

(1) Grève du textile.

peuples neufs ou ceux qui se transforment industriellement. Elle n'exige pas une situation géographique spéciale, la main-d'œuvre, sous la direction de techniciens étrangers et compétents, s'éduque assez vite ; quant au matériel, il est, naturellement, importé. Ce développement des tissages étrangers se constate facilement par l'examen des productions de chaque pays et aussi par les achats faits sur les places françaises en laines peignées et cardées et surtout en fils de laine et de coton.

Le total des exportations françaises de laines peignées et cardées s'est élevé à 217.421 quintaux métriques en 1930 contre 243.590 en 1929 et 213.170 en 1913. Pour les dix premiers mois de l'année 1931, il fut de 179.006 quintaux métriques contre 179.331 en 1930 et 178.200 en 1913.

L'exportation des fils de laine peignée s'est chiffrée à 242.395 quintaux métriques en 1930 contre 255.750 en 1929 et 146.479 en 1913. Pour les dix premiers mois de 1931, l'exportation de ces produits se monte à 178.112 quintaux métriques contre 202.375, pour la période correspondante en 1930, et 124.225 pour celle de 1913. Quant aux fils de laine cardée, 5.028 quintaux métriques ont été vendus en 1930 à l'étranger contre 5.628 en 1929 et 1.756 en 1913. Dans les dix premiers mois de 1931, l'exportation de ces produits se chiffre à 5.079 quintaux métriques contre 4.263 de janvier à novembre 1930 et 1.719 pour la même période de 1913.

En moyenne, l'exportation a baissé, mais, cette baisse est relativement peu de chose comparée à la diminution des ventes des tissus de laine. Pendant l'année 1930, 166.044 quintaux métriques furent exportés contre 198.008 en 1929 et 183.937 en 1913. Cette chute des exportations s'accroît encore pendant les dix premiers mois de 1931 avec 112.591 quintaux métriques contre 143.516 et 153.613 pour les périodes correspondantes en 1930 et 1913.

Il est à remarquer que l'exportation des laines cardées et peignées et des fils de laine est encore supérieure en 1931 à celle de 1913 mais que, pour les tissus, elle est très au-dessous du niveau atteint avant la guerre.

Le détail de ces exportations permet de constater que l'Alle-

magne a augmenté ses achats de laines cardées et peignées ainsi que la Tchéco-Slovaquie, la Pologne et les Pays-Bas, et que ces pays, sauf la Tchéco-Slovaquie, ont diminué leurs achats de fils de laine et de tissus. Quant à la Belgique, elle a baissé considérablement toutes ses importations. Il apparaît donc avec évidence que ces pays, d'importateurs tendent à devenir producteurs. Ces industries nouvelles, à l'abri de barrières douanières, ne tarderont pas à progresser et à concurrencer vivement la production française sur les marchés étrangers.

Le tableau, ci-dessous, résume le commerce extérieur lainier français, pour les dix premiers mois de l'année 1931, et indique les chiffres correspondants en 1930 et 1913 :

FRANCE

Commerce Extérieur Lainier résumé, 10 premiers mois de 1931 (en 100 kilos)

	10 MOIS 1913		10 MOIS 1930		10 MOIS 1931	
	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.
PRODUITS LAINIERS						
Laines :						
sur peaux ..	2.225.050	299.810	2.234.436	185.098	1.798.768	197.770
Laines :						
en masse...			539.291	2.420	437.107	3.671
Déchets	126.610	195.330	73.028	53.336	52.353	51.516
Blousses			8.316	58.092	2.697	43.427
Laines cardées						
et peignées..	2.340	178.200	9.307	179.331	11.141	179.006
Fils cardés....	1.077	1.779	3.136	4.263	2.419	5.079
Fils peignés ..	6.660	124.225	5.216	202.375	5.597	178.112
Tissus de laine						
pure	30.951	153.613	11.628	125.069	10.553	95.336
Tissus de laine						
mêlée ..			2.527	18.447	2.165	17.255
Couvertures ..	93	28.137	199	5.407	404	3.166
Bonneterie ...	1.243	5.545	1.053	6.169	1.177	3.990
Tapis à point						
noué	4.456	6.927	2.956	502	3.316	147
Tapis autres..			588	26.583	627	18.913
Feutres	1.685	3.981	1.111	7.428	955	4.495

ENTREPOTS ET MAGASINS GÉNÉRAUX DE ROUBAIX

Tableau du mouvement des Textiles pendant l'année 1930

INDICATION DES MARCHANDISES	Existant en Magasin au 31 Décembre 1929		Entrées pendant l'année 1930		Total		Sorties pendant l'année 1930		Restant en Magasin au 31 Décembre 1930	
	Quantité	Valeur déclarée	Quantité	Valeur déclarée	Quantité	Valeur déclarée	Quantité	Valeur déclarée	Quantité	Valeur déclarée
	Kgrs	Frs	Kgrs	Frs	Kgrs	Frs	Kgrs	Frs	Kgrs	Frs
Laines peignées	59.463	2.071.600	1.839.145	64.388.900	1.898.308	66.437.300	1.231.582	45.215.800	666.726	21.241.670
Laines filées...	88.439	2.227.300	34.545	4.024.000	122.984	3.251.300	106.192	2.802.300	16.792	449.000
Laines brutes...	144.018	1.997.700	946.867	12.476.900	1.090.985	14.474.600	765.842	10.794.400	325.143	3.680.200
Laines diverses	563.153	6.009.310	940.694	11.927.140	1.503.847	17.936.450	725.256	10.867.480	778.591	7.068.970
Cotons.....	2.174.392	23.237.300	3.467.961	28.196.750	5.642.353	51.434.050	3.257.293	31.928.840	2.385.060	19.505.210

En valeur, les exportations françaises de fils de laine, de tissus de coton et de tissus de laine et leurs proportions par rapport à l'exportation totale sont, pour 1928, 1929 et 1930, les suivantes :

Exportations (en millions de francs)

	1928		1929		1930	
	—	%	—	%	—	%
Fils de laine	1.455	2,83	1.272	2,54	1.010	2,36
Tissus de coton	2.907	5,66	2.701	5,40	2.146	5,01
Tissus de laine	2.235	4,35	2.033	4,06	1.571	3,67

Ces chiffres permettent de constater, non seulement l'importance du fléchissement de la vente des produits textiles à l'étranger, mais encore la régression de l'importance du commerce extérieur français des textiles par rapport aux autres produits.

Enfin, le tableau du mouvement des textiles dans les entrepôts et magasins de Roubaix indique une très nette augmentation des stocks en 1930 par rapport à 1929.

Il serait, cependant, peu logique d'insister outre mesure sur l'étendue du désastre que subit l'industrie textile française de la laine et du coton sans examiner si les industries étrangères ne partagent pas les mêmes désavantages. Il apparaît, en étudiant seulement les répercussions de la crise économique chez les voisins immédiats de la France, que celle-ci n'ait pas à déplorer un marasme qui se révèle général. Mais l'effort produit par l'Etat russe, pays qui s'est transformé politiquement, est plus lourd de menaces.

Quelques précisions sur la situation du textile de deux grandes nations, la Grande-Bretagne et l'U. R. S. S., nations aussi dissemblables, à tous points de vue, que possible, constituent à la fois des indices rassurants et inquiétants pour le textile français.

SITUATION DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE LA GRANDE-BRETAGNE

La lecture des statistiques du commerce extérieur lainier et cotonnier de la Grande-Bretagne révèle, dans ce pays, une augmentation des importations et une diminution des exportations en 1931.

En matière de tissus de laine, le « Board of Trade » publie les chiffres suivants :

Importation de tissus peignés et cardés pendant les cinq premiers mois des années :

	1929	1930	1931
	YARDS 2	YARDS 2	YARDS 2
Importations	19.043.398	15.650.346	18.555.512
Réexportations	1.870.787	1.399.008	1.007.864
	17.172.611	14.251.338	17.547.648

Les importations nettes de tissus sont donc en augmentation de 3 millions 296.310 yards carrés sur les chiffres de 1930 et dépassent ceux de 1929.

Les industriels du West-Riding n'hésitent pas à déclarer que les fabricants de Roubaix-Tourcoing sont leurs concurrents les plus dangereux. Les importations ci-dessus se décomposent d'ailleurs comme suit :

	1929	1930	1931
	YARDS 2	YARDS 2	YARDS 2
France	9.327.398	7.300.967	6.435.675
Allemagne	4.512.298	3.251.377	3.916.239
Autres pays	5.203.702	5.098.007	8.204.200

Ce tableau, tout en indiquant que la France est encore un des principaux fournisseurs en tissus de laine de la Grande-Bretagne, révèle que ses ventes, dans cet Etat, ont largement diminué au profit de l'Allemagne et surtout « d'autres pays »

qui sont, principalement, l'Italie, la Tchéco-Slovaquie et la Pologne, pays où une politique de bas salaires est pratiquée.

Par contre, les exportations anglaises de tissus peignés et cardés ont été les suivantes :

*Exportation de tissus peignés et cardés
pendant les cinq premiers mois des années :*

	1929	1930	1931
	YARDS 2	YARDS 2	YARDS 2
Tissus cardés	45.208.000	35.875.700	23.428.700
Tissus peignés	20.803.900	16.021.700	12.519.100
Totaux.....	66.011.900	51.897.400	36.007.800

C'est une chute très brutale de ces exportations qui atteint près de 50 % en deux ans.

L'industrie cotonnière n'est pas mieux partagée. La Grande-Bretagne a exporté pendant le premier trimestre de l'année 1931: 31.403.600 lb. de filés de coton contre 38.106.500 lb. et 44.166.600 lb. pendant les trimestres correspondants de 1930 et 1929.

En tissus de coton, ses exportations ont atteint 438 millions 410.300 yards carrés, pendant les trois premiers mois de 1931, contre 894.046.000 yards carrés, pendant la même période de 1930 et 1.039 millions 383.000 yards carrés pour celle de 1929. Il faut noter, toutefois, que ce fléchissement impressionnant a peu affecté ses ventes à la France qui sont restées sensiblement les mêmes.

Les industriels anglais prétendaient qu'il existait trois causes à leurs maux : 1° Prix de revient anglais trop élevé ; 2° Protection insuffisante contre les produits concurrents ; 3° Tarifs douaniers prohibitifs établis par les pays étrangers.

Il semble bien que les deux premières causes vont disparaître, avec la dévalorisation de la livre sterling et l'augmentation des droits de douane à l'entrée des produits étrangers en Grande-Bretagne, pour le plus grand préjudice du textile français déjà très vivement concurrencé dans ce pays.

SITUATION DE L'INDUSTRIE TEXTILE EN U. R. S. S.

La Russie soviétique a, après une assez longue période de difficultés économiques dues à son changement de régime politique, augmenté considérablement sa production textile par rapport à celle d'avant-guerre. Les chiffres comparés suivants sont la meilleure preuve du développement de cette activité :

Cotonnades (millions de mètres) : 1913, 2.275,2 ; 1927-28, 2.543,1 ; 1929-30, 2.419,9 ; 1931, 2.835.

Lainages (millions de mètres) : 1913, 95 ; 1928-29, 118,1 ; 1931, 125.

L'U. R. S. S. a apporté des soins tout spéciaux à la culture du coton. Avant la guerre, les plantations cotonnières de la Russie s'étendaient sur une superficie de 813.000 hectares et produisaient environ 228 000 tonnes de coton brut. En 1929, 1.033.000 hectares étaient cultivés et fournissaient une production de 260.000 tonnes et en 1930, 1.556.000 hectares ont fourni une récolte de 415.000 tonnes. Les cultures cotonnières ont, déjà à cette dernière époque, dépassé les prévisions du plan quinquennal de 26.000 hectares.

Cette nation se classe au troisième rang dans le monde pour la production du coton après les Etats-Unis et les Indes, et au quatrième rang, pour l'importance de l'outillage de son industrie cotonnière, avec 7.612 broches à filer et 159 100 métiers à tisser (1), devancée, seulement, par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Indes Anglaises. Mais, elle occupe la deuxième place en ce qui concerne le nombre des ouvriers occupés dans les manufactures cotonnières avec 498.000 ouvriers contre 610.000 en Grande-Bretagne.

(1) D'après la Fédération internationale cotonnière et l'Annual Cotton Hand book.

Les industries textiles de l'U. R. S. S. ont produit, en 1930, 284.000 tonnes de textiles, soit un chiffre à peu près égal à celui de la production de 1912, mais à cette époque près du quart des manufactures de la Russie d'avant-guerre se trouvaient en Pologne, en Esthonie et en Lettonie. Il a été, notamment, fabriqué, pendant l'année 1930, 2.338.000 mètres carrés de cotonnade, 120 millions de mètres carrés de lainage, 4.860 tonnes de tricotage et 87 millions de paires de bas. Enfin, le programme de 1931 envisageait une production de 2.655.000 mètres carrés de cotonnade, de 132.000 mètres carrés de lainage, de 6.800 tonnes de tricotage et de 121 millions de paires de bas. Le capital de l'industrie textile soviétique qui, au 1^{er} octobre 1929, atteignait 1.469.000.000 de roubles s'est élevé, au 1^{er} janvier 1931, à 1 milliard 904 millions.

Les progrès considérables réalisés dans le textile de l'U.R.S.S. sont une préoccupation nouvelle pour l'industrie française. Sans doute, ces diverses productions sont encore à peine suffisantes aux besoins de la population de ce pays, mais leur cadence accélérée de progression et les méthodes de « dumping » soviétique qui tendent à se généraliser, constituent un avertissement sérieux.

IV

L'INFLUENCE DE LA CRISE ECONOMIQUE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

La main-d'œuvre, en France, longtemps déficitaire, a peu connu le chômage pendant les années qui ont suivi la guerre. A tel point que des appels incessants ont dû être faits aux travailleurs étrangers pour venir suppléer à la carence de l'ouvrier national. Italiens dans les mines de fer et dans le bâtiment, Polonais dans les mines de houille, Belges dans l'industrie textile et l'agriculture, Espagnols dans la viticulture sont venus, en grand nombre, collaborer au développement de la richesse française.

Longtemps, cet appoint de l'étranger suffit à peine aux besoins normaux de la France. C'est une des causes de la faiblesse relative du chômage actuel comparativement aux pays les plus atteints et particulièrement l'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis, et de la longue résistance qui a pu être opposée à ce mal inévitable.

Il est à craindre, malheureusement, que dans les circonstances actuelles, sa propagation ne s'accroisse rapidement. Les statistiques deviennent inquiétantes. Le tableau ci-dessous indique l'influence comparée des crises de 1921, 1927 et 1931 sur le marché du travail. Il y a lieu de remarquer qu'à la fin du mois de novembre 1931 le nombre des chômeurs secourus, s'il reste inférieur aux maxima atteints en 1921 et 1927, n'a pas cessé de croître pendant que diminuaient intensément l'indice du placement de la main-d'œuvre et celui des offres d'emplois.

MARCHE DU TRAVAIL

Crises de 1921, 1927, 1931 comparées)

	Chômeurs secourus en fin de mois (en milliers)			Placements de la main-d'œuvre (base 100 en 1926)			Offres d'emplois (base 100 en en 1926)		
	1921	1927	1931	1921	1927	1931	1921	1927	1931
Janvier...	64	56,3	28,5	32	28	45	25	32	52
Février...	89	80,9	40,8	24	15	32	23	28	56
Mars.....	91,2	75,1	50,8	20	12	22	21	33	23
Avril.....	84,9	58,5	50	18	13	16	18	28	17
Mai	70,4	39,5	41,3	18	14	14	16	23	14
Juin	47,3	23,7	36,2	20	17	14	16	14	14
Juillet ...	33,7	17	35,9	23	21	14	18	16	14
Août.....	28,7	14,8	37,7	26	25	13 1/2	19	18	13 1/2
Septembre	21,8	12,5	38,5	28	29	13 1/4	21	21	12
Octobre...	14,3	8,6	56,1	31	32	12 1/2	27	24	10 1/2
Novembre	10,3	10,1	62	35	33	10 1/2	32	24	8 1/2
Décembre	10	13,2		39	32		38	24	

Nota. — En chiffres gras les nombres correspondant au point le plus aigu de chaque crise).

Ces indices (affranchis des variations saisonnières en ce qui concerne le placement et les offres d'emplois) témoignent nettement de l'aggravation de la crise à la fin de l'année 1931.

Cependant, les statistiques ne représentent, quant au chômage, qu'une partie de la réalité, et M. Landry, Ministre du Travail, estimait, au mois de février 1931, qu'il existait environ 100.000 chômeurs de crise et un million de chômeurs partiels. Des précisions absolues sont difficiles en cette matière, beaucoup de chômeurs ne s'inscrivant pas aux fonds de chômage, d'autres se déplacent, ce qui rend les évaluations incertaines.

Les statistiques du Ministère du Travail sont édifiantes à ce sujet. Voici pour le département du Nord quelques chiffres publiés par l'Office Central de la main-d'œuvre à la fin de l'année 1931.

Statistique des opérations de placement

DATES	NOMBRE DE PLACEMENTS A DEMEURE			
	Locaux		Interlocaux (et hors du département)	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
14 novembre 1931	116	59	6	0
27 novembre 1931	179	43	0	0
4 décembre 1931	158	44	9	0

DATES	Demandes d'emplois non satisfaites		Offres d'emploi non satisfaites	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
14 novembre 1931	7.563	936	21	19
27 novembre 1931	9.668	1.119	12	18
4 décembre 1931	10.701	1.250	13	24

Il faut reconnaître qu'en ce qui concerne les industries textiles de Roubaix-Tourcoing, les employeurs ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour éviter le chômage et maintenir dans leurs usines une activité normale. Sauf dans l'industrie cotonnière très atteinte, ils ont peu ralenti la production, accumulant les stocks pour éviter le plus possible le licenciement d'une partie de leur personnel. Cet effort n'a pu être continué indéfiniment et la fin de l'année 1930 a amené le chômage dans le centre textile de Roubaix-Tourcoing. Les chômeurs complets non syndiqués, inscrits au fonds municipal de chômage étaient 228 à fin

décembre 1930. Dans l'année, 81.343 francs leur ont été versés dont 48.663 francs pour le dernier trimestre seulement. Le syndicat cégétiste, de son côté, a payé 4.658 journées de chômage pour le même trimestre à 241 chômeurs complets et 510 chômeurs partiels (fin novembre). Les syndicats libres de Roubaix-Tourcoing versèrent à leurs adhérents chômeurs 42.999 francs pendant l'année 1930. Au mois de janvier 1931, le chiffre des chômeurs complets atteignait 1.000 rien qu'à Roubaix, constitué presque uniquement par des manœuvres étrangers et au mois de décembre il y avait 1.563 chômeurs à Roubaix et 573 à Tourcoing, inscrits aux fonds de chômage. Les triages, lavages et peignages de laine avaient réduit leur production de 50 % en n'utilisant plus que deux équipes successives au lieu de trois. Dans certains tissages de laine, la durée du travail a été réduite entre 30 et 40 heures par semaine et à 35 heures dans les teintureries sur étoffes. Quant aux filatures de coton, elles chôment, en général, au moins deux ou trois jours par semaine. Enfin, de nombreux tisseurs à domicile étaient atteints par le manque de travail. Ces précisions, en faisant apparaître un chômage très important, indiquent nettement que les statistiques officielles, bien qu'elles accusent le développement du mouvement, ne peuvent, faute d'éléments, en fixer l'importance exacte.

La crise économique et le chômage, qui en est résulté, constituent seulement un des deux principaux éléments de la grève générale du textile de 1931. L'autre a pour cause la mise en application de la loi sur les assurances sociales.

V

LA LOI SUR LES ASSURANCES SOCIALES ET SES EFFETS DANS L'INDUSTRIE TEXTILE DE ROUBAIX-TOURCOING

La loi sur les Assurances Sociales est la conclusion normale de toute une législation qui a trait à la protection des travailleurs. Cette législation très récente, puisqu'elle ne remonte pas à un

siècle, a été rendue indispensable par les progrès du machinisme et le développement de la concentration. Les abus scandaleux qui s'étaient manifestés dans les rapports des employeurs avec les salariés et une exploitation intolérable de la main-d'œuvre ont nécessité la réglementation du travail. La protection des ouvriers contre le « risque social » a parachevé une œuvre aussi importante que nécessaire.

La France est venue aux Assurances Sociales après de longues hésitations et lorsqu'elle les a appliquées, vingt-six Etats l'avaient déjà précédée dans cette voie. L'Angleterre et l'Allemagne, notamment, les connaissaient depuis de longues années. Souhaitées par Edouard Vaillant et Albert de Mun, puis par Clémenceau en 1885, il semble que c'est le rattachement de l'Alsace-Lorraine à la France qui ait décidé du vote des lois nécessaires à l'application sur le territoire français des mesures de sécurité sociale dont bénéficiaient les provinces reconquises.

Il n'a pas fallu moins de dix ans, ni moins de trois lois, pour que le Parlement adopte un texte définitif. La première loi est du 5 avril 1928, elle a été modifiée par celle du 5 août 1929 et par celle du 30 avril 1930. Ces trois lois ont formé un seul bloc qui constitue le code des Assurances Sociales.

Contrairement à toutes les mesures prises en faveur des travailleurs, la loi des Assurances Sociales, mise en application le 1^{er} juillet 1930, n'a pas reçu chez les intéressés un assentiment unanime et a été violemment critiquée par de nombreuses catégories d'employeurs.

Il y a deux principales raisons justifiant les reproches qui ont été adressés au législateur.

Tout d'abord, malgré les efforts les plus méritoires, la loi sur les Assurances Sociales, lorsqu'elle fut appliquée, n'était pas parfaite. Il ne faut pas chercher d'autre preuve à cette assertion que la centaine de décrets, arrêtés et circulaires qui ont paru pour réglementer son fonctionnement.

Enfin, elle a été mise en vigueur à l'époque la moins favorable, c'est-à-dire au moment où la crise économique se précisait et les charges nouvelles et appréciables qu'elle apportait n'ont pas peu contribué au développement du marasme des affaires. Appliquée progressivement et en période de prospérité, il est probable qu'elle eût été l'objet d'un tout autre accueil.

Aucune industrie n'en a plus pâti que celle du textile de Roubaix-Tourcoing.

La loi prévoit que le service de l'assurance obligatoire est garanti par le prélèvement, dans chaque catégorie d'assurés, d'une cotisation de 8 % du montant du salaire en ce qui concerne l'industrie et le commerce. Cette cotisation est payée par l'employeur qui en récupère la moitié sur le salarié.

Le premier résultat entrevu par les ouvriers a été, d'une part, le renchérissement général de la vie puisqu'il n'était pas possible de penser que les industriels et les commerçants n'allaient pas faire supporter aux consommateurs ces charges nouvelles, et, d'autre part, la diminution de leurs salaires de 4 %. Des grèves éclatèrent à Lille au mois de juillet 1930 dans l'industrie textile et dans la métallurgie, à la suite d'une demande d'augmentation des salaires de 0 fr. 25 à l'heure. A Roubaix-Tourcoing, les syndicats ouvriers exigèrent une augmentation immédiate de 0 fr. 25 par heure avec la prise en charge par les patrons des cotisations ouvrières pour les assurances sociales.

Le Consortium de l'Industrie textile, pour éviter une grève, imagina une combinaison beaucoup plus compliquée et aussi plus économique, dont le principal but était de stabiliser la main-d'œuvre ; c'est la « prime de fidélité ».

Cette prime, dont le montant équivalait à 4 % des salaires, soit la totalité de la cotisation ouvrière aux assurances sociales, ne devait être versée qu'aux ouvriers « fidèles », à l'expiration de chaque année de présence à l'usine. Le règlement précisait que « l'année de présence doit être ininterrompue et que toute interruption partielle ou collective de travail par suite de grève,

de départ volontaire ou de licenciement motivé amène la suppression de la prime de fidélité pour l'année en cours ».

Les ouvriers n'ont pas voulu sacrifier leur indépendance en acceptant de modifier, en fait, la durée de leur contrat de travail essentiellement temporaire. Ils déclarèrent la grève générale le 4 août 1930 contre ce qu'ils appelaient la « prime d'esclavage ». Cette grève, après plusieurs tentatives de conciliation au cours desquelles le nom de « prime de fidélité » disparut pour faire place à celui de « prime de stabilité », puis de « prime de présence », se termina le 11 septembre 1930 par un accord conclu par M. Pierre Laval, alors Ministre du Travail. Cet accord ménageait les susceptibilités ouvrières tout en assurant aux industriels une certaine stabilité de leur main-d'œuvre. Il est ainsi conçu : « La prime de présence doit être payée la première fois à l'ouvrier au premier anniversaire de son entrée à l'usine ; toutefois, lorsqu'un ouvrier est mis en chômage et reprend son travail à l'usine, à l'expiration de la période de chômage, il n'aura qu'à compléter ses douze mois de présence à l'usine pour avoir droit à la prime. Après les douze premiers mois de présence, la prime est incorporée au salaire et payée en même temps que lui. »

La grève de 1930 a coûté aux ouvriers du Consortium de l'Industrie textile 90 millions de francs en salaires non payés et 2 millions 800.000 francs en allocations familiales.

Sans doute, les méthodes du Consortium ont facilité l'éclosion de cette grève ; il n'en est pas moins vrai que son point de départ est l'augmentation des salaires que nécessitait la mise en application de la loi sur les assurances sociales. Le fait que d'autres grèves ont éclaté, peu auparavant, dans des industries n'ayant pas créé la prime de fidélité en est la confirmation.

Les ouvriers et leurs syndicats, sauf les syndicats unitaires qui y voyaient un moyen d'oppression de la classe ouvrière, n'ont jamais nié l'important progrès réalisé par cette loi et ils ont toujours affirmé que leurs grèves ne la visaient pas. Il n'est pas moins évident qu'ils ont refusé d'accepter la répartition des charges qu'elle crée. Ces charges sont, pour beaucoup d'entre

eux, compensées par les avantages qu'elle apporte et par les économies qu'elle leur fait réaliser, mais le résultat immédiat (sation de 4 % du montant du salaire) leur importait plus que des secours futurs et aléatoires.

Cependant, moins d'un an après l'établissement de la prime de présence, le Consortium de l'Industrie textile s'est déclaré incapable d'en assurer à l'avenir la charge et décida de faire supporter aux ouvriers le paiement de leurs cotisations. Cette prétention, basée sur la situation grave de l'industrie textile qui exigeait des restrictions, a suscité une nouvelle grève générale dont l'importance est telle qu'elle nécessite une étude détaillée.

Avant d'aborder ce chapitre, il y a lieu, toutefois, de constater qu'en essayant de ne pas faire supporter aux ouvriers l'application normale de la loi par la création d'une prime impopulaire, le Consortium de l'Industrie textile de Roubaix-Tourcoing n'a réussi qu'à susciter un violent conflit et qu'en voulant, par la suite, revenir à cette application il a fait surgir de nouvelles et graves difficultés. Il eût été plus simple dans les deux cas d'adapter le taux de la rémunération ouvrière aux variations du coût de la vie.

CHAPITRE II

LE CONFLIT DE 1931

Le 16 mai 1931, une grève générale éclatait dans l'industrie textile de la région de Roubaix-Tourcoing. Cette grève, une des plus longues qui ait été enregistrée, a eu des effets économiques et sociaux désastreux. Elle n'est qu'un des épisodes des luttes de classes qui sévissent dans cette industrie. Elle s'est traduite par un échec des revendications ouvrières, sans que les patrons puissent la compter comme un succès.

Il est regrettable de constater que la déclaration de grève ait été faite exactement le lendemain du jour de la publication de l'Encyclique « *Quadragesimo anno* » du Pape Pie XI. Cette Encyclique qui étudie, précisément, les causes des malaises sociaux et les remèdes à employer, constitue un document d'une telle importance qu'il convient de l'analyser succinctement avant d'aborder l'étude du conflit du textile.

Il existe une corrélation étroite entre les difficultés sociales envisagées par le Souverain Pontife et celles dont souffre l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing. Cette lettre a été publiée à cet égard en pleine actualité.

L'ENCYCLIQUE « QUADREGESIMO ANNO »

Le 15 mai 1931, quarantième anniversaire de l'Encyclique « *Rerum Novarum* », le Pape Pie XI a tenu à célébrer avec éclat cette date importante dans l'histoire du catholicisme social. Il a voulu, non seulement retracer les doctrines de son illustre prédécesseur Léon XIII mais surtout, les développer et leur donner un élan nouveau. C'est l'objet de l'encyclique « *Quadragesimo Anno* ».

Dans son préambule, le Souverain Pontife souligne l'immense répercussion, dans le monde, du « *Rerum Novarum* » et rappelle les problèmes sociaux qui l'ont inspiré : « ...Au déclin du XIX^e siècle, l'évolution économique et les développements nouveaux de l'industrie tendaient, dans presque toutes les nations, à diviser toujours davantage la société en deux classes : d'un côté, une minorité de riches jouissant à peu près de toutes les commodités qu'offrent, en si grande abondance, les inventions modernes ; de l'autre, une multitude immense de travailleurs réduits à une angoissante misère et s'efforçant en vain d'en sortir. Cette situation était acceptée sans aucune difficulté par ceux qui, largement pourvus des biens de ce monde, ne voyaient là qu'un effet nécessaire des lois économiques et abandonnaient à la charité tout le soin de soulager les malheureux. Comme si la charité devait couvrir ces violations de la justice que le législateur humain tolérait et parfois même sanctionnait... »

Il relate les approbations et aussi les protestations que cette Lettre a soulevées et annonce qu'il consacrerait trois chapitres à mettre en évidence les bienfaits que l'Eglise Catholique et l'humanité en ont retiré, à défendre sa doctrine économique et sociale et à la compléter sur certains points.

L'Encyclique « *Quadragesimo anno* » énumère, parmi ces bienfaits, l'amélioration du sort des classes ouvrières, la politique sociale dans laquelle se sont franchement engagés les gouver-

nements et qui a valu à la main-d'œuvre de nombreuses lois protectrices et la constitution légale d'associations ouvrières en vue d'une entr'aide mutuelle et de la défense légitime de leurs droits.

Elle constate que « l'encyclique de Léon XIII s'est révélée, avec le temps, la grande charte qui doit être le fondement de toute activité chrétienne en matière sociale ».

Dans la deuxième partie, le Souverain Pontife se déclare, avec Léon XIII, le défenseur du droit de propriété, tout en reconnaissant que celui-ci fait naître certaines charges et que « l'autorité publique peut en tempérer l'usage et le concilier avec le bien commun ». Il analyse, ensuite, les rapports du capital et du travail et estime indispensable leur collaboration : « Il serait radicalement faux de voir soit dans le seul capital, soit dans le seul travail la cause unique de tout ce que produit leur effort combiné : c'est bien injustement que l'une des parties, contestant à l'autre toute efficacité, en revendiquerait pour soi tout le fruit. » Pie XI, après Léon XIII, critique l'inégale répartition des richesses, qui voue au paupérisme la majeure partie de l'humanité et préconise l'accession du prolétariat à la propriété qui mettra en échec les tentatives de désordres des forces révolutionnaires. Seul un juste salaire permettant aux ouvriers de subvenir normalement à leurs besoins et d'épargner amènera ce résultat. Il faut tenir compte, en fixant ce salaire, non seulement de l'opportunité d'assurer la subsistance de l'ouvrier et de sa famille, mais de la situation des entreprises rationnellement gérées et de la proportion raisonnable qui doit s'établir entre le taux de la rémunération ouvrière et le prix de vente des produits.

Le Pape est ainsi amené à souhaiter la réforme des institutions et la réforme des mœurs. Constatant que la déformation du régime social laisse, actuellement, à l'Etat le soin de remplir des fonctions qui incombaient auparavant à de nombreux groupements, il déclare que le premier objectif de celui-ci doit être la suppression de la lutte des classes. La reconstitution des corps professionnels est le premier pas à faire dans cette voie.

Dans ces groupements corporatifs, l'activité collective aura pour principal souci le bien commun.

Enfin, dans la dernière partie de son Encyclique, Pie XI étudie la transformation du régime économique et du socialisme depuis le « *Rerum Novarum* ». Il ne condamne pas le régime capitaliste, mais il déplore qu'il ait été vicié et il peint, dans le passage suivant, un tableau saisissant de la dictature économique succédant à la libre concurrence :

Ce qui, à notre époque, frappe tout d'abord le regard, ce n'est pas seulement la concentration des richesses, mais encore l'accumulation d'une énorme puissance, d'un pouvoir économique discrétionnaire, aux mains d'un petit nombre d'hommes qui, d'ordinaire, ne sont pas les propriétaires, mais les simples dépositaires et gérants du capital qu'ils administrent à leur gré.

Ce pouvoir est surtout considérable chez ceux qui, détenteurs et maîtres absolus de l'argent, gouvernent le crédit et le dispensent selon leur bon plaisir. Par là, ils distribuent en quelque sorte le sang à l'organisme économique dont ils tiennent la vie entre leurs mains, si bien que, sans leur consentement, nul ne peut plus respirer.

Cette concentration du pouvoir et des ressources, qui est comme le trait distinctif de l'économie contemporaine, est le fruit naturel d'une concurrence dont la liberté ne connaît pas de limites ; ceux-là seuls restent debout qui sont les plus forts, ce qui souvent revient à dire qui luttent avec le plus de violence, qui sont moins gênés par les scrupules de conscience.

A son tour, cette accumulation de forces et de ressources amène à lutter pour s'emparer de la Puissance et ceci de trois façons : on combat d'abord pour la maîtrise économique ; on se dispute ensuite le pouvoir politique, dont on exploitera les ressources et la puissance dans la lutte économique ; le conflit se porte enfin sur le terrain international, soit que les divers Etats mettent leurs forces et leur puissance politiques au service des intérêts économiques de leurs ressortissants, soit qu'ils prévalent de leurs forces et de leur puissance économiques pour trancher leurs différends politiques.

Le Souverain Pontife s'élève contre cette concentration exagérée qui sévit dans le monde entier et qui engendre la tyrannie. La transformation du socialisme n'est pas, à son avis, l'événement social le moins important qui s'est produit depuis le début du xx^e siècle. Le communisme a puisé dans le socialisme ses idées les plus extrêmes, les meurtres qu'il a commis, les ruines qu'il a

amoncelées, les ravages qu'il a causés dans certains pays sont flétris par l'Eglise qui condamne sa « nature impie et injuste ».

Quant au parti qui porte, actuellement, le nom de socialisme, il a certainement évolué dans le sens d'une plus grande conciliation au sujet de la lutte de classes et de la suppression de la propriété. Certaines de ses conceptions sont assez voisines de celles de l'Eglise, mais son idéal touchant la société et le caractère social de l'homme est en contradiction avec la vérité chrétienne : « Personne, juge le Souverain Pontife, ne peut être, en même temps, bon catholique et vrai socialiste. »

« La cause de tous les maux sociaux, affirme Pie XI, est la déchristianisation de la vie sociale et économique et l'apostasie des masses laborieuses. » Le remède se trouve, donc, dans la réforme des mœurs et la restauration du règne de la justice sans, pour cela, mépriser le concours de la charité.

Et le Chef de l'Eglise Catholique termine sa Lettre en exhortant tous les hommes de bonne volonté à l'union en vue de rénover la société et en se félicitant des résultats obtenus, dans certains pays, par le zèle admirable déployé par de nombreux prêtres et laïcs avec pour seul but le triomphe de la bonne cause.

Cet appel généreux aurait pu avoir une influence salutaire sur les populations très catholiques de Roubaix-Tourcoing. Il fut trop tardif pour être efficace.

II

LE DÉBUT DES HOSTILITÉS

Le 9 avril 1931, M. Désiré Ley, administrateur-délégué du Consortium de l'Industrie Textile et secrétaire général de la Commission intersyndicale patronale de l'Industrie Textile, annonçait qu'une baisse des salaires, dont il ne fixait pas le taux, allait être appliquée pour parer aux difficultés créées dans l'industrie textile par la crise économique. Il offrait, en même

temps, des entrevues aux syndicats ouvriers pour leur justifier la nécessité de cette mesure. Depuis longtemps, l'administrateur-délégué du Consortium n'avait eu des entretiens avec les délégués des syndicats ouvriers. Il avait l'habitude d'imposer ses décisions sans aucune discussion. Cette proposition lui fut très certainement dictée par les industriels adhérents au Consortium qui semblent n'avoir pas été tous d'accord sur l'urgence d'une baisse des salaires.

Les partisans les plus convaincus de cette diminution furent certainement les chefs d'entreprises travaillant le coton. Il apparaît nettement qu'ils réussirent à convaincre leurs co-associés qui obtinrent seulement la promesse que des négociations auraient lieu avec les syndicats ouvriers afin d'éviter un conflit.

L'annonce de la baisse des salaires fut mal accueillie par la classe ouvrière qui, sans méconnaître les effets économiques de la crise traversée, objectait que rien ne permettait, en l'état actuel du coût de la vie, d'accepter une pareille décision. Toutefois, les syndicats ouvriers décidèrent de répondre à l'appel de la Commission intersyndicale et d'envoyer des délégués chargés de défendre leurs intérêts.

La Confédération Générale du Travail protesta contre ce qu'elle appelle la politique d'abaissement des salaires et indiqua que « les efforts de compression doivent être dirigés en vue de réduire les prélèvements scandaleux effectués par les intermédiaires de tous ordres sur le produit du travail ».

Elle invita les ouvriers à s'opposer à toute réduction.

Le 14 avril, M. Ley reçut séparément les délégués des syndicats libres et ceux des syndicats cégétistes. Les syndicats unitaires, considérés comme des organismes de désordre avec qui aucune conversation n'est possible, n'étaient pas convoqués. Il annonça une baisse des salaires de 10 % applicable à partir du 20 avril et publia un long communiqué où, examinant successivement la situation de l'industrie textile, le coût de la vie, les salaires, la diminution des exportations et l'augmentation des importations, les baisses de salaires effectuées chez les concurrents français et étrangers et les tarifs douaniers mis en

vigueur dans les pays voisins, il concluait que la décision prise était non seulement normale mais indispensable.

Les délégués ouvriers rendirent compte à leurs commissions syndicales du résultat de leur mission. Ils s'étaient heurtés à la volonté inflexible de M. Ley et n'avaient pu que l'entendre formuler son programme.

Le 15 avril eut lieu une nouvelle entrevue des délégués des syndicats ouvriers avec M. Ley. Ceux-ci remirent chacun une note protestant contre la baisse des salaires envisagée et arguant, sous des formes différentes, que le chômage dont souffrait la population ouvrière du textile et la cherté croissante du coût de la vie ne permettaient pas d'accepter la décision patronale. Ils demandaient, en outre, afin de permettre la continuation des pourparlers, que la date d'application de cette décision fût reculée d'un mois.

La Commission intersyndicale patronale se réunit le 16 avril et décida officiellement que l'abaissement des salaires serait reporté au 11 mai.

Pendant ce temps, les patrons indépendants observaient sans prendre nettement position. Ne se déclarant, pour la plupart, ni pour la baisse des salaires ni pour le maintien du *statu quo*, ils attendaient le résultat des pourparlers avec l'intention évidente d'appliquer à leurs ouvriers les réductions que supporteraient ceux du Consortium, pour éviter de se trouver en état d'infériorité économique.

Le 18 avril, trois pelotons de gardes mobiles arrivaient à Roubaix, venant de Beauvais, de Rouen et du Havre, pour prêter main-forte à la police locale chargée d'assurer l'ordre au cours d'une manifestation que les communistes avaient annoncée. Le 19 avril, les assemblées générales des syndicats cégétistes réunies à Roubaix, Lannoy et Tourcoing approuvèrent leurs délégués. Le 29 avril, une nouvelle entrevue eut lieu entre M. Ley et les délégués des syndicats libres et cégétistes, mais sans amener aucune modification des positions prises. Les cégétistes s'obstinant à refuser toute diminution, les syndicats libres proposant par contre d'ajourner la baisse des salaires au mois

d'octobre et soutenant que les remèdes à la crise devaient être recherchés uniquement dans l'amélioration du régime fiscal. « Une baisse des salaires, prétendaient-ils, ne ferait pas vendre un mètre de tissu en plus. » La Commission intersyndicale patronale, tout en reconnaissant que les impôts grevaient lourdement l'industrie textile, répondit qu'il n'était pas possible d'attendre une diminution problématique de ces charges et que seule la compression des salaires permettait d'espérer un redressement rapide de la situation. Elle réfuta aussi l'argument du coût de la vie soulevé par les syndicats ouvriers en précisant « qu'elle ne pouvait pas prendre en considération les travaux de la Commission officielle du coût de la vie du département du Nord » et en ajoutant que M. Loucheur lui-même avait déclaré, alors qu'il était Ministre du Travail, le 26 octobre 1926 : « Je défie quiconque de m'expliquer pourquoi le coefficient est, dans la Meuse, fixé à 4,85 et, dans le Nord, à plus de 7. »

La situation apparaissait sans issue. Les syndicats libres tentèrent d'éviter le conflit naissant en écrivant à M. Langeron, Préfet du Nord, pour lui demander une audience. Celui-ci accueillit cette demande et fit connaître aux délégués cégétistes qu'il les recevrait également, mais ils déclinèrent l'invitation.

M. Landry, Ministre du Travail, saisi de la question par le Préfet du Nord, reçut, le 6 mai, une délégation de la Commission intersyndicale patronale et lui demanda d'ajourner la diminution annoncée au 18 mai.

Cette demande fut acceptée, mais M. Ley précisa que ce recul avait lieu à la demande du Gouvernement et « pour permettre les interventions nécessaires ». Quelques jours se passèrent dans l'expectative, puis le Ministre du Travail chargea M. Gervois, inspecteur divisionnaire du travail, d'annoncer aux syndicats ouvriers qu'il recevrait les délégués des syndicats libres et des syndicats cégétistes le 14 mai. A la suite de cette entrevue où les délégués ouvriers exposèrent les motifs de leur refus de toute diminution de la rémunération du travail, le Ministre convoqua la Commission intersyndicale patronale. Elle fut reçue le 15 mai. M. Landry lui demanda de se contenter de la sup-

pression de la prime de présence, afin d'éviter la grève en insistant pour que cette suppression soit annoncée dès le lendemain par voie d'affiches. M. Ley accepta, sous réserve de l'adhésion des syndicats ouvriers qu'il allait appeler. Les délégués des syndicats libres et cégétistes reçus séparément par le secrétaire général de la Commission intersyndicale patronale furent avisés que la diminution de 10 % des salaires était *momentanément* abolie et remplacée par la suppression de la prime de présence, applicable à partir du 23 mai. Cette modification fut portée à la connaissance de la population ouvrière par voie d'affiches intitulées « Baisse des salaires momentanément retirée » et par la publication d'un communiqué dont le passage le plus important est celui-ci :

La Commission intersyndicale patronale de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, réunie le 16 mai, est obligée de maintenir entièrement le plan de diminution des salaires qu'elle a adopté. Cependant, pour éviter la grève générale et désireuse de ne pas faire supporter aux ouvriers en une seule fois les conséquences d'une diminution de salaires importante, la Commission intersyndicale patronale a décidé de la limiter momentanément à la suppression de la prime de présence accordée le 1^{er} juillet 1930.

Le mot « momentanément » fut, pour le moins, malheureux. La Commission intersyndicale patronale aurait voulu déclencher un conflit immédiat qu'elle n'aurait pas eu à employer des termes plus lourds de menaces. C'est ainsi que le comprirent les syndicats ouvriers, qui prièrent M. Ley d'expliquer sa pensée. Celui-ci leur fit porter une lettre contenant ce paragraphe :

Le terme « momentanément » employé par nous dans l'affiche de la Commission intersyndicale d'aujourd'hui ne doit pas être interprété comme une menace par les ouvriers. L'action auprès des Pouvoirs Publics que nous espérons mener à bien est une œuvre de longue haleine ; en aucun cas la question des salaires ne pourrait être posée à nouveau avant un délai minimum de trois mois.

Dès lors, l'entente n'était plus possible, les syndicats cégétistes, qui auraient accepté une diminution de 3 à 4 % des salaires, ne voulaient en supporter une plus forte et préférèrent

déclarer immédiatement la grève générale. Cette déclaration fut proclamée le 16 mai. Les syndicats libres hésitèrent vingt-quatre heures, désireux d'éviter l'irréparable mais, devant le mécontentement ouvrier et l'intransigeance patronale, ils décidèrent de participer à la grève en sollicitant instamment la médiation rapide des pouvoirs publics.

Le mal était fait. Pouvait-il être évité ? Non seulement un accord pouvait avoir lieu entre les trois antagonistes en présence, mais, à aucun moment, le conflit n'aurait dû s'envenimer.

La Commission intersyndicale patronale a fait preuve d'une intransigeance et d'une mauvaise volonté évidentes. Certains de ses adversaires ont laissé entendre que la majorité des industriels ne déplorait pas une grève qui leur permettait d'écouler leurs stocks. Cette opinion ne peut être soutenue. La grève est préjudiciable à tous les intérêts et elle n'est, en général, acceptée que lorsqu'il n'est pas possible de faire autrement. Il est, cependant, évident que le patronat souffre beaucoup moins d'une grève en période de crise qu'en période de prospérité.

Contrairement à leurs habitudes, les employeurs avaient décidé de négocier la diminution des salaires avec les syndicats ouvriers. Cette initiative était louable. Mais elle perd toute utilité lorsque les pleins pouvoirs, pour ces négociations, sont donnés à une seule personne et lorsque cette personne ne jouit ni de l'estime ni de la confiance de la classe ouvrière. M. Ley, nul ne le contestera, est un administrateur habile et supérieurement intelligent. Il a su donner aux œuvres sociales du Consortium un essor qui prouve sa compétence et ses étonnantes facultés. Malheureusement, comme secrétaire général de la Commission intersyndicale patronale, il s'est révélé médiocre tacticien et diplomate insuffisant. Ancien ouvrier, passé au service des employeurs et devenu le maître absolu d'une des plus puissantes organisations patronales de France, il n'ignore pas les sentiments peu bienveillants que ses camarades d'hier professent à son égard. Leurs revendications étaient les siennes il y a quelques années. Aujourd'hui, il est chargé d'en examiner la légitimité. Il n'ignore pas la faiblesse numérique des syndicats

et, pour cette raison, les juge peu dangereux et ne les ménage pas. Les ouvriers désiraient s'entendre directement avec leurs patrons, ceux-ci répondaient : « Voyez M. Ley qui a toute notre confiance. » Et M. Ley dictait ses volontés. La classe ouvrière mérite plus de ménagements ; elle a considéré comme un affront le refus de pourparlers directs et ce fait, seul, suffit à atténuer la bonne volonté dont elle était animée.

Dans ces conditions, les délégués ouvriers se rendirent chez M. Ley sans conviction, persuadés qu'ils n'obtiendraient rien. Et, en effet, jusqu'à la proposition du Ministre du Travail, acceptée par la Commission intersyndicale patronale, aucune concession ne fut faite. Lorsque la suppression de la prime de présence vint remplacer la baisse de 10 %, elle fut annoncée avec de telles restrictions et dissimulait si mal un abaissement ultérieur des salaires que cette proposition devenait inacceptable.

Les syndicats cégétistes n'adoptèrent pas une attitude beaucoup plus conciliante que la Commission intersyndicale patronale. Cela tient à deux causes : l'une venant de la C. G. T. et l'autre locale. Les dirigeants de la C. G. T. ont été très attaqués à la suite de la réduction amiable qui fut acceptée dans les mines au début de 1931. Il leur fut reproché d'avoir mal défendu les intérêts des travailleurs et d'avoir approuvé une diminution intolérable. Ils désirèrent se racheter au moment du conflit du textile et se montrèrent particulièrement acharnés à combattre le projet patronal. Ils furent même beaucoup plus tenaces que les secrétaires des syndicats affiliés de Roubaix et de Tourcoing. Ceux-ci se rendaient parfaitement compte que l'ouvrier n'échapperait pas à une réduction des salaires. Mais ils auraient voulu limiter les pertes. D'ailleurs, et c'est là la cause locale de l'intransigeance cégétiste, les délégués des syndicats ne sont pas mandatés pour n'enregistrer que des échecs. Il importait qu'ils obtiennent quelque chose pour justifier leur utilité et ne pas risquer d'être remplacés. Il est permis de croire qu'avec un peu de patience et d'habileté, ils auraient finalement accepté une diminution de 3 à 4 % et la grève n'aurait pas eu lieu.

Les syndicats libres sont les seuls à avoir compris l'intérêt

des ouvriers et même celui des patrons. N'ignorant rien des difficultés traversées par l'industrie textile, ils savaient que l'ouvrier n'avait rien à gagner dans une grève à pareille époque. S'ils l'ont déclarée c'est qu'ils ne pouvaient plus faire autrement et parce que toutes les tentatives de conciliation avaient échoué. Ils furent les premiers à saisir les pouvoirs publics, dès l'annonce d'une baisse des salaires, et à leur demander encore une médiation au moment de la déclaration de grève. Tous leurs efforts tendirent à restreindre le plus possible le pourcentage de la baisse des salaires quand ils furent persuadés qu'elle ne pouvait être évitée et à trouver un terrain d'entente entre la Commission intersyndicale patronale et les syndicats cégétistes. Ils étaient presque arrivés à leur but quand l'erreur déplorable de M. Ley rendit leurs efforts inutiles.

LA GRÈVE GÉNÉRALE

Dès le 17 mai, huit pelotons de gardes mobiles arrivaient à Roubaix-Tourcoing et cantonnaient dans quelques usines. Ils étaient chargés d'assurer l'ordre et de prévenir tout incident.

Le 18 mai étant un lundi fut le premier jour de grève effective. Le nombre des ouvriers qui ne vinrent pas à l'usine est estimé à 91.314.

Un peu de flottement se produisit, au début, dans la population ouvrière. Il est dû à deux causes : tout d'abord, les syndicats cégétistes avaient proclamé que la grève s'étendrait à toutes les usines sans exception alors que les syndicats chrétiens la restreignaient aux seuls établissements appliquant la décision de la Commission intersyndicale patronale. Ce qui fait que plusieurs milliers d'ouvriers continuèrent pendant quelques jours à travailler dans les usines qui n'adhéraient pas au Consortium, c'est-à-dire chez les indépendants. D'autre part, les ouvriers frontaliers, dont la situation matérielle incomparablement plus avantageuse que celle de leurs camarades français et qui a été

longuement étudiée, ne désiraient pas la grève. Ils auraient très volontiers accepté de continuer le travail avec une diminution des salaires de 3 à 4 % et même supérieure. Néanmoins, par solidarité, ils décidèrent de s'associer à la grève.

Le nombre des grévistes devait encore s'accroître, car il fallait tenir compte des usines chômant habituellement au début de la semaine et, le 21 mai, ils étaient 114.348 sur 127.591, se répartissant comme suit :

Roubaix	37.000	sur	42.000
Tourcoing	44.000	—	47.000
Wattrelos	9.620	—	9.700
Croix	2.220	—	2.300
Wasquchal	1.370	—	1.557
Mouvaux	764	—	826
Lys	1.500	—	2.000
Lannoy	1.526	—	1.526
Leers	1.234	—	1.301
Hem	967	—	1.188
Flers	100	—	100
Willems	310	—	310
Baisieux	néant	—	160
Chéreng	néant	—	354
Anstaing	néant	—	159
Forest	néant	—	96
Halluin	6.465	—	7.000
Roncq	2.105	—	2.105
Neuville	714	—	798
Linselles	456	—	1.700
Bondues	néant	—	73
Bousbecque	300	—	330
Comines	1.669	—	2.073
Wervicq	2.000	—	2.560
Deûlémont	néant	—	200
Warneton	28	—	175
Soit.....	114.348	sur	127.591

Un peu partout se réunissaient des assemblées syndicales qui publièrent de nombreux communiqués destinés à justifier leur attitude et à encourager les ouvriers à continuer la grève. Les communistes, plus friands de manifestations, organisaient des cortèges qui se déroulèrent pacifiquement.

De son côté, la Commission intersyndicale patronale faisait paraître une note ainsi conçue indiquant que les syndicats

belges socialistes et chrétiens acceptaient la suppression de la prime de présence :

Des demandes de précision ont été présentées dans la journée d'hier au Secrétariat patronal, au sujet de l'acceptation de la suppression de la prime de présence par les syndicats belges, socialistes et chrétiens.

Nous pouvons dire que cela ressort d'une déclaration faite par ces syndicats au Fonds national de crise de Belgique.

Les syndicats ont affirmé qu'ils sont étrangers au conflit actuel et qu'ils sont partisans de la suppression de la prime de présence. Ils demandent que leurs adhérents soient considérés comme des chômeurs et non pas comme des grévistes. Ils ajoutent que la grève a été déclarée par les syndicats français et qu'elle ne l'a pas été par les syndicats belges.

D'autre part, le 21 mai, M. Véreecke, directeur de la Centrale textile chrétienne de Belgique, a rendu visite à M. Ley, secrétaire général de la Commission intersyndicale patronale de l'Industrie textile de Roubaix-Tourcoing. M. Véreecke a confirmé que les syndicats chrétiens belges acceptaient la suppression de la prime de présence comme un pis-aller, tout en réservant leurs droits pour l'avenir.

Les syndicats cégétistes, de leur côté, déniaient l'assertion de la Commission intersyndicale patronale.

Il résulte de ces faits que les ouvriers frontaliers belges n'auraient pas hésité à continuer le travail aux nouvelles conditions s'ils avaient été seuls en cause, mais que pour ne pas s'aliéner les sympathies de leurs camarades français et ne pas nuire au succès de leurs revendications, ils cessèrent le travail. Le malentendu est, d'ailleurs, né d'une déclaration faite par les syndicats ouvriers belges au Fonds national de crise de Belgique. Dans cette déclaration, les syndicats belges soutinrent qu'ils étaient complètement étrangers au conflit et se déclaraient partisans de la suppression de la prime de présence. Cette affirmation avait pour seul but de provoquer la reconnaissance de la qualité de chômeurs à leurs adhérents et de leur permettre ainsi de toucher les secours prévus, secours qu'ils se seraient vu refuser comme grévistes.

Pendant ce temps, M. Landry, Ministre du Travail, voulant aboutir à la solution du conflit, convoquait à nouveau M. Ley et les délégués des syndicats cégétistes et libres. M. Ley, après

avoir été reçu par le Ministre assisté de M. Langeron, Préfet du Nord, et de M. Picquenard, Directeur du Travail, eut deux entrevues directes avec les secrétaires des syndicats ouvriers. Après maintes discussions sans résultat, M. Picquenard vint avertir M. Ley que les délégués ouvriers seraient prêts à accepter la suppression de la prime de présence si la date de mise en application était retardée. Devant ce fait nouveau, M. Ley convint de revenir à Paris le 27 mai. Cependant, rentré à Roubaix, il reçut la lettre suivante :

Ministère du Travail
Cabinet du Conseiller d'Etat
Directeur du Travail

Paris, 22 mai 1931.

Cher Monsieur,

Après votre départ les délégués de la C. G. T. ont demandé à me revoir et ont exprimé l'avis qu'il leur serait beaucoup plus facile d'obtenir l'assentiment de leurs camarades si la date du 1^{er} août était substituée à celle du 1^{er} juillet.

Je leur ai répondu que dans les conversations avec vous cette dernière date avait été seule envisagée ; que je ne pouvais préjuger l'accueil qui serait fait à cet ajournement supplémentaire ; que je ne pouvais que vous en faire part, afin que vous puissiez en tenir compte.

Veuillez agréer l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Signé : PICQUENARD.

P.-S. — La nouvelle réunion reste fixée à mercredi prochain 15 heures.

Pendant ce temps les grévistes s'efforçaient d'empêcher tout trafic intérieur des matières textiles. Tous les camionneurs n'ayant pas répondu à leur appel, plusieurs véhicules transportant des balles de laine furent renversés et quelques exaltés tentèrent, même, d'y mettre le feu. D'autres incidents peu graves éclatèrent dans différents quartiers ; vitrines brisées, jets de pierres et injures à des gardes mobiles. Les communistes multipliaient les cortèges et les syndicats cégétistes et unitaires protestaient contre la présence des gardes mobiles dans la région.

Le 27 mai eut lieu une nouvelle entrevue des délégations avec le Ministre du Travail. Après de longues discussions l'entente qui paraissait avoir été réalisée le 22 mai s'avéra impossible. La

Commission intersyndicale patronale acceptait le principe du maintien des salaires au taux actuel jusqu'au 1^{er} août 1931 et la suppression de la prime de présence à partir de cette date. Mais les délégués cégétistes ne voulaient consentir qu'à un examen de la situation en attendant cette date et à l'élaboration d'un accord, après pourparlers, pour le premier août sans préciser que cet accord porterait nécessairement sur une baisse des salaires ou sur la suppression de la prime de présence.

Les délégués se séparèrent et M. Landry, devant l'insuccès de cette tentative de conciliation alla rendre compte de la situation à M. Pierre Laval, Président du Conseil des Ministres.

A la suite de cette entrevue, la Commission intersyndicale patronale publia la déclaration suivante :

La Commission intersyndicale patronale de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing s'est réunie le 28 mai 1931. Elle a entendu le compte rendu des délégués patronaux qui s'étaient rendus à Paris la veille sur l'invitation du Ministre du Travail. Les conversations et entrevues qui ont eu lieu ce jour-là étaient motivées par l'espoir d'une entente, espoir qui s'était manifesté à la fin des entrevues du vendredi 22 mai. On avait pu penser que les secrétaires des syndicats ouvriers accepteraient la suppression de la prime de présence, sous réserve d'une nouvelle discussion sur la date. Cet espoir avait été confirmé à la Commission intersyndicale par une lettre de M. le Directeur du Travail, lettre reçue le 23 mai.

Revenant sur ce qu'ils avaient laissé espérer, les secrétaires des syndicats ouvriers adhérents à la C. G. T. ont déclaré, au cours des pourparlers du 27 mai, être opposés à cette suppression. Ils exigent que la Commission intersyndicale rétablisse la prime de présence, en ajoutant qu'ils ne se refuseront pas à de nouvelles conversations une fois la prime rétablie.

La Commission intersyndicale patronale rappelle une fois de plus toutes les preuves de conciliation qu'elle a déjà données.

C'est le 10 février 1931 que les délégués patronaux avaient rendu une première visite au Ministre du Travail pour l'avertir de la situation difficile dans laquelle se trouvait déjà l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing.

A la demande des syndicats ouvriers la diminution de 10 % sur les salaires annoncés pour le 20 avril avait été reportée au 11 mai.

A la demande du Ministre du Travail, qui jugeait nécessaire un nouveau délai pour permettre les interventions utiles du Gouvernement, cette date du 11 mai fut reportée au 18 mai.

Le vendredi 15 mai, sur la suggestion du Ministre du Travail qui pensait que la suppression de la prime de présence serait

plus facilement acceptable par les syndicats ouvriers la Commission intersyndicale patronale décidait cette suppression. La diminution de 10 %, primitivement décidée et annoncée, était ainsi ramenée à un maximum de 4 % ; la suppression de la prime n'avait pour conséquence que de faire payer par les ouvriers eux-mêmes leurs cotisations aux Assurances sociales comme le veut la loi. Cependant, et pour permettre aux syndicats ouvriers de se rendre compte de la valeur de cette nouvelle concession, la Commission intersyndicale patronale reportait encore la date de la suppression de la prime au 23 mai.

Ces concessions successives semblent avoir été interprétées, à tort, comme des signes de faiblesse patronale ; elles n'ont eu comme résultats que la déclaration de grève générale le 18 mai, une semaine avant la suppression effective de la prime de présence. A toutes les marques de bonne volonté données par les patrons, les syndicats ouvriers n'ont répondu que par une déclaration toujours renouvelée : ils n'accepteront aucune diminution de salaires, si minime soit-elle, sous quelque forme que ce soit.

La Commission intersyndicale patronale de l'Industrie textile de Roubaix-Tourcoing croit de son devoir de mettre ces explications sous les yeux des ouvriers. Elle déclare qu'elle ne pourra pas revenir sur la suppression de la prime de présence et regrette de n'avoir pas rencontré chez les secrétaires des syndicats ouvriers l'esprit de conciliation qui anime les patrons, et une meilleure compréhension des réalités.

La Commission intersyndicale patronale fait remarquer que les salaires perdus pendant les deux premières semaines de grève sont équivalents pour chaque ouvrier au produit de la prime de présence pendant une année ».

Il y a lieu de remarquer qu'il n'est plus question dans cette note de « maintenir entièrement le plan de diminution de salaires », ce qui constituait la cause fondamentale de la grève.

L'arrêt du travail s'avérait complet. Il ne restait plus dans les usines que quelques centaines de personnes constituées presque uniquement par des chefs de service, contremaîtres, etc.

Aucun espoir d'aboutir à une solution prompte ne subsistait plus et le mécontentement grandissait chez les masses ouvrières. Les parlementaires du Nord s'en rendirent compte et le 29 mai, neuf d'entre eux firent une démarche auprès de M. Pierre Laval pour le prier d'intervenir. Ils étaient deux sénateurs : MM. Potié et Davaine et sept députés : MM. Loucheur, des Rotours, Lierman, Détailler, Delmotte, Millot et Surmont.

Le Président du Conseil leur affirma que l'urgence d'une con-

ciliation rapide ne lui avait pas échappé et qu'il allait immédiatement s'y employer de toutes ses forces.

Le même jour les syndicats cégétistes, chrétiens et unitaires se réunirent en assemblées générales et se séparèrent après avoir adopté les ordres du jour suivants pour les deux premiers nommés :

Ordre du jour de l'Assemblée Générale des Syndicats libres :

Les syndicats libres approuvent leurs représentants des nombreux efforts entrepris par eux avant et depuis la déclaration de grève, pour prévenir ou résoudre rapidement le conflit ;

Ils soulignent l'intérêt qu'ils attachent à la déclaration patronale du 27 mai concernant la reprise des relations intersyndicales et confirment leur demande d'une organisation précise de ces relations ;

Ils prennent acte des nouvelles propositions patronales concernant la prime de présence et le report au 1^{er} janvier d'un examen éventuel du problème des salaires ;

Fidèles à leur doctrine concernant la rémunération du travail en relation avec les besoins vitaux du travailleur, ils approuvent leurs représentants d'avoir demandé que la suppression de la prime ne se fasse qu'en liaison avec une baisse du coût de la vie, d'après le jugement d'un expert, à la date du 1^{er} août.

Devant l'échec des récentes négociations, ils demandent une médiation rapide du gouvernement qui, s'exerçant sur cet objet, dégagerait une solution acceptable pour tous.

Ordre du jour de l'Assemblée Générale Cégétiste :

Les ouvriers grévistes réunis vendredi 29 mai, salle des fêtes de la rue de l'Hospice, après avoir entendu le compte rendu des entrevues de mercredi dernier, au ministère du Travail,

Constatent une fois de plus la mauvaise volonté patronale qui prétend baisser les salaires, alors que les ouvriers n'ont même pas le nécessaire pour vivre eux et leur famille,

Approuvent entièrement l'attitude de leurs délégués et leur renouvellent leur entière confiance pour mener à bien les négociations qui pourraient s'engager avec les patrons ou les Pouvoirs Publics.

Prennent l'engagement de déjouer toutes les manœuvres que pourrait engager le patronat pour essayer de les diviser ou d'amener une reprise partielle du travail lundi prochain.

Décident de continuer la lutte avec autant d'énergie et de courage qu'au premier jour et se séparent aux cris de « Vive l'union des travailleurs ! Vive la Grève ! »

A la suite de cette assemblée, les syndicats cégétistes organisèrent un cortège dans les rues de Roubaix. Les manifestants au nombre de 1.500 environ promènèrent, dans le calme, des banderoles portant en grands caractères la phrase suivante : « *Contre la baisse des salaires, travailleurs unissons-nous* ».

Le 30 mai, un important fait nouveau surgissait : la Commission régionale d'études relatives au coût de la vie annonçait un coefficient de 6,948 alors que le précédent, établi au mois d'octobre 1930, était de 7,16. Sans doute, elle n'enregistrait pas une baisse sensationnelle, elle était cependant appréciable.

Il fallait remonter au mois d'octobre 1927 pour trouver un coefficient inférieur. Dans une autre région, cet évènement aurait eu une influence efficace sur l'issue de la grève. A Roubaix-Tourcoing, il n'en fut rien. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement. Le Consortium de l'Industrie textile a toujours voulu ignorer les travaux de cette commission officielle et n'a jamais tenu compte de ses indications pour faire varier les salaires. Dans ces conditions, il ne pouvait pas disposer d'un argument qui après l'avoir longtemps desservi s'avérait momentanément favorable. C'est à peine s'il souligne la portée de cette diminution du coût de la vie sur le pouvoir d'achat des ouvriers. M. Ley envoya, cependant, aux adhérents du Consortium une note confidentielle dont certains passages méritent d'être reproduits car elle accuse les membres de la Commission du coût de la vie d'avoir volontairement établi un coefficient inexact et plus élevé que le coefficient réel. Elle dit textuellement ceci :

« La Commission a été réunie de nouveau la semaine dernière. Elle était composée comme précédemment de Verbeurgt, du syndicat cégétiste de Roubaix ; Paris, du syndicat cégétiste de Tourcoing ; Broutin et M^{lle} Vion, des syndicats chrétiens ; Saint-Venant et Libert, des syndicats cégétistes de Lille ; Salomon, secrétaire du syndicat des employés de Roubaix ; Dupas, des Coopératives socialistes de Douai. Etaient aussi présents : MM. Louis Watine, des Familles Nombreuses ; Olivier, des anciens Combattants de Lille ; Nuez, Danel et Hauser, comme

représentants des patrons ; Gervois, Inspecteur Divisionnaire du Travail.

Naturellement, la séance plénière qui a eu lieu le 30 mai avait été précédée des réunions particulières pour les sous-commissions. Celles-ci avaient travaillé sur des renseignements obtenus par les enquêteurs officiels et bénévoles, et elles avaient conclu que le coefficient du coût de la vie, au premier mai 1931, était de 6,80. Comparativement avec le coefficient d'octobre 1930 (7,16), c'était une diminution de 5 % constatée dans le coût de la vie.

La réunion plénière a donc eu lieu le 30 mai, à 15 heures, sous la présidence de M. Duez, Doyen de la Faculté de Droit. On entendit les différents rapporteurs et M. Boujard, Secrétaire Général de la Préfecture du Nord, donna connaissance officiellement du coefficient 6,80.

Il y eut des protestations violentes de la part des secrétaires des syndicats ouvriers. Mais la plus caractéristique de ces protestations fut celle d'un M. Dupas, des Coopératives de Douai, qui s'exprima à peu près en ces termes :

« Je n'ai pas assisté aux réunions des sous-commissions parce que j'étais en vacances. En effet, je ne suis pas comme certains qui peuvent prendre leurs vacances quand ils veulent. Moi, je les prends comme je peux. Et comme j'avais des occupations à Paris qui étaient prévues déjà depuis quelque temps, je ne me suis pas dégagé. J'entends donc aujourd'hui qu'on a fixé en mon absence le coefficient à 6,80. Je proteste ; il est trop bas. Il y a notamment certains articles qu'il faut absolument revoir. Si on y consent, nul doute que la Commission sortira un coefficient plus élevé. »

Que pense-t-on que fit la Commission ? Elle est avant tout un organisme de conciliation, et elle ne veut pas que transpercent au dehors les rivalités d'intérêt qui animent ses différents membres. On rechercha donc un terrain d'entente avec M. Dupas et on examina quelques articles sur lesquels la baisse avait porté.

L'entrecôte, inscrite à 24 francs, fut portée à 26 francs ;

quelques autres articles subirent les mêmes retouches, et finalement on annonça que le coefficient (corrigé et augmenté, serait fixé à 6,94.

Ce coefficient 6,94 est quand même en diminution de 3 % sur le coefficient 7,16 qui avait été fixé en octobre 1930. Aussi les syndicats cégétistes prirent-ils immédiatement la résolution de faire paraître un article de protestation, dans lequel ils espèrent démontrer que le coefficient doit être en hausse ».

Les syndicats chrétiens, qui ont toujours considéré comme exacts les travaux de la Commission du coût de la vie acceptèrent très franchement le nouveau coefficient en constatant que la baisse indiquée pouvait permettre de résoudre le conflit du textile.

Les syndicats cégétistes prétendirent que si une baisse du coût de la vie avait eu lieu dans le département du Nord, elle ne s'était pas fait sentir dans le centre industriel de Roubaix-Tourcoing. Ils opposèrent encore que la diminution constatée était infime et que les salaires ne pouvaient s'en ressentir, puisque les patrons n'avaient jamais voulu tenir compte de ce coefficient.

Après deux semaines de grève, la Commission Intersyndicale patronale publiait la communication suivante qui devait donner lieu à des protestations véhémentes de la part des ouvriers :

Le 1^{er} juin 1931, la Commission intersyndicale patronale de l'industrie textile de Roubaix, toutes corporations réunies, a examiné la situation telle qu'elle se présente au début de la troisième semaine de la grève générale. Elle croit bien faire en portant à la connaissance du public les remarques suivantes :

1^o La Commission intersyndicale patronale prend acte de la déclaration du secrétaire général de la Centrale textile socialiste de Belgique, en date du 27 mai, M. Hannick a dit et signé ce qui suit :

L'accord des syndicats belges avec les syndicats français ne peut pas exister, par le fait que nous avons rompu toutes relations avec le Comité franco-belge depuis le début de la grève.

Cette déclaration, publiée dans le *journal officiel* du parti socialiste belge, vient appuyer celle déjà faite dans le même sens par la Centrale Textile chrétienne belge. L'accord est donc complet entre les syndicats ouvriers chrétiens et les syndicats

ouvriers socialistes de Belgique pour accepter la suppression de la prime de présence, il s'agit de 43.000 ouvriers et ouvrières.

2° La Commission intersyndicale patronale de l'industrie textile tient à aviser les ouvriers que, contrairement à ce qui a été publié, la date du premier janvier n'a jamais été examinée ni arrêtée pour une étude de la question des salaires. Contrairement à ce qu'a affirmé le secrétaire d'un syndicat ouvrier, aucune proposition patronale n'a mentionné cette date.

3° La Commission intersyndicale rappelle encore une fois que la suppression de la prime de présence équivaut au paiement par les ouvriers eux-mêmes de leurs cotisations aux assurances sociales, comme le veut la loi. Aucune transaction n'est possible sur ce sujet.

La tactique était habile. Elle consistait à dissocier le bloc des grévistes en séparant les Français des Belges. M. Ley n'ignorant pas les avantages dont bénéficiaient les frontaliers et leur peu d'enthousiasme pour la grève s'était dit que s'il réussissait à obtenir la reprise du travail du contingent étranger, la grève serait terminée. La manœuvre était d'autant plus facile à réaliser que les ouvriers belges, pour ne pas perdre les allocations de chômage qu'ils percevaient en Belgique, ne pouvaient se déclarer grévistes et s'intitulaient chômeurs.

Or, si les adhérents au Consortium leur avaient ouvert leurs portes, ils se seraient trouvés en face de deux solutions : soit reprendre le travail et porter ainsi, par leur manque de solidarité, le plus grand préjudice à leurs camarades français, soit refuser de rentrer et, dans ces conditions, être considérés en Belgique comme grévistes et non plus comme chômeurs.

Pour arriver au but poursuivi, M. Ley envoya la lettre suivante à M. Hannick, secrétaire général de la Centrale textile des ouvriers de Belgique à Gand :

Dès le 18 mai, nous avons été avisé que les ouvriers socialistes belges sont étrangers au conflit actuel et qu'ils sont partisans de la suppression de la prime de présence. Nous avons fait état comme il convenait de cette déclaration et nous avons hier encore pris acte de la vôtre signalant que sur la suppression de la prime de présence refusée par les syndicats cégétistes français, « l'accord des syndicats belges avec les syndicats français ne peut pas exister ». Vous avez ajouté que vous avez rompu toutes relations avec le Comité Franco-Belge, depuis le début de la grève.

Nous avons appris, d'autre part, que vous vous êtes plaint de ce que vos syndicats n'ont pas été consultés particulièrement par l'organisation patronale. Dans ces conditions, nous croyons bien faire en vous prévenant que nous nous tenons à votre disposition pour une entrevue, à laquelle assisteraient naturellement les secrétaires des syndicats socialistes de la région frontrière. Nous étudierions ensemble la situation, et nous soumettrions ensuite à nos organisations respectives les conclusions auxquelles nous serons amenés.

L'accord à intervenir pour Roubaix-Tourcoing serait valable pour les Unions patronales de la région d'Halluin, de Comines et de Wervicq.

Veuillez agréer, etc...

Cette lettre constitue nettement une proposition d'entente directe entre le patronat et les syndicats socialistes belges.

Le comité intersyndical socialiste de grève s'était ému, dès les premiers bruits d'accord possible, et s'empressa, avant d'avoir eu connaissance de la lettre envoyée par la Commission intersyndicale à la Centrale des ouvriers textiles belges, de publier la note reproduite ci-dessous :

Le Comité intersyndical de grève, après avoir pris connaissance de la communication adressée à la Presse par la Commission Patronale de l'Industrie Textile de Roubaix-Tourcoing, communication qui tend à présenter les syndicats socialistes belges comme décidés à accepter la suppression de la prime de présence, s'élève avec force contre cette manœuvre ayant pour but évident de jeter la confusion dans les esprits ouvriers.

Il déclare que les organisations socialistes de Mouscron, Herseaux, Menin, Dottignies, etc... ont toujours été en complet accord avec les syndicats du textile de la région de Roubaix-Tourcoing affiliés à la C. G. T. pour s'opposer énergiquement à toute diminution des salaires opérée de n'importe quelle façon.

Le Comité intersyndical de grève s'inscrit en faux contre les allégations du Consortium Patronal. Il est certain d'être l'interprète des militants de la Centrale belge du textile et des syndicats de la région frontrière en proclamant que ceux-ci entendent rester entièrement solidaires des ouvriers français luttant pour la sauvegarde de leurs gains déjà insuffisants.

Le 3 juin, les syndicats belges chrétiens et socialistes prenaient définitivement position. Les syndiqués belges chrétiens déclarèrent accepter la suppression de la prime de présence et

signèrent avec la Commission intersyndicale un accord que M. Ley communiqua en ces termes :

Le mercredi 3 juin 1931, une entrevue a eu lieu entre MM. Vereecke et Bossuyt, de la Centrale textile chrétienne de Belgique, et les délégués officiellement mandatés des syndicats chrétiens d'Halluin, de Wervicq, de Menin et de Comines, d'une part ; et MM. Ley, Delvoye et Maréchal, respectivement président et directeurs des Unions patronales de la région d'Halluin, de Wervicq et de Comines, d'autre part.

Les délégués ouvriers ont avisé officiellement les représentants patronaux des décisions prises au cours du congrès des ouvriers chrétiens qui a eu lieu à Gand, le 31 mai. Par 56.000 voix contre 214, le congrès a approuvé la position prise par leurs délégués au cours des entrevues avec les représentants patronaux et au cours des réunions syndicales qui ont eu lieu.

Le congrès a approuvé l'acceptation de la suppression de la prime de présence. Mais la Centrale textile chrétienne de Belgique a tenu à rappeler qu'elle a toujours pris ses responsabilités, certaine qu'elle était chaque fois de défendre utilement les intérêts des ouvriers. La Centrale textile chrétienne estime qu'il appartient aussi à la Centrale textile socialiste de prendre ces mêmes responsabilités. Elle s'appuie sur ce que les déclarations officielles des dirigeants responsables des deux organisations sont les mêmes : les ouvriers socialistes et chrétiens de Belgique ne sont pas grévistes ; ils auraient continué le travail aux conditions patronales si l'ordre de grève générale n'avait pas été lancé par les organisations cégétistes et libres de Roubaix-Tourcoing.

Les délégués ouvriers ont ajouté qu'il ne leur est pas possible, actuellement, de donner l'ordre à leurs adhérents de reprendre le travail à une date fixée. Les délégués ouvriers chrétiens ne veulent pas occasionner eux-mêmes des luttes fratricides entre ouvriers belges et français.

Les délégués ouvriers chrétiens déplorent la durée d'un conflit aussi important et rappellent leurs déclarations antérieures : il appartient aux ouvriers de payer eux-mêmes leurs cotisations aux assurances sociales, leur donnant le droit aux prestations, alors que le contraire transformerait la loi en une loi d'assistance. Ils ont assuré de nouveau les représentants patronaux de la loyauté de leurs intentions et de leur ferme résolution de faire respecter les décisions de leur congrès, adoptées à une énorme majorité.

Ont signé : pour les syndicats chrétiens :

VEREBECKE.

Pour les Unions patronales :

LEY.

C'était un succès pour le Consortium, mais un succès uniquement moral puisque la rentrée espérée des ouvriers belges dans les usines en grève n'était pas obtenue.

Les délégués de la Centrale textile socialiste belge, MM. Coole et Segers, invités par leurs camarades des syndicats de la C.G.T., vinrent longuement conférer à « La Paix », siège du syndicat Roubaisien. Malgré ses efforts, le comité de grève français ne réussit pas à empêcher les syndicats socialistes belges de ne plus s'associer aux revendications de leurs camarades français.

Cette scission fut rendue publique par une courte note communiquée par le syndicat cégétiste :

Les représentants des syndicats de la C. G. T. française ont eu un entretien mercredi, à « La Paix », à Roubaix, avec les délégués de la Centrale textile socialiste belge.

Ils ont examiné la situation créée par le communiqué de M. Ley paru dans la presse le 3 juin.

Les délégués belges, en accord avec leurs camarades français, ont déclaré qu'ils restent étrangers au mouvement gréviste et qu'ils en laissent l'entière direction aux organisations syndicales françaises.

Malgré la modération des termes employés, il n'est pas possible de nier que les socialistes français et belges adoptaient des positions différentes. La solidarité avait peu duré.

Les syndicats libres, désireux de « faire le point » et de confirmer leurs bonnes dispositions publièrent la longue déclaration suivante :

Au milieu de la troisième semaine de grève, et dans le but d'éclairer davantage la situation, les Syndicats libres tiennent à rappeler quelle a été la ligne de conduite qu'ils ont suivie jusqu'ici et à dire dans quel sens ils espèrent voir se résoudre le conflit actuel.

Les Commissions sont ainsi parfaitement d'accord avec leurs assemblées réunies dans les principaux centres syndicaux :

LE PROBLEME QUI SE POSE

A l'origine, l'organisation patronale avait annoncé une baisse de salaires de 10 %. Le dimanche 17 mai, par un communiqué paru dans la presse, la Commission intersyndicale patronale se déclarait « obligée de maintenir entièrement le plan de diminution des salaires qu'elle avait adopté... »

C'est pour répondre à cette menace que les Syndicats libres ont décidé de participer à la grève générale.

Actuellement, il a été apporté des apaisements qui permettent de considérer que la menace de baisse prévue de 10 % est écartée. Ce point pourrait sans doute être fixé avec certitude ce qui est très important.

Il reste la question de la prime de présence, et c'est le problème actuel qui se pose.

Cette prime peut être considérée comme du salaire, puisque dès la seconde année « elle est incorporée au salaire et payée en même temps que lui », suivant la déclaration de M. Pierre Laval.

Il faut remarquer pourtant que cette prime, établie à l'occasion des Assurances sociales et soumise à certaines conditions de présence, offre un caractère particulier différent de celui du salaire de base.

Les syndicats libres ne se sont jamais opposés à un accord sur la question de cette prime, moyennant certaines conditions et après intervention du Gouvernement.

Les conditions que leurs délégués ont indiquées dans leurs interventions vis-à-vis des Pouvoirs publics, sont les suivantes :

1° Baisse du coût de la vie ;

2° Nouveau report de date.

Les Syndicats libres qui ont toujours reconnu le coefficient officiel du coût de la vie, estiment que le coefficient actuel peut être considéré dans le problème actuellement posé.

D'autre part, les Syndicats libres ont demandé un nouveau report de date plus éloigné que celui du 1^{er} juillet dont il a été question au sujet d'une décision concernant la prime de présence. Ils demandent en outre que cette mesure corresponde avec une baisse du coût de la vie qui serait constatée dans la région de Roubaix-Tourcoing par un arbitre officiel.

Les Syndicats libres font appel aux organisations patronales et ouvrières pour qu'elles fassent preuve sur ce point d'un réel esprit de conciliation, sans quoi, la grève actuelle risquerait de se transformer en lutte sans merci, provoquerait une profonde misère en beaucoup de foyers et pourrait causer un grave dommage à la situation industrielle.

Si l'accord ne peut se réaliser par voie de discussion, les Syndicats libres se prononcent nettement en faveur de la médiation du Gouvernement.

Nous considérons que le résultat de cette intervention officielle devrait laisser nettement hors de discussion la question des salaires de base et que les Syndicats ouvriers sont fondés à maintenir sur ce point les réserves faites précédemment.

POUR ABOUTIR

Il nous apparaît que la méthode qui permettra d'aboutir est celle des échanges de vues, déjà commencée et qu'il faudrait poursuivre rapidement sous les auspices du Gouvernement.

Nous croyons qu'ainsi la solution nécessaire pourra être trouvée dans un esprit d'apaisement, car, comme le disait la note patronale du 27 mai « il est indispensable de revenir le plus tôt possible à une collaboration loyale des deux éléments

de la production, dans le calme et la confiance mutuelle ». Agir autrement, par exemple vouloir briser « l'exemple remarquable de force et de discipline » donné par les organisations ouvrières, essayer d'opposer les intérêts des ouvriers belges à ceux des ouvriers français, tout cela ne pourrait que compliquer le problème et rendre la solution plus difficile et plus lointaine.

C'est dans l'union des ouvriers qu'il faut poursuivre la solution du conflit, et non en exploitant certaines divergences momentanées d'intérêt. C'est avec la collaboration des pouvoirs publics que nous voulons continuer notre effort.

Les syndicats libres veulent espérer qu'avec bonne volonté, chacun s'efforcera d'aplanir les difficultés qui séparent encore les uns et les autres et que personne ne voudra, par esprit d'intransigeance, prendre la responsabilité d'une prolongation désastreuse du conflit.

Pour éviter cette conséquence, il est temps d'aboutir, c'est la conviction qui se développe de plus en plus et que nous voudrions voir partager par tous ceux qui possèdent une influence sur l'issue du problème. »

L'acceptation de principe d'une baisse des salaires était donc adoptée par une forte majorité d'ouvriers. Seuls restaient isolés, dans leur refus de subir toute diminution, les syndiqués socialistes et communistes. Le résultat du conflit qui était probable au début de la grève, c'est-à-dire un échec pour les ouvriers, apparaissait à peu près certain. Malgré le désir de conciliation manifesté par ces différents organismes, la reprise du travail ne devait avoir lieu que bien longtemps après.

Le 2 juin, les syndicats libres écrivaient à M. Pierre Laval, Président du Conseil, et à M. Landry, Ministre du Travail, pour les prier d'intervenir à nouveau et d'essayer de résoudre le conflit qui menaçait de s'éterniser.

A la suite de cette démarche, M. Langeron, Préfet du Nord, informa la Commission intersyndicale patronale et les syndicats confédérés et libres qu'il désirait s'entretenir avec leurs délégations respectives. L'espoir revint chez les ouvriers. Il devait être vite déçu.

Le 6 juin, une firme indépendante, c'est-à-dire n'adhérant pas au Consortium « Les Fils d'Alfred Motte » de Roubaix, proposait aux ouvriers de reprendre le travail immédiatement en acceptant une baisse des salaires de 3 %, qui ne serait appliquée

que le 1^{er} septembre 1931. Les syndicats répondirent qu'ils examineraient cette proposition.

Le 8 juin, la délégation patronale et les secrétaires des syndicats cégétistes et chrétiens étaient reçus par M. Langeron, Préfet du Nord. A cette occasion, une quinzaine de délégués des Syndicats unitaires, qui n'avaient pas été convoqués, arrivèrent à la Préfecture sous la direction de M. Desoblin, député communiste de Maubeuge et insistèrent pour être reçus. Devant le refus qui leur fut opposé ils se livrèrent à des manifestations bruyantes et chantèrent « l'Internationale ». Ils furent finalement éconduits.

Après de longs pourparlers entre le Préfet du Nord et des délégations patronales et ouvrières aucun résultat ne fut acquis, et M. Langeron décida de poursuivre ses entretiens le lendemain.

Pendant ce temps, à Roubaix, des échauffourées sérieuses eurent lieu entre manifestants cégétistes et gardes mobiles. Un assaut en règle du siège du Consortium du Textile, place de la Fosse-aux-Chênes, fut tenté et n'échoua que grâce à une charge irrésistible des gardes mobiles à cheval. Le conflit qui, jusqu'à ce jour, s'était déroulé pacifiquement commençait à prendre une tournure violente.

Le 9 juin, le Comité intersyndical de grève réunit les ouvriers des Etablissements « Les Fils d'Alfred Motte », et prit la décision suivante :

Le Comité intersyndical de grève saisi par les ouvriers de la firme. Les Fils d'Alfred Motte, rue Heilman, à Roubaix, d'une proposition qui leur a été faite au sujet des salaires.

Estime que tous les ouvriers et ouvrières de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, Lannoy, etc., s'étant mis en grève pour un but et un objectif communs, il ne lui est pas possible dans les circonstances actuelles d'examiner une proposition particulière.

Il invite donc les ouvriers et ouvrières de la firme sus-indiquée à continuer la grève avec leurs camarades des autres usines.

Les ouvriers cégétistes de la maison Les Fils d'Alfred Motte, réunis en assemblée générale du personnel de ces établissements le mardi 9 juin à la Paix, se sont à l'unanimité ralliés à cet avis.

Le même jour le Préfet du Nord reprit ses entretiens, sans plus de bonheur que la veille. Cependant un groupe d'industriels *indépendants* ayant à sa tête MM. Fernand Motte et Edouard Roussel vint communiquer au Préfet la note suivante :

« Nul n'ignore la crise profonde que subit l'industrie mondiale.

« Depuis le 18 mai écoulé, la grève générale a pratiquement anéanti toute l'activité de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing.

« Si ce regrettable conflit devait se prolonger, il en résulterait un désastre pour tous.

« Les préférences de la clientèle sollicitée de toutes parts s'acheminent naturellement vers les centres de production qui fournissent les plus grandes sécurités de livraison ; les ordres sont actuellement enregistrés par les concurrents de notre place, français et étrangers ; le chômage partiel risque de devenir chronique ou permanent pour tous.

« Déjà la misère s'installe dans les foyers ouvriers privés de salaires depuis trois longues semaines.

« Dans l'intérêt de tous, il faut que le travail reprenne au plus vite et pour aboutir à la solution rapide du conflit, chacun doit se pencher sur le problème en recherchant un terrain réciproque de conciliation et en tenant compte des considérations adverses pesées à leur juste valeur.

« Dans cet ordre d'idées, la firme « Les Fils d'Alfred Motte », a fait directement à son personnel les propositions transactionnelles énoncées ci-dessous !

Moyennant la reprise immédiate du travail, les salaires seraient intégralement maintenus jusqu'au 1^{er} septembre prochain. A dater du 1^{er} septembre, une baisse de 3 % sur les salaires serait appliquée, baisse dès à présent fixée et réciproquement acceptée.

« Les soussignés, industriels indépendants du Consortium de l'Industrie textile, ont retenu ces propositions qu'ils considèrent comme constituant un très sérieux effort de conciliation suscep-

tible d'aboutir à la reprise immédiate du travail dans leurs usines ;

« Considérant les conséquences néfastes qui résultent pour notre place des conflits successifs qui acheminent la clientèle vers d'autres centres de production ;

« Considérant que la crise mondiale rend déjà suffisamment précaire la continuité du travail à Roubaix-Tourcoing ;

« Considérant que si le devoir des industriels est d'assurer la continuité du salaire de leur personnel, les ouvriers ne doivent pas, par contre, exiger de leurs patrons des conditions impraticables ;

« Considérant que le coefficient du coût de la vie est établi par une Commission officielle ;

« Considérant que le résultat des travaux de cette Commission en octobre 1390, fixa un coefficient de 7,16 et que celui de mai 1931 fixa un coefficient de 6,94, soit une différence en baisse d'un peu plus de 3 % ;

« Considérant que la baisse de salaire qui y correspond ne sera appliquée qu'à dater du 1^{er} septembre, c'est-à-dire avec un retard de trois mois ;

« Considérant que durant ces trois mois en raison de la baisse générale de toutes les grandes matières premières, les ouvriers pourront constater, d'une façon plus tangible, la réalité de la baisse du coût de la vie ;

« Considérant enfin que les ouvriers des Fils d'Alfred Motte, consultés sur les propositions faites par la Direction, les ont retenues comme très conciliantes et très acceptables ;

« Les soussignés déclarent qu'ils se rallient à ces propositions et annoncent à leur personnel que, dans un but d'apaisement social et pour mettre fin à ce lamentable conflit, ils sont disposés à reprendre immédiatement le travail dans les conditions ci-dessus énoncées, c'est-à-dire le statu quo jusqu'au 1^{er} septembre et application, à cette date, de la baisse de 3 %.

« Ils sont convaincus, par surcroît, que beaucoup d'autres firmes, qui n'ont pas été consultées sur cette question par faute

de temps, se rallieront immédiatement à une procédure identique. »

Le 9 juin 1931.

Signé : Leclercq-Dupire, Paul Wattel-Ferrier et frère, Cavois-Mahieu et fils, François Roussel père et fils, Etablissements Liénart-Walnier, S.A.T.A.I.N., Société des Etablissements Bro-waeyss-Degeyter, Société anonyme des Etablissements Lecomte-Desprès, Motte et Porisse (filature et bonneterie).

Les Indépendants, qui jusqu'alors s'étaient bornés à observer le conflit, commençaient à se grouper et entraient en scène. Ils adoptaient l'initiative de la firme des « Fils d'Alfred Motte » et proposaient une solution conciliante. Le Préfet du Nord soumit cette proposition aux délégations ouvrières en leur demandant de l'exposer à leurs syndicats.

Immédiatement, la Commission intersyndicale patronale sentit le danger. L'acceptation de cette proposition par les ouvriers risquait de désagréger le Consortium et de lui infliger un échec bien que seule une différence de 1 % le séparât des Indépendants. M. Ley attaqua la firme « Les Fils d'Alfred Motte » en déclarant qu'au mois de juillet 1930 cet établissement n'avait pas adopté la prime de fidélité créée par le Consortium mais qu'il ristournait chaque semaine à ses ouvriers 70 % de leurs cotisations pour les assurances sociales. Il concluait que cette firme, ne payant que 70 % de ces cotisations, diminuait les salaires de 3 % alors que le Consortium, qui les payait intégralement, diminuait les salaires de 4 %, ce qui revenait au même.

M. Fernand Motte, directeur-administrateur des Etablissements « Les Fils d'Alfred Motte » protestait immédiatement contre cette insinuation, en ces termes :

« Il est exact que lors du conflit de 1930 nous avons offert à notre personnel de prendre à notre charge 70 % des cotisations des Assurances sociales.

« Mais, par la suite, nous avons été amenés à faire plus encore et à verser 100 % de ces cotisations.

« Il est donc inexact de dire que les 3 % de baisse des salaires que nous proposons correspondent aux 4 % décidés par la Commission intersyndicale du textile de Roubaix-Tourcoing. »

La Commission intersyndicale patronale concluait enfin, qu'aucune transaction ne paraissant possible, la réouverture des usines aurait lieu dans un délai rapproché aux conditions imposées.

Les Commissions des syndicats libres, toujours désireuses d'en finir, demandèrent au Préfet du Nord de leur ménager des entrevues avec les industriels indépendants du Consortium auteurs d'une note « dont ils avaient remarqué l'esprit de conciliation ».

Le 11 juin, le Préfet du Nord, abandonnant la Commission intersyndicale patronale, dont l'attitude restait intransigeante, tenta un suprême effort en réunissant dans son cabinet les délégués des syndicats cégétistes et libres et ceux des patrons indépendants. Ces nouveaux pourparlers ne donnèrent aucun résultat décisif. Les délégations ouvrières demandèrent communication des noms des patrons qui se rallieraient à cette proposition. Cette prétention avait évidemment pour but de rendre officielles les divergences de vues patronales et d'amener le Consortium à capituler en adoptant les propositions des patrons indépendants par crainte des défections qui se produiraient inévitablement.

Pour faire droit à cette demande, M. Maurice Olivier, Président de la Chambre Syndicale patronale métallurgique de Roubaix et propriétaire d'une usine textile adressa à un certain nombre d'industriels la lettre suivante :

GROUPEMENT INTERPROFESSIONNEL
de Roubaix-Tourcoing et Environs,
14, rue de Tourcoing,
Roubaix.

Roubaix, le 12 juin 1931.

Monsieur,

Nous nous permettons de vous écrire parce que nous avons remarqué dans les journaux d'août 1930, que votre firme n'était pas inscrite à l'Organisation Patronale Textile et n'avait pas adopté « la prime de fidélité ». De ce fait, vous n'auriez pas dû être touché, nous semble-t-il, par l'ordre de grève sans avertissement préalable, nous en avons fait la

remarque aux organisations ouvrières lors d'une très récente entrevue.

Dans un désir de paix sociale dont nos places ont grand besoin, certains industriels ont fait une proposition publique à leur personnel. Nous sentons très bien qu'elle serait susceptible d'être retenue par les Syndicats Ouvriers, si elle comprenait un plus grand nombre d'employeurs ; aussi, dans l'intérêt général et afin de vous éviter toute démarche particulière près des Syndicats ouvriers, si la grève se prolongeait, nous venons vous demander de bien vouloir assister à une réunion patronale d'industriels *indépendants* qui aura lieu demain *samedi 13 juin à 17 heures, dans la SALLE DES VENTES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUBAIX*, 3, rue de l'Hôtel-de-Ville, au cours de laquelle nous vous tiendrons au courant de la situation.

Il est bien entendu que vous ne vous engagez en rien en assistant à cette réunion et que notre commission ne parlera ensuite avec les Syndicats ouvriers, au nom de votre firme, que si vous nous en donnez réellement mandat.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Maurice OLIVIER.

Une soixantaine de personnes assistèrent à cette réunion qui s'avéra peu efficace. La plupart des industriels présents firent observer que les syndicats ouvriers n'avaient pas accepté la proposition des Etablissements « Les Fils d'Alfred Motte » et qu'il fallait, auparavant, se préoccuper d'obtenir leur acceptation, après quoi il serait aisé de dénombrer les patrons qui y adhèreraient. En somme, la situation était sans issue. Les ouvriers demandaient aux patrons indépendants : « Combien êtes-vous et nous vous dirons si nous acceptons » ? et ceux-ci répondaient : « Dites-nous si vous acceptez et nous vous répondrons combien nous sommes ».

A ce jour, les établissements indépendants du Consortium et qui avaient fait des propositions aux ouvriers étaient les suivants :

Leclercq-Dupire, Paul Wattel-Ferrier et frères, Cavois-Mahieu et fils, François Roussel père et fils, Etablissements Liénart-Walnier, S.A.T.A.I.N., Société des Etablissements Browaey-Degeyter, Société anonyme des Etablissements Lecomte-Desprès, Motte et Porisse (filature et bonneterie), Société anonyme « La Ruche », Watrelos ; Léon Olivier, bonneterie ; Olivier Dewa-

vrin, filature ; les Etablissements G. Priau ; Tissage de Comines, à Comines ; Filature de la Redoute (Ch. Pollet et fils) ; Filature de laine cardée ; Hamart frères et Motte et Marquette réunis (boulevard d'Armentières à Roubaix et rue de Bapaume à Tourcoing), Société des tissus français (tissages à Roubaix et à Tourcoing).

Il n'est pas exagéré de dire que la fin du conflit dépendait à ce moment de la position que prendraient les syndicats cégétistes.

Pourquoi les syndicats cégétistes répugnaient-ils à accepter une proposition qu'ils n'auraient certainement pas refusée avant la déclaration de grève ?

La très grande majorité des ouvriers désirait vivement la reprise du travail. Les syndicats locaux étaient favorables à l'acceptation de la proposition des Indépendants. Mais le secrétaire confédéral, M. Vandeputte, demeurait partisan d'un refus absolu et total. Le prestige de la C.G.T. était en jeu et elle espérait qu'un triomphe des ouvriers du textile de Roubaix-Tourcoing barrerait définitivement la route aux diminutions de salaires qui s'annonçaient un peu partout, en France, en contrebalançant l'effet désastreux, chez ses adhérents, de l'acceptation sans lutte d'une diminution de salaires dans les mines. D'autre part, la grève avait été déclarée même dans les usines où aucune baisse des salaires n'avait été effectuée. Les ouvriers de ces établissements n'auraient pas compris que leurs syndicats les invitent à reprendre le travail en supportant une diminution de leurs salaires alors qu'il leur avait été interdit de continuer à travailler en conservant le statu quo. De plus, si les syndicats cégétistes autorisaient la reprise du travail dans les usines des dissidents, il apparaissait bien précaire de vouloir empêcher les rentrées dans les établissements du Consortium qui, par surcroît, venait d'annoncer la réouverture des usines pour le 22 juin. En effet, s'il est relativement facile d'empêcher la reprise du travail lorsque la grève est totale, il est fort difficile d'agir de même quand elle n'est plus que partielle. Ils espéraient, enfin que les Indépendants n'avaient fait qu'un pas sur la route

des concessions et qu'il ne faudrait pas attendre bien longtemps pour que des offres plus intéressantes soient faites aux ouvriers.

Une décision de M. Inghels, maire de Tourcoing, vint encore entamer la position des syndicats cégétistes. Celui-ci déclara que les salaires des employés municipaux seraient baissés proportionnellement à la diminution du coût de la vie constatée par la Commission officielle départementale dans sa séance du 30 mai.

Le 12 juin, alors qu'aucun résultat n'était acquis, des incidents très graves éclatèrent à Roubaix.

LES TROUBLES A ROUBAIX

Un cortège de syndiqués cégétistes et un autre de syndiqués unitaires étaient prévus pour le 12 juin. Mais le Préfet interdit toutes manifestations en ville. Les cégétistes s'inclinèrent, mais les unitaires décidèrent de passer outre à cette décision. Ils essayèrent de se rassembler à leur lieu habituel, c'est-à-dire place de la Gare. Dispersés par la police et les gardes-mobiles, ils refluèrent vers la rue des Longues-Haies, où ils se rassemblèrent au nombre d'environ 500. La police, dont les effectifs étaient trop restreints, ne parvint pas à les disséminer et une violente bagarre eut lieu. Les agents, criblés de pierres, durent reculer jusqu'à l'arrivée des gardes-mobiles à cheval, qui chargèrent et dispersèrent les manifestants. Beaucoup se réfugièrent dans les courées de la rue des Longues-Haies cependant qu'une vingtaine d'arrestations étaient opérées. Un dernier cortège se rendant au siège des syndicats unitaires se débanda à la vue des gardes-mobiles. Le soir, les manifestants, favorisés par l'obscurité, prirent une attitude plus agressive. Ils blessèrent plusieurs gardes-mobiles et réussirent à élever une barricade à l'angle de la rue des Hongues-Haies et de la rue de Lannoy, en dépavant une partie de la rue à cet effet. Pour éviter une bataille rangée, les gardes-mobiles, qui ne disposaient pas de projecteurs, attendirent le jour pour donner l'assaut. Mais, vers quatre heures du

matin, les émeutiers abandonnèrent la rue et regagnèrent leurs domiciles. Ils avaient laissé deux ou trois barricades peu élevées et constituées de matériaux de toutes sortes qui furent rapidement démolies, tandis que les paveurs venaient remettre la chaussée en état. M. Lebas, maire de Roubaix, apprenant ces incidents, fit immédiatement apposer l'affiche suivante sur les murs de la ville :

A LA POPULATION OUVRIERE

Le Conseil municipal, dans sa séance d'hier a voté un nouveau crédit de 500.000 francs qui, avec le premier, forme un total de 1 million, pour venir en aide aux ouvrières et aux ouvriers mis dans la dure nécessité de défendre, depuis un mois, leurs salaires par la grève.

Le Conseil municipal remplit ainsi son devoir, tout son devoir, en les secourant dans la mesure où il le peut.

Si, jusqu'à maintenant, vous avez donné le spectacle admirable d'une résistance à la fois pacifique et forte, c'est parce que vous êtes restés unis et disciplinés.

Vous n'avez écouté qu'une voix : celle de vos organisations syndicales confédérées, qui ont la responsabilité de la direction de votre mouvement.

Aujourd'hui, et après les incidents qui ont marqué la journée d'hier, nous vous disons : attention !

Restez sourds aux appels ou aux mots d'ordre de personnalités ou de comités sans mandat

Pour rester unis et forts, n'écoutez que le Comité intersyndical de grève, qui a son siège boulevard de Belfort (Bourse du Travail)

C'est lui seul qui vous représente. C'est lui seul qui parle en votre nom et qui défend vos intérêts.

C'est à ses appels que vous devez répondre, ainsi seulement vous éviterez tous les incidents, tous les traquenards, toutes les manœuvres dont vous seriez les seules victimes.

Les patrons comptent sur vos divisions. Ils comptent sur les incidents de la rue pour obtenir du Gouvernement l'envoi de nouveaux contingents de gendarmerie mobile.

Ne leur donnez pas ce prétexte !

Tel est l'appel que nous vous adressons au nom du Conseil municipal ouvrier et socialiste.

Dans votre intérêt même, nous espérons que vous l'entendrez.

Hôtel de Ville de Roubaix, le 13 juin 1931.

Le maire : J. LEBAS.

Cet appel au calme ne fut pas entendu. Il s'adressait surtout aux socialistes et ceux-ci ne paraissaient pas être responsables des émeutes dont les auteurs étaient presque uniquement des membres des Jeunesses communistes. Le 13 juin, un nouveau cortège, qui tentait de se former rue des Longues-Haies, fut dispersé, mais la garde-mobile ne put empêcher les manifestants d'élever une nouvelle barricade. De plus en plus surexcités, ceux-ci saccagèrent et pillèrent trois magasins et, sortant d'un garage deux automobiles, ils les amenèrent sur la barricade et y mirent le feu. Les pompiers appelés réussirent à éteindre l'incendie malgré l'avalanche de projectiles de toutes sortes que firent pleuvoir sur eux les assiégés. Par la brèche qu'ils avaient pratiquée, les gardes-mobiles parvinrent à s'infiltrer et à mettre en fuite les émeutiers, qui se réfugièrent dans les courées de la rue des Longues-Haies. Ils procédèrent à de nombreuses arrestations et gardèrent militairement toutes les issues. Le Préfet accourut pour diriger la répression, tandis que M. Lebas publiait un nouvel appel :

A LA POPULATION

La nuit dernière, des faits infiniment regrettables se sont produits. Nous sommes sûrs que les travailleurs en grève pour la défense de leurs salaires sont tout à fait étrangers aux désordres que nous avons constatés. Une fois de plus, nous vous demandons de n'écouter que le Comité intersyndical de grève qui est et demeure votre seul représentant, votre seul défenseur.

Vous devinez facilement ceux qui ont intérêt à vous voir lancer dans des violences inutiles et coupables. Mais vous, vous avez intérêt à rester unis autour de vos organisations syndicales.

Au point où en est votre mouvement de grève, nous avons le devoir de vous dire : faites attention aux agents provocateurs. N'écoutez pas ceux qui vous conseillent de sortir de la voie dans laquelle vous vous êtes engagés.

Conservez par votre attitude la sympathie générale qui vous entoure et vous aide.

Hôtel de Ville, le 14 juin 1931.

Le Maire : J. LEBAS.

De leur côté, les syndicats cégétistes réprouvaient ces violences dans ces termes :

Citoyens,

La nuit dernière, des actes de vandalisme ont été commis qui nous font un devoir de vous mettre en garde contre des individus qui voudraient que le mouvement unanime du prolétariat textile dégénère et finisse en violences. Il faut qu'on sache bien qu'entre vous et ces vandales, il n'y a rien de commun. Une fois de plus nous vous disons : « N'écoutez pas ceux qui cherchent à vous entraîner dans une voie où il n'y aurait que la défaite ouvrière et de nombreuses innocentes victimes.

Votre mouvement de protestations contre la réduction des salaires conserve une puissance de calme qui étonne et inquiète le patronat.

Restez étroitement unis autour de votre Comité intersyndical de grève et vous resterez forts.

Pour le Comité intersyndical de grève :

G. DHONT et H. LEFEBVRE.

Les troubles, après ces interventions énergiques, cessèrent et le quartier retrouva son calme habituel. Des projecteurs furent amenés sur les lieux pour faciliter la besogne du service d'ordre. Le bilan de ces regrettables incidents fut d'ailleurs assez modeste : quelques blessés peu graves, en général, et environ trois cent mille francs de dégâts.

Il serait injuste d'en rendre responsables les grévistes du textile. Ceux-ci ont toujours gardé une attitude raisonnable et furent les premiers à s'indigner de ces actes de vandalisme qui sont dus à une poignée d'agitateurs professionnels appartenant aux partis extrémistes et à l'affût des moindres incidents pour se livrer au pillage en provoquant le désordre.

Pour quelles raisons ces bagarres se sont-elles produites en un lieu unique, la rue des Longues-Haies ? Cette rue n'offre au premier abord aucune particularité spéciale, sinon que sa longueur est d'environ un kilomètre, tandis que sa largeur atteint à peine sept à huit mètres et qu'elle est absolument rectiligne. Il ne s'y trouve que des logements ouvriers, de petits commerces (principalement estaminets et épiceries) et quelques usines. Mais

dans chaque maison, qui de l'extérieur a un air simple et propre, se trouve une courée abritant de nombreuses familles ouvrières. Ce sont ces courées qui servirent de refuge aux insurgés. Elles expliquent leur facilité de résistance. D'autre part, cette rue, bien qu'appartenant à un quartier populeux, est très proche du centre de la ville. Elle fut le lieu de rencontre des meneurs et des forces de police. Les premiers, favorisés par l'étroitesse de cette voie, qui annihilait les charges de cavalerie et permettait l'élévation rapide de barricades, et par les refuges qu'elle offrait, cherchèrent la bataille en un lieu qui les avantageait. La répression sévère qui suivit ôta le désir de poursuivre leurs manœuvres.

CONTINUATION DES ENTREVUES

ENTRE LE GROUPEMENT INTERPROFESSIONNEL DES INDUSTRIELS INDÉPENDANTS ET LES DÉLÉGUÉS DES SYNDICATS LIBRES

ET CÉGÉTISTES

Durant ces pénibles événements, les patrons indépendants n'étaient pas restés inactifs et leur nombre s'accrut très sensiblement. Ils étaient, le 14 juin, environ cinquante, groupant à peu près 25.000 ouvriers. Au cours d'un entretien avec les secrétaires des syndicats libres, qui eut lieu le 15 juin, ceux-ci furent amenés à donner leur acceptation « en principe ». Cette acceptation ne serait devenue valable que pour le cas où les syndicats adhérents à la C. G. T. annonceraient la reprise du travail aux conditions proposées. En cas de refus de leur part, elle devait être considérée comme inexistante. Les délégués cégétistes envisagèrent favorablement un accord sur ces bases s'il n'était pas possible d'obtenir des conditions meilleures. Ils ne se dissimulèrent, toutefois, pas les difficultés que l'acceptation de la proposition des indépendants rencontreraient dans les assemblées des grévistes.

Une entrevue entre les secrétaires des syndicats cégétistes et

le groupement interprofessionnel des patrons indépendants, le 17 juin, donna lieu au communiqué suivant :

Le groupement interprofessionnel des industriels indépendants du textile a reçu cet après-midi à 15 h. 30, le Comité intersyndical de grève des Syndicats confédérés. La discussion a continué sur les propositions émises par les industriels. Différentes objections ont été soulevées et examinées de part et d'autre, à tour de rôle, dans le plus grand esprit de conciliation. Une autre réunion aura lieu prochainement.

Malgré sa brièveté et son peu de précision, malgré l'annonce d'une prochaine réunion, l'échec des négociations ne pouvait paraître douteux. Il n'était plus question de reprise immédiate du travail. Il est vraisemblable de croire que les délégués ouvriers cherchèrent à prolonger le plus possible les pourparlers afin d'empêcher la rentrée des ouvriers dans les usines du Consortium, dont la réouverture avait été annoncée pour le 22 juin.

Mais une décision du gouvernement belge concernant ses ouvriers touchés par la grève de Roubaix-Tourcoing vint jeter l'émoi parmi les grévistes français.

LA DÉCISION DU GOUVERNEMENT BELGE

Le 16 juin, le gouvernement belge annonça ce qui suit :

Les Centrales ouvrières textiles belges, socialistes, chrétiennes et libérales qui ont des membres occupés dans les usines du Nord de la France, ont fait savoir au Gouvernement qu'elles acceptaient de reprendre le travail aux conditions offertes par les patrons français, c'est-à-dire maintien des salaires aux taux actuels, mais suppression de la prime de présence ou toute autre formule équivalente. Elles ont promis, d'autre part, d'engager leurs membres à reprendre le travail dès que la chose serait possible, même si les ouvriers français n'acceptaient pas les propositions des patrons.

Le Gouvernement a estimé dans ces conditions que ces ouvriers devaient être considérés comme chômeurs involontaires et qu'il ne pouvait se désintéresser de leur sort.

Le Conseil des Ministres du 15 juin a, en conséquence, décidé d'accorder un secours spécial aux ouvriers belges affiliés aux caisses de chômage, en faisant connaître cette décision aux Centrales intéressées. Il a obtenu d'elles le renouvellement des engagements rappelés ci-dessus et la promesse qu'elles feraient tout leur possible pour reprendre le travail.

Cette décision était attendue impatiemment par les différents syndicats ouvriers belges intéressés dans le conflit, car leurs caisses commençaient à se vider par suite des importants secours qu'ils versaient à leurs adhérents depuis la cessation du travail. Elle permettait au Fonds national de crise de Belgique de leur venir en aide. Ce fonds national de crise alimente les syndicats ouvriers lorsque ceux-ci utilisent leurs fonds en paiement d'allocations à leurs adhérents *chômeurs*. Dès lors, ces syndicats ouvriers avaient le plus grand intérêt à ne pas se déclarer ouvertement en état de grève sous peine de se voir refuser le remboursement par le Fonds national de crise des sommes avancées.

Cet intérêt est d'autant plus grand que l'ouvrier belge chômeur touche environ quatorze francs par jour, plus des indemnités pour charges de famille évaluées à trois francs par jour et par enfant. Le Fonds national de crise exige que les syndicats, désirant bénéficier de ces avantages, répondent affirmativement à ces trois questions :

1° Acceptez-vous les conditions patronales ?

2° Reprendrez-vous le travail quand vous le pourrez ? (c'est-à-dire quand les portes des usines vous seront ouvertes).

3° Le Fonds national de crise peut-il se servir de vos déclarations pour ce qu'il veut et quand il veut ?

Ceci étant connu, le danger s'annonçait très grand pour les grévistes, puisque les usines du Consortium rouvrant le 22 juin, les ouvriers belges auraient dû normalement, d'après ces conventions, reprendre le travail.

Aussi, le 17 juin, M. Lebas, maire de Roubaix, expédia les télégrammes suivants :

Van Roosebrock (1) :

*Secrétaire Parti ouvrier belge
Maison du Peuple, Bruxelles.*

Travailleurs Roubaix-Tourcoing vivement émus décision
Centrale ouvrière textile belge de nature à porter coup à la

(1) Textuel.

grève et à nuire aux relations ouvrières socialistes franco-belges, vous prie intervenir urgence. Amitiés.

LEBAS,
Maire Roubaix.

Vandeveldé, député (1) :

Chambre Représentants, Bruxelles.

Ouvriers et socialistes Roubaix-Tourcoing protestent contre décision Centrale ouvrière textile belge considérée comme acte de trahison ouvrière. Te prie intervenir avec Van Roosebrock et Debrunne. Merci. Amitiés.

LEBAS,
Maire Roubaix.

Debrunne, député (1) :

Chambre Représentants, Bruxelles.

Ouvriers et socialistes Roubaix-Tourcoing protestent contre décision Centrale ouvrière textile belge considérée comme acte de trahison ouvrière. Te prie intervenir avec Van Roosebrock et Vandeveldé. Merci. Amitiés.

LEBAS,
Maire Roubaix.

Cette intervention ne pouvait être très efficace. Des intérêts matériels trop importants étaient en jeu. Elle constituait surtout une protestation de principe dont le peu de portée n'échappa pas au maire de Roubaix. Celui-ci reçut, dès le lendemain, le télégramme suivant :

Bruxelles. — Partageons votre émotion. Transmettons votre protestation à Centrale Textile. Van Roosebrock, Sénateur, secrétaire du parti ouvrier belge ; Debrunne, député ; Vandeveldé, député.

La réponse de la Centrale des Ouvriers textiles de Belgique ne se fit pas attendre. Elle vint sous forme d'une longue lettre émanant de M. Charles Hannick, secrétaire. Bien que tous les passages n'aient pas directement trait au dernier conflit du textile, elle est intéressante à lire, car elle laisse entrevoir l'état d'esprit du syndicat socialiste belge à un moment critique de la grève. La voici textuellement reproduite, les fautes de français

(1) Textuel.

et d'orthographe (elles étaient nombreuses) ont seules été corrigées :

CENTRALE DES OUVRIERS TEXTILES DE BELGIQUE

Secrétariat
« *Ons Huis* »

Secrétaire :
Charles HANNICK.

Gand, 18 juin 1931.

Au camarade LEBAS,
Maire de Roubaix

Cher citoyen,

Les camarades Van de Velde et De Brunne viennent de nous transmettre le télégramme que vous leur avez adressé.

Nous comprenons votre émotion, mais qu'elle vous incite à nous traiter comme des traîtres, c'est aller un peu loin avec nous.

Nous savons que ces paroles courent facilement de la bouche et de la plume d'un Français, mais les adresser à la Centrale Ouvrière Textile Belge, ce n'est pas bien.

Nous n'acceptons pas cette insulte parce qu'il doit être encore démontré que vous dites la vérité.

Au contraire, nous vous pouvons démontrer que les syndiqués belges ont toujours témoigné qu'ils étaient de bons syndicalistes dans le passé ; et mieux encore que les Français pour lesquels ils ont toujours payé les pots cassés par eux.

Ce que vous ne savez pas, c'est que les dirigeants syndicaux français nous ont acculé à faire l'acte pour lequel vous nous traitez comme des traîtres.

Vous savez que notre Centrale a dénoncé son accord avec les communistes d'Halluin pour pouvoir constituer avec les cégétistes le comité Franco-Belge.

C'est assez dire que nous avons toujours voulu travailler avec les syndicats français en vue d'une défense commune.

Le Comité Franco-Belge, à l'instigation des délégués de notre Centrale, a fait nommer un secrétaire permanent, le camarade Schreel pour Halluin.

Pour ce poste, les Français ont versé le reliquat du produit de la solidarité en faveur des grévistes d'Halluin pour assurer l'existence pendant une année de ce secrétariat.

La Centrale textile ouvrière a payé de sa caisse la deuxième année.

Pour la troisième année, cette dernière déclarait prendre pour elle 50 % des dépenses qu'occasionnait dans l'avenir ce secrétariat.

Les Français ont dû chercher partout pour trouver les autres 50 %, mais en déclarant qu'ils pourraient seulement garantir une année.

Jusqu'ici, notre Centrale a payé pour une large part son intervention dans tous les imprimés concernant la propagande écrite syndicale dans le Nord de la France.

Ainsi, nous avons travaillé ensemble jusqu'au début de la grève.

Quand nous vous disons que les camarades Français nous ont acculé à l'acte que vous marquez comme une trahison, c'est pour ce qu'ils ont fait avec les Belges faisant partie du Comité Franco-Belge.

Il leur a été défendu, d'abord, de se mêler à leurs grèves qu'ils voulaient ou regardaient comme inevitables.

Ils ont, ensuite, défendu que les Belges aillent avec eux dans les délégations officielles.

Les camarades Segier et Coole s'étaient rendus à Paris sur l'invitation, même, du camarade Lefebvre de Roubaix et il a été interdit à ces camarades d'entrer avec la délégation française chez le Ministre.

Ils ont dû attendre dans un café, comme des petits garçons, pour apprendre, ensuite, ce qui s'était passé dans le Ministère Français.

Vu cette attitude humiliante que les camarades Français faisaient subir à nos délégués, en même temps membres du Comité Franco-Belge, notre comité directeur décidait de rompre toute relation avec ceux-ci.

Vous pouvez bien vous figurer que, si comme nous l'aurions voulu, les camarades Français avaient agi autrement dans cette grève, nous n'aurions pas été obligés d'adopter l'attitude que vous qualifiez de trahison.

Notre Centrale a presque autant de membres impliqués dans la grève que les syndicats français.

Notre Centrale, selon les statuts, verse, en ce moment, des indemnités qui lui coûtent un million de francs belges par semaine.

Elle a, depuis deux ans, dépensé plus de treize millions de francs belges dans les conflits du Nord de la France.

Et c'est aux délégués d'un tel organisme, qui a montré toutes ces bonnes dispositions, que l'on défend de se mêler à la grève, malgré qu'ils fassent partie du Comité Franco-Belge qui devraient, comme ses statuts le prévoient, mener le mouvement.

Nous ne voulons pas de grands mots, nous voulons plutôt des actes, mais vous pouvez bien vous figurer, malgré que nous ne sommes que des petits Belges, que nous avons autant d'amour-propre que n'importe qui.

Nous n'avons jusqu'ici parlé que des choses concernant la grève. Mais nous avons encore à parler de la situation financière de notre Centrale qui est au bout de ses possibilités.

Nous comptons plus de 80.000 membres et, pour le moment, nous n'avons plus un centime en caisse, de sorte que, dans la dernière réunion de notre Comité directeur, qui s'est tenue la semaine passée à Bruxelles, en examinant cette situation, nous avons cherché les moyens d'emprunter deux millions.

Figurez-vous que, dans l'intérieur de notre pays, nous subis-

sons toutes sortes de diminutions de salaires, sans parler des humiliations que nos membres ont à endurer de la part de leurs patrons par suite de la crise industrielle et, que nos membres attendent seulement un moment d'éclaircie dans la situation pour se ruer à l'assaut. Figurez-vous bien, citoyen Lebas, la situation dans laquelle nous allons nous trouver si nous sommes, à ce moment, obligés de dire à cette armée syndicale, forte d'à peu près 100.000, que nous n'avons rien en caisse pour la seconder.

En vous exposant toutes ces situations, nous espérons que vous aurez une tout autre idée de la Centrale des ouvriers textiles de Belgique.

Entre temps, salutations bien distinguées.

Ch. HANNICK.

Que répondre à des arguments aussi irréfutables, sinon s'incliner en proclamant l'utilité de la solidarité des ouvriers français et belges dans leurs luttes contre le patronat ? C'est ce que fit M. Lebas, maire de Roubaix, dans sa lettre du 19 juin 1931 :

Roubaix, le 19 juin 1931.

Monsieur Charles HANNICK,
*Secrétaire de la Centrale des Ouvriers
Textiles de Belgique.
Marché du Vendredi à Gand.*

Cher Camarade,

Je viens de lire votre lettre, en date d'hier, et je vous en remercie vivement.

Vous ne pouvez pas vous tromper sur le bref télégramme adressé à nos camarades Van Roosebrock, Vandevelve et Debrunne, dans la matinée du 17 courant, c'est-à-dire dès que la presse du Nord fit connaître aux populations ouvrières de Roubaix-Tourcoing, la décision prise en accord avec le Gouvernement Belge par la Centrale Ouvrière Textile dont vous êtes le secrétaire.

Une vive émotion s'empara de tous les travailleurs. Vous ne serez certainement nullement surpris de cette émotion que j'ai cru devoir porter immédiatement à la connaissance du Secrétaire du parti ouvrier Belge et des deux députés socialistes de Mouscron et de Menin.

Deuis, des déclarations tout à fait rassurantes ont été faites par les militants responsables de la région de Mouscron. Elles ont produit, vous le pensez bien, le meilleur effet sur nos populations.

Je profite de l'occasion pour vous assurer que je suis le premier à reconnaître les sacrifices faits par l'organisation textile Belge pour aider particulièrement la poignée de courageux camarades qui bataille à Halluin.

Je connais l'excellent esprit des syndicats socialistes belges qui se sont toujours efforcés d'établir les relations frater-

nelles indispensables entre les prolétariats de nos deux pays, et nos camarades Vandeveldé et Debrunne peuvent vous dire que, personnellement, j'ai apporté ma collaboration pour rendre nos relations toujours plus étroites.

A la vérité, à Roubaix, nous traitons les travailleurs Belges sur le même pied que les travailleurs français et c'est pourquoi, voulant à tout prix dissiper ce qui m'apparaissait comme un terrible malentendu, alors que notre prolétariat est en pleine bataille, je n'ai pas hésité à vous envoyer un télégramme qui a pu vous blesser. S'il a produit cet effet sur vous je le regrette, mais, précisément parce que vous êtes un militant placé à la tête d'une des plus importantes organisations syndicales belges, vous devez comprendre l'émotion produite ici par le communiqué de la presse régionale reproduisant, sans commentaire, votre décision qui pouvait être interprétée dans un sens tout à fait défavorable aux ouvriers en grève et, par conséquent, de nature à fortifier la position patronale.

Je communiquerai votre lettre au citoyen Lefebvre, Secrétaire du Syndicat Textile de la région de Roubaix et j'espère qu'après explications, il ne restera rien de cet incident car il faut absolument, dans l'intérêt de nos deux prolétariats, que l'accord le plus complet règne entre les organisations syndicales Belgo-Françaises.

Croyez, cher Camarade, en mes sentiments fraternels.

Le Maire : LEBAS.

L'indignation des syndiqués cégétistes français fut grande et la menace de reprise du travail par les ouvriers belges suscita des reproches véhéments qui se traduisirent par le communiqué suivant :

Le Comité intersyndical de grève, informé par la presse d'une décision du Gouvernement belge, relative à l'attitude des ouvriers frontaliers travaillant dans les usines de Roubaix-Tourcoing ;

Proteste énergiquement, au nom de toute la population française de notre région, contre cette immixtion d'un gouvernement étranger, dans un conflit qui se déroule en territoire français ;

Il se refuse à croire que les organisations du textile belge puissent se prêter à une telle manœuvre qui serait un acte de trahison envers les ouvriers français et envers leurs propres adhérents.

Plus que jamais, le Comité intersyndical de grève fait appel à la solidarité de tous les ouvriers des deux côtés de la frontière pour continuer la grève sans aucune faiblesse ni défection.

Les syndicats libres, plus positifs, réclamèrent d'urgence un arbitrage du Préfet du Nord. Ils proclamèrent que devant les

propositions des patrons indépendants, ils avaient adopté une attitude nettement conciliante en « laissant la C. G. T. prendre ses responsabilités », et en refusant de supporter le reproche de n'avoir pas fait tout ce qui était en leur pouvoir pour aboutir à bref délai.

Cependant, les unions patronales d'Halluin, de Werwicq et de Comines, imitant le Consortium, décidèrent de rouvrir leurs usines le 22 juin. Si les ouvriers belges, obéissant au mot d'ordre de leur gouvernement, reprenaient le travail, c'était la fin de la grève : les ouvriers français n'auraient pas obéi longtemps aux injonctions de leurs syndicats. Mais un membre du Comité des syndicats socialistes belges de Mouscron déclara que les frontaliers ne renieraient pas les engagements pris vis-à-vis de leurs camarades français et qu'ils ne se présenteraient au travail que lorsque le conflit serait définitivement tranché. Cette décision était courageuse, car elle pouvait leur coûter la suppression des versements opérés par le Fonds national de crise de Belgique. Il est vrai que d'un autre côté la crainte des représailles les incitait à rester chez eux. Ce revirement ne devait être que passager et isolé.

LA REPRISE DES ENTREVUES AU MINISTÈRE DU TRAVAIL

M. Landry, Ministre du Travail, convoqua à nouveau la Commission intersyndicale patronale et les délégués des syndicats cégétistes et chrétiens, le 19 juin.

Il insista pour que « les représentants des parties en présence ne soient pas liés par un mandat impératif, mais qu'ils aient la possibilité de négocier, c'est-à-dire d'examiner, sans idée préconçue, les propositions qui seraient faites, de les discuter et de collaborer à des transactions possibles ! » Les pourparlers durèrent toute la journée. La Commission intersyndicale patronale déclara qu'elle ne pouvait modifier sa décision. Quant aux syndicats ouvriers, ils finirent par accepter la suppression de la prime de présence, à condition qu'une certaine compensation

sous forme d'augmentation de salaires leur fut accordée. A la suite de ces entretiens, le Ministre du Travail publia le communiqué suivant :

M. Landry, ministre du Travail, a reçu successivement les délégués de la Commission intersyndicale patronale de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, ceux des syndicats ouvriers confédérés et ceux des syndicats libres.

Les entretiens ont duré de 10 h. 30 du matin à 7 heures du soir.

Ils n'ont pu aboutir à un accord mais ils ont fait apparaître des possibilités de conciliations qui permettent au Gouvernement d'espérer d'ici quelques jours une reprise des pourparlers.

A la veille du 22 juin, jour fixé pour la réouverture des usines, la Commission intersyndicale patronale, sentant que la reprise du travail apparaissait incertaine, mais persuadée que les ouvriers, las de la grève, se laisseraient aisément convaincre, fit un appel à leur bonne volonté et à leur raison :

La Commission intersyndicale patronale de l'Industrie textile de Roubaix-Tourcoing, réunie le 20 juin, a entendu le rapport de sa délégation qui s'était rendue auprès de M. Landry, sur son invitation, le 19 juin.

La délégation patronale a rappelé au Ministre du Travail toutes les concessions qui ont été faites pour éviter la grève générale et avant la déclaration de celle-ci.

La suppression de la prime de présence ne doit avoir pour effet que de faire payer par les ouvriers eux-mêmes leurs propres cotisations aux assurances sociales comme le veut la loi. Il n'est pas possible d'envisager une transaction à ce sujet.

La Commission intersyndicale patronale a pris acte qu'après 29 jours de grève la suppression de la prime de présence est enfin acceptée par les secrétaires des syndicats ouvriers. Elle ne peut pas retenir ce qu'ils demandent maintenant : une augmentation des salaires pour compenser, même partiellement, la suppression de la prime de présence.

A ce sujet, la Commission intersyndicale patronale attire l'attention des ouvriers sur une nouvelle diminution de 14 % sur les salaires, qui vient d'être annoncée dans l'industrie textile de Bradford par la Fédération anglaise de la Laine et les Fédérations des Filateurs de laines peignées, des Fabricants de tissus, des Peigneurs et des industries de la laine cardée. L'industrie textile de Bradford concurrençant directement celle de Roubaix-Tourcoing, il n'est pas raisonnable de penser à une augmentation des salaires dans notre centre.

Les nouveaux pourparlers que l'on annonce déjà pour la

semaine prochaine ne pourront amener aucune nouvelle concession de la part des patrons. Certes, par déférence pour le Gouvernement, la Commission intersyndicale patronale devra répondre aux appels qui pourront lui être adressés mais, encore une fois, elle n'acceptera aucune transaction sur la suppression de la prime de présence, et n'accordera aucune compensation.

En rédigeant cet ordre du jour, la Commission intersyndicale patronale tient à rendre hommage aux efforts du Gouvernement et de ses représentants. Il n'a pas tenu qu'à elle que ces efforts aient abouti plus tôt.

Soixante-douze millions de francs de salaires ont été perdus depuis la déclaration de la grève générale, ce qui représente le produit de la prime de présence pendant trois ans. De pareils sacrifices sont hors de proportion avec la suppression de la prime ; ils ne doivent pas être prolongés un jour de plus. La Commission intersyndicale patronale se voit donc obligée maintenant de faire appel au bon sens des ouvriers eux-mêmes et ne voit d'autre solution à la grève que la réouverture des usines qui aura lieu le lundi 22 juin, à l'heure habituelle.

Elle comptait d'autant plus que cet appel serait entendu que l'attitude des ouvriers frontaliers belges était devenue incertaine. En effet, à la suite des déclarations faites par le secrétaire du syndicat socialiste textile de Mouscron, le Ministre de l'Industrie et du Travail de Belgique avait donné l'ordre de surseoir au paiement des secours qui devaient être accordés aux ouvriers belges considérés comme chômeurs involontaires. Mais une délégation de la Centrale des Ouvriers textiles de Belgique vint affirmer que ces déclarations avaient été faites par une personne n'ayant pas qualité pour parler au nom de la Centrale textile socialiste, que seul M. Josué Castelein représentait le syndicat socialiste de Mouscron et qu'il avait adhéré pleinement à la décision du gouvernement belge. La délégation ajouta que la Centrale des Ouvriers textiles belges respecterait les engagements pris.

Le 22 juin, les usines rouvrirent, mais les ouvriers ne s'y présentèrent pas. Des forces imposantes de police furent mobilisées aux postes frontières pour faciliter le passage des frontaliers. Ce fut inutile. Les autos-cars belges ne traversèrent pas la frontière et ceux qui étaient partis de France pour aller chercher

les ouvriers en Belgique revinrent à vide. A Roubaix-Tourcoing et dans les environs, de nombreux groupes se formèrent devant les usines, mais les ouvriers n'en franchirent pas les portes. La cause de cet échec est simple. Il est dû aux proclamations des syndicats ouvriers interdisant à leurs adhérents de reprendre le travail et surtout laissant entrevoir que les pourparlers au Ministère du Travail étaient en bonne voie et qu'un accord favorable à la classe ouvrière était imminent. Les grévistes, persuadés qu'une rentrée prématurée anéantirait leurs espoirs, s'abstinrent de répondre à l'appel du Consortium. Une réunion cégétiste eut lieu à Roubaix, dans la salle des fêtes, où MM. Dhont, Lefebvre et Vandeputte firent acclamer la nécessité d'une résistance acharnée et firent voter l'ordre du jour suivant :

Les grévistes de Roubaix et environs, réunis en la Salle des fêtes, rue de l'Hospice, le lundi 22 juin 1931,

Enregistrent avec satisfaction l'échec complet de la manœuvre du Consortium dans le but d'amener une reprise du travail. Malgré toute la pression exercée depuis plusieurs jours par les patrons sur les ouvriers de toutes les usines, aucune défection ne s'est produite dans les rangs des grévistes.

Au seuil de la sixième semaine de lutte, la grève est aussi générale qu'au premier jour et l'esprit de résistance des grévistes toujours aussi admirable.

Conscients de leurs droits et de la justesse de leur cause, les grévistes se déclarent résolus à continuer la grève.

Ils renouvellent leur absolue confiance aux délégués pour les entrevues qui pourraient avoir lieu ces jours prochains.

Se séparent aux cris de « Vive la grève ! » « Vive l'union des travailleurs ! ».

Après l'adoption de ces résolutions, le cortège habituel se déroula dans les rues de la ville, précédé d'une fanfare et brandissant de nombreuses pancartes de revendications. Le même jour, la grève du textile de Roubaix-Tourcoing fut évoquée à la Chambre des députés. Plusieurs demandes d'interpellations avaient été inscrites, mais après un court débat et malgré l'insistance de M. Salengro, député, maire de Lille, les interpellations furent renvoyées à la suite, sur la proposition du Gouvernement, par 309 voix contre 261. Il faut cependant mentionner que M. Lierman, député de Roubaix, fit un long exposé de la grève

en en rendant responsable la Commission intersyndicale patronale et les syndicats cégétistes (1).

Après dix semaines de grève, aucun résultat n'était acquis et rien ne laissait prévoir l'issue du conflit. Tous les efforts tentés en vue de la conciliation avaient échoué et les industriels indépendants devaient se borner à constater leur échec, tout en accusant les syndicats cégétistes d'avoir rendu leur tâche impossible par leurs prétentions exagérées et le fait qu'ils n'avaient pas communiqué leur proposition à leurs assemblées générales. Naturellement les délégués de ces syndicats répondirent sur le même ton, en niant ces assertions et en reprochant à la Commission intersyndicale patronale et au groupement des indépendants de n'avoir rien évité pour décevoir la classe ouvrière. Ils firent insérer dans la presse locale la communication suivante :

Le Consortium répète à satiété que « la suppression de la prime de présence ne doit avoir pour effet que de faire payer par les ouvriers eux-mêmes leurs propres cotisations aux assurances sociales ».

La vérité c'est que les ouvriers paient eux-mêmes leurs cotisations depuis l'application de la loi.

En septembre 1930, le Consortium lui-même a déclaré que la prime de présence ne pouvait être confondue avec les cotisations ouvrières pour les assurances sociales.

Il ajoutait que « la cotisation pour les assurances sociales est due et sera payée par les ouvriers d'une part et par les patrons d'autre part, selon la loi ».

Une autre vérité, c'est que, par l'accord passé sur la prime de présence l'année dernière, l'ouvrier pour y avoir droit devait accomplir une année de stage, après quoi la prime devait être incorporée dans le salaire et touchée en même temps que celui-ci.

En conséquence, le Consortium a beau ergoter, ses prétentions se traduisent par une diminution de salaires de 4 % environ.

C'est contre cela que les 120.000 travailleurs se sont élevés et c'est parce qu'ils sont forts du droit et de la juste cause qu'ils défendent que, lundi matin, ils ont déjoué la manœuvre du Consortium.

Le Consortium est, en outre, mal placé pour invoquer la perte des salaires que cause la grève aux ouvriers ; lui seul en est le responsable.

(1) Voir *Journal Officiel*, Débats parlementaires, du 24 juin 1931.

Pourquoi ne dit-il pas que la grève, qu'il a voulue, a fait perdre depuis le conflit, une somme considérable en chiffres d'affaires pour l'ensemble des industriels et sans compter les millions perdus en manœuvres de toutes sortes, représentant le produit de la prime de présence de plus de 40 années.

Le Consortium n'a pas le droit de s'apitoyer sur les sacrifices que doivent subir les grévistes en défendant leur droit à la vie et en résistant si courageusement et avec conscience contre la décision arbitraire d'un groupement patronal qui trouble à tout moment la vie de milliers de familles laborieuses de l'agglomération de Roubaix-Tourcoing et environs.

Les grévistes, persuadés que tous les honnêtes gens sont avec eux, ont confiance dans l'équitable solution qui doit intervenir dans le conflit avec des garanties pour leurs conditions de travail et d'existence dans l'avenir.

Nota. — Le Consortium faisant état d'une nouvelle diminution de salaires envisagée en Angleterre oublie de dire que les organisations ouvrières s'y opposent, de même qu'en parlant de la concurrence de Bradford, il dissimule encore une vérité, c'est que les salaires sont nominalement de beaucoup plus élevés que ceux en vigueur dans la région de Roubaix-Tourcoing.

Quelques exemples suffiront pour en faire la démonstration :

Un fileur travaillant à l'heure gagne de 6 fr. 75 à 8 fr. 32 et aux pièces 7 fr. 80 et 11 francs à l'heure.

Un rattacheur est payé à l'heure 4 fr. 16 à 5 fr. 72.

Un retordeur de laine peignée travaillant à l'heure gagne 8 fr. 84 et aux pièces 10 fr. 40 à l'heure.

Un tisseur travaillant aux pièces gagne de 6 fr. 76 à 7 fr. 80 à l'heure.

Un teinturier travaillant à l'heure gagne de 6 fr. 76 à 7 fr. 28 et aux pièces de 7 fr. 80 à 10 fr. 92 à l'heure.

Un apprêteur travaillant à l'heure gagne 6 fr. 24 à 6 fr. 76 et aux pièces de 7 fr. 28 à 10 francs à l'heure.

A l'ourdissage, une ouvrière gagne de 206 fr. 25 à 322 fr. 50 pour une semaine de 48 heures.

Ces démonstrations sont typiques. Nous pourrions les compléter par d'autres.

Cependant M. Landry, Ministre du Travail, entreprit des consultations auprès de personnalités compétentes et tenta une dernière démarche auprès de M. Ley, qu'il convoqua le 26 juin. Il indiqua au secrétaire de la Commission intersyndicale patronale que la suppression de la prime de présence pourrait être acceptée, à condition qu'elle fût compensée par une augmentation des salaires équivalente. Il serait ensuite possible de faire

adopter une diminution inférieure à l'augmentation qui aurait été donnée. M. Ley ne lui laissa aucun espoir.

Le Ministre, décidé à en finir, appela à nouveau les délégués patronaux et ouvriers pour le 30 juin, afin de « leur soumettre les propositions gouvernementales qu'il estimait de nature à amener un rapprochement des points de vue en présence et la reprise générale du travail ».

A la veille du jour de ces réunions et alors que la grève entrainait dans sa septième semaine, Son Eminence le Cardinal Liénart, évêque de Lille, faisait un vibrant appel en faveur de la conciliation. L'intervention du plus haut dignitaire catholique du département, qui jouit dans les milieux ouvriers d'une extraordinaire popularité due à sa grande valeur, à sa simplicité, à ses idées démocratiques et à l'amour qu'il a toujours manifesté au prolétariat, ne pouvait manquer de faire une profonde sensation aussi bien chez les ouvriers que chez les industriels. Il importe de remarquer que cet appel, reproduit ci-dessous *in extenso*, en soulignant l'idée de justice sociale et d'abolition de la lutte des classes, est absolument conforme à la dernière encyclique pontificale « *Quadragesimo anno* ».

APPEL DE SON EMINENCE LE CARDINAL LIÉNART AU SUJET DE LA GRÈVE DU TEXTILE

A la veille de notre Congrès eucharistique, tous nos diocésains comprendront que nous songions avec une tristesse indicible et une particulière sollicitude au douloureux conflit qui déchire depuis six semaines nos laborieuses cités de Roubaix-Tourcoing et environs.

Dans l'actuelle tension des esprits, nous sentons que toute parole risque d'être mal interprétée et nous nous en voudrions de dire un seul mot qui puisse envenimer le débat au lieu de l'apaiser.

Mais, voyant clairement les maux incalculables qui résulteraient pour les âmes et pour la paix sociale d'une solution de force d'où qu'elle vienne, nous voulons seulement rappeler à tous, à cette heure très grave, conformément à la doctrine de l'Eglise catholique, le devoir de rechercher sans se lasser une solution de conciliation et de loyal accord entre les parties. Aucun catholique, qu'il soit patron ou ouvrier, ne doit se laisser aller à préférer une autre méthode. Aucun ne doit croire à la faillite des procédés justes et charitables pour

régler les rapports entre les hommes, sur le terrain professionnel comme sur tous les autres.

Que tous en soient les irréductibles partisans, nous les y engageons de tout notre pouvoir. Car la justice ne réside pas seulement pour chacun dans la légitime défense de ses droits ; mais, puisqu'il s'agit d'un accord, elle réclame aussi que, de part et d'autre, on veuille tenir compte mutuellement des difficultés particulières à chacun. Que les patrons envisagent combien l'ouvrier a besoin de son salaire et que les ouvriers n'oublient point la gravité de la crise industrielle. C'est ainsi que l'esprit de charité, en nous faisant penser aux autres en même temps qu'à nous-mêmes, adoucit les rigueurs de la justice et la rend vraiment humaine et chrétienne.

Nous osons espérer que l'entrevue qui doit avoir lieu mardi, chez M. le Ministre du Travail, sera décisive et permettra la reprise très rapide du travail dans les usines.

Nous prions donc le Cœur de Jésus de bien vouloir en ces jours incliner les cœurs à la paix, de la faire renaître chez nous et de l'affermir de plus en plus pour la prospérité de notre région, pour le bonheur de nos foyers et pour le bien de toutes les âmes.

ACHILLE, CARDINAL LIÉNART,
Evêque de Lille.

Il est difficile de préciser l'influence que cet appel a eu sur l'issue du conflit, mais lui refuser toute utilité serait profondément méconnaître le rôle prépondérant que joue la religion catholique dans le département du Nord. S'il apparaît certain que M. Désiré Ley, d'ailleurs hostile à Son Eminence le Cardinal Liénart et qui a toujours réprouvé l'aide matérielle et morale que celui-ci a constamment apporté aux ouvriers dans la détresse et principalement pendant les périodes de grève, n'en a tenu aucun compte, il n'est pas exagéré d'affirmer que les Indépendants et les syndicats ouvriers n'aient été fortement ébranlés dans leur résistance par ces remontrances courtoises mais fermes. La reprise progressive du travail suivant de peu cette intervention ne doit pas être considérée comme une simple coïncidence.

LA TENTATIVE DE CONCILIATION DE M. PIERRE LAVAL

Le 30 juin, après une journée de pourparlers laborieux au Ministère du Travail, M. Landry ne parvint pas à concilier les thèses des parties en présence. De guerre lasse, il informa en

fin de journée M. Pierre Laval du résultat négatif de ses efforts. Le Président du Conseil décida de recevoir le soir même les délégués patronaux et ouvriers au Ministère de l'Intérieur. Après différentes entrevues qui durèrent plus d'une heure, M. Pierre Laval ne put obtenir de M. Désiré Ley la moindre concession ni l'acceptation de la proposition qui fut publiée dans un communiqué à la Presse :

Le Président du Conseil a convoqué séparément les délégués des Syndicats patronaux et ouvriers de Roubaix-Tourcoing, pour tenter de résoudre le conflit par une médiation. Il était assisté de MM. Landry et Langeron.

M. Pierre Laval a proposé aux diverses délégations une formule transactionnelle aux termes de laquelle la prime de présence étant supprimée, il était institué une indemnité compensatrice dont le taux, provisoirement fixé à 3 0/0 du salaire, aurait été abaissé à 1 0/0 à partir du 15 septembre prochain.

Cette proposition a été accueillie favorablement par les Syndicats libres. Les délégués des Syndicats confédérés se sont seulement engagés à la soumettre à leurs assemblées générales. La délégation patronale a déclaré s'en tenir à la suppression de la prime de présence.

Dans ces conditions, M. Laval n'a pu que constater l'impossibilité d'arriver à un accord.

Cette offre de suppression de la prime de présence moyennant une augmentation de 3 % du montant des salaires jusqu'au 15 septembre et de 1 % à partir de cette date avait déjà été faite par M. Leclercq-Dupire, industriel à Roubaix, dans une réunion des Indépendants et des délégués des syndicats ouvriers. Elle avait été repoussée.

L'annonce de l'insuccès de la proposition du Président du Conseil causa un vif désappointement aux masses ouvrières. Cette proposition, commentée favorablement par la grande majorité des travailleurs, reçut l'approbation des syndicats libres et fut à peu près unanimement considérée, le Consortium excepté, comme une base d'accord raisonnable.

Le 1^{er} juillet, la Commission intersyndicale patronale et les Commissions des syndicats libres commentèrent diversement les faits énoncés. Il est intéressant d'opposer au ton intransigeant

de la note patronale les termes modérés et conciliants de l'ordre du jour des syndicats libres :

La Commission intersyndicale patronale de l'Industrie textile de Roubaix-Tourcoing, réunie le 1^{er} juillet 1931, a pris connaissance de la situation. Elle a approuvé pleinement et à l'unanimité les déclarations faites par sa délégation, qui s'était rendue le 30 juin à l'invitation de M. le Ministre du Travail et de M. le Président du Conseil.

La Commission intersyndicale patronale croit que si les ouvriers n'ont pas repris le travail le 22 juin, comme ils y étaient invités, c'est qu'ils avaient été mal informés de la position actuelle de la grève, et que des nouveaux pourparlers leur avaient été annoncés pour cette semaine.

La Commission intersyndicale patronale croit devoir rappeler que ses pourparlers avec les syndicats ouvriers et les Pouvoirs publics, commencés le 14 avril, ne se sont terminés que le 30 juin. Successivement, et toujours avant la grève, la Commission intersyndicale patronale a accepté de reporter la diminution des salaires du 20 avril au 11 mai, puis au 18 mai, puis encore au 23 mai.

C'est à la demande du Gouvernement lui-même que la Commission intersyndicale patronale a supprimé la diminution de 10 0/0 annoncée sur les salaires, et qu'elle s'est contentée de la suppression de la prime de présence, suppression qui n'a pour effet que de faire supporter par les ouvriers leurs propres cotisations aux Assurances sociales, comme le veut la loi. C'est à cette suppression de la prime de présence que se limite la Commission intersyndicale patronale, comme condition de la reprise du travail.

Maintenant qu'il est définitivement prouvé qu'aucune nouvelle concession ne peut être faite par les patrons, et que les pourparlers sont clos, la Commission intersyndicale patronale espère que les ouvriers ne prolongeront pas inutilement une grève sans issue qui n'a que trop duré, et qui risque d'aggraver encore le chômage. Ce sont les centres concurrents français et étrangers, et eux seuls, qui bénéficient de la grève générale de Roubaix-Tourcoing.

Les Commissions des Syndicats libres, réunies le 1^{er} juillet 1931, après avoir entendu l'exposé des négociations tenues à Paris sous l'égide du Gouvernement, ont adopté l'ordre du jour suivant :

Les Syndicats libres, après avoir à maintes reprises sollicité les Pouvoirs publics de terminer le conflit en dégageant des discussions une formule de médiation, remercient M. le Ministre du Travail et M. le Président du Conseil d'avoir, dans l'entrevue du 30 juin, énoncé des propositions fermes tenant compte des divers points de vue en présence.

Déclarent se rallier entièrement à ces propositions qui avaient d'ailleurs, sous une forme équivalente, obtenu leur assentiment dans les assemblées générales du 20 juin.

Regrettent que la Commission intersyndicale patronale s'y soit opposée pour des raisons qui ne peuvent être purement économiques, puisque l'écart entre la proposition de M. Laval et celle du Consortium n'est que de 10/0 sur les salaires à la date du 15 septembre prochain, ce qui ne peut avoir de répercussions sensibles sur le prix de revient et sur l'évolution de la crise des affaires.

Formulent l'espoir qu'un examen plus approfondi amènera les parties intéressées à accepter la proposition gouvernementale, qui apparaît actuellement comme l'unique solution capable de terminer rapidement le conflit par un accord sauvegardant les intérêts et la dignité de tous.

LA CONVENTION COLLECTIVE DU 3 JUILLET 1931

Le 2 juillet, les syndicats cégétistes se rallièrent à la proposition du Président du Conseil, en indiquant qu'ils étaient prêts à signer des accords avec les industriels qui en accepteraient les conditions, « pourvu que des garanties fussent prises pour éviter, pendant un certain temps, le retour de **nouveaux conflits** ». Ils précisèrent que la grève continuerait chez tous les industriels **n'adhérant pas à cette proposition**.

Mais les syndicats unitaires refusèrent d'y adhérer et décidèrent de poursuivre la grève dans toutes les usines. Ils annoncèrent leur refus dans un communiqué violent où les syndicats socialistes et chrétiens n'étaient pas mieux traités que le Consortium.

De son côté, le Groupement interprofessionnel des Industriels indépendants se réunit pour examiner les clauses de « l'arbitrage de fait » de M. Pierre Laval. Cet organisme décida de **terminer le conflit** et signa avec les syndicats cégétistes et libres l'accord suivant :

Afin de mettre un terme au conflit existant dans la région de Roubaix-Tourcoing, Lannoy, Halluin et environs, les parties contractantes sont d'accord pour accepter les clauses de la médiation de M. Pierre Laval, président du Conseil des ministres, assisté de M. Landry, Ministre du Travail, proposées aux délégations patronales et ouvrières au cours de l'entrevue du 30 juin 1931, et qui consistent en la reprise du travail aux conditions suivantes :

Salaires. — La prime de présence qui avait été instaurée le 15 septembre 1930 étant supprimée, une prime de compensation de 3 0/0 des salaires est instituée jusqu'au 15 septembre, à partir du 16 septembre cette prime sera ramenée à 1 0/0 des salaires et intégrée dans ces salaires.

Garanties d'avenir. — 1° Principes : Les deux parties déclarent que leurs efforts mutuels doivent porter sur le développement de la puissance économique et industrielle de la région dans la paix sociale.

Elles s'engagent mutuellement afin d'éviter le plus possible de nouveaux conflits à utiliser dans l'avenir la procédure suivante :

2° Procédure : a) Si des faits nouveaux venaient à apparaître dans la situation économique, comportant des modifications dans les conditions générales de travail ou de salaires, l'une des deux parties pourrait demander la convocation d'une réunion afin d'examiner la situation et d'y apporter les modifications estimées nécessaires ;

b) Sauf accord, les négociations ne pourront prendre fin avant un mois compté à partir de la date de la demande de l'une des deux parties ;

c) A défaut d'accord après ce laps de temps, les parties contractantes s'engagent, dans un délai maximum de huit jours, à soumettre les points litigieux à l'examen d'une Commission composée en nombre égal de représentants patrons et ouvriers, et présidée par un tiers arbitre désigné par la Commission ou, à défaut, à un représentant de M. le Ministre du Travail ou de M. le Préfet du Nord ;

d) Le résultat des négociations sera soumis pour décision aux assemblées générales des organisations intéressées ;

e) En cas de non-acceptation des dites propositions par l'une ou l'autre des organisations intéressées, les offres faites ou consenties au cours des négociations seront considérées comme nulles et non avenues et chacun reprendra sa liberté.

f) Toute convention intervenue entre les contractants sera déposée au Secrétariat du Conseil des prud'hommes de Roubaix, Tourcoing, Lannoy, Halluin et environs, conformément au Code du travail, livre I^{er}, article 31 (convention collective du travail).

Durée du contrat. — La convention de procédure ci-dessus est réciproquement résiliable moyennant préavis de trois mois par lettre recommandée. Les parties en présence s'engagent réciproquement à ne pas user de cette faculté de résiliation avant le 31 mai 1932.

Ont signé :

Pour le Groupement interprofessionnel : A. WIART.

Pour les Syndicats cégétistes : Henri LEFEBVRE.

Pour les Syndicats libres : Louis BLAIN.

Après la signature de cet accord, le Groupement interprofessionnel des Indépendants prévint télégraphiquement M. Pierre Laval en lui transmettant ses remerciements.

Cet accord constitue un retour au contrat collectif qui n'existait plus dans l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing et des environs depuis dix ans. En effet, le dernier contrat collectif datait du 6 juin 1919. Il avait été rendu nécessaire pour permettre le rajustement des salaires et des conditions du travail après la libération des territoires envahis. Il prévoyait notamment l'application de la semaine de quarante-huit heures et du salaire moyen. Cette convention collective a été résiliée par la Commission intersyndicale patronale à la suite de la grève générale qui éclata le 16 août 1921 et qui dura quatre-vingt jours. C'est depuis cette grève que la Commission intersyndicale patronale a rompu toutes relations avec les syndicats ouvriers, relations qui ne furent reprises qu'au début du conflit de 1931.

Le contrat collectif du 3 juillet 1931 est une étape franchie dans la voie de la conciliation et d'une organisation du travail et des salaires grâce aux concessions réciproques. Il permet d'augurer une longue période de calme et de bonne entente si les signataires veulent bien ne pas se laisser entraîner à des exigences incompatibles avec l'exploitation rationnelle des entreprises et avec les besoins normaux des travailleurs. Il constitue pour l'ouvrier un attrait de plus à faire partie d'un syndicat et il permet d'espérer, par la suppression des décisions unilatérales, dans certaines usines tout au moins, contre lesquelles les ouvriers ont toujours protesté, une atténuation de cette lutte des classes qui n'a cessé de se développer depuis la fin de la guerre.

M. Désiré Ley n'a pas considéré cet accord d'une façon aussi favorable et il le commente sévèrement dans une de ses « notes confidentielles » adressée à ses adhérents et qu'il convient de reproduire intégralement :

N° 223

NOTE CONFIDENTIELLE

Le 8 juillet 1931.

*A propos du contrat collectif signé par les patrons dissidents
le 3 juillet 1931*

Il nous faut rappeler ce qu'est un contrat collectif et ce qu'il amène dans un centre comme le nôtre. Les patrons syndiqués en ont fait l'expérience en 1919 et en 1920. C'est tous les

jours que les syndicats ouvriers tentaient de nouvelles intrusions dans l'intérieur des usines ; c'est plusieurs fois par jour qu'ils réclamaient des augmentations ou des changements et qu'ils mettaient les ouvriers en grève.

Malgré les précautions prises, du 6 juin 1919 au 31 décembre 1920, l'application des contrats collectifs a amené 1.800 conflits à Roubaix-Tourcoing ; les uns graves et de longue durée, les autres limités à des grèves de bras-croisés, à des arrêts d'une demi-journée ou d'une journée, d'une semaine, voire de trois mois.

Les syndicats ouvriers tenaient bureau ouvert de réclamations ; les permanences étaient établies entre les heures de travail. Quiconque avait quelque chose à demander ou à réclamer sur les salaires, les contremaîtres, les métiers, les heures d'entrée et de sortie, le casse-croûte, les ouvriers non syndiqués, etc., se présentait au bureau des syndicats. C'était chaque fois une réclamation de ceux-ci adressée au Secrétariat patronal ; c'était chaque fois une mise en accusation des patrons désignés, c'était chaque fois une diminution de l'autorité patronale. C'était aussi un embrigadement presque total des ouvriers dans les syndicats ; c'était la domination de ceux-ci s'exerçant en tout et partout.

Il a fallu rompre, dénoncer officiellement les contrats. Et la situation a été redressée.

*
**

Ce que les patrons dissidents viennent d'accepter est plus dangereux encore que ce qui avait été accepté en 1919-1920. D'abord, la Commission intersyndicale n'avait pas accepté une limitation de durée ; le contrat était résiliable à tout moment, avec simple préavis de deux mois. Les dissidents viennent de se lier jusqu'au 31 mai 1932.

En 1919-1920, la Commission intersyndicale avait fait signer par les syndicats ouvriers la déclaration suivante : « Aucune tentative d'intrusion dans la direction, l'administration et la gestion des usines ne sera faite de la part des syndicats ouvriers. » Dans leur déclaration du 5 juillet, les syndicats libres ont précisé que l'accord intervenu, s'il constitue une procédure destinée à prévenir les conflits (et dans quelles conditions !), réglera aussi toutes les questions concernant les conditions de travail et les salaires.

On sait ce que cela veut dire. Déjà, les ouvriers des usines dissidentes sont convoqués dans les syndicats ; on leur dit et on leur fait admettre facilement qu'il leur appartient maintenant d'être tous syndiqués. Certes, et momentanément, on laisse le choix du syndicat, à condition qu'on appartienne à l'un ou à l'autre. Mais les ouvriers ne résistent pas à des sollicitations comme celle-ci : « Votre patron a signé avec nous, il faut que vous soyez avec nous et chez nous. »

*
**

On annonce officiellement, et cela est effectivement pratiqué, que les ouvriers des usines dissidentes doivent être mis en possession d'un coupe-file ! Imagine-t-on tout ce que ce mot

veut dire ? Des individus s'arrogent le droit de donner des permis de circulation, des permis de travail ! Et ils sont délivrés au bénéfice d'industriels dont les noms sont publiés et affichés (1). Les meneurs donnent maintenant une preuve d'organisation et d'autorité dictatoriale dont on ne peut encore soupçonner toutes les conséquences. Que le patronat fût divisé, cela était déjà regrettable et dangereux à tous points de vue. Mais que les accords signés aient donné lieu à une délivrance de « permis de travail », cela mène tout droit aux pires abus..



Et nous n'en parlons qu'au point de vue général. Que dire de la situation à l'intérieur de chaque usine dissidente, et que penser des conditions dans lesquelles le travail pourra s'y effectuer ? Dépendant des syndicats ouvriers, isolés dans la masse, ne pouvant plus résister aux demandes et aux réclamations qui leur seront adressées, comment réagiront les patrons dissidents ? Ils connaîtront ce que la Commission intersyndicale leur avait épargné pendant douze ans : Comités d'usines, délégations permanentes, intrusion à tout instant dans la direction et dans l'administration intérieures, freinage de la production, augmentation des salaires, mises à l'index des ouvriers non syndiqués et du personnel de maîtrise qui ne plaira pas ou qui fera des observations, désorganisation totale et complète à l'intérieur des établissements.

C'est à grand renfort de sacrifices pécuniaires — qui se sont chiffrés par dizaines de millions — que les patrons syndiqués ont pu éviter tout cela, qu'ils ont pu résister aux grèves, qu'ils ont pu les raréfier.



Qu'ils le veuillent ou non, les dissidents ont donc constitué un Groupement d'opposition à la Commission intersyndicale patronale. Que cela n'ait pas été dans leur pensée première, soit. Mais l'opinion est faite à ce sujet, et la position est prise.

D'ailleurs il est de notoriété publique que des dissidents interviennent directement auprès des autres patrons pour les faire adhérer au contrat collectif. Des démarches sont faites, par visites et par téléphone, dans lesquelles on se sert d'argu-

(1) Les tracts rédigés en français et en flamand, donnant les noms des dissidents qui ont traité avec le Comité de grève, portent la mention suivante, imprimée en caractères gras :

« Le travail sera repris dans ces usines lundi 6 juillet. Seuls auront l'autorisation de se rendre au travail les ouvriers et ouvrières munis d'un coupe-fil (*sic*). Ce coupe-fil sera délivré sur une attestation patronale ayant signé l'accord.

« Pour tous les autres travailleurs, la grève continue.

« (Signé) : *Le Comité Intersyndical de grève*
C. G. T., Roubaix. »

ments variés. C'est ainsi qu'on a lu aujourd'hui, dans un communiqué officiel des dissidents : « ...qu'un grand magasin de Paris a relevé les noms des industriels ayant souscrit la convention pour leur réserver de préférence ses ordres » (!)

*
**

Mais, pour revenir au contrat collectif, le patronat se trouvait du moins, en 1919-1920, devant une seule organisation ouvrière qui obéissait malgré tout à une direction unique.

Les signataires du contrat collectif se trouvent aujourd'hui devant trois syndicats : socialiste, chrétien et communiste. Tout succès obtenu par l'un d'entre eux nécessitera des succès plus importants pour les autres. Les comités d'usines seront triples, et leur front unique, lorsqu'il se réalisera, ne pourra l'être que sur les bases du plus exigeant. Les Commissions mixtes seront successivement composées des mêmes patrons, et de délégués de syndicats différents, pour examiner les mêmes revendications !

Un arrangement obtenu avec un syndicat ne le sera pas avec l'autre, ne serait-ce que parce qu'ils siégeront successivement. Et nous ne parlons pas de l'embauchage et du débauchage qui, en fait, seront sous le contrôle des syndicats ouvriers des trois tendances.

*
**

Et que dire aussi des patrons qui se mettront en vedette en siégeant dans les Commissions mixtes ? Ils trouveront devant eux des professionnels, ne travaillant pas en usine, et dont la place ne pourra être maintenue que s'ils donnent des satisfactions toujours renouvelées à leurs commettants. Quant aux patrons eux-mêmes, c'est nommément et personnellement qu'ils seront désignés à la vindicte publique s'ils font obstacle aux exigences des meneurs. De deux choses l'une : ou bien ils seront soucieux d'éviter personnellement des représailles, et ils jugeront de haut les conflits qui seront portés devant eux, en sacrifiant consciemment ou non les intérêts des patrons en cause, ou bien ils voudront défendre les intérêts qui leur sont confiés par les patrons, et ils seront victimes rapidement des positions qu'ils auront prises (1).

Ces patrons, lorsqu'ils auront donné satisfaction aux syndicats ouvriers, verront du moins leurs décisions respectées par les autres patrons. Mais l'expérience du contrat collectif nous démontre amplement qu'il n'en sera pas de même avec les meneurs. Ceux-ci se rendront peut-être quelquefois aux raisons patronales ; ils se contenteront de déclarer ensuite qu'ils n'ont pas été suivis par les ouvriers. C'est mille fois que nous avons vu ce cas c'est mille fois que les patrons dissidents le verront.

Et ils sont liés jusqu'au 31 mai 1932...

(1) Tous les patrons qui étaient délégués aux Commissions paritaires en 1919-1920 ont été victimes de grèves de représailles, sans exception.

*
**

Pendant douze ans, les patrons syndiqués ont lutté contre tout cela. Certes l'épreuve actuelle est pénible, et elle comporte, pour un temps, un certain nombre de sacrifices qui ne le sont pas moins. Cependant, ceux qui résisteront verront ces sacrifices récompensés. Alors que les conditions économiques vont devenir de plus en plus dures, ce seront les industriels qui auront conservé leur autorité et qui seront restés groupés qui surmonteront le mieux les difficultés.

Les positions sont prises, et elles sont nettes. D'un côté, un certain nombre de patrons se sont liés avec les syndicats ouvriers, ont signé avec eux un contrat, et ce contrat contient en puissance tous les dangers que nous venons d'énumérer. C'est chez ces industriels que les syndicats ouvriers exerceront leur activité ; c'est sur les ouvriers de ces industriels que les syndicats industriels exerceront leur influence ; ce sont ces industriels qui n'auront désormais chez eux que des ouvriers syndiqués et embrigadés.

De l'autre côté, il y aura les patrons qui seront restés libres, sans engagements et sans entraves, et sans danger d'intrusion dans leurs usines. A quelque chose malheur est bon : si tous les patrons ont vécu pendant douze ans à l'ombre de l'organisation patronale, on connaît maintenant ceux qui n'en font pas partie, qui sont isolés, qui ne peuvent plus compter sur la solidarité des autres, qui ne peuvent pas résister à une grève, et qui, par conséquent, sont dans l'obligation de passer par tout ce que les syndicats ouvriers voudront.

N'est-il pas vrai que ce seront les industriels syndiqués qui resteront indépendants ? Cette indépendance profitera à leurs ouvriers, car ceux-ci ne se feront pas faute de se réclamer, vis-à-vis de leurs syndicats, de la liberté qu'aura conservée leur patron.

Il y aura, désormais, à Roubaix-Tourcoing, ce qui existe depuis longtemps aux Etats-Unis : des ateliers « ouverts » et des ateliers « fermés » (1). Mais, à la différence de ce qui se passe en Amérique, ce sont les usines syndiquées de Roubaix-Tourcoing qui seront « ouvertes », et ce seront les usines dissidentes qui seront « fermées ».

La fin de la grève obtenue aux conditions patronales, sans contrat collectif comme celui dont nous parlons, et sans abandon d'autorité légitime, est le seul moyen de sauvegarder l'avenir. »

(1) Atelier ouvert : celui dans lequel peuvent travailler tous les ouvriers, syndiqués ou non, et dans lequel aucun contrat collectif n'est en application.

Atelier fermé : celui dans lequel le patron ne peut employer que des ouvriers syndiqués, et dans lequel un contrat collectif régleme les conditions d'embauchage, de débauchage, de travail et de salaires.

Il serait vain d'épiloguer sur la grève générale de 1921, vieille de plus de dix années. Mais ce qu'il faut souligner, c'est que la politique intransigeante et dictatoriale suivie par le Consortium depuis cette époque ne lui permet pas, évidemment, de souscrire à un contrat collectif. Faut-il admettre pour cela que les raisons invoquées par M. Désiré Ley sont indiscutables ? Non, le contrat collectif est vain lorsque l'une des parties oppose à son fonctionnement une obstruction absolue et systématique. Appliqué intelligemment, il donne les meilleurs résultats et la liste est longue des industries où il fonctionne à la satisfaction de tous, aussi bien en France qu'à l'étranger, et particulièrement en Belgique et en Allemagne.

Il n'est pas nécessaire d'aller chercher bien loin un exemple. Les dirigeants des syndicats d'ouvriers mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, qui tous sont cégétistes, ont avec les dirigeants des houillères les relations les plus cordiales ; une confiance réciproque anime les uns et les autres et son influence sur le travail n'est pas négligeable.

Si M. Désiré Ley garde un si mauvais souvenir du contrat collectif, cent vingt industriels du textile de Roubaix-Tourcoing, groupant plus de 25.000 ouvriers, n'ont pas partagé son sentiment et il serait puéril de leur reprocher d'avoir méconnu leurs propres intérêts. Ils ont signé ce contrat librement, ils ne l'auraient pas fait s'ils ne l'avaient estimé avantageux. Enfin, le Consortium n'est pas tout à fait logique avec les faits lorsqu'il reproche au contrat collectif d'être une source de discordes. En effet, depuis la dénonciation du contrat collectif du 6 juin 1919, les grèves ont succédé aux grèves dans l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing et aucun centre industriel de France ne peut se reprocher d'avoir connu dans le même laps de temps autant de difficultés sociales. Voici la liste des plus importants de ces conflits : Grève générale de Roubaix 1921 (80 jours), Grève Sion (3 mois), Grève générale d'Halluin 1928 (7 mois), Grève des tapisseurs (un an), Grève des trieurs de déchets, Grève des filatures de laines mixtes, Conflits de 1929

pour le remaniement des salaires, Grève générale de 1930 (6 semaines), Grève générale de 1931 (10 semaines).

Ces résultats ne sont pas très encourageants et il semble qu'un effort aurait dû être tenté pour diminuer les conflits. Le contrat collectif s'offrait au Consortium. Il l'a repoussé. Peut-être le regrettera-t-il !

LA REPRISE DU TRAVAIL CHEZ LES INDÉPENDANTS

Il avait été décidé d'un commun accord que le travail serait repris, chez les industriels indépendants adhérant à la proposition Laval, le 6 juillet. Cependant, quelques centaines d'ouvriers rentrèrent dès le 3^e juillet. Ce ne fut pas sans provoquer quelques incidents, notamment à Wattrelos. M. Leclercq-Motte, administrateur des Etablissements Leclercq-Dupire, avait convoqué ses ouvriers le 2 juillet, pour leur annoncer qu'il se ralliait à la proposition Laval en les engageant à reprendre le travail dès le lendemain. Les syndicats ouvriers libres avaient autorisé la reprise du travail et, le 3 juillet, 800 ouvriers se présentèrent. Mais les syndicats cégétistes intervinrent, sous prétexte que les Etablissements Leclercq-Dupire n'avaient pas signé l'accord, que les syndicats libres avaient eu tort d'autoriser la reprise du travail avant que satisfaction leur soit donnée et les engagèrent à quitter l'usine. Après bien des hésitations, les ouvriers cessèrent le travail. Ils devaient le reprendre trois jours après.

Le lundi 6 juillet, un peu plus de quatorze mille ouvriers réintégrèrent les usines des patrons indépendants. En ce qui concerne celles du Consortium, le mot d'ordre des syndicats ouvriers était : Continuation de la grève dans les manufactures qui appliquent les décisions de la Commission intersyndicale patronale. Le chiffre des rentrées était faible, si on le compare au nombre des grévistes, qui approchait 128.000. Cependant, il faut tenir compte que quelques usines n'avaient pu remettre en état leurs locaux pour cette date et que la plupart des frontaliers belges restèrent chez eux encore ce jour-là. Ils attendirent, en effet, la distribution des cartes autorisant la reprise du travail à ceux d'entre

eux qui appartenaient à des usines ayant signé le contrat collectif. Ces cartes, qui furent délivrées par les Centrales belges, étaient ainsi rédigées : « *Le porteur de la présente carte travaille dans une usine où l'accord s'est fait entre organisations patronale et ouvrières.* »

Le lendemain, de nouvelles rentrées se produisirent, portant leur nombre à plus de 20.000. Elles eurent lieu surtout à Roubaix, Tourcoing, Wattrelos, Lys, Leers, Willems, Mouvaux, etc... Cependant, la grève restait totale dans quelques communes, et notamment à Halluin. Les ouvriers belges traversèrent la frontière en plus grand nombre. Mais le fait saillant de cette journée fut les *rentrées constatées dans les usines du Consortium aux conditions prescrites par cet organisme*. Il y en eut 225 à Roubaix et 700 à Tourcoing.

Le 8 juillet, 27.000 ouvriers avaient repris le travail. A partir de cette date, la Commission intersyndicale patronale fit tous les jours insérer dans la presse une note indiquant le nombre des ouvriers qui avaient repris le travail dans les usines syndiquées. Cette méthode était évidemment habile, les ouvriers encore en grève constatant chaque jour la diminution de leurs effectifs et les syndicats ouvriers restant impuissants à faire respecter pratiquement l'ordre de grève, le retour au travail normal n'était plus qu'une question de jours. La lassitude et le dénuement des grévistes devaient précipiter le mouvement. Voici une des notes publiées par le Consortium, celle du 8 juillet :

Dans les usines syndiquées, il y a eu, dans la matinée du mercredi 8 juillet, 2.600 rentrées. Avec les rentrées précédentes, on obtient un total de 9.200 personnes au travail. Ces chiffres sont en concordance avec ceux relevés par les services officiels.

Dans quelques usines syndiquées, les grévistes ont envoyé une délégation pour demander si les patrons accepteraient que la suppression de la prime de présence soit compensée par une augmentation des salaires, qui pourrait être suivie d'une diminution à une date plus rapprochée que le 15 septembre.

Sur réponse négative des patrons, qui ont répété que la suppression de la prime de présence devait être acceptée purement et simplement, les délégués ont répondu que cette certitude leur était nécessaire et que leurs camarades reprendraient le travail très prochainement.

Les grévistes finirent par se convaincre peu à peu que la Commission intersyndicale patronale ne céderait pas. D'autre part, ils n'étaient plus soutenus par l'espoir d'une nouvelle intervention des Pouvoirs publics. Seuls les appels vibrants de leurs syndicats, et particulièrement des syndicats cégétistes, les incitèrent à résister encore deux semaines. Le 10 juillet, les ouvriers en grève affiliés à la C. G. T. votèrent l'ordre du jour suivant :

Les grévistes confédérés du textile de Roubaix et environs, réunis le vendredi 10 juillet, salle des fêtes, rue de l'Hospice, à Roubaix ;

Se déclarent résolus plus que jamais à continuer la grève dans toutes les usines du Consortium ainsi que dans celles où aucun accord n'est intervenu jusqu'à ce jour entre organisations patronales et ouvrières ;

Invitent tous les grévistes à ne pas se laisser prendre aux manœuvres que le Consortium emploiera pendant les jours de fête du 14 juillet pour tenter d'amener quelques reprises dans les usines du Consortium ;

S'élèvent contre les commentaires fantaisistes auxquels se livre M. Ley à propos du contrat collectif, dans une circulaire « confidentielle » aux patrons affiliés au Consortium, circulaire qui dénature les faits, tant présents que passés ;

Rappellent à tous les travailleurs qu'ils doivent également se méfier des agissements de certains individus qui, en essayant d'entraver la rentrée dans les usines où l'accord a été signé, font le jeu du Consortium.

Lèvent la séance aux cris de : « Vive la grève contre le Consortium ! »

La Commission intersyndicale patronale avait prévu la reprise générale du travail pour le 15 juillet. Cette prévision fut légèrement prématurée. A cette date, si 1.802 rentrées nouvelles furent constatées dans les usines du Consortium, 14.822 ouvriers seulement sur 100.000 environ avaient cessé la grève.

Le 17 juillet, les dirigeants des syndicats belges déclarèrent à Bruxelles au délégué du Ministre du Travail qu'ils avaient entrepris une action en vue de provoquer la rentrée de la main-d'œuvre belge dans les usines textiles du Nord de la France, conformément aux engagements souscrits vis-à-vis du gouvernement. Ils ajoutèrent que cette reprise n'avait pas jusqu'à ce jour été exempte de difficultés, ni de dangers, mais que la constatation des rentrées aussi bien dans les usines des Indépendants

que dans celles du Consortium leur permettrait d'espérer la cessation du chômage parmi leurs adhérents. Le délégué du Ministre les encouragea vivement et décida de les réunir à nouveau le 23 juillet, pour examiner les résultats obtenus.

Dès qu'ils apprirent cette nouvelle, les syndicats cégétistes publièrent un appel aux ouvriers belges en faveur de la continuation de la grève, cependant que les syndicats libres protestaient auprès de M. Pierre Laval, Président du Conseil, en ces termes :

La presse de ce jour publie une dépêche de l'Agence Havas annonçant qu'à Bruxelles, « le délégué du ministre a vivement insisté pour que le mouvement de reprise fût encouragé et généralisé dans le plus bref délai possible par tous les moyens dont disposent les organisations ouvrières ».

Nous avons peine à croire, Monsieur le Président, que cette nouvelle soit exacte. Si pourtant, elle était vraie, les Syndicats libres de Roubaix-Tourcoing devraient protester énergiquement auprès de vous contre l'intervention du Gouvernement belge dans le conflit textile de notre région et contre la pression faite pour ramener au travail les ouvriers belges.

Les conditions de vie sont très différentes en France et en Belgique et, d'autre part, les organisations ouvrières françaises ont fait preuve d'esprit d'entente en acceptant votre médiation.

Des raisons aussi graves devraient être respectées par les organisations ouvrières belges, et si le Gouvernement belge, passant outre à de telles considérations, intervenait dans notre conflit dans le sens qui a été annoncé, nous n'hésiterions pas à déclarer que ce fait devrait être considéré comme un véritable abus.

C'est aux organisations ouvrières françaises qu'il appartient d'abord de défendre les intérêts ouvriers généraux en France, ainsi que de prendre toutes décisions utiles selon les circonstances.

Nous tenons autant que quiconque à une fin rapide et honorable du conflit, mais il serait inadmissible que cette fin fût provoquée par une pression extérieure.

Veuillez agréer, etc...

La rentrée des ouvriers belges donna lieu à de violents incidents, en Belgique même, où des auto-cars transportant des frontaliers furent attaqués et lapidés, particulièrement à Menin. Des ouvriers qui rentraient furent pris à parti par les grévistes, la gendarmerie dut intervenir et charger les manifestants. Les blessés furent nombreux, mais ces troubles ne se renouvelèrent heureusement pas.

LA FIN DE LA GRÈVE

Le 20 juillet, 46.000 ouvriers avaient repris le travail ; le 21, ils étaient 62.000, c'est-à-dire à peu près la moitié des effectifs globaux, se répartissant comme suit : « A Roubaix, 27.229 ouvriers au travail sur 42.000 ; à Tourcoing, 23.000 sur 47.000 ; Croix, 850 sur 2.279 ; Wasquehal, 1.300 sur 1.550 ; Wattrelos, 5.500 sur 9.700 ; Hem, 770 sur 1.188 ; Willems, 202 sur 310 ; Flers, 100 sur 100 ; Lys, 820 sur 2.900 ; Leers, 550 sur 1.301 ; Mouvaux, 450 sur 826 ; Comines, 445 sur 2.075 ; Wervicq, 162 sur 2.412 ; Linselles, 60 sur 1.700 ; Lannoy, 60 sur 1.526 ; Roneq, 440 sur 1.420.

Seul Halluin n'avait encore enregistré aucune rentrée.

La Commission intersyndicale patronale, pour frapper les esprits, ne se contenta plus de publier les chiffres des ouvriers ayant repris le travail, elle communiqua encore les noms des usines ayant enregistré le plus de rentrées. Voici d'ailleurs un exemple de ces communications :

Le mardi 21 juillet, et à 10 heures du matin, il a été relevé dans les usines syndiquées, 11.200 rentrées nouvelles. Avec les rentrées précédentes, on obtenait un total de 42.027 personnes au travail. Il n'a pas été possible de relever les nombreuses rentrées qui ont eu lieu dans l'après-midi.

On notait particulièrement les chiffres suivants : Charles Tiberghien, 1.395 présents ; Tissage du Caire, 64 ; Mathon et Dubrulle, 460 ; P. et C. Toulemonde, 545 ; Tiberghien Frères, 2.300 ; Motte-Bossut (Velours), au complet ; G.-W. Richardson, 288 ; Charles Huet, 70 ; Raux et Rousseau, au complet ; Valentin-Roussel, à Tourcoing, 87 ; Alphonse Pollet (Bradford), 40 ; Alphonse Vernier, 61 ; Dubar-Delespaul, 150 ; Toulemonde-Destombe, 170 ; Tissus du Nord, 50.

Motte-Dewarin, 600 ; François Masurel Frères, 3.000 ; Cauliez et Delaoutre, 1.198¹ ; Fouen (Filature), 50 ; Lepers-Duduve, 175 ; Filature Saint-Liévin, 40 ; Haefely, 50 ; Vandenberghe-Desurmont, 90 ; Dubois et Fils, 45 ; Amaurisse et Tassaix, 20 ; Motte-Bossut (Laines), 65 ; F. et L. Delmasure, 325 ; Henri Lesur, 60 ; La Lainière de Roubaix, 1.805 Teinturerie Gavdet, 310.

Paul Sion et Fils, 81 ; Dazin-Motte, 206 ; Desurmont et C^o, 500 ; Cotonnière de Croix, 70 ; Alphonse Pollet (Lafayette), 115 ; Motte-Bossut (Coton), 239 ; Cotonnière du Touquet, 143 ; Etienne Motte et C^o, 180 ; Ch. et F. Flipo, 145 ; Albert Masurel et C^o, 113 ; P. et H. Leurent, 210 ; Cotonnière de l'Epine, 75 ; Mul-

liez Frères, 30 ; Cavrois-Mahieu (Carpeaux), 115 ; Cavrois-Mahieu (Chanzy), 50 ; Caulliez frères, 240 ; Germain Motte, 60 ; Filature de Beaumont, 100.

Peignage Floris, 301 ; Peignage Amédée Prouvost, 1.754 ; Peignage et Lavage des Francs, 224 ; Peignage Malard, 450 ; Peignage de Tourcoing, 365.

Le personnel a repris le travail au complet dans les fabriques de tapis suivantes : Lorthiois-Leurent et Fils ; Jules Flipo ; Léon Monnier ; Moulin-Pipart ; Emile Parmentier ; Herbaux et Joinville Herbaux ; Félix Masurel, Manufacture Française de Tapis et Couvertures de Tourcoing.

Devant ces précisions, les démentis des syndicats cégétistes devinrent moins assurés et les injonctions en faveur de la continuation de la grève contre le Consortium se firent moins pressantes. La grève « mourut » ainsi peu à peu.

Le 24 juillet, 111.740 ouvriers avaient repris le travail. Les usines étaient au complet à peu près partout, sauf à Halluin et aux environs. Un accord intervint ce jour entre M. Désiré Ley, président des Unions patronales d'Halluin, de Wervicq et de Comines, et les syndicats chrétiens belges et français de la région Halluin-Chemin. Cet accord, qui n'intéresse pas le Consortium, est le seul qui ait été signé par M. Ley. Il ne constitue pas un contrat collectif puisque son principal but est de fixer au 28 juillet la rentrée des ouvriers chrétiens et de convenir que les relations intersyndicales existant avant la grève continueront comme par le passé, mais sans prévoir en aucune façon l'institution des Commissions mixtes chargées de la solution des conflits. Voici, d'ailleurs, le texte de cet accord reproduit intégralement :

Une entrevue a eu lieu le 24 juillet 1931 entre MM. Verheecke et Bossuy, représentants de la Centrale textile des ouvriers chrétiens de Belgique, les délégués régulièrement mandatés des Syndicats chrétiens français d'Halluin, de Wervicq, de Comines, de Bousbecque et des Syndicats chrétiens belges de Comines, de Wervicq, de Menin et de Gheluwe, d'une part, et MM. Ley, président des Unions patronales d'Halluin, de Wervicq et de Comines ; Delvoye et Maréchal, directeurs de ces Unions, d'autre part.

Il a été convenu entre les parties que les relations intersyndicales existant avant la grève générale continueront comme par le passé dans le même esprit de loyauté, de collaboration, et de respect mutuel des droits et de la dignité de chacun.

Comme par le passé, les représentants des Syndicats chré-

tiens pourront traiter directement avec les Unions patronales pour tout ce qui concerne les intérêts de leurs adhérents, et de tous les ouvriers en général.

Comme par le passé, les questions posées aux Unions patronales seront étudiées avec bienveillance et avec le souci formel d'y apporter des solutions compatibles avec les intérêts ouvriers et les possibilités industrielles.

Cette déclaration, faite de bonne foi par les deux parties, celles-ci conviennent que la réouverture des usines aura lieu le mardi 28 juillet, à l'heure habituelle.

La question de la suppression de la prime de présence, acceptée par les délégués des syndicats chrétiens le 21 mai, trois jours après la déclaration du conflit, n'avait pas à être posée de nouveau. Il est cependant rappelé qu'à cette date les délégués des Syndicats chrétiens avaient accepté la suppression de la prime de présence comme un pis-aller, tout en réservant complètement leurs droits pour l'avenir. Ceci dit, il a été convenu que la reprise du travail, décidée pour le 28 juillet, ne sous-entend pas la suppression du droit toujours revendiqué par les délégués ouvriers d'étudier avec les Unions patronales, chaque fois que cela sera nécessaire, toutes les améliorations possibles dans les conditions de travail et de salaires.

A la demande des délégués des Syndicats chrétiens, il a été convenu exceptionnellement que les allocations familiales seront payées aux ayants-droit pour les jours travaillés pendant le mois de juillet.

Ont signé :

Pour les Unions patronales :
D. LEY.

Pour les Syndicats chrétiens :
VERHEECKE.

Les syndicats libres de Roubaix-Tourcoing sont restés complètement étrangers à cet accord. Les syndicats chrétiens d'Halluin, qui pour des raisons de commodité sont assurés contre les risques de grève aux caisses de la Centrale Chrétienne belge du textile se considérèrent dans le conflit comme solidaires de ce groupement. Il ne restait plus en grève que les unitaires d'Halluin.

Ceux-ci, après avoir flétri l'attitude des chefs réformistes et chrétiens et soutenu que « l'acceptation des propositions de M. Laval avait été le coup de poignard porté au mouvement », décidèrent de reprendre le travail en bloc le 29 juillet. C'était la fin d'un conflit douloureux qui avait duré dix semaines. Le départ des gardes-mobiles, dès la fin du mois de juillet, confirma que le calme était revenu et que le travail renaissait dans le textile.

LE BILAN DE LA GRÈVE

La grève de 1931 plongeait dans la plus douloureuse détresse des milliers de familles ouvrières. Les victimes ne se plaignirent pas et supportèrent stoïquement un sort lamentable, ce qui fait que le public resta à peu près dans l'ignorance de la réalité des souffrances subies. Il faudrait citer des exemples par centaines pour illustrer la triste infortune qui régna dans les foyers ouvriers pendant ces dix semaines et particulièrement chez les familles nombreuses. Il suffira de préciser que si les ouvriers ont repris le travail dans les usines du Consortium sans avoir obtenu un accord, c'est qu'il ne leur était plus possible de subsister. Ils sont rentrés poussés par la famine. Un conflit terminé dans de semblables conditions est lourd de menaces pour l'avenir et ne permet pas d'augurer une paix sociale bien longue.

Pour les usines du Consortium, la grève générale a coûté aux ouvriers 180 millions de francs en salaires non payés et 7 millions 400.000 francs en allocations familiales. Comme ce syndicat patronal englobe approximativement les 4/5^e des ouvriers du textile de Roubaix-Tourcoing et environs, les salaires perdus pour tous les ouvriers peuvent être estimés à 225 millions et les allocations familiales à 9 millions, soit au total 234 millions.

Quels sont les éléments qui ont permis aux ouvriers de vivre pendant le conflit ? L'ouvrier, à Roubaix-Tourcoing, comme ailleurs, n'a, en général, que son salaire pour toutes ressources. Le cas des ménages de commerçants où le mari va à l'usine pour augmenter ses revenus est rare dans la région. Les commerces suffisent habituellement aux besoins d'une famille normale et les très petits commerces n'existent pas. D'autre part, l'ouvrier du Nord, sauf des cas tout à fait exceptionnels, ne possède pas, comme beaucoup d'ouvriers du textile des Vosges, par exemple, des terres cultivables autrement que sous forme de jardinets pour ceux habitant les faubourgs ou la campagne. De sorte que lorsque l'ouvrier chôme ou est en grève, il ne peut, dans le Nord, compter que sur son épargne et sur les secours qui lui sont alloués.

Malheureusement, au mois de mai 1931, un an ne s'était pas écoulé depuis la grève de 1930, qui dura six semaines, et non seulement beaucoup d'ouvriers n'avaient plus d'économies, mais un grand nombre n'avait pas entièrement payé les dettes occasionnées par ce précédent conflit. Aussi, il ne faut pas chercher dans l'épargne les ressources qui ont permis aux ouvriers de résister si longuement. C'est grâce au crédit que les ouvriers ne furent pas réduits à une complète famine. C'est à Roubaix-Tourcoing un usage courant observé par les magasins d'alimentation de faire crédit à la clientèle ouvrière pendant les périodes de grève. Ils sont remboursés après la reprise du travail. En dehors de ces facilités, les ouvriers bénéficièrent de secours votés par les municipalités et de soupes populaires organisées par elles. C'est ainsi que la municipalité de Roubaix fit distribuer deux millions aux grévistes et celle de Tourcoing 1.200.000 francs plus 300.000 francs que coûta la soupe populaire. Les écoles organisèrent des repas pour les enfants des grévistes. De nombreuses quêtes furent faites jusque dans tout le département ; des souscriptions furent adressées en grand nombre aux différents syndicats ouvriers venant d'autres syndicats, de commerçants et de donateurs divers, ce sont les « gestes de solidarité ». Enfin, les grévistes syndiqués touchèrent leurs allocations journalières de grève pendant que les non syndiqués obtenaient quelques secours des bureaux de bienfaisance. Naturellement les caisses des syndicats régionaux ne pouvaient suffire à payer les allocations, malgré toutes les souscriptions reçues et de nombreux appels durent être faits aux confédérations. C'est ainsi que la Confédération Générale du Travail, la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens et la Confédération Générale Unitaire furent amenées à aider leurs syndicats en conflit. La C. G. T. particulièrement versa des sommes importantes que les syndicats locaux ne se firent pas faute de lui réclamer. L'attitude des secrétaires des syndicats de Roubaix-Tourcoing était très nettement plus conciliante que celle des dirigeants de la C. G. T. Pour affermir leur volonté et leur courage dans la lutte, la C. G. T. apporta largement son aide aux grévistes et,

chose curieuse, elle fit même remettre, vers la fin de la grève, une somme de 220.000 francs destinée à être répartie par les bureaux de bienfaisance, entre tous les grévistes indistinctement.

Tous ces secours, bien que relativement importants, furent insuffisants pour assurer aux ouvriers la satisfaction de leurs besoins strictement indispensables. Quelles caisses syndicales auraient été assez riches et quelles souscriptions assez abondantes pour nourrir 128.000 grévistes pendant soixante-dix jours ?

EFFETS DE LA GRÈVE CHEZ LES INDÉPENDANTS

De ce côté-ci, il n'est plus question de souffrances physiques et morales. La grève n'eut même, nulle part, d'effets économiques désastreux. Les manufactures les plus touchées par la crise et dont quelques-unes travaillaient à perte depuis quelque temps, ne se ressentirent évidemment pas d'un arrêt de la production. D'autres ont été gênées dans leurs échantillonnages et perdirent quelques commandes, mais, en général, les dégâts furent très limités. La perte de maigres profits n'a pas causé de regrets aux industriels et c'est l'absence de commandes pressantes et abondantes qui permit à M. Désiré Ley de maintenir une attitude que l'espoir de gains importants à réaliser aurait certainement modifiée.

L'arrêt complet de la production à Roubaix-Tourcoing favorisa quelques autres centres français, surtout Elbeuf, mais plus particulièrement des concurrents étrangers, et spécialement les Belges, dont les usines avoisinant la frontière travaillèrent pendant quelques semaines d'une façon intense et au complet.

LE CHOMAGE APRÈS LA GRÈVE

Le chômage, qui existait à l'état latent avant la grève, aurait dû disparaître après celle-ci ou tout au moins diminuer fortement. C'est le contraire qui s'est produit. Après une période

nerveuse d'activité où chacun chercha à rattraper une partie du temps perdu, l'industrie textile s'aperçut que les conditions économiques n'avaient pas changé et que le marasme des affaires s'accroissait. Il fallut ralentir la production et le chômage recommença. Il est très difficile de fixer des chiffres à ce sujet, car les chômeurs complets étaient rares, sauf parmi les manœuvres.

Le mouvement ne devait pas tarder à se développer (1) et il est pénible de constater que beaucoup d'ouvriers qui avaient vu leurs moyens d'existence disparaître du fait de la grève supportent actuellement une suppression totale ou une diminution sensible de salaires sans avoir, cette fois, à leur disposition les moyens de remédier à cette lamentable situation.

(1) Voir infra : *L'Influence de la Crise Economique sur le Marché du Travail*, page 100.

TROISIEME PARTIE

La Diversité des Opinions sur les Causes des Difficultés Sociales dans l'Industrie Textile de Roubaix-Tourcoing et l'Etude des Responsabilités

Juger un conflit aussi grave que celui qui vient d'être décrit et qui, pendant dix semaines, a été la cause de misères et de souffrances stoïquement supportées par la population du centre textile de Roubaix-Tourcoing, n'est pas possible sans une étude approfondie et une enquête sur place auprès des personnes et des groupements qui ont joué un rôle prépondérant pendant la grève de 1931.

Les documents les plus clairs, les faits les plus lumineux, les statistiques les plus incontestables ne constituent jamais que des données dont la sécheresse apparaît évidente lorsque des causes psychologiques et un état d'esprit particulier du patronat et du prolétariat ont concouru à la création des difficultés que l'industrie textile de cette région a traversées.

Il fallait de toute évidence, pour pouvoir impartialement et

objectivement exposer les causes de cette grève, ses conséquences, et déterminer les responsabilités, enquêter longuement sur les lieux mêmes du conflit.

Il fallait en un mot abandonner les bibliothèques, les archives et tout ce qui est documentation pour faire de l'observation expérimentale, et recueillir les opinions les plus diverses et les plus contradictoires sur les faits précités.

Un long séjour dans le Nord pendant et après la grève, nous a permis d'assister en témoin attentif aux différentes phases, et à l'issue du conflit. Nous avons pu non seulement voir mais, nous avons réussi encore à recueillir les avis autorisés des principaux protagonistes du conflit. Ces interviews nous ont permis de réunir des renseignements tellement précieux qu'il ne nous apparaît pas possible de ne pas les citer. Il importe toutefois de bien préciser que les opinions des différentes personnalités qui sont rapportées ici leur sont absolument personnelles. Nous nous sommes efforcés de les enregistrer le plus fidèlement possible et nous les reproduisons uniquement pour justifier notre appréciation sur les responsabilités de la grève et sur la nécessité d'une collaboration efficace et loyale entre patronat et prolétariat, ce qui fera l'objet de notre conclusion.

I

LA DIVERSITÉ DES OPINIONS

Notre première visite, dès notre arrivée à Roubaix, fut pour le *Consortium de l'Industrie Textile*, dont le siège se trouve place de la Fosse-aux-Chênes. C'est une toute petite place, à peine plus large que les rues qui y aboutissent. L'immeuble du Consortium n'attire pas l'attention. Il ressemble à un bel hôtel particulier un peu isolé dans un quartier où les usines et les boutiques dominant. Nous avons hâte de voir et d'entendre M. Désiré Ley, sur qui les bruits les plus contradictoires circulent à Roubaix et à Tourcoing et que l'opinion publique qualifie

volontiers de maître incontesté de la presque totalité du textile de la région. De petite taille, rien dans son aspect extérieur ne laisse percevoir les extraordinaires qualités qui l'ont fait accéder à la direction d'un organisme aussi puissant que le Consortium. Mais dès qu'il parle, tout change, d'une voix tour à tour caressante et tranchante, qui dénote une volonté rare, en termes sobres, M. Désiré Ley s'est exprimé ainsi :

« La grève que nous venons de subir est une des plus importantes que l'industrie textile ait jamais connue. Le point de vue patronal a été abondamment développé et nul n'ignore que la situation économique exigeait un abaissement rapide et important du prix de revient de nos produits pour éviter une crise aussi grave qu'imminente.

« Nous n'avons pas été compris des ouvriers et de leurs syndicats. Ceux-ci sont, d'ailleurs, à peu près inexistantes. Ils groupent très peu de membres et leurs réunions se font la plupart du temps devant des salles presque vides ; très souvent, ils n'arrivent pas à intéresser à celles-ci une soixantaine de membres. L'efficacité du syndicat est donc douteuse. Il est permis aux groupements patronaux de considérer qu'ils ne représentent qu'une infime minorité et de leur refuser le droit de parler au nom de la masse ouvrière.

« Les ouvriers du textile de Roubaix-Tourcoing sont les mieux payés en France dans cette industrie, leurs salaires sont même de 15 % supérieurs à ceux perçus par les ouvriers lillois. Dans ces conditions, il est inexact de dire que l'ouvrier ici est malheureux.

« Les achalandages des commerçants établis dans les quartiers ouvriers le prouvent surabondamment.

« Lorsque les secrétaires des syndicats affiliés à la C. G. T. ont déclaré la grève, ils l'ont fait uniquement par principe, ils étaient persuadés qu'ils ne seraient pas suivis et ils n'ignoraient pas qu'une grève ne leur ferait rien obtenir.

« Il y a dans cette grève des facteurs psychologiques considérables et qui méritent d'être soulignés :

« L'ouvrier ici a horreur d'une chose, c'est d'être sans travail.

En effet, quand il chôme, s'il reste chez lui, comme son logement est en général peu spacieux, il s'attire vite les remontrances de sa femme, qui ne tarde pas à lui reprocher de ne pas trouver de travail. Il la gêne dans son ménage, il ne sait que faire et il se rend insupportable.

« Les voisins le regardent sans considération, ses enfants à l'école sont en butte à des réflexions apitoyées ou ironiques et les lui répètent. Tous ces faits réunis ne tardent pas à lui faire regretter amèrement son inactivité.

« Au contraire, la grève pour lui est une excuse, gréviste cela permet de ne rien faire sans subir tous ces petits inconvénients. L'ouvrier peut se reposer quelque temps en prétextant qu'il est parfaitement inutile de risquer des coups en essayant d'enfreindre les injonctions des comités de grève.

« Une semaine après le commencement de la dernière grève, la vente du lait destiné aux enfants en bas âges avait diminué de moitié, par contre les cinémas organisaient des matinées pour les grévistes et étaient combles.

« Les Pouvoirs publics ont été non seulement impuissants, mais leur rôle fut néfaste. Ils sont responsables de la longue durée du conflit, les grévistes étaient persuadés qu'ils feraient adopter une transaction alors qu'elle n'était pas possible puisque j'avais déclaré que je ne pouvais faire aucune concession. Du reste, quand j'ai dit « non », je ne change jamais d'avis, si je le faisais, ma situation deviendrait impossible. Le Consortium, avant tout conflit, va jusqu'à l'extrême limite des concessions, mais une fois la grève déclarée il maintient sa position coûte que coûte.

« Le mécontentement des ouvriers n'a pas été extrême, ils se rendaient parfaitement compte de la situation de notre industrie et ont gardé une attitude très digne. Pas une pierre n'a été jetée dans les fenêtres de notre siège (1).

(1) Il importe de préciser que la place de la Fosse-aux-Chênes a été gardée militairement pendant toute la durée de la grève.

« On a parlé d'émeute, c'est un mot bien gros ; il ne faut pas exagérer les bagarres qui ont eu lieu rue des Longues-Haies et qui ont eu manifestement pour cause l'intervention d'agents provocateurs. La Municipalité socialiste s'était élevée contre l'envoi de forces importantes de gardes-mobiles dans la région. On a voulu montrer à l'opinion publique que cette mesure était justifiée. Sinon, comment expliquer que les troubles se soient produits dans un seul endroit, alors qu'il y avait près de 100.000 grévistes répartis à Roubaix et à Tourcoing ?

« Les ouvriers se plaignent de la vie chère qui règne à Roubaix et à Tourcoing ; il est incontestable que le coût de la vie y est élevé, bien qu'il n'atteigne pas le coefficient publié par la Commission régionale d'études relatives au coût de la vie. Le Comité de surveillance des prix du Consortium publie d'ailleurs des coefficients très nettement inférieurs et résultant d'enquêtes impartiales. La vie chère à Roubaix-Tourcoing, quelque paradoxal que cela puisse paraître, est due surtout aux coopératives.

« Comment se constitue une coopérative ?

« A l'origine, un ouvrier s'aperçoit qu'il est plus avantageux d'acheter des denrées par grosses quantités (50 ou 100 kilos, par exemple) Il fait ses achats en s'entendant avec trois ou quatre amis ou voisins, ramène ses provisions et en fait la répartition. Il achète du café, il constate qu'en l'achetant vert et en le faisant torréfier cela coûte moins cher. Il fait procéder lui-même à la torréfaction de son café. D'autres amis ou voisins veulent bientôt se joindre à lui pour profiter de ces avantages. A partir de ce jour, il n'est plus possible à cet ouvrier de se charger d'achats sans cesse croissants en continuant à travailler, ni d'entreposer des marchandises dans son logement.

« Il cesse d'aller à l'usine et consacre tout son temps à ce négoce. Mais il faut vivre, il se fait rémunérer, il loue un magasin, paie une patente, etc... Les frais généraux apparaissent et réduisent les différences de prix procurées aux acheteurs en commun. Le nombre des adhérents au système s'accroît et on ne tarde pas à installer définitivement la coopérative et à créer des actions.

« Les achats augmentent encore et les frais généraux suivent la même progression. A la fin de chaque exercice, la coopérative répartit entre ses membres les bénéfices qu'elle a réalisés, c'est-à-dire la différence entre les prix d'achat et de vente, diminués des frais généraux. Mais les membres de la coopérative ne tardent pas à trouver que telle autre coopérative donne un pourcentage supérieur. Le Conseil d'administration, pour ne pas être remplacé, augmente le pourcentage. Pour réaliser ce tour de force, il n'existe qu'un seul moyen, c'est l'augmentation des prix de vente, il en résulte que l'ouvrier finit par payer plus cher qu'il ne l'aurait fait dans le commerce et la coopérative ne constitue qu'une sorte de caisse d'épargne sans en avoir les avantages : elle se trouve souvent loin de son domicile, ce qui occasionne pour lui des frais de déplacement et des pertes de temps.

« Si la coopérative n'avait que ces inconvénients, cela serait peu de chose ; malheureusement, le commerçant détaillant établit ses prix par comparaison avec ceux indiqués par la coopérative. Il n'en a pas moins une bonne clientèle, on va chez lui pour des raisons de commodité, de crédit, etc...

« De leur côté, les coopératives fixent aussi leurs prix de vente d'après ceux pratiqués par les commerçants libres. Et ainsi se constituent des éléments de vie toujours plus chère.

« Le consommateur, à Roubaix-Tourcoing, se défend mal, les gros acheteurs professionnels, bien qu'étant généralement peu nombreux, savent profiter de la concurrence.

« Le consommateur ne va pas toujours là où il paie le moins cher. Il n'est pas rare de voir deux commerçants vendre le même produit à des prix sensiblement différents. Ils en vendent l'un et l'autre à peu près la même quantité ; si on leur demande les raisons de cette différence, ils ne savent pas et ne s'en inquiètent même pas.

« Le Consortium de l'Industrie Textile avait tenté de publier des listes de commerçants vendant les mêmes produits avec les différences de prix pratiqués. Mais ceux qui vendaient le moins cher nous ont menacé de poursuites judiciaires, car ils ne voulaient pas que l'on dise qu'ils étaient à la solde du Consortium.

D'autre part, une tentative de création d'une maison d'alimentation par le Consortium a complètement échoué, les ouvriers lui reprochaient d'être un but d'asservissement et un retour au régime féodal. Cela n'est pas raisonnable.

« Une preuve que le coût de la vie pourrait baisser sans inconvénient : pendant la dernière grève, presque tous les commerçants ont affiché un avis ainsi rédigé :

« Pendant la durée de la grève, 10 % de baisse. »

« Les commerçants ne font pas de miracles ; s'ils peuvent baisser leurs prix de 10 % pendant dix semaines, c'est que ces prix sont trop élevés.

« Cette exagération des prix est d'autant plus importante que le plaisir le plus goûté dans nos régions est celui de la table. Mais l'ouvrière ne connaît pas la cuisine, dès l'âge de 13 ans elle est allée à la fabrique. Les ouvriers du Nord mangent surtout des beefsteaks et des pommes de terre frites, mais il leur faut des viandes de premier choix. A La Villette, les bœufs de 1^{re} qualité partent pour Lille, Roubaix, Tourcoing ; la 2^e qualité reste à Paris et la 3^e va dans les autres provinces.

« Les morceaux de viande de prix moyens ne sont pas consommés dans le Nord et les bouchers qui ont essayé d'en vendre n'ont pas réussi. Cette façon de cuisiner coûte évidemment fort cher et est peu variée. Je me souviens que ma mère, qui était Lorraine, connaissait plus de cinquante façons d'accommoder les pommes de terre.

« Une entente plus efficace entre les consommateurs et une connaissance culinaire plus approfondie chez les ouvrières permettraient aux familles de nos travailleurs de vivre plus largement.

« On nous reproche souvent d'être intransigeants et impitoyables, nous sommes avant tout justes. Lorsqu'un conflit éclate dans une usine du Consortium, nous examinons les revendications ouvrières. Si elles sont fondées, il y est fait droit, si elles ne le sont pas nous y opposons un refus catégorique et les ouvriers qui abandonnent le travail pour amener l'arrêt de la production dans cette usine sont déclarés en état de grève et ils

ne peuvent être embauchés dans aucune usine du Consortium.

« Songez que nous employons 100.000 ouvriers, à qui nous versons, en dehors des salaires, des millions en allocations familiales, et vous comprendrez que nous devons soigneusement éviter toute faiblesse. »

*
**

Après avoir visité les différents services du Consortium, nous avons pris congé de M. Désiré Ley et nous nous sommes rendus au siège des *Syndicats libres*, où M. Blain, secrétaire, a bien voulu nous recevoir.

Les Syndicats libres, à Roubaix, occupent un immeuble situé rue Henri-Carrette, non loin de la place de la Fosse-aux-Chênes. Cet immeuble comprend, en plus des bureaux occupés par le personnel administratif des syndicats, une salle de réunion et un restaurant à l'usage de leurs membres.

M. Blain, mis au courant du but de notre visite, nous a déclaré :

« Les Syndicats libres groupent environ 8.000 ouvriers, dont un peu plus de 4.000 en ce qui concerne le textile.

« Leur nombre est moins important que celui des Syndicats cégétistes français et que celui des Syndicats chrétiens belges, dont les ouvriers travaillent dans l'agglomération de Roubaix-Tourcoing. Ces derniers comptent environ 12.000 membres. Un très grand nombre d'ouvriers ne fait encore partie d'aucun syndicat, beaucoup n'ont pas encore compris la très grande utilité des groupements organisés de travailleurs.

« Je n'insisterai pas sur les causes de ce conflit, qui ont été développées longuement au cours de cet été. Je tiens toutefois à déclarer qu'il n'est pas possible de contester que la crise économique mondiale, en atteignant Roubaix-Tourcoing, ne fut pas le ferment des difficultés qui ont surgi entre le patronat et le prolétariat.

« Cette grève, dont l'ouvrier a beaucoup souffert, a été accueillie diversement par les patrons. Elle fut préjudiciable

aux industries lainières, mais les manufactures cotonnières, où le chômage était intense, la redoutèrent peu, car elle leur a permis l'écoulement de stocks pléthoriques.

« J'estime que la surproduction, cause de l'abondance de ces stocks, est due presque uniquement au travail en double équipe.

« Les commandes ont justifié cette méthode pendant quelques années, maintenant elle pèse lourdement sur l'industrie ! »

M. Blain n'est pas volontiers loquace en ce qui concerne la dernière grève ; après nous avoir relaté des faits déjà connus, il fit allusion au rôle des Syndicats :

« On peut reprocher aux cégétistes de ne pas avoir la même unité de vues, les cégétistes sont opportunistes et modifient leur action suivant qu'ils semblent craindre d'avoir à lutter contre les employeurs ou contre les éléments violents de leur parti.

« Quant à nous, nous ne varions jamais, c'est le propre de la doctrine sociale chrétienne. Les unitaires sont plus bruyants que nombreux, ce sont des surenchérisseurs. Les adhérents du Syndicat communiste varient beaucoup quant au nombre, suivant les époques et les circonstances, cependant le communisme est en régression même à Halluin. »

Sur la lutte que les Syndicats ont poursuivie contre le Consortium, M. Blain n'a pas consenti à nous donner beaucoup de détails. Néanmoins il termine l'entretien en nous disant :

« J'ai eu très nettement l'impression que M. Ley a recherché, durant le conflit, l'appui des Syndicats ouvriers pour tenter auprès des pouvoirs publics une démarche en faveur d'une diminution des charges fiscales et du coût de la vie. Il a échoué ! »

*
**

Cet entretien nous prouve que les Syndicats libres sont modérés jusque dans les déclarations de leurs secrétaires. Ils ne veulent accuser personne, ils n'ont ni rancune, ni haine contre les responsables des souffrances de leurs adhérents, mais ils ont la conscience de pratiquer une politique de paix et de rapprochement des classes.

L'attitude des secrétaires des syndicats affiliés à la C. G. T. fut toute différente. Ceux-ci ne ménagent point leurs adversaires et leurs explications se transforment souvent en véritables réquisitoires et en accusations dont nous ne voulons pas nous faire l'écho ici.

Le siège des *Syndicats cégétistes* à Roubaix s'appelle « La Paix ». C'est un très vaste immeuble situé boulevard de Belfort et auprès duquel la demeure du Consortium apparaît bien petite. Naturellement, comme au siège des Syndicats libres, il s'y trouve des salles de réunion, un restaurant, une salle de café et de nombreux bureaux. C'est dans un de ceux-ci que nous avons vu M. Henri Lefebvre, secrétaire, très occupé à enregistrer les déclarations de chômage de nombreux ouvriers et ouvrières. Il nous a délégué à un de ses collègues, M. Dhondt, qu'il chargea de satisfaire notre curiosité. Selon M. Dhondt, le Consortium a délibérément voulu la grève, voici d'ailleurs ce qu'il nous a dit :

« Les patrons ont prétendu que le coût de la vie avait baissé ; les chiffres leur donnaient raison. Je ne puis les contester. Mais ce qu'il faut remarquer, c'est que l'indice officiel du coût de la vie est fixé pour tout le département. Or, le Nord comprend des régions industrielles, maritimes et agricoles. Si la vie est devenue moins chère, c'est dans les centres maritimes et agricoles. Dans les centres industriels tels que Lille, Roubaix, Tourcoing, il n'en a rien été. L'indice, pour être exact, devrait être établi par centre. Je base mes affirmations sur les achats faits par nos coopératives. Nous avons pu constater qu'aucune baisse ne s'était produite sur les denrées au moment de la déclaration de diminution des salaires. D'autre part, les ouvriers allaient supporter une hausse de 15 % sur les loyers, hausse prévue par la loi. Enfin, il est incontestable que la crise sévit avec une extraordinaire intensité dans l'industrie textile. Vouloir obliger des ouvriers, qui chômaient déjà un ou plusieurs jours par semaine et qui allaient payer leur logement plus cher, à supporter une baisse des salaires, sans diminution réelle du coût de la vie, était une gageure. Le Consortium ne l'ignorait pas et son véritable but fut l'arrêt de la production sans avoir à recourir au

lock-out. Comme toujours, c'est l'ouvrier qui a pâti de ces procédés. La fermeture des usines n'a malheureusement apporté aucune solution satisfaisante et dès la reprise du travail le chômage a continué à se développer. »

Nous insistâmes pour avoir plus de précisions sur la grève et la position des Syndicats cégétistes dans le conflit. M. Dhondt nous répondit alors : « Allez voir notre camarade Henri Lefebvre, de Tourcoing, il est très compétent en la matière et il vous renseignera très certainement. »

A Tourcoing, où nous pénétrâmes sans avoir eu l'impression d'avoir quitté Roubaix, nous avons rencontré *M. Henri Lefebvre* dans l'immeuble de l'Union locale, rue de Guisnes, et, bien que fréquemment interrompu par les visites des chômeurs, il nous a exposé ce qui suit :

« La grève de 1931 est la deuxième grève générale dont a souffert le textile en moins d'un an. Vous vous rappelez que celle de 1930 eut pour cause l'institution par le Consortium d'une prime dite de « fidélité ». Avant la guerre, nous n'avons pas connu de grèves vraiment générales, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y avait pas de grèves, mais elles n'affectaient qu'un nombre restreint d'usines. Il est vrai qu'il n'y avait pas de Consortium patronal ! La grève qui vient de se terminer fut provoquée par une annonce de baisse profonde des salaires, décision prise par le Consortium, après bien des discussions, les avis étant très partagés sur l'utilité de cette mesure. L'opiniâtreté des industriels travaillant le coton réussit à rallier à leur cause la majorité. De là, la proposition que vous connaissez et qui tendait à baisser les salaires de 10 %.

« Après bien des pourparlers et des entrevues à la Préfecture du Nord, le conflit semblait évité ; les patrons acceptaient de ramener le taux de diminution à 4 % et les ouvriers étaient disposés à supporter cette perte. Un mot malheureux du Consortium suffit à mettre le feu aux poudres. En effet, dans une affiche qu'il fit placarder le 16 mai, le Consortium annonçait que « momentanément » la baisse des salaires ne serait que de

4 %. Les ouvriers s'émurent, ils tiennent avant tout à la stabilité de leurs salaires. Le Préfet, aussitôt saisi, s'inquiéta de la signification de cette affiche. M. Ley, convoqué, finit par avouer que le Consortium ne pouvait renoncer à la baisse précédemment envisagée et qu'il faudrait y arriver à plus ou moins brève échéance. Il laissait entendre qu'elle pourrait avoir lieu dans les trois mois. Les ouvriers ne pouvaient accepter une baisse aussi importante et ils décidèrent que puisqu'ils seraient obligés, par la suite, de recourir à la grève, elle aurait plus d'effet en la commençant immédiatement. Ce qu'ils firent.

« La grève fut générale à Roubaix, à Tourcoing et aux environs ; elle n'atteignit pas Lille, où M. Ley n'a pas étendu son action dominatrice. Les pourparlers entre délégués patronaux et ouvriers commencèrent à la Préfecture du Nord, se continuèrent au Ministère du Travail pour se terminer à la Présidence du Conseil. Les efforts de M. Landry, Ministre du Travail, furent infructueux ; il ne me donna pas l'impression de vouloir aboutir à tout prix. Je me rappelle qu'un jour, à la fin d'un entretien avec les délégués patronaux, ceux-ci, après lui avoir exposé leur point de vue, lui annoncèrent qu'ils allaient reprendre le train. Le Ministre les laissa partir et reçut les délégués ouvriers qui apportaient une proposition. M. Landry la prit en disant qu'il la communiquerait aux employeurs. Les délégués ouvriers insistèrent pour que cela se fit sans tarder. Le Ministre leur répondit qu'ils étaient repartis. « Puisque vous avez laissé partir les patrons, rétorqua un des délégués, nous allons, nous aussi, reprendre notre train. » Et ils repartirent en emportant leur proposition, malgré les protestations de M. Landry.

« Les ouvriers souffrent énormément de toutes ces grèves et ils ne les font que contraints et forcés. J'ai connu pendant cet été des cas de misère invraisemblable. Beaucoup de malheureux furent obligés de vendre jusqu'à leur pauvre batterie de cuisine pour acheter du pain. Les grévistes tinrent bon cependant. Ils eurent d'autant plus de mérite qu'ils n'ignoraient nullement que le conflit ne pouvait se terminer que par une baisse des salaires.

Penser le contraire eût été bien mal connaître les patrons. Les ouvriers ont lutté pour que cette baisse fût la plus faible possible. Mais si l'arrêt du travail nous a causé bien du mal, il n'a pas été propice aux industriels. Les usines fermées, c'est l'impossibilité de donner satisfaction à la clientèle et les commandes s'en allaient à Oxford, à Manchester, en Allemagne et en Belgique et les clients perdus se rattrapent malaisément. De plus, la grève a éclaté à l'époque la moins souhaitable pour l'industrie textile, celle des échantillonnages. Enfin, il n'est pas possible de dire qu'une grève était nécessaire pour écouler les stocks, car dans beaucoup d'usines il n'y a pas de stocks. En ce qui concerne les tissus, il y a une mode dont l'industriel est esclave. Si un tissu à la mode n'est pas vendu à bref délai, il risque fort de ne se vendre jamais. Il faut à tout instant changer les dessins, les nuances, etc..., pour satisfaire les goûts de la clientèle. Tout cela exige des renouvellements incessants et des transactions rapides ! »

Nous interrompîmes M. H. Lefebvre pour lui demander à quelles causes principales il attribuait le conflit.

« Les causes du conflit, nous dit-il, peuvent se ramener à deux : la crise économique et le Consortium.

« La crise économique est mondiale, elle se fait particulièrement sentir dans l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing parce que l'industriel a été imprévoyant. Pendant la guerre, il a fallu suppléer à la carence du textile du Nord ; des clients étrangers, d'acheteurs sont devenus producteurs : la Chine, le Japon et la Russie, par exemple. En France, la production d'Elbeuf s'est intensifiée et il s'est créé dans les Vosges des manufactures disposant d'un matériel perfectionné. En période de prospérité, cette concurrence ne se fait guère sentir, mais en période de crise elle pèse lourdement sur notre industrie locale. Les industriels vosgiens, nos concurrents les plus dangereux à l'intérieur, bénéficient d'une main-d'œuvre bon marché et essentiellement rurale. Tout ce qui concourt à la fixation du taux des salaires est infiniment moins cher dans les Vosges que dans le Nord : loyers, denrées alimentaires, etc... Il n'est pas étonnant

que les prix de revient des textiles vosgiens soient ainsi moins élevés que ceux de notre région. D'autre part, des pays étrangers, d'importateurs sont devenus exportateurs : la Belgique, l'Allemagne et la Russie, par exemple. Dans ces deux derniers pays, une main de fer pèse sur la main-d'œuvre et permet de comprimer les prix. Quant à la Belgique, sa politique de baisse du coût de la vie favorise son industrie comme elle favorise aussi ses ouvriers frontaliers qui viennent travailler chez nous.

« Les patrons, après la guerre, n'ont eu qu'un souci : produire beaucoup et vite, car les commandes ne cessaient de croître. Ils ont réalisé ainsi des bénéfices sensationnels, mais ils ont toujours oublié d'en faire profiter leurs ouvriers. Bien mieux, ils se sont éloignés d'eux. Quelle différence entre le patron d'avant-guerre et celui d'après-guerre ! Ce dernier ne connaît plus ses ouvriers, il ne les méprise pas, mais il ne se soucie plus de se mêler à eux. L'après-guerre a agi sur lui comme sur les autres et il a eu soif de plaisirs et de distractions que nos rudes pays ne lui offraient pas. Je pourrais vous citer tel ou tel patron qui, l'année dernière encore, perdait sans sourciller quelques centaines de mille francs au baccara de Deauville ou du Touquet et qui, cette année, voyant ses bénéfices diminuer, a décidé de baisser les salaires. Car dans le Nord, lorsqu'un industriel gagne moins que ce qu'il a gagné l'année précédente, il considère qu'il perd de l'argent. Il ignore ce qu'est le manque à gagner !

« On vous dira que les salaires sont plus élevés à Roubaix-Tourcoing qu'à Lille, c'est possible quoique la différence ne soit pas bien importante. Seulement, on oublie de préciser que le travail n'est pas le même et qu'il n'est pas comparable. Aussi bien, un ouvrier de Lille de la même spécialité ne voudrait pas travailler dans une usine de Tourcoing. C'est une question d'habitude ! On exige ici beaucoup plus de l'ouvrier. L'effort est plus intense. Cela vient de ce que les industriels réalisent des tours de force. Ils arrivent à faire des tissus de *premier choix avec des laines de deuxième qualité*. Si la machine ne s'en ressent pas l'ouvrier à qui ils doivent ce succès n'a pas la même insensibilité. Je ne vous apprendrai rien en vous disant que

l'ouvrier du Nord est certainement le meilleur ouvrier d'Europe, le plus travailleur, le plus solide et le plus opiniâtre. Les mêmes qualités existent chez l'homme et chez la femme.

« La deuxième cause du conflit, c'est le Consortium de l'Industrie Textile. Cet organisme est l'œuvre de M. Ley, un ancien ouvrier avec qui j'ai travaillé de longues années. Après avoir fait tous les métiers, il parvint à intéresser quelques patrons à ses projets. Ce fut le début de sa fortune. Il ne semble pas avoir de gros appétits d'argent, mais il est très ambitieux. On l'a appelé ici le « Mussolini » du textile. Je crois qu'il en est très fier. Il a asservi la plupart des industriels de la région et je ne comprends pas comment ceux-ci se laissent dominer de pareille façon. Ses agents et collaborateurs contrôlent leur comptabilité et enquêtent dans leurs usines. Jamais les patrons d'avant-guerre n'auraient toléré cette ingérence dans leurs affaires.

« Ils voulaient être maîtres chez eux et ils l'étaient. Je vais vous donner un exemple de l'influence qu'exerce sur eux M. Désiré Ley : Un jour de négociations au Ministère du Travail, je conversais dans la cour du Ministère avec deux industriels faisant partie de la délégation et que je ne nommerai pas pour ne pas leur faire de peine ; nous échangeions des idées sur le conflit lorsque M. Ley leur fit signe d'avoir à le rejoindre. Ils obéirent immédiatement comme des enfants sages.

« Le sort de l'ouvrier textile n'est guère enviable. Si les distractions sont rares dans le Nord, c'est qu'elles coûtent cher et que la population, essentiellement ouvrière, manque d'argent, alors, pas de cinéma, pas de théâtre, pas de café. Pourquoi boit-on de la bière dans le Nord ? Ce n'est pas parce que l'on n'aime pas le vin ! Mais il est trop cher, et on se contente de la bière. Songez que l'ouvrier, surtout quand il a de la famille, gagne tout juste de quoi vivre chichement ; les pommes de terre constituent son légume habituel et obligatoire. Les salaires, que l'on dit élevés, ne dépassent pas en moyenne 160 francs par semaine. Comment vivre aisément avec de pareilles sommes ? Et actuellement, la crise sévit toujours. Si dans l'industrie de la laine le travail est à peu près normal, dans celle du coton

l'ouvrier ne travaille guère que 32, 24 et même 16 heures par semaine. Je prévois, encore, une aggravation de la crise dans cette industrie allant jusqu'à une catastrophe. Mais jugez du sort de l'ouvrier qui ne travaille que deux jours par semaine et qui doit manger tous les jours ! Les patrons ont, certes, essayé de créer des comptoirs où l'ouvrier aurait trouvé des denrées, du charbon, en un mot tout ce qui est nécessaire pour vivre. Mais, accepter d'acheter dans ces comptoirs, c'est aliéner son indépendance, car, en cas de conflit, le patron n'aurait pas manqué de déclarer : « Vous avez acheté tout ce qui vous était nécessaire à mon comptoir et vous avez dépensé tant. Or je vous ai versé telle somme, vous avez donc dû économiser tant. »

« La grève s'est terminée par la suppression de la prime de présence. Je puis vous affirmer que les ouvriers l'acceptent avec sérénité. Cette prime n'a eu que peu d'influence sur les changements d'usines. Les ouvriers estiment avec raison que leur indépendance vaut plus que cela. Ils ne désirent, au fond, qu'une chose : qu'on leur donne du travail et qu'un salaire honnête leur soit assuré ! »

Il ne nous restait plus qu'à demander l'avis du dernier syndicat ouvrier impliqué dans la grève, c'est-à-dire du *Syndicat unitaire*. Il nous faut avouer que M. Désiré Ley, comme les représentants des syndicats libres et cégétistes, nous avaient engagé à ne pas consulter les représentants des ouvriers communistes. Uniquement soucieux de ne méconnaître aucune opinion, nous nous sommes rendu au siège du syndicat unitaire. 186, boulevard de Strasbourg, à Roubaix. C'est une petite maison à deux étages que rien ne ferait distinguer des autres si deux placards rédigés en termes violents n'étaient affichés aux fenêtres du rez-de-chaussée. Sur la porte d'entrée, nous lûmes cette inscription : « *La Maison du Peuple* » et, à la hauteur du premier étage, cette autre, presque complètement effacée : « *Banque ouvrière et paysanne* ».

Nous entrâmes dans une salle qui n'était pas autre chose qu'un

estaminet comme il y en a beaucoup à Roubaix. Des ouvriers consommaient. Nous nous sommes adressé à l'un d'eux qui nous répondit : « Je ne vois pas qui pourrait ici vous donner les renseignements que vous désirez. Une seule personne peut vous servir, c'est notre camarade Delcroix, secrétaire du syndicat textile, mais il est en ce moment à la maison d'arrêt de Loos et je ne sais à quelle époque il en sortira. Allez donc à la Maison du Peuple, à Tourcoing, là vous trouverez la camarade Martha Desrumeaux, qui peut-être consentira à vous recevoir. » Nous suivîmes ce conseil et nous trouvâmes M^{me} Martha Desrumeaux à « La Maison du Peuple » de Tourcoing, dont la principale pièce est une salle de café encore plus modeste que celle de Roubaix.

M^{me} Desrumeaux jouit, dans les milieux unitaires de Roubaix-Tourcoing, d'un très grand prestige qu'elle doit surtout à un voyage qu'elle effectua récemment en U. R. S. S. Elle nous reçut dans un petit bureau pauvrement meublé, mais ne voulut rien dire avant d'avoir consulté « la cellule ». Il faut croire que cette consultation ne nous fut pas favorable, car nous apprîmes, quelques jours après, que le syndicat unitaire n'avait aucune déclaration à nous faire.

*
**

Les explications des *industriels indépendants*, dont le groupement avait décidé de l'issue de la grève, ne devaient pas manquer d'intérêt. Il ne pouvait être question de les visiter tous. Nous nous sommes contenté d'avoir un entretien avec M. *Leclercq-Dupire*, auteur des offres de conciliation qui devinrent la proposition de M. Pierre Laval, et voici ce qu'il nous a déclaré :

« Nous avons fait partie du Consortium de l'Industrie Textile pendant deux ou trois mois. Nous nous en sommes séparé pour conserver notre indépendance, ne voulant pas être gouvernés par un secrétaire de syndicat et aussi parce que le Consortium ne voulait pas prendre à sa charge toutes les œuvres sociales de nos Etablissements. Ces œuvres sont très développées. Nous

avons, à Wattrelos, une école et une crèche, et nous subventionnons de nombreuses sociétés de secours mutuels. Notre usine emploie environ 2.100 ouvriers Français et Belges. Depuis l'introduction en masse des travailleurs belges, nous ne souffrons plus des difficultés causées par la pénurie de main-d'œuvre. Nous versons à nos ouvriers les mêmes salaires et les mêmes allocations familiales que le Consortium accorde aux siens. Actuellement nous avons pu éviter tout chômage, mais nous prévoyons une réduction des heures de travail pour cet hiver.

« Nous n'envisagions pas une baisse des salaires lorsque la proposition du Consortium a fait son apparition. Nous étions cependant obligés de le suivre dans cette voie pour ne pas nous trouver en état d'infériorité économique. La grève a été générale chez nous comme dans les usines du Consortium. Peut-être serions-nous arrivés rapidement à un accord si nous n'avions eu à nous entendre qu'avec les syndicats chrétiens. Mais, il y avait les cégétistes !... La longue durée de la grève est imputable tant à la position inébranlable du Consortium qu'au désir des secrétaires des syndicats ouvriers d'arriver à une transaction en vue de maintenir leur prestige personnel.

« Nous fûmes les premiers à accepter la proposition Laval, et c'est chez nous que les ouvriers rentrèrent tout d'abord. En somme, les ouvriers ne supportent qu'une faible réduction de salaires et, si l'on songe que les prix de vente de nos produits ont baissé en moins de deux ans d'environ 40 %, il n'est pas possible d'éviter la compression des salaires. Evidemment, les cours des matières premières sont fortement tombés, mais ils n'entrent que pour partie dans l'établissement du prix de revient, partie variable suivant les produits, mais n'atteignant jamais 50 %. Enfin, il ne faut pas oublier que les salaires n'ont été diminués que longtemps après la baisse des textiles.

« Personnellement, nous n'avons pas trop souffert de cette grève, surtout en ce qui concerne les articles courants que nous avons en stock, mais pour les autres l'incertitude de la date de livraison nous a fait perdre quelques commandes, surtout au profit des manufactures d'Elbeuf. »

Les établissements Leclercq-Dupire font partie du groupement des Indépendants. Ce groupement, composé de dissidents du Consortium et d'industriels n'en ayant jamais fait partie, n'a pas réuni toutes les entreprises qui n'adhèrent pas au Consortium. Il est des patrons qui n'appartiennent ni au Consortium ni au Groupement Interprofessionnel des Industriels Indépendants. Ils sont couramment appelés, à Roubaix-Tourcoing, des « super-indépendants ». Ils sont peu nombreux mais presque tous puissants. Il en est parmi ceux-ci qui n'ont que médiocrement souffert du dernier conflit, ce sont MM. Lepoutre. Il y a trois firmes Lepoutre, à Roubaix, appartenant aux trois frères : Auguste, Louis et André Lepoutre. Les bruits les plus divers circulent dans la ville sur la façon dont les patrons administrent leur personnel dans ces usines et qui a pour principal résultat la disparition presque complète des conflits. Les uns prétendent que les ouvriers y sont mieux payés, d'autres que les patrons, très catholiques, ne recrutent qu'une main-d'œuvre sélectionnée, etc...

Désireux de connaître l'opinion de ces « super-indépendants » et d'approfondir les raisons d'une situation privilégiée pendant la grève, nous nous sommes rendu dans une des usines Lepoutre, celle de M. Louis Lepoutre. Celui-ci étant absent, c'est son secrétaire qui nous a fourni les explications qui nous étaient nécessaires :

« L'intégration est complète dans l'usine de M. Louis Lepoutre, la laine brute y est transformée en articles de bonneterie, chaussettes, bas, tricotés, etc... Il n'y a en général, ici, jamais de conflits. La grève de 1931 seule a eu une certaine répercussion. Cela ne s'était pas produit depuis de nombreuses années. La forte production de cette usine et une standardisation intense du travail permettent aux ouvriers de toucher des salaires un peu plus élevés que partout ailleurs, exception faite pour les fileurs qui, du reste, se sont mis en grève. L'application de méthodes rationnelles favorise surtout les tisseurs, qui surveillent un plus grand nombre de métiers que dans la plupart des autres manufactures. Les ouvriers sont très bien traités. M. Louis

Lepoutre est constamment à l'usine, il connaît tous ses ouvriers, en faveur de qui il a multiplié les œuvres sociales. On ne l'appelle que le « père Louis ». Mais les ouvriers savent qu'il n'admet pas la grève et que ceux qui la font sont irrémédiablement congédiés. Ils s'abstiennent d'user d'un droit qui n'est pour eux d'aucune utilité et pour éviter de perdre une place enviée. Au moment du dernier conflit, toutes les usines Lepoutre avaient décidé de ne pas diminuer les salaires de leurs ouvriers. Cependant une partie du personnel déserta l'usine, les fileurs notamment, soit par solidarité, soit par peur des représailles. Ceux qui sont restés ont toujours été rémunérés au même taux, mais ceux qui avaient cessé le travail n'ont pas été repris aux mêmes conditions lorsqu'ils sont revenus. Une diminution de 3 % leur a été appliquée à titre de pénalité, pour punir leur indécision et leur cessation du travail sans motif. »

— Est-il exact, avons-nous demandé, que les usines Lepoutre tiennent le plus grand compte des références d'ordre confessionnel pour le recrutement de leurs ouvriers ?

« Non, les usines Lepoutre se préoccupent surtout des capacités professionnelles. Je ne vous cacherai pas cependant que les patrons étant des catholiques très pratiquants, essaient de maintenir leurs ouvriers dans l'idée de Dieu et de diriger leur conscience, mais ils ne font pas une sélection entre les catholiques pratiquants et les non-pratiquants. La meilleure preuve c'est qu'une enquête récente, faite pour établir le nombre de contre-maîtres assistant aux offices, a permis de préciser qu'ils ne constituaient qu'une minorité... »

*
**

Après avoir entendu les représentants les plus qualifiés du patronat et du prolétariat de l'industrie textile de la région, il nous a paru utile de solliciter un entretien du *maire de Roubaix* et du *maire de Tourcoing*, le premier est M. Lebas et le second M. Inghels. Tous deux sont socialistes et, par conséquent, favo-

rables au prolétariat. Leur déclarations, faites en termes très mesurés, méritent d'être fidèlement rapportées.

M. Lebas, maire de Roubaix :

« La condition des ouvriers à Roubaix s'est un peu améliorée depuis la guerre. Ce progrès est dû à deux causes : 1° au développement du syndicalisme dans la région ; 2° à la raréfaction de la main-d'œuvre, ce qui a amené les employeurs à élever un peu le niveau des salaires.

« Il est normal qu'en face des syndicats ouvriers l'on trouve un groupement patronal. L'existence du Consortium de l'Industrie Textile ne peut être critiquée, mais ce qui est inadmissible c'est l'esprit de domination de la classe ouvrière qui y règne. Au point de vue de la fixation des salaires, le Consortium n'a fait que continuer la politique patronale d'avant-guerre, il n'a jamais voulu admettre que les salaires puissent être discutés par des commissions mixtes. Il a toujours voulu être le seul à les fixer et à les faire varier, sans aucune consultation des intéressés.

« Les bénéfices immenses réalisés, après la guerre, par les industriels, n'ont jamais servi à améliorer la situation matérielle du prolétariat. Ils ont été employés surtout en agrandissements d'usines et, pour échapper au fisc, en constructions diverses le plus souvent sans intérêt réel. Je ne vous donnerai, pour exemple, que le très grand et très moderne stade sportif construit par la Société « La Lainière » et exclusivement privé, alors que de nombreux terrains de sports existent déjà à Roubaix sans parler du stade municipal, qui est un des plus beaux du département. La moindre augmentation aurait été beaucoup plus profitable aux salariés. Les allocations familiales, elles-mêmes, n'ont été créées qu'à la suite d'une grève. Les grévistes réclamaient une augmentation de 0 fr. 30 à l'heure. Le Consortium finit par accorder une hausse de 0 fr. 15 et décida que les 0 fr. 15 complémentaires seraient versés sous forme d'allocations familiales. Il s'agit donc bien d'un salaire non payé distribué à titre

de primes aux familles nombreuses et non d'une générosité spéciale des employeurs. Le Consortium, qui pourrait et devrait être un organisme de conciliation, est devenu un moyen d'oppression de la classe ouvrière. C'est l'œuvre très critiquable de son administrateur-délégué, M. Désiré Ley. Celui-ci a fait preuve, au début du conflit, d'une rare incompétence tant au point de vue économique que social. Après avoir déclaré qu'une baisse de 10 % du montant des salaires était devenue indispensable à la bonne marche des exploitations du Consortium, il annonçait qu'il se contenterait d'une diminution de 4 %. Il apparaîtrait nettement que ses calculs n'avaient aucune base sérieuse et, en face de ces contradictions on en vient tout naturellement à douter de la bonne foi patronale.

« Dans les causes psychologiques de la grève, il convient de mentionner particulièrement la rancœur éprouvée par le Consortium à la suite de l'échec qui lui fut infligé par l'issue de la grève générale de 1930.

« En somme, la politique du Consortium a été de payer l'ouvrier le moins possible en salaires et de l'attacher le plus possible par des primes et des allocations de toutes sortes qui sont supprimées sous le premier prétexte venu. Cette politique d'asservissement est intolérable. Le Consortium a été plus loin dans ses tentatives : il avait, avant la loi sur les assurances sociales, organisé l'assurance-maladie. La loi du 5 avril 1928, modifiée par la loi du 30 avril 1930, allait libérer l'ouvrier du textile de cet assujettissement. M. Ley essaya d'empêcher sa mise en application dans les usines du Consortium et écrivit à M. Loucheur pour lui demander d'autoriser le Consortium à assurer ce service et à organiser les assurances sociales lui-même. Naturellement cette demande fut repoussée. »

Avant de quitter M. Lebas, nous avons tenu à lui demander des explications sur l'inconfort et sur l'insalubrité des logements ouvriers à Roubaix.

« Il est exact, nous répondit-il, que de grands travaux sont nécessaires en matière de logements ouvriers. La municipalité n'a pas oublié cet important problème, mais pour faire dispa-

raître les courées il faudrait démolir des quartiers entiers. On achève, en ce moment, au Nouveau-Roubaix, 775 maisons ou logements à loyers modérés. Chaque logement pourra contenir une famille de cinq personnes. Ces bâtiments neufs seront presque exclusivement réservés aux familles ouvrières. Du reste, la population de Roubaix, qui s'était beaucoup accrue, est actuellement stationnaire. Les deux derniers recensements ne font apparaître aucune différence sensible. Toutefois, on a constaté un accroissement du nombre des ménages, ce qui laisse prévoir une nouvelle augmentation, à bref délai, du chiffre de la population ! »

A la mairie de Tourcoing, *M. Inghels* nous a fait un rapide exposé des causes de la crise économique qui sévit dans l'industrie textile de la région. A celles déjà connues et qui toutes ont été exposées au cours de cet ouvrage, *M. Inghels* a ajouté : « Le paiement de dommages de guerre considérables est à la base de la crise. Avec les sommes perçues, les industriels ont acquis un matériel perfectionné qui a accéléré la surproduction. Je me suis toujours élevé contre les indemnités dont ont bénéficié certains industriels et qui sont très souvent hors de proportion avec les dommages subis. On a, après-guerre, travaillé sans méthode, accumulant les stocks dans les périodes de mévente. Je ne vois qu'un remède à cet état de choses, c'est la rationalisation du travail par la socialisation des moyens de production et d'échange.

Tourcoing est la seule ville de France où les services de distribution de l'énergie électrique appartiennent encore à la municipalité. Ces services fonctionnent d'une façon parfaite (1) et les résultats financiers sont excellents. Aucune difficulté ne s'élève jamais dans cette exploitation et les conflits y sont totalement inconnus.

(1) Nous devons, en toute impartialité, préciser que de nombreux usagers n'éprouvent pas la même satisfaction.

« La municipalité a fait de grands efforts pour faire édifier des habitations à bon marché : 359 maisons sont déjà construites, 100 sont en achèvement « aux Marlières », où des logements de quatre à cinq pièces seront loués au prix maximum de 150 francs par mois. Un jardin public du plus bel aspect vient d'être achevé sur l'emplacement d'un ancien cimetière, avec une grande plage de sable à l'usage des enfants. Enfin, les ouvriers sont, à Tourcoing, beaucoup mieux logés qu'à Roubaix. Cependant, le coût de la vie est assez élevé. Je m'emploie de mon mieux à lutter contre les exagérations : de nombreuses commissions municipales fonctionnent et je fais publier quotidiennement le cours des Halles, ce qui a la meilleure influence sur les prix. La cherté de la vie est malheureusement justifiée par la politique agricole du gouvernement, qui favorise les paysans dans un but électoral. Il faudrait lutter efficacement contre la spéculation, créer un Office du blé et ne pas distribuer des primes à l'exportation du blé, alors que nous devons en importer annuellement quelques 16 millions de quintaux, qui nous sont vendus à des prix plus élevés que ceux des blés français exportés.

« En ce qui concerne la grève générale du textile de 1931, je ne dirai qu'un mot. Elle est entièrement due à la politique nuisible du Consortium et je me demande si quelqu'un n'a pas, dans ce groupement, intérêt au dépérissement de notre industrie. »

**

Nous voulons terminer ces entretiens par l'appréciation de la plus haute personnalité religieuse de cette région qui, par sa ferme autorité et son grand esprit de justice sociale, a su se faire universellement aimer de la population ouvrière, tout en forçant les industriels, eux-mêmes, à l'estime et au respect. Il s'agit de Son Eminence le *Cardinal Liénart*, Evêque de Lille, qui nous a reçu à l'Evêché avec sa simplicité coutumière. D'allure étonnamment jeune, il n'a que 46 ans, le regard clair et droit, le Cardinal

Liénart s'exprime simplement, avec une éloquence de réalisateur. De toute sa personne émane une sensation de grande bonté jointe à une volonté toute flamande. Il n'ignore aucun des graves problèmes sociaux qui divisent ses fidèles et une parfaite connaissance des situations économiques lui permet d'en parler avec autorité :

« La cause, nous a-t-il dit, des dangereux conflits qui se sont succédé dans le Nord et en particulier dans l'industrie textile, est l'absence des institutions professionnelles.

« Sans méconnaître l'importance de la crise économique et la situation précaire de quelques industries textiles, j'estime que le Consortium a eu le grave tort de décider une baisse générale des salaires alors qu'elle ne s'avérerait nécessaire que dans certains cas particuliers. Après les hésitations d'une grande partie des membres du syndicat patronal ralliés par M. Ley à sa doctrine, grâce à des pressions morales et, peut-être aussi à des menaces de représailles, ce fut au tour de M. Ley lui-même à hésiter sur le quantum de la diminution des salaires. Ce flottement était d'autant plus grave que les ouvriers, qui souffraient du coût de la vie élevée et du chômage, en ont déduit qu'ils étaient trompés.

« D'autre part, le Consortium avait toujours, jusqu'à ce conflit, pris des décisions unilatérales. Cette fois, il adopta un autre procédé et convia les syndicats ouvriers à venir discuter la nécessité d'une baisse des salaires. Cette invitation à la discussion ne fut qu'une réunion où les délégués furent simplement autorisés à écouter les projets du Consortium. Il n'était pas possible d'arriver à une entente en adoptant pareille méthode. M. Désiré Ley prétendait rendre effective une baisse du coût de la vie en diminuant les salaires. Pourquoi faut-il que ce soit toujours les ouvriers qui supportent les premiers sacrifices et n'est-il pas logique de baisser les salaires quand le coût de la vie a diminué ? Cette procédure est d'autant plus normale que le salaire des ouvriers du textile est uniquement un salaire vital.

« Mis en présence de la volonté quasi-intransigeante du Consortium, les syndicats ouvriers se partagèrent deux attitudes : les syndicats chrétiens essayèrent de négocier, les syndicats cégé-

tistes et unitaires refusèrent toute diminution. Toutefois, chez les syndicats socialistes, la fédération locale ne semblait pas partager entièrement le point de vue de la C. G. T. Les pourparlers faillirent aboutir grâce à l'esprit de conciliation des secrétaires des syndicats chrétiens. Ils avaient, peu à peu, réussi à faire accepter aux socialistes le principe d'une diminution raisonnable des salaires lorsque le Consortium rendit délibérément tous leurs efforts inutiles.

« Et ce fut la grève, avec son habituel cortège de misères et de désolation. Les ouvriers, malgré leur force numérique, ne pouvaient lutter contre l'extraordinaire puissance financière des industriels du textile et la faim a eu raison de leur résistance.

« Un tel conflit, et qui s'est terminé sans qu'aucun rapprochement ait pu avoir lieu entre les ouvriers et le Consortium, a les plus funestes effets moraux. Il fait plus pour le recrutement des adeptes du communisme que des années de campagnes politiques. Les esprits irrités par les souffrances supportées sont une proie facile pour le communisme qui se crée ainsi beaucoup de sympathies.

« Il est pénible de constater que deux longues grèves ont éclaté à propos du paiement des cotisations ouvrières aux assurances sociales, l'une lorsque le Consortium a décidé de ristourner à ses ouvriers le montant de ces cotisations sous forme d'une prime de « fidélité » et l'autre lorsqu'il a voulu imposer la suppression de cette prime.

« La guerre a profondément bouleversé les coutumes patronales. L'industrie patriarcale a vécu. Elle ne répond plus aux besoins actuels. Le développement des grosses firmes l'a fait disparaître. Le Consortium a groupé ces firmes, mais il n'est pas devenu ce que l'on attendait de lui. Au lieu d'un organisme de conciliation, c'est un organisme de bataille. Il a lutté pour diviser les ouvriers. Il a combattu leurs syndicats. Il n'y a pas si longtemps que certaines usines n'embauchaient pas les ouvriers syndiqués et M. Ley m'avouait lui-même que contre les syndicats il possédait des moyens puissants. Cela consistait à accorder tout ce que demandaient les ouvriers non syndiqués et à repous-

ser systématiquement les moindres revendications des ouvriers syndiqués. Résultat : les ouvriers abandonnaient les syndicats.

« L'idéal serait une collaboration franche et loyale entre industriels et salariés. De cette collaboration naîtraient les institutions professionnelles. Les syndicats n'en sont qu'un rouage, il y manque le mécanisme qui leur donnerait le mouvement. Ce mécanisme c'est la collaboration patronale.

« Sans revenir au cadre étroit et désuet de la corporation, les institutions professionnelles permettraient l'étude en commun de tous les problèmes intéressant les rapports des patrons avec leurs ouvriers. Les industriels y répugnent. Ils redoutent, de ce fait, un amoindrissement de leur autorité et craignent l'avènement du socialisme. Je crois, au contraire, que l'entente est le plus sûr moyen de combattre le socialisme.

« Enfin, si l'on veut diriger une main-d'œuvre capable, il est nécessaire de lui donner les moyens de vivre sinon dans l'abondance, tout au moins dans l'aisance. La collaboration du capital et du travail doit, dans ce sens, amener les meilleurs résultats. Elle permettrait d'améliorer l'habitation ouvrière en transformant les logements où, dans une promiscuité malsaine, tant au physique qu'au moral, vivent des milliers d'ouvriers. »

Nous avons demandé à Son Eminence le Cardinal Liénart, avant de prendre congé, s'il était exact que certains industriels avaient pris ombrage de l'immense popularité dont il jouissait auprès des ouvriers et n'avaient pas, pour l'empêcher de secourir des grévistes malheureux, suspendu pendant quelque temps leurs dons au titre du denier du culte.

« En effet, nous a répondu l'éminent prélat, j'ai eu, il y a peu d'années, au moment des grèves d'Halluin, quelques difficultés avec certains patrons qui m'ont reproché l'aide morale et matérielle que j'apportais à mes frères dans le besoin. Difficultés passagères d'ailleurs, mais qui ne pouvaient m'empêcher de faire ce que me dictait ma conscience. »

Il nous faut ajouter, et par modestie, Son Eminence le Cardinal Liénart l'a passé sous silence, que c'est précisément cette

attitude et son application judicieuse de l'Encyclique « *Rerum Novarum* », qui lui ont valu très tôt la pourpre cardinalice.

II

LES RESPONSABILITÉS

Il est maintenant possible de dégager les responsabilités et d'examiner impartialement la valeur des attitudes adoptées dans ce conflit par les industriels et par les représentants des ouvriers.

Le Consortium de l'Industrie Textile est responsable de l'ouverture des hostilités, les syndicats affiliés à la Confédération Général du Travail et à la Confédération du Travail Unitaire ont, par leur obstination, rendu impossible une promptre reprise du travail, seuls les syndicats libres se sont efforcés d'éviter la grève et, après sa déclaration, d'aboutir rapidement par des concessions réciproques. Enfin, l'influence des Indépendants a été heureuse, mais tardive.

Le Consortium n'a jamais poursuivi une politique conciliante. Il est resté incompréhensible pour les salariés. Après avoir témoigné de quelques velléités de collaboration avec les syndicats ouvriers, collaboration intéressée et dont le but principal était de faire pression sur le Gouvernement en vue d'obtenir des dégrèvements immédiats et une refonte générale de la fiscalité, le Consortium reprenait ses habitudes autoritaires pour annoncer aux ouvriers qu'il était obligé de maintenir intégralement le plan de baisse des salaires. Au milieu du mois de mai, M. Désiré Ley estimait que la situation des industries textiles ne permettait pas d'éviter une diminution des salaires de 10 %. Les syndicats ouvriers répondirent par la grève générale. Ce qui nous permet d'affirmer que le Consortium n'a délibérément rien fait pour éviter la grève, c'est que le 4 juillet, à un moment où la situation économique, loin de s'éclaircir, s'assombrissait, la Commission intersyndicale patronale, dans la note suivante, renon-

çait pour l'avenir à ce fameux « plan » dont le maintien avait provoqué le conflit :

Sur des affiches placardées dans la soirée de samedi — et dans l'intention évidente d'empêcher la reprise du travail — on prétend que les ouvriers sont sous la menace d'une nouvelle diminution de salaires de 6 0/0.

La Commission intersyndicale patronale de l'Industrie textile ne peut que rappeler sa déclaration du 3 juillet, portée à la connaissance des ouvriers par affiches et dans les journaux quotidiens, qui disait formellement :

« On nous reproche notre intransigeance. Vous savez que c'est à tort. Nous avons, au contraire, au cours de nombreuses entrevues avec les représentants de vos Syndicats et du Gouvernement, renoncé à des abaissements de salaires qui nous étaient pourtant indispensables. Nous ne demandons plus qu'une seule chose : le payement par vous de votre quote-part aux Assurances sociales. Vous savez que la suppression de la prime de présence n'est pas autre chose que cela.

« Ouvriers, ce n'est pas un abaissement de salaire, c'est un retour à la loi elle-même. La situation nous y oblige. »

Une diminution de 4 % suffisait donc, au mois de juillet, à la bonne marche des entreprises, alors qu'au mois de mai il était question de dépasser très largement ce taux. Dans ces conditions, deux conclusions sont seules possibles : ou le Consortium s'est trompé dans ses estimations et dans ses prévisions, ou il a voulu sciemment profiter de circonstances défavorables à l'industrie pour imposer aux ouvriers des conditions draconiennes et qui ressemblent beaucoup à l'exploitation du pauvre par le riche. L'adoption de l'une ou l'autre de ces hypothèses ne permet pas d'apprécier favorablement les méthodes de la Commission Intersyndicale patronale de l'industrie textile. Enfin, lorsque M. Ley nous déclarait, peu après la fin de la grève, qu'il avait l'habitude de ne jamais modifier ses propositions en cours de conflit, il se mettait, simplement, en contradiction avec les faits.

Nous n'insisterons pas sur l'attitude des syndicats ouvriers, qui est parfaitement claire. Les uns, tenaces dans leurs espérances de victoire, ont voulu lutter jusqu'à l'épuisement complet de leurs ressources, les autres, plus avertis et moins hostiles au patronat, ont, constamment, cherché un rapprochement qui s'avérait de jour en jour plus difficile.

Le rôle des industriels indépendants est d'autant plus fécond en enseignements que c'est lui qui décida de l'issue du conflit. Les Indépendants étaient des industriels isolés qui n'éprouvaient pas, pour la plupart, le besoin de baisser les salaires. La décision du Consortium les a étonnés. Après la cessation du travail par leurs ouvriers, ils sont demeurés dans l'expectative et ils ont observé les hostilités sans prendre parti. Ils étaient, en somme, des neutres attendant de connaître le vainqueur pour adopter ses conditions. La durée de la grève les a surpris et c'est lorsqu'ils se sont aperçus qu'aucune solution n'apparaissait qu'ils ont commencé leurs démarches et leurs propositions, qui devaient finalement résoudre le conflit. Il est indubitable que si ces Indépendants s'étaient groupés dès le début de la grève, celle-ci n'aurait pas duré dix semaines.

Il est juste de reconnaître que les syndicats ouvriers les ont compris à tort dans un mouvement dont ils étaient parfaitement irresponsables. L'ordre de grève les a atteints sans qu'ils aient pris position, c'est-à-dire alors qu'ils continuaient à appliquer le statu quo. Sans doute une grève générale est plus efficace qu'une grève partielle, mais il aurait toujours été loisible de la déclarer vis-à-vis des Indépendants si ceux-ci adoptaient l'attitude du Consortium et au cas où ils ne l'auraient pas suivi, quel argument cela aurait constitué pour les syndicats ouvriers et quel puissant moyen pour amener le Consortium à la conciliation !

LA LEÇON DU CONFLIT

La grève s'est terminée par un échec pour les ouvriers non visés par la convention collective, mais le Consortium ne peut pas la considérer comme un succès. Cet échec était prévu. Seul un accord sur des bases raisonnables de baisse des salaires était espéré par les secrétaires des syndicats ouvriers. Cet accord aurait contenté tout le monde et calmé les esprits.

Pourquoi la grève ne pouvait-elle pas réussir ?

Les ouvriers ne pouvaient espérer le succès parce qu'il est rare

de voir les revendications ouvrières sur les salaires triompher en période de dépression. La crise, très aiguë dans le textile, restreignant les profits des industriels, ne pouvait que les inciter à comprimer leurs frais généraux. L'absence de commandes suivies leur permettait de considérer une grève comme un demi-mal. Pour qu'une grève réussisse, il faut qu'elle cause un très grave préjudice aux intérêts des employeurs. En l'occurrence, le dommage était mince. Enfin, les ouvriers se heurtaient à un syndicat patronal puissant, riche et opiniâtre, alors qu'eux-mêmes n'étaient soutenus que par des syndicats influents, sans doute, mais pauvres.

La lassitude triompha finalement des plus énergiques, mais le travail avait été interrompu pendant dix semaines. En dehors de l'attitude des parties en présence, la longue durée de cet arrêt de la production se justifie par le fait qu'une grève générale est toujours plus durable qu'une grève partielle. Dans une grève partielle, certains ouvriers sont autorisés par leurs syndicats à ne pas abandonner le travail et il est bien difficile de gouverner tous les grévistes et d'empêcher les rentrées isolées. Dans une grève générale, personne ne doit travailler, ceux qui désireraient le faire ne l'osent par crainte de représailles et tout le monde s'abstient.

La vie en commun dans les courées de Roubaix-Tourcoing facilite la surveillance des hésitants. La grève d'été, qui permet les longues flâneries, les manifestations en plein air, les cortèges, etc..., est toujours plus longue que celle d'hiver, car le gréviste est obligé de rester chez lui au coin du feu, ce qui lui occasionne des frais de chauffage et d'éclairage supplémentaires et provoque chez lui un ennui rapide. Enfin, une grève générale, si elle n'est pas enrayée dès les premiers jours, dure jusqu'à son « point névralgique », c'est-à-dire cinq à six semaines, si aucune solution n'intervient à ce moment, elle rebondit et de longues semaines peuvent s'écouler encore sans apporter de résultat. Tous ces éléments ont joué dans la grève générale du textile de Roubaix-Tourcoing. Un seul moyen permettrait d'espérer une brève solution : la médiation des Pouvoirs publics. Mais les pourpar-

lers furent longs. Le Préfet du Nord échoua, le Ministre du Travail ne fut pas plus heureux et ces tentatives de conciliation, loin d'écourter le conflit, commençaient à se révéler nuisibles et fallacieuses lorsque l'habileté manœuvrière du Président du Conseil lui permit de trouver la formule d'entente qui devait, en provoquant des rentrées partielles sans cesse accrues, ramener peu à peu tous les ouvriers aux usines.

Nous sommes ainsi amenés à nous demander si cette grève désastreuse pouvait être évitée et à conclure que normalement elle n'aurait jamais dû éclater.

Que fallait-il faire pour cela ? Diverses solutions conciliantes peuvent être envisagées qui toutes auraient permis d'écarter toute menace de conflit en respectant les intérêts des industriels comme ceux des ouvriers :

1° Au lieu de décréter une réduction générale des salaires dans l'industrie textile de la région, il fallait seulement appliquer une baisse partielle. C'est l'industrie du coton qui souffrait particulièrement de la crise et pour laquelle une compression des prix de revient était devenue nécessaire. L'industrie de la laine, au contraire, sans être particulièrement florissante, pouvait continuer à fonctionner à peu près normalement, sans recourir à cette solution. Les opinions sont unanimes sur ce point. Pourquoi donc avoir voulu avantager une industrie sous prétexte de venir en aide à une autre ? Il eut été facile d'obtenir un accord entre industriels et ouvriers, prévoyant une baisse d'environ 4 % dans les manufactures cotonnières, après un exposé franc et net de la situation aux ouvriers. Le résultat en valait la peine. Des esprits peu avertis objecteraient peut-être, que diminuer les salaires dans certaines industries textiles sans le faire dans les autres aurait amené une désertion en masse des usines qui auraient appliqué cette solution au profit de celles où les salaires auraient été inchangés. L'argument n'a aucune valeur. En effet, il n'y a ni similitude de travail ni similitude de salaires dans ces industries. Un ouvrier fileur ou tisseur de coton ne peut devenir, sans apprentissage, fileur ou tisseur de laine. Il n'y avait donc pas à craindre ce danger, d'autant plus que le chômage

qui commençait à régner intensément était pour l'application de cette mesure un argument favorable. Tout départ aurait été immédiatement suivi d'une rentrée. Enfin, et ceci n'est pas la raison la moins déterminante, il existe dans les industries textiles de coton de Roubaix-Tourcoing et des environs une très forte population d'ouvriers frontaliers belges qui, étant donné leur situation privilégiée, n'auraient pas hésité à accepter une diminution de salaires, comme ils l'ont fait un peu après le début de la grève.

Cette solution eut été d'autant plus rationnelle que la baisse des laines brutes, en permettant de vendre les produits manufacturés à des prix très sensiblement inférieurs à ceux pratiqués antérieurement, nuit considérablement au négoce des tissus de coton. Le traitement de faveur que nous préconisons aurait aidé à rétablir un équilibre très compromis.

2° Un autre moyen d'éviter la grève aurait consisté à proposer aux syndicats ouvriers de faire varier les salaires en fonction des variations du coefficient publié par la Commission régionale d'études relatives au coût de la vie. Cette proposition n'aurait certainement pas déplu aux syndicats ouvriers et la publication du coefficient du mois de mai 1931 aurait permis une diminution immédiate et sensible des salaires d'environ 3 % sans faire naître des protestations sérieuses. Les industriels y auraient trouvé un autre avantage non négligeable : celui de pouvoir procéder à de nouvelles diminutions dans un laps de temps relativement court. Il est, en effet, incontestable que la baisse des prix tend à s'accroître et qu'elle durera autant que la crise. Le prix de revient des produits aurait pu ainsi être automatiquement abaissé, jusqu'au moment où grâce à un retour à la prospérité le coefficient aurait été modifié dans le sens de la hausse, ce qui aurait nécessité un relèvement des salaires que les industriels consentiraient d'autant plus facilement qu'il correspondrait à une reprise des affaires.

3° Enfin, un dernier moyen tout psychologique vise les rapports du Consortium avec les ouvriers. La simple adoption de procédés conciliants aux lieu et place de décisions brusquées et

intransigeantes aurait permis d'aboutir à un accord profitable à l'industrie en ménageant les susceptibilités des travailleurs. Mésestimer la force d'une population ouvrière considérable et porter atteinte à son amour-propre et à ses intérêts moraux les plus légitimes constituent la faute la plus lourde que puisse commettre un administrateur.

La persuasion donne bien souvent de meilleurs résultats que la violence, surtout lorsqu'elle est basée sur des arguments aussi sérieux que ceux dont disposait le patronat. Avec un peu d'habileté, en conviant les syndicats ouvriers à des échanges de vues et non en les priant d'entendre ses décisions, le Consortium, se basant sur la diminution des salaires dans les mines et sur la situation économique exceptionnellement grave, serait arrivé à la compression des prix de revient qu'il a réalisée en évitant un conflit qui a déchaîné contre lui des haines tenaces et des reproches justifiés.

LA POLITIQUE SOCIALE DU CONSORTIUM

Cette politique se révèle désastreuse. Elle est non seulement néfaste aux ouvriers, mais encore aux industriels eux-mêmes. Créatrice de rancœurs, de malentendus, de défiances réciproques, elle ne peut qu'être nuisible aux intérêts d'une industrie jusqu'alors si prospère. Le Consortium doit à ses mesures dictatoriales d'asservissement de la classe ouvrière deux grèves générales en moins d'un an. Quel en est le résultat ? Il est malheureusement lumineux : c'est la perte des moyens d'existence pour l'ouvrier et la disparition d'une partie de la clientèle pour l'industriel au profit des concurrents étrangers qui se réjouissent de ces luttes intestines. Tout se borne à une bataille sans merci entre une organisation patronale et le syndicalisme ouvrier. Le groupement des travailleurs de même profession en vue de la défense de leurs intérêts est normal et désirable. Les efforts du Consortium tendant à la désagrégation de ces syndicats ne sont pas admissibles. Il est à craindre que cette tactique, en exaspérant les esprits, n'amène rapidement chez les ouvriers le déve-

loppement d'idées extrémistes préjudiciables à la prospérité nationale et à la paix sociale.

Le Consortium, organisme d'œuvres sociales multiples, ne mérite que des louanges, même si l'on considère qu'il eut été préférable de distribuer sous forme de salaires les allocations qu'il verse à ses ouvriers avec de trop nombreuses conditions de fidélité à l'usine ; la Commission intersyndicale patronale mérite les plus sévères critiques. Sa substitution absolue aux patrons pour la discussion des questions de salaires et les méthodes qu'elle a adoptées ont déchaîné contre elle toutes les forces des masses ouvrières, depuis les éléments les plus modérés jusqu'aux adversaires les plus acharnés du régime politique actuel.

LES REMÈDES

Pour éviter le retour de pareils conflits, il est nécessaire d'améliorer les relations entre les organisations patronales et ouvrières. Il faut calmer les esprits, développer une confiance réciproque, rapprocher les ouvriers de leurs patrons, en un mot, il faut collaborer en vue de l'amélioration des conditions générales du travail. Une collaboration loyale ne peut exister entre patrons et ouvriers du textile de Roubaix-Tourcoing qu'en abattant le mur qui sépare le Consortium des syndicats ouvriers pour le remplacer par des liens qui uniront définitivement les deux parties. Ces liens qui ont déjà noué, dans de nombreuses industries, les relations des salariés avec les employeurs sont les Commissions mixtes.

La Commission mixte a l'avantage d'englober toutes les professions. Elle a le même rôle, mais étendu à toute une catégorie d'industries, que le Conseil d'usine dont l'action est strictement isolée.

Elle se compose de représentants des patrons et d'ouvriers délégués par leurs syndicats. Elle est chargée d'étudier et de résoudre toutes les questions professionnelles et toutes les diffi-

cultés qui peuvent naître entre les patrons et les salariés. Elle établit enfin les conventions collectives de travail.

Les industriels du textile de Roubaix-Tourcoing ne sont pas favorables à l'institution des Commissions mixtes pour deux raisons : 1° ils veulent rester maîtres chez eux et 2° les syndicats trop faibles ne leur donnent aucune garantie morale et matérielle de respect par les ouvriers des conventions collectives.

La Commission mixte n'empêche pas un patron d'être maître chez lui. Elle est un moyen de conciliation ; si les prétentions d'un industriel sont justifiées, il peut avoir confiance dans la décision de la Commission mixte. Si elles sont injustifiées, il est évident qu'il devra s'incliner. Mais les industriels du textile de Roubaix-Tourcoing assurent que toutes les mesures qu'ils ont prises à l'égard de la classe ouvrière sont légitimes. Dans ces conditions, leur crainte est irraisonnée ! Enfin, la Commission mixte s'occupant uniquement des relations entre patrons et ouvriers, laisse à l'industriel une indépendance réelle au point de vue économique et les avantages qu'il peut en retirer le récompensent largement de ses concessions au point de vue social.

Le deuxième argument, visant la faiblesse des syndicats, est plus décisif. Les effectifs des syndicats ouvriers en sont une confirmation. Mais que faut-il pour qu'un syndicat ouvrier soit riche et important et constitue ainsi, pour les employeurs, une garantie suffisante ?

Il faut qu'il ait un très grand nombre d'adhérents et que presque tous les ouvriers soient syndiqués. Or, c'est précisément la constitution des commissions mixtes et la signature des conventions collectives de travail qui incitent les ouvriers à faire partie des syndicats. La garantie souhaitée est donc un effet de la collaboration. Le Groupement interprofessionnel des Industriels indépendants a parfaitement compris la nécessité de mettre fin à ces luttes perpétuelles entre patronat et prolétariat. C'est dans ce but qu'il a signé l'accord du 3 juillet 1931.

*Quels résultats faut-il attendre de l'intervention
du Groupement interprofessionnel des Industriels Indépendants ?*

Les Indépendants, ou plutôt les ex-Indépendants, ont non seulement mis fin au conflit, ils ont, en abandonnant leur isolement, ouvert une ère de pacification dans toute l'industrie textile de la région. Ils constituent une force qui, dans l'avenir, doit mettre obstacle aux décisions autocratiques du Consortium. Sans doute l'accord du 3 juillet ne spécifie pas que les décisions de la Commission mixte, qui se réunira en cas de difficultés survenues dans les conditions générales de travail et de salaires, devront être obligatoirement acceptées par les employeurs et les ouvriers, mais il constitue, cependant, un progrès et une garantie d'efforts conjugués vers une solution amiable. Il prescrit surtout des négociations obligatoires qui rendent impossible une déclaration de grève précipitée et dont le rôle peut être comparé à celui que jouait la « quarantaine le roi » au Moyen âge et à celui de l'article du code de procédure civile, qui en cette matière réprime l'appel « *ab irato* ».

Enfin, le Consortium n'est plus le seul groupement patronal de l'Industrie Textile de la région. Les Indépendants, réunissant une centaine de patrons comptant environ 25.000 ouvriers sur un peu plus de 125.000 exerceront, en cas de conflit, une influence très supérieure à celle que la faiblesse numérique de leurs effectifs pourrait laisser supposer. Admettons, par exemple, que le Consortium décide une nouvelle diminution des salaires. Le Groupement des Industriels Indépendants devra prendre position et entendre l'avis de la Commission mixte. Si celle-ci conclue à l'adoption d'une diminution, pas de difficultés, mais si elle la repousse et que le Groupement des Indépendants se range à son avis, la situation du Consortium devient critique. En effet, en appliquant sa décision, il déclenche une grève, mais il a l'opinion publique tout entière contre lui et ce n'est pas un facteur négligeable. D'autre part, les usines des industriels indépendants continuent à travailler ; la grève n'est que partielle et elle ne

peut durer. En effet, si un industriel accepte assez facilement l'arrêt de la production quand il atteint toute la région, il ne consent pas volontiers à assister impuissant à la continuation du travail chez quelques-uns de ses concurrents lorsque sa propre usine est désertée.

En un mot, l'accord du 3 juillet 1931 doit amener le Consortium à abandonner ses méthodes de politique sociale en faveur d'un rapprochement avec les ouvriers, sous peine de souffrir d'une désagrégation rapide qui irait jusqu'à l'anéantissement de sa puissance.

Il est souhaitable, dans l'intérêt de tous, que l'abandon d'une formule périmée et fertile en difficultés économiques et sociales ne soit pas trop tardive.

Cette collaboration nécessaire, l'Encyclique « *Quadragesimo Anno* » l'a consacrée définitivement après que l'Encyclique « *Rerum Novarum* » du Pape Léon XIII en eût esquissé l'importance. Ce passage est particulièrement significatif : « L'objectif que doivent avant tout se proposer l'Etat et l'élite des citoyens, ce à quoi ils doivent appliquer tout d'abord leur effort, c'est de mettre un terme au conflit qui divise les classes et de provoquer et encourager une cordiale collaboration des professions. La politique sociale mettra donc tous ses soins à reconstituer les corps professionnels. » M. Lambert-Ribot, représentant patronal au Bureau International du Travail, en reconnaissait le bien-fondé lorsqu'il déclarait, au mois de juillet 1931, à Genève : « Les terrains sur lesquels patrons et ouvriers se rencontrent sont extrêmement nombreux et nous croyons qu'on peut y faire une œuvre particulièrement utile et efficace à condition, toutefois, qu'elle soit animée d'un esprit de justice sociale et de charité humaine, cet esprit auquel faisait allusion et qu'invoquait la dernière Encyclique. L'idéal que l'Encyclique a posé est assez haut et assez noble pour que tous ici, croyants et non croyants, nous puissions y tendre de tout notre cœur. »

III

L'AMÉLIORATION DU SORT DE L'OUVRIER

L'examen des salaires, du coût de la vie et des conditions d'existence de l'ouvrier textile de la région de Roubaix-Tourcoing prouve que d'importants efforts doivent être faits pour que les légitimes aspirations d'une population ouvrière considérable soient exaucées. Il n'est pas inutile de rappeler qu'il n'y a pas un siècle l'ouvrier textile du Nord travaillait en moyenne de 13 à 14 heures par jour, qu'il était logé dans des taudis immondes et quelquefois dans des caves, que des enfants de 4, 5 et 6 ans travaillaient comme dévideurs de laine ou ratta-cheurs et que la misère effroyable et la maladie causaient dans la main-d'œuvre une mortalité fantastique (1). Certes, depuis cette époque, la situation s'est améliorée, mais les progrès ont été lents et incomplets.

La hausse des salaires depuis la guerre, correspondant à peine à celle du coût de la vie, n'a pas favorisé les ouvriers. La situation économique actuelle ne permet pas d'envisager une modification du chiffre nominal de leur part dans le produit du travail. Tout au moins il faut espérer qu'une accentuation de la baisse du coût de la vie viendra augmenter leur pouvoir d'achat.

Si aucune majoration des salaires ne peut avoir lieu en cette période, il est indispensable de compléter les œuvres sociales existantes et de résoudre le problème des habitations ouvrières.

La loi sur les assurances sociales a apporté enfin en France, des réformes sociales sérieuses et longuement attendues. Elle couvre les risques maladie, invalidité prématurée, maternité, vieillesse et décès. L'assurance chômage n'existe pas. Or, et cela est particulièrement d'actualité dans les périodes de crise économique, le chômage est un risque au moins aussi important que

(1) Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie, par Villermé (1840).

la maladie et contre lequel il importe de prendre des mesures exceptionnelles. Nous n'avons pas à examiner s'il eût été préférable ou non de comprendre ce risque dans les assurances sociales. Les résultats financiers désastreux enregistrés par certains Etats étrangers sur ce point, n'étaient nullement encourageants et, d'autre part, la France disposant d'une main-d'œuvre nationale très insuffisante ne paraissait pas, au moment où la loi a été élaborée, devoir craindre sérieusement ce risque avant que de longues années ne se soient écoulées.

En ce qui concerne l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing et des environs, le problème est aussi simple à poser qu'il est difficile à résoudre : le chômage s'accroît de jour en jour et réduit de nombreux ouvriers français à la misère, alors qu'il y a plus de 50.000 ouvriers belges employés dans cette industrie. Les syndicats français, même socialistes, ont demandé à être protégés par des mesures réservant en premier lieu du travail aux ouvriers nationaux.

Le gouvernement ne peut envisager que deux solutions : ou distribuer d'importants secours aux chômeurs, ce qui aurait pour conséquence d'aggraver encore le déficit du budget de 1932-33, ou limiter l'emploi de la main-d'œuvre étrangère sur le territoire français en faisant voter par le Parlement une loi fixant les contingents d'ouvriers étrangers qui pourront être admis dans l'agriculture, l'industrie et le commerce français. Cette seconde méthode, si elle a l'avantage de ne pas peser sur le budget, a, par contre, l'inconvénient de provoquer des protestations émanant des Etats signataires des conventions internationales d'immigration.

Ces conventions internationales n'ont pas prévu l'actuelle période de dépression économique. Il y aurait intérêt à les dénoncer et à introduire dans de nouveaux accords une clause prévoyant que le chômage sera considéré comme un cas de force majeure autorisant les Etats signataires à retirer dans une certaine proportion la carte d'identité aux travailleurs étrangers employés dans les industries où le licenciement d'une partie du personnel deviendrait nécessaire. Mais ces dénonciations ne

peuvent se faire qu'à des époques déterminées et c'est immédiatement qu'il faut prendre des mesures de protection en faveur des nationaux. Malheureusement, ces mesures ne peuvent que préjudicier aux intérêts des frontaliers belges, qui ne manqueront pas de protester.

Il n'est pas très noble, après avoir attiré cette main-d'œuvre lorsqu'elle était indispensable, de la renvoyer chez elle, où elle ne pourra trouver à s'employer, maintenant que sa nécessité ne se fait plus sentir sur notre territoire.

Il s'agit, en l'occurrence, de ressortissants d'une nation qui a prouvé sa générosité et son attachement indéfectible à la France. Ces considérations importantes obligeront le Gouvernement Français à agir avec une extrême prudence et en parfait accord avec le Gouvernement Belge.

Un moyen efficace d'améliorer les conditions d'existence des ouvriers, tout en réduisant le chômage, est l'*interdiction du travail en double équipe*, au moins pour les femmes et les enfants. Le travail en double et même triple équipe, qui s'est particulièrement développé depuis la guerre, s'il offre des avantages réels, a de très sérieux inconvénients. Ce système permet d'obtenir une plus grande production avec le même matériel dans les mêmes bâtiments et de réaliser des économies sur les impôts, les assurances, le chauffage et la force motrice. Mais il occasionne une usure très rapide des machines, il est cause d'un accroissement des frais généraux plus que doublés et surtout ses effets sur la santé et la moralité des ouvriers sont désastreux. Il n'y a plus de vie familiale possible lorsque le mari et la femme ou les enfants travaillent les uns à l'équipe du matin, les autres à l'équipe du soir. Les principaux repas, pris très tôt ou très tard, sont mal préparés et par conséquent mal assimilés, le froid est plus rigoureux au petit jour et dans la nuit, enfin le travail exécuté pendant huit heures consécutives avec seulement un repos de quelques minutes, est moins productif. Ces inconvénients se révèlent surtout chez les femmes et les enfants qui, moins robustes que l'homme, résistent mal à un labeur exercé dans de telles conditions. Les effets les plus redoutables

du travail en double équipe sont un accroissement de la mortalité et une dénatalité inquiétante.

Le ralentissement de la production devrait permettre de renoncer à l'application de cette méthode aux femmes et aux enfants. Les Chambres de Commerce de Roubaix et de Tourcoing sont favorables à l'interdiction du travail en double équipe, à condition que la même mesure soit adoptée par tous les États étrangers. Il faut souhaiter que le Bureau International du Travail s'occupe sans tarder de cette réforme.

LES ALLOCATIONS FAMILIALES

Nous avons vu que les allocations familiales avaient été un des principaux soucis des industriels du textile de Roubaix-Tourcoing, adhérents ou non au Consortium. Créées par nécessité, elles constituent une des principales ressources des familles nombreuses. Le taux de ces allocations est raisonnable et l'intervention du législateur n'apportera vraisemblablement pas en cette matière une notable amélioration. Une proposition de loi vient d'être votée par la Chambre des députés, tendant à rendre obligatoires ces allocations. La mise en application de cette loi que le Sénat ne peut manquer de voter aura pour principal avantage de transformer en droit ce qui n'était que concession gracieuse et de faire disparaître les nombreuses restrictions édictées par le Consortium dans un but de stabilité de la main-d'œuvre.

Mais ces réformes sont peu importantes, comparées à l'effort qui doit être fait en vue de procurer aux ouvriers des logements sains et agréables.

LA RÉFORME DES HABITATIONS OUVRIÈRES

Les ouvriers bénéficient presque partout, dans le Nord, de logements hygiéniques et salubres. Les mineurs principalement occupent pour la plupart des pavillons qui, s'ils ont le tort d'être

peu esthétiques et tous semblables, sont, du moins, spacieux et confortables. La même remarque s'applique à peu près à toutes les villes du Nord. Seuls les ouvriers du textile de Roubaix-Tourcoing ont ignoré ces bienfaits. Un siècle de progrès s'est écoulé sans qu'aucune modification heureuse ait transformé leurs logements. Sans doute, la destruction presque complète de plusieurs villes du Nord pendant la guerre a supprimé radicalement le taudis dans les cités sinistrées. Mais faudrait-il regretter que Roubaix et Tourcoing aient été épargnées ? Le logement est un facteur considérable qu'il ne faut pas mésestimer. Il a une influence directe sur la santé et l'état d'esprit des travailleurs. La vie en commun dans des courées joue un rôle prépondérant en cas de conflit et facilite la besogne des meneurs. Enfin, l'ouvrier bien logé peut goûter un repos réparateur et sa production est bien supérieure à celle d'un ouvrier vivant dans une pièce unique, sans lumière et presque sans air. Les efforts conjugués des industriels et des Pouvoirs publics doivent tendre à la suppression des taudis qui sont légion, surtout à Roubaix. Ce n'est évidemment pas une amélioration qui puisse s'effectuer à bref délai, mais il n'est pas opportun d'y renoncer sous prétexte que la réforme est trop importante et trop coûteuse.

Il est regrettable que les industriels du textile de Roubaix-Tourcoing aient pratiqué après la guerre une politique d'éloignement à l'égard des ouvriers et aient laissé le soin à des mandataires d'examiner leurs revendications. Occupés uniquement à intensifier leur production, ils ont ignoré l'importance de certaines questions sociales dont l'acuité se révèle à eux alors qu'il est trop tard pour intervenir.

Les industriels ont amassé en quelques années d'énormes richesses. Ils le doivent non seulement à leurs ventes sans cesse accrues, mais surtout à la spéculation sur les matières premières, dont les cours haussaient sans cesse. Ils ont pensé que cette situation exceptionnelle durerait longtemps et ont manqué de prévoyance. Invariablement ils ont employé leurs profits en constructions nouvelles, en achats de matériel neuf ou de valeurs mobilières. Un patron qui possédait 200 métiers pensait qu'en

en possédant 300 il augmenterait ses bénéfices de façon appréciable, et ainsi de suite. Les crédits étaient faciles et de larges appels furent faits aux banques. La crise survint et avec elle la chute des cours des matières premières, des valeurs mobilières et la restriction des crédits. Elle est d'autant plus cruellement sentie qu'elle porte sur un matériel accru, dont une partie n'est plus nécessaire. La spéculation sur les matières premières se faisant uniquement à la hausse, les pertes sont importantes et définitives.

L'emploi d'une partie de ces bénéfices en achats de terrains et en constructions de maisons ouvrières aurait permis d'améliorer le sort de l'ouvrier en préparant des moyens de défense contre la crise économique.

L'ouvrier du Nord travaille toute une vie pour économiser le plus souvent la somme nécessaire à l'acquisition d'une petite maisonnette à la campagne et de quelques arpents de terre qui lui permettront de finir ses jours tranquillement et à l'abri du besoin. Ce rêve, les employeurs pouvaient le réaliser économiquement grâce aux grands moyens financiers dont ils disposaient, par des achats massifs de terrains et des constructions méthodiques d'habitations modestes. Ils auraient joué le rôle de banquier de leur personnel, mais de banquier désintéressé. Il ne se serait pas agi d'un don trop onéreux et qui aurait pu froisser certaines susceptibilités, mais d'une location-vente avec paiement d'un prix modique et échelonné sur un très grand nombre d'années. Cette opération, en constituant une source de revenus appréciables pour les patrons pendant les années de crise, aurait évité en grande partie la surproduction due à l'accroissement du matériel et la sous-consommation résultant du chômage. De plus, l'ouvrier, pendant ses heures de loisir, aurait cultivé sa terre et en aurait tiré des légumes et des fruits à bon compte. Sans insister sur l'influence heureuse de cette méthode au point de vue santé et moralité de l'ouvrier, il est utile de souligner que celui-ci, ne supportant qu'un faible loyer et ayant pu restreindre par sa propre production ses dépenses d'alimentation, aurait facilement accepté quelques légères diminutions de salaires avan-

tageuses à l'industrie en période de dépression. Enfin, permettre à un ouvrier d'accéder à la petite propriété, c'est souvent convertir un communiste, et ce résultat favorable au rapprochement des classes et à la paix sociale n'eût pas été le moins heureux.

Il est regrettable de constater que les industriels aient jugé bon de ne se soucier que médiocrement du problème de l'habitation ouvrière. L'intégrité de la race et l'appoint d'une main-d'œuvre forte constituent des facteurs suffisants pour que tout soit mis en œuvre de façon à supprimer les logements malsains si tristement célèbres à Roubaix et à Tourcoing.

QUATRIÈME PARTIE

L'Avenir de l'Industrie Textile à Roubaix-Tourcoing

L'année 1931 a transformé les lourdes menaces qui se précisaient en 1930 et a jeté l'industrie textile, en général, et celle de Roubaix-Tourcoing, en particulier, dans les plus graves difficultés. Sans manifester un pessimisme outrancier, il est permis de craindre que cette industrie, qui constitue une des principales richesses de la France, ne souffre pendant de longues années du fléau mondial. Les années d'extrême abondance sont terminées. Comment le textile supportera-t-il les années de disette ? Il semble que rien n'a été prévu pour l'aider à franchir ce passage difficile. La crise économique atteint la France, après avoir ravagé tous les autres pays, et elle s'y développe d'autant plus rapidement qu'elle l'a longtemps épargnée. L'expérience étrangère ne lui a été d'aucun profit et l'optimisme qu'avait fait naître une situation privilégiée disparaît à l'approche de dures réalités économiques.

Longtemps maître des marchés extérieurs, l'industrie textile française subit actuellement la loi de concurrents mieux favorisés. Ses exportations, les statistiques en font foi, ont diminué d'une façon inquiétante. Le marché intérieur lui-même est

menacé, puisque les importations de textiles étrangers ont augmenté considérablement en 1930 et 1931.

Pour éviter l'invasion de ces produits étrangers, un remède vient aussitôt à l'esprit : augmenter les droits de douane à l'entrée en France. Mais cette mesure est actuellement inapplicable, la France, liée par les consolidations de droits inscrits dans ses accords commerciaux, ne peut modifier les positions de son tarif douanier sans obtenir de ses co-contractants étrangers les déconsolidations nécessaires, déconsolidations qui ne sont naturellement consenties que contre d'autres sacrifices. Et ici, intervient le jeu de la clause de la nation la plus favorisée introduite dans presque tous nos accords commerciaux, qui vient rendre inutile de longues et laborieuses négociations.

Et cependant il est urgent d'agir.

L'industrie textile française fait vivre trois millions de personnes. Elle est créatrice de richesses évaluées à trois fois la valeur des matières premières employées. Ses produits, qui occupent de très loin la première place dans les exportations françaises, sont évalués au tiers de la valeur totale de ces exportations. Si des mesures énergiques ne sont pas prises pour enrayer immédiatement la débâcle, c'est la ruine pour une quantité d'industriels et le chômage pour des centaines de milliers d'ouvriers.

Il n'existe que deux moyens pour parer à ce risque :

La baisse des salaires ou les dégrèvements fiscaux.

LA BAISSÉ DES SALAIRES

La baisse des salaires est actuellement impraticable à Roubaix-Tourcoing. Il est inutile d'insister plus longuement sur des faits qui ont été examinés tout au long de cette étude. Tant qu'une diminution profonde du coût de la vie ne se sera produite, il ne sera pas possible d'imposer à l'ouvrier la réduction de salaires à peine suffisants pour assurer sa subsistance.

Il est, dans ces conditions, permis de se demander pour quelles raisons les ouvriers des Etats étrangers peuvent supporter

une compression de leurs gains, alors que cette mesure ne peut être suivie à Roubaix-Tourcoing.

La raison est simple, une rapide lecture du tableau suivant éclaire d'un jour lumineux tout ce problème : les pays qui sont les principaux concurrents industriels de la France ont bénéficié, ces dernières années, d'une diminution importante du coût de la vie, tandis que les indices français accusaient une hausse considérable.

VARIATIONS DU COUT DE LA VIE DANS LES DIFFÉRENTS PAYS
DESTINÉS A SE CONCURRENCER INDUSTRIELLEMENT

Allemagne. — Indice 100 en 1914 ; 142 en 1923 ; 151 en 1928 ;
154 en 1929 ; 148 en 1930.

Belgique. — Indice 100 en 1921 ; 109 en 1923 ; 209 en 1928 ;
220 en 1929 ; 220 en 1930.

Etats-Unis. — Indice 100 en 1913 ; 170 en 1923 ; 170 en 1928 ;
170 en 1929 ; 167 en 1930.

France. — Indice 100 en 1914 ; 334 en 1923 ; 519 en 1928 ;
555 en 1929 ; 580 en 1930.

Grande-Bretagne. — Indice 100 en 1914 ; 169 en 1923 ; 165 en
1928 ; 157 en 1930.

Italie. — Indice 100 en 1914 ; 494 en 1923 ; 530 en 1928 ;
542 en 1929 ; 530 en 1930.

Pologne. — Indice 100 en 1924 ; 115 en 1925 ; 122 en 1928 ;
125 en 1929 ; 117 en 1930.

Quelles sont les causes de cette infériorité économique ?

Alors que les gouvernements étrangers s'efforçaient de faire baisser le coût de la vie, les différents gouvernements français qui se sont succédés ont pratiqué une politique essentiellement favorable à l'agriculture. Après la stabilisation monétaire et la disparition des avantages à l'exportation favorisés par une monnaie dépréciée, l'augmentation de la circulation des billets a provoqué concurremment la hausse des prix. Pour parer à

l'afflux des produits agricoles étrangers attirés par cette hausse, le gouvernement a élevé des barrières douanières de plus en plus fortes, dont l'effet immédiat fut l'augmentation croissante du coût de la vie. Cette politique n'a malheureusement favorisé que l'agriculture, elle nuit extrêmement au consommateur et à l'industrie, qui a dû continuellement rajuster ses salaires et par contre-coup les prix de ses produits. Cette méthode a été supportable jusqu'au jour où les industries exportatrices françaises se sont heurtées à l'étranger à des concurrents mieux protégés.

Il est certain que l'agriculture française méritait la sollicitude des Pouvoirs publics, une protection inefficace aurait fait naître une ère de vie à bon marché, mais elle eût ruiné l'agriculture et réduit au chômage des millions de Français.

Cependant, cette sollicitude ne doit pas s'exercer de façon telle que l'industrie se trouve lésée dans ses intérêts les plus essentiels. L'équilibre doit être maintenu entre la production industrielle et la production agricole. Il est intéressant, à ce point de vue, d'étudier toutes les mesures législatives et les conventions internationales douanières dont la viticulture a fait l'objet depuis quelques années, comparativement à celles prises en faveur de l'industrie textile. Nul rapprochement n'est plus saisissant. Le Gouvernement et le Parlement ont prodigué à la viticulture des soins constants ; l'industrie textile a été délaissée. Et pourtant la viticulture, vignerons et commerçants compris, nourrit à peine un million de personnes, l'industrie textile en fait vivre trois fois plus. Cette dernière a une balance commerciale positive d'environ trois milliards, l'industrie vinicole a une balance commerciale négative de plus d'un milliard.

Les résultats de cette politique sont peu encourageants.

L'agriculteur français s'estime à peine suffisamment rémunéré alors qu'il vend sur le marché national son blé à un prix trois fois plus élevé que ceux pratiqués dans les pays voisins et, d'autre part, l'abandon du libre-échange en Grande-Bretagne vient de lui faire perdre un de ses principaux débouchés. La rupture de l'équilibre entre l'agriculture et l'industrie française

n'a profité que temporairement à la première en écrasant la seconde.

LES DÉGRÈVEMENTS FISCAUX

LES DÉGRÈVEMENTS FISCAUX sont le deuxième moyen envisagé pour permettre le relèvement de l'industrie textile. Celle-ci est

Les dégrèvements fiscaux sont le deuxième moyen envisagé accablée d'impôts. Les taxes de toutes sortes qui viennent alimenter le budget sont, à Roubaix-Tourcoing, un des éléments principaux de l'augmentation des prix de revient. Aucun pays étranger ne supporte des charges fiscales aussi élevées. C'est ainsi qu'un tissu français exporté est grevé de 3,16 % de taxe sur le chiffre d'affaires, pour ne citer que celle-là, tandis qu'un tissu belge exporté ne supporte qu'une taxe de 1,25 % et un tissu allemand, de 0,56 %.

Cette disproportion est due au fait que les opérations de transformation de la matière première sont particulièrement élevées dans l'industrie textile et donnent lieu à des échanges nombreux frappés par cette taxe.

Le produit fini est ainsi excessivement grevé. Il importe de remédier à cette anomalie.

Le département du Nord paie à lui seul le 1/6^e de la totalité des impôts perçus en France. Aucun département, sauf celui de la Seine, dont la situation est particulière, n'alimente le budget avec une telle abondance, et s'il occupe le deuxième rang quant à la population, il ne vient qu'au soixantième pour la superficie.

Ce département, qui compte 1.970.000 habitants, paie à lui seul autant d'impôts sur le revenu que 59 départements les moins chargés ayant une population de plus de 18 millions d'habitants. Mais tandis que ces 59 départements sont représentés par 457 députés et sénateurs, le Nord n'en possède que 32 et il n'a aucun représentant à la Commission des Finances de la Chambre des députés.

Ces quelques précisions révèlent que l'impôt en France est inégalement réparti et qu'un peu plus de justice et d'équité

fiscales sont ardemment désirés par les populations du Nord. Sans doute, il est facile de répondre que le département du Nord est très imposé parce qu'il est très riche. Mais quelle est la cause unique de sa richesse ? C'est le travail. Le Nord doit sa situation privilégiée au labeur acharné de sa population. Doit-il pour cela être le nourricier des départements où les habitants se contentent de se laisser vivre en ne produisant que le strict minimum, ce qui ne laisse aucune prise à l'impôt ? Non. Les habitants finiront pas se lasser de voir une partie du produit de leur travail, de jour en jour plus importante, leur être retirée aux fins de pourvoir à l'équilibre d'un budget sans cesse en augmentation. Ecraser le contribuable du Nord, c'est tuer la poule aux œufs d'or et c'est aussi tarir une des plus importantes sources de la natalité française. Il est temps de répartir l'impôt de manière plus équitable entre toutes les régions françaises et de procéder aux allègements indispensables.

Malheureusement, ces allègements sont bien improbables. Le budget de l'exercice 1931-32 est d'ores et déjà en déficit de près de deux milliards et demi, et celui de l'exercice suivant accusera un déficit de plus de quatre milliards. Comment ce trou sera-t-il comblé ? par l'impôt ou par l'emprunt ? L'emprunt étant un impôt différé, c'est encore le contribuable qui va pâtir de ce déséquilibre entre les recettes et les dépenses et le Nord sera encore au premier rang des victimes.

L'examen du budget ne décèle aucun indice rassurant. Les impôts, taxes et contributions de toute nature ont atteint le maximum de ce qui peut être demandé au contribuable sans causer à la richesse nationale des troubles profonds. La crise économique et le marasme des affaires qui en a découlé diminuent chaque jour les recettes du budget sans qu'aucun remède efficace puisse être appliqué. De leur côté, les dépenses sont pratiquement incompressibles. Le service de la dette, les dépenses militaires indispensables au maintien de la sécurité, les pensions et les traitements des fonctionnaires absorbent la plus grosse partie des ressources, le reste est constitué par les dépenses d'entretien indispensables. Il est peut-être regrettable que la

France compte un nombre trop important de fonctionnaires et de pensionnés, mais la diminution du montant de ces chapitres est une réforme que le régime parlementaire actuel est incapable de faire aboutir. Constatons simplement que les pensions civiles seules se chiffraient à 300 millions de francs en 1914 et à 3.703 millions en 1930, soit une augmentation nette de plus du double par rapport à la valeur du franc d'avant-guerre.

Salaires et impôts, tout le problème est là. L'industrie textile de Roubaix-Tourcoing est en péril et souffre de difficultés qui ne sont atteintes dans aucune autre industrie française parce qu'elle supporte des charges comparativement plus élevées que les industries similaires étrangères. L'application de la loi sur les assurances sociales, bienfaisantes à l'ouvrier, a été pour elle, le coup de grâce. Sa mise en œuvre sans aucune préparation et l'élévation importante du prix de revient des produits manufacturés qui en fut le premier résultat a précipité le ralentissement d'une activité déjà fort éprouvée.

Alors que les autres industries françaises travaillant pour le marché intérieur peuvent faire supporter au consommateur le poids des assurances sociales, le textile de Roubaix-Tourcoing, qui doit lutter sur les places étrangères pour écouler sa production, ne jouit pas des mêmes avantages. Il est pénible de constater qu'une loi qui devait améliorer le sort de l'ouvrier contribue, au contraire, dans ce cas particulier, à le rendre plus angoissant par le développement du chômage dû à la diminution des exportations.

Il serait bon, enfin de parfaire l'éducation du consommateur et, au moment où les importations de textiles étrangers en France augmentent constamment, de l'avertir des effets de ces exigences. Le concurrent le plus dangereux du centre Roubaix-Tourcoing sur le marché français est actuellement le fabricant anglais. Un snobisme incompréhensible et des idées fausses soigneusement entretenues par certains commerçants, poussent volontiers le consommateur à acheter des tissus anglais, qu'il croit meilleurs et qui ne sont en réalité que plus chers. Il suffit qu'un article soit d'origine étrangère pour qu'il soit préférable

aux articles français. Cet état d'esprit, hélas ! trop répandu, est une des causes de l'augmentation croissante des importations françaises ces dernières années. Il est heureux cependant que nombre de ces tissus dits « anglais » sont fabriqués à Roubaix-Tourcoing, mais malgré cette compensation, le mal tend à se propager et il devient urgent de le combattre. Il est d'autant plus nécessaire de le faire que presque tous les Etats étrangers ont précédé la France dans la voie de ces campagnes en faveur de l'achat exclusif des produits nationaux par leurs ressortissants.

Cette analyse des maux dont souffre l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing n'est guère réjouissante. Mais, et ceci est une modeste consolation, les Etats étrangers, plus affectés que la France par la crise économique, traversent en ce moment des difficultés bien plus graves, qui place notre pays dans une situation encore enviée. C'est grâce aux solides vertus ancestrales du peuple français et parmi lesquelles dominent le bon sens, le travail et le goût de l'épargne, que nous nous trouvons dans une position moins critique que la plupart de nos voisins. Une telle constatation permet d'espérer un redressement dont l'histoire de France est féconde et d'augurer un avenir meilleur.

Vu : *Le Président :*

William OUALID.

Vu : *Le Doyen :*

H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris :

CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
Aperçu de la situation industrielle à Roubaix-Tourcoing et aux environs	5
La Fabrication	12
La Fabrication et le commerce des tissus	14
Le Coton. — Filature et Négoce des fils de coton	15
La Condition publique	17
La Bonneterie	19
La Teinturerie et l'Apprêt	19
L'Industrie de la Confection	20
Les Industries Textiles Artistiques : Tapis-Tapisseries	20

PREMIERE PARTIE

Le Patronat et le Prolétariat	23
-------------------------------------	----

CHAPITRE PREMIER

Le Patronat	25
-------------------	----

I

Le Consortium de l'Industrie Textile	28
Les Œuvres Sociales du Consortium de l'Industrie Textile.	30
Les Allocations Familiales	31
Les Subventions aux Sociétés de Secours Mutuels et aux Sociétés de Sports, d'Education Physique, etc... ..	35

La Commission Intersyndicale	37
------------------------------------	----

II

Les Indépendants	42
------------------------	----

CHAPITRE DEUXIÈME

Le Prolétariat	45
----------------------	----

I

Les Salaires	49
--------------------	----

II

La Commission Régionale d'Etudes relatives au coût de la vie du Département du Nord	52
--	----

III

Le Problème des Frontaliers	61
-----------------------------------	----

IV

Les Syndicats Ouvriers	69
Les Syndicats Socialistes ou Cégétistes	70
Les Syndicats Libres ou Syndicats Chrétiens	72
Les Syndicats Unitaires ou Communistes	73
Les Syndicats Belges	74

V

Les Revendications Ouvrières et les Reproches adressés par le Salariat au Patronat	75
---	----

DEUXIEME PARTIE

Les Difficultés Economiques et Sociales	81
---	----

CHAPITRE PREMIER

I

La Crise Economique dans l'Industrie Textile de Roubaix-Tourcoing	85
L'Influence de la Crise dans les différentes Branches du Textile de Roubaix-Tourcoing	87

II

Situation de l'Industrie Textile de la Grande-Bretagne	97
---	----

III

Situation de l'Industrie Textile en U. R. S. S.	99
--	----

IV

L'Influence de la Crise Economique sur le Marché du Travail	100
---	-----

V

La Loi sur les Assurances Sociales et ses Effets dans l'Industrie Textile de Roubaix-Tourcoing	103
--	-----

CHAPITRE DEUXIÈME

I

Le Conflit de 1931	109
L'Encyclique « Quadragesimo Anno »	110

II

Le Début des Hostilités	113
La Grève Générale	120
Les Troubles à Roubaix	143
Continuation des Entrevues entre le Groupement Interpro- fessionnel des Industriels Indépendants et les Délégués des Syndicats Libres et Cégétistes	147
La Décision du Gouvernement Belge	148
La Reprise des Entrevues au Ministère du Travail	155
Appel de Son Eminence le Cardinal Liénart au sujet de la Grève du Textile	161
La Tentative de conciliation de M. Pierre Laval	162
La Convention collective du 3 juillet 1931	165
La Reprise du travail chez les Indépendants	173
La Fin de la Grève	177
Le Bilan de la Grève	180
Effets de la Grève chez les Industriels	182
Le Chômage après la Grève	182

TROISIEME PARTIE

La Diversité des Opinions sur les Causes des Difficultés Sociales dans l'Industrie Textile de Roubaix-Tourcoing et l'Etudes des Responsabilités	185
---	-----

I

La Diversité des Opinions	186
---------------------------------	-----

II

Les Responsabilités	212
La Leçon du Conflit	214
La Politique Sociale du Consortium	218
Les Remèdes	219

III

L'Amélioration du Sort de l'Ouvrier	223
Les Allocations familiales	226
La Réforme des Habitations ouvrières	226

QUATRIEME PARTIE

L'Avenir de l'Industrie Textile à Roubaix-Tourcoing	231
La Baisse des Salaires	232
Les Dégrèvements Fiscaux	234

IMPRIMERIE DU MONTPARNASSE
ET DE PERSAN-BEAUMONT
47, RUE DE LA GAITÉ, PARIS (14^e)
DIRECTEUR : C. TIERCIN

